

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITE DE FIANARANTSOA

ECOLE NORMALE SUPERIEURE

3^{ème} CYCLE

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES POUR L'OBTENTION DU
« DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES EN EDUCATION
ET FORMATION D'ADULTES »
DESS - EFA

COMMUNICATION ET PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE,

**REGARD SUR L'INTEGRATION DE COMMUNICATION
PARTICIPATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT :**

**L'EXPERIENCE DE LA COMMUNE RURALE D'ALAKAMISY
ITENINA, REGION HAUTE MATSIATRA, MADAGASCAR**

Membres du Jury

Président	Professeur RASAMOELINA Henri
Examineur	Docteur RATSIMBAZAFY Ignace
Directeur de mémoire	Docteur RASOAMAMPIONONA Clarisse

Présenté par

RAZAFIMAHENINA FILS
Kotoarivony
e.mail : kotoarivonyfils@yahoo.fr



Razafimahenina Fils Kotoarivony

A occupé ces dix dernières années, différents postes dans la Région Haute Matsiatra en tant que Coach Information, Directeur Exécutif, Coordonnateur Régional et Enseignant.

Accompagnateur du développement social et économique régional, plusieurs acteurs locaux, communaux, régionaux voire nationaux ont bénéficiés de ses appuis et accompagnements en animation, en facilitation, en montages organisationnels, institutionnels et informationnels ainsi qu'aux différents processus de plaidoyers touchant plusieurs domaines (transport, lac Antarambiky, projet de loi sur la chambre des paysans).

En tant qu'animateur de développement, il exerce diverses fonctions:

- Faciliter le dialogue et les échanges d'idées au sein de différents groupes.
- Encourager la réflexion sur les problèmes de développement local et sur les solutions possibles ou encore sur les objectifs communs à atteindre.
- Soutenir le processus de délimitation du problème et l'identification d'une série d'actions concrètes visant à expérimenter ou à implanter les solutions choisies.
- Appuyer les efforts de sensibilisation d'apprentissage et de mise en œuvre de l'initiative de développement.
- Assurer la circulation efficace de l'information auprès des participants..
- Soutenir la prise de décision.
- Assurer la collaboration au niveau local et établir des partenariats.
- Faire le suivi de l'initiative de développement.
- S'assurer que les autorités ou les organismes ressources soient en mesure d'appuyer les efforts locaux et comprennent les besoins et les points de vue des communautés.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITE DE FIANARANTSOA

ECOLE NORMALE SUPERIEURE

3^{ème} CYCLE

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES POUR L'OBTENTION DU
« DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES EN EDUCATION
ET FORMATION D'ADULTES »
DESS - EFA

COMMUNICATION ET PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE,

**REGARD SUR L'INTEGRATION DE COMMUNICATION
PARTICIPATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT :**

**L'EXPERIENCE DE LA COMMUNE RURALE D'ALAKAMISY
ITENINA, REGION HAUTE MATSIATRA, MADAGASCAR**

Membres du Jury

Président	Professeur RASAMOELINA Henri
Examineur	Docteur RATSIMBAZAFY Ignace
Directeur de mémoire	Docteur RASOAMAMPIONONA Clarisse

Présenté par

RAZAFIMAHENINA FILS
Kotoarivony
e.mail : kotoarivonyfils@yahoo.fr

DEDICACE

Je dédie ce travail

*À ma femme,
À mes trois fils*

Pour m'avoir soutenu durant toutes mes études et surtout dans le cadre de réalisation de ce travail.

Pour avoir contribué à l'élaboration de cet ouvrage

Vous n'avez pas manqué de m'encourager par vos moyens et prières.

Vous n'avez pas cessé d'apporter votre soutien aussi bien matériel que moral jusqu'au bout de mes peines.

Votre aide inestimable m'a vraiment encouragé.

Vos confiances et vos encouragements m'ont beaucoup aidé.

Que l'accomplissement de cet œuvre constitue à votre égard un témoignage de toute ma gratitude.

REMERCIEMENTS

A Notre Seigneur

Qui nous a béni tout au long du processus d'élaboration de ce Mémoire. Sans Lui, nos efforts étaient insignifiants. Qu'à Lui seul soient les Louanges éternelles !

Aux membres du Jury

- A Monsieur le Président du Jury, qui nous a montré une bienveillance sans égale en acceptant de présider et accepter de siéger en tant que membres du Jury. Votre présence ne fait que rehausser la valeur de ce mémoire.

Veuillez trouver ici nos sincères et respectueux hommages.

- A Monsieur l'Examineur, qui a consenti à juger notre travail en dépit de ses lourdes responsabilités. Vos observations et vos suggestions seront appréciées comme un complément de nos connaissances et une aide pour nos futures investigations.

Veuillez recevoir ici l'assurance de notre gratitude.

- A Madame Le Directeur du mémoire, qui a fait preuve d'une persévérance méritoire. Vous avez su consacrer un temps précieux, nous montrer de la patience et de la tolérance durant l'encadrement de ce travail. Votre gentillesse et votre habileté à transmettre votre connaissance ont stimulé notre ardeur et notre admiration pour le développement et la formation.

Veuillez agréer, l'expression de notre profond respect et nos vifs remerciements.

Nous tenons à remercier vivement

- Monsieur Le Directeur, tous les enseignants en DESS/EFA et le personnel administratif de l'Ecole Normale Supérieure, pour le dévouement exemplaire dont ils ont fait montre pour notre réussite.
- Le Maire et la population de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, pour nous avoir accueillis en apprentissage. L'accueil chaleureux et les relations avec le milieu rural que vous nous avez partagé sur la base de vos qualités professionnelles nous ont permis d'effectuer avec dévouement et assurance notre intervention jusqu'à terme au sein de votre communauté.

Que vous trouviez dans cet humble travail l'expression de nos plus hautes considérations.

- Ma famille, pour l'amour et l'affection avec lesquelles vous m'avez soutenu et aidé durant la réalisation de ce mémoire.
- A tous ceux et à toutes celles qui, de près ou de loin, nous ont épaulés tout au long de nos cursus.

Profondes reconnaissances et affections.

SOMMAIRE

Communication et Participation Communautaire,

Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement :
l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra,
Madagascar

	Pages
Dédicace	II
Remerciements	III
Sommaire	IV
Acronymes	VI
Table des illustrations : tableaux, photos, cartes, figures	VIII
Introduction	1
 <u>1ère PARTIE</u>	
CADRE DES MISSIONS, ROLES DE L'INTERVENANT ET METHODOLOGIE	6
CHAPITRE I	
CADRE, CONTEXTE, OBJECTIF ET APPROCHES DES MISSIONS	8
1.1 <u>Cadre des missions : Données générales sur la Commune rurale Alakamisy Itenina</u>	8
1.2 <u>Contexte dans lequel s'inscrit la mission</u>	13
1.3 <u>Le partenariat de SAHA avec la commune d'Alakamisy Itenina</u>	17
 CHAPITRE II	
LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE, ASSOCIEE AU ROLE DU FACILITATEUR, POUR FACILITER LE PROCESSUS DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE	25
2.1 <u>La participation de la communauté à Alakamisy Itenina</u>	25
2.1.1 La participation de la communauté	25
2.1.2 La communication participative communautaire	26
2.1.3 Les éléments fondamentaux de la communication participative	29
2.2 <u>Le rôle du facilitateur et de son équipe</u>	32
2.2.1 Le défi de l'animateur	32
2.2.2 Des aptitudes, qualités et rôles des animateurs dans un processus de communication participative	35
 CHAPITRE III	
PROCESSUS METHODOLOGIQUE D'UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT A ALAKAMISY ITENINA	42
3.1 <u>Diagnostic organisationnel et institutionnel</u>	43
3.2 <u>La Planification de la mise en œuvre</u>	47
3.3 <u>Intervention et les outils de communication utilisés</u>	47
3.4 <u>Jugement évaluatif : Établir un plan de suivi et une stratégie d'utilisation des résultats</u>	50
 <u>2ème PARTIE</u>	
PRATIQUE EN COMMUNICATION PARTICIPATIVE	55
CHAPITRE IV	
L'APPLICATION DE LA DEMARCHE PARTICIPATIVE A ALAKAMISY ITENINA	58
4.1 <u>Approfondir les connaissances sur la commune rurale Alakamisy Itenina</u>	59
4.1.1 Bien comprendre le contexte d'étude	59
4.1.2 Mener une démarche d'auto évaluation sur la bonne gouvernance	61
4.1.3 Assurer le diagnostic participatif de la commune Alakamisy Itenina	63

4.2 <u>La planification de nos interventions</u>	68
4.3 <u>Stratégie appliquée lors de nos interventions</u>	70
4.3.1 Renforcer le contact avec la communauté et comprendre le contexte local	71
4.3.2 Recourir à l'approche systémique et à la combinaison de divers outils	73
4.3.3 Renforcer les suivis et évaluations	73
CHAPITRE V	77
LES OUTILS UTILISES POUR UNE COMMUNICATION PARTICIPATIVE	
5.1 <u>Les types d'outils de communication perçus pour nos interventions</u>	77
5.2 <u>Les expériences vécues sur la communication participative à Alakamisy Itenina</u>	80
5.2.1 Stimuler la création d'un espace de dialogue et de prise de décision à travers l'amélioration de la vie du CDC :	81
5.2.2 Encourager la participation à une initiative concrète de développement	88
5.2.3 Instaurer un mécanisme de collaboration pour encourager et nourrir l'échange de connaissances et d'informations.	92
CHAPITRE VI	98
LIMITES DE NOS INTERVENTIONS EN COMMUNICATION PARTICIPATIVE ET PISTES DE REFLEXION	98
6.1 <u>L'intégration de la communication participative dans la commune Alakamisy Itenina.</u>	98
6.1.1 Souvenance des résultats attendus de nos interventions	98
6.1.2 Les domaines concernés par l'utilisation de la communication participative	98
6.2 <u>Bilan de la mise en place de la communication participative à Alakamisy Itenina</u>	101
6.2.1. Les obstacles et difficultés liés à l'application d'une approche de communication participative à Alakamisy Itenina	102
6.2.2. Les facteurs de blocage de nos interventions	102
6.2.3. Les effets à la base de nos accompagnements	109
6.3 <u>Leçons tirées de nos interventions</u>	110
Conclusion	116
Orientations bibliographiques	123
Webographie	126
Lexique	128
Liste des annexes	141

ACRONYMES :

ACORDS	Appuis aux Communes et aux organisations de la Région du Sud
ASV	Animateurs sanitaires villageois
CAC	Centre d'appui aux Communes
CDC	Comité de Développement Communal
CEG	Collège d'enseignement général
CLEF/CRP	Centre de lecture
CLLS	Comité local de lutte contre le Sida
CR Alak Iten	Commune rurale Alakamisy Itenina
CSB2	Centre de santé de base (niveau 2)
CTD	Collectivités territoriales décentralisées
DAA	Délégué Administratif d'arrondissement
DESS – EFA	Diplôme d'Etude Supérieure Spécialisée - Education et Formation d'Adultes
EPP	Ecole Primaire Publique
FDL	Fond de développement local
FFOM	Forces, faiblesses, opportunités, menaces
FID	Fond d'intervention pour le développement
FJKM	Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara
FRAM,	Fikambanana ny Ray Aman-dreny
GCV	Grenier Communautaire Villageois
GTDR	Groupe de Travail pour le Développement Rural
KASTI	Comité anti-incendie
KR-AI	Comité de la radio à Alakamisy Itenina
OFSCR	Organisation faîtière de la société civile rurale
ONG	Organisation non gouvernemental
ONG	Organisations non gouvernementales
ONN	Office National pour la Nutrition
OPCI	Organisme public de coopération intercommunale
OSCs	Organisations de la société civile
PALI	Partenaires limitrophes
PCD	Plan Communal de Développement

PIC	Plan d'investissement communal
PIC	Pôle Intégré de Croissance
PN2D	Programme National de Décentralisation et de Déconcentration
PNF	Plan national foncier
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRD	Programme Régional de Développement
PSA	Prestataire de Service
PSDR	Programme de Soutien au Développement Rural
SAHA	Sahan'Asa fampandrosoana ny Ambanivohitra
STC	Service Technique Communal
STD	Service technique déconcentré
TDR	Termes de références
TIAVO	Tahiry Iombonana ifamonjena amin'ny Vola
UADEL.	Unité d'Appuis pour le Développement Local
UGP / ACORDS	Unité de Gestion de Projets
ZAP	Zone Administrative Pédagogique

TABLE DES ILLUSTRATIONS :

Photographies :

	Pages
Cliché N°1 : Les Vatolahy sont élevés partout en commémoration des actes	7
Cliché N°2 : La population d'Alakamisy Itenina est une population jeune et active	10
Cliché N°3 : Vers un changement social de la population d'Alakamisy Itenina	23
Cliché N°4 : Public pas seulement auditeur, mais acteur	26
Cliché N°5 : La population au centre de nos interventions	28
Cliché N°6 : Bâtir une relation de confiance	42
Cliché N°7 : Evaluation des outils à travers le 3-PC	46
Cliché N°8 : Les moyens de transports les plus usités à Alakamisy Itenina (Bicyclette, motocyclette, 404 bâché)	55
Cliché N°9 : Le marché d'Alakamisy	56
Cliché N°10 : Le marché hebdomadaire draine une foule considérable	57
Cliché N°11 : La carence en équipement bureautique, une des causes de la lourdeur des activités administratives	59
Cliché N°12 : Zone productrice de charbons de bois : Diminution galopante de la couverture forestière	63
Cliché N°13 : Le manque d'encadrement technique, un des problèmes majeurs des filières	64
Cliché N°14 : Quelques membres du CDC d'Alakamisy Itenina	97
Cliché N°15 : Les complications de l'éloignement, un des facteurs de blocage de nos interventions	98
Cliché N°16 : Ouverture modeste des femmes aux échanges d'information indispensables à la réflexion pour le développement	99
Cliché N°17 : Les femmes n'acquièrent pas l'habitude de participer, ni de prendre la parole devant les hommes	99
Cliché N°18 : Les femmes passent facilement d'un problème à la solution, sans appréhender toutes les causes profondes.	100
Cliché N°19 : Les acteurs communaux exploitent à bon escient des leçons tirées issues des expériences antérieures	103
Cliché N°20 : Réhabilitation du Bureau communal et construction d'un mur de soutènement,	104

nous montrent la bonne utilisation des fonds

Cliché N°21 :	Les acteurs communaux au centre de nos interventions	107
Cliché N°22 :	La mobilisation et la responsabilisation des membres du CDC en tant qu'interlocuteurs et amplificateurs des messages	108
Cliché N°23 :	Le Savika pourrait jouer un rôle déterminant dans la communication participative	110

Carte:

Carte N°1: Situation de la Commune Alakamisy Itenina	8
--	---

Tableaux :

Tableau N°1:	Les communes limitrophes d'Alakamisy Itenina	9
Tableau N°2:	Distance des divers Fokontany par rapport au Chef lieu de la Commune	9
Tableau N°3:	Les indicateurs démographiques de la commune	10
Tableau N°4:	Les acteurs de développement actifs dans la commune	11
Tableau N° 5	Les référentiels pour faciliter les transferts de compétences pour le développement	38
Tableau N° 6	Tableau résumant l'approche méthodologique	39
Tableau N°7 :	Les marqueurs de progrès et les incidences visées à Alakamisy Itenina	65
Tableau N°8 :	Un exemple d'intervention selon un calendrier mensuel	66
Tableau N°9 :	Un extrait du journal de suivi de la mise en œuvre à Alakamisy Itenina.	71
Tableau N°10 :	Un outil de plan de suivi évaluation à Alakamisy Itenina.	72
Tableau N°11 :	Les types d'outils de communication utilisés à Alakamisy Itenina	73
Tableau N°12 :	Les nouvelles attributions requises par le processus PCD pour les différentes entités communales :	79

Figures :

Figure N°1 :	Référentiels pour faciliter les transferts de compétences	37
Figure N°2 :	Le cercle extérieur du processus de recherche participative	40
Figure N°3 :	Le cercle intérieur. Dix étapes pour planifier et mettre en œuvre la communication participative pour le développement.	49
Figure N°4 :	L'administration classique à Madagascar en 2004	60

INTRODUCTION

La décentralisation est le cadre d'intervention en matière de bonne gouvernance locale. Elle a permis l'organisation du territoire en Collectivités territoriales décentralisées (CTD) ainsi que l'émergence de la société civile à jouer un rôle dans le développement local. Pour le cas de Madagascar, le territoire est organisé en commune (collectivité territoriale de base) et région (collectivité intermédiaire stratégique).

La bonne gouvernance se traduit ainsi comme un exercice d'une autorité politique, économique et administrative dans la gestion des affaires de l'Etat à tous les niveaux. Cela comprend les mécanismes, processus et institutions à travers desquels les citoyens et les OSCs articulent leurs intérêts, exercent leurs droits, satisfont à leurs obligations et font la médiation de leurs différences (PNUD). La bonne gouvernance suppose de ce fait la perte de centralité de la régulation étatique; la négociation ouverte avec les multiples acteurs économiques et sociaux; le décroisement entre les sphères publiques et privées débouchant sur des partenariats.

La bonne gouvernance locale est donc une pratique par l'autorité locale des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi en vue de promouvoir le développement local d'une manière efficace et transparente. Dans le cadre du développement et d'accompagnement de la dynamique locale, les six valeurs et principes de la gouvernance guident les partenariats et les interventions des organismes d'appuis, des ONG et des associations. Nous citons la prééminence du droit et égalité devant le droit (Etat de droit) ; la péréquation (répartition) et solidarité (Equité) ; la responsabilité/ transparence devant le souverain ; l'efficience et l'efficacité ; la responsabilisation, l'engagement et la participation citoyenne ; la subsidiarité et la délégation. Ces six valeurs et principes, présentent chacune leur importance particulière, et méritent d'être approfondies. Toutefois, dans le cadre de cette présente étude, nous n'aurons pas les possibilités de les aborder tous, raisons pour lesquelles nous avons opté de mettre l'accent sur les procédés interactifs et participatifs du domaine de la participation citoyenne.

Normalement, la participation citoyenne devrait aboutir à une évolution vers une structure de coopération institutionnelle, à une introduction de critères d'institutionnalisation dans le système de management et d'évaluation, un élargissement de l'approche pour favoriser l'émergence de dynamiques communautaires et une introduction d'une politique de développement des connaissances et des mémoires institutionnelles.

Malheureusement, nous constatons des difficultés sur la dynamique au niveau du terrain. Au niveau des intervenants et / ou des organismes d'appuis, nous assistons à des résultats certains en termes de performance, des méthodes et des outils qui fonctionnent convenablement. Toutefois, nous ne pouvons pas nier l'existence d'une incohérence au niveau des interventions. Ces intervenants à la recherche de qualités réduisent les coûts des interventions et consacrent plus de temps à la gestion d'un système que de personnes. Nos expériences vécues au sein des organismes d'appuis nous révèlent que plus de 70% d'un budget d'un programme de développement est affecté à la structure et au fonctionnement d'un programme. Tandis que les restes, avec 30% seulement du budget, sont consacrés aux actions de développement proprement dit.

Par ailleurs, certains organismes d'appuis conçoivent également la démarche appropriative des communautés comme une initiative de structures de recherche ou de développement qui menaient l'expérimentation sur le terrain. Cette situation est encore surchargée par le contexte de pauvreté, de l'éloignement par rapport à l'administration centrale. Dans un souci de progresser sur la productivité, les membres des communautés et les agents de développement fixent des objectifs et des indicateurs des équipes peu appropriés à l'action quotidienne. Les intervenants se perdent dans une multitude d'objectifs parfois perçus comme contradictoire. A cette situation contradictoire se rajoute le manque de vision sur les priorités d'actions au quotidien avec une présentation d'un tableau de bord sophistiqué et d'un plan de suivis évaluations inaccessibles.

Les organismes d'appuis trop soucieux des résultats quantitatifs et chiffrés, minimisent les appropriations et les engagements des citoyens, d'autre part, nous assistons à un manque de réactivité de la population et des communautés de base. Ces dernières ne s'approprient guère, aux actions de développement et des interventions des organismes d'appuis. Le comportement de rejet de la population à toute innovation s'accroît et s'évolue du jour au lendemain.

Les projets de développement sont toujours considérés comme des faits apportés par des structures extérieures qui interviennent dans une communauté, les résultats tendent à ne pas être utilisés de manière durable. Il n'est pas étonnant de voir des communautés qui après le départ d'un organisme d'appui n'arrivent pas à se défaire de leurs pauvretés et rejettent ce qu'elles ont acquises durant la période d'intervention de ces organismes d'appui.

Le problème de notre recherche consiste à tracer la stratégie à mettre en place et les types de renforcement des capacités à conférer aux différentes parties prenantes du développement pour que ces dernières puissent se collaborer pour une démarche appropriative des communautés. Dans le cadre de ce travail, si la définition du développement dénote des communautés soucieuses de prendre part aux processus qui conduisent aux progrès, quel sens donner au qualificatif « participatif » accolé ici à la notion de communication pour le développement?

Nous tenterons de répondre à la problématique suivante : Comment les agents de développement et les chercheurs peuvent-ils améliorer leur communication avec les communautés locales et les autres intervenants? Comment la communication peut-elle faciliter la participation communautaire dans la recherche et les initiatives de développement tout en améliorant la capacité des communautés à participer à la gestion de leurs ressources? Comment les chercheurs, les membres des communautés et les agents de développement peuvent-ils améliorer leurs chances d'influencer les preneurs de décisions et à promouvoir efficacement le changement?

Ce qui est évident, c'est que les chercheurs, les agents de développement et les intervenants communautaires ne peuvent pas affronter seuls aux problèmes vécus par les communautés. Le processus doit être basé sur la participation active de ceux à qui le projet est destiné tout en impliquant les autres intervenants qui travaillent avec les communautés. Ces concepts sous-tendent les principes de la communication participative.

La communication participative pour le développement est rattachée à la fois à la communication pour le développement et à la recherche participative. Cette communication pour le développement se réfère à l'exploitation planifiée de stratégies et de processus de

communication visant le développement. La communication participative est ainsi un outil de travail qui peut faciliter les processus de développement communautaire et de recherche pour le développement. Elle vise à faciliter la participation de la communauté à leurs propres initiatives de développement grâce à l'utilisation de diverses stratégies de communication.

Autant, il nous est confirmé de choisir comme thème de mémoire de fin d'études « **Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar** »

Le présent travail est basé sur l'application de la communication participative pour le développement que nous avons réalisée dans la Commune Rurale d'Alakamisy Itenina, District de Vohibato, Région Haute Matsiatra. Nos interventions dans ladite commune, correspondent à nos missions confiées par SAHA Betsileo à l'accompagnement de la commune à l'instauration de la bonne gouvernance, au développement local et au développement institutionnel.

En s'appuyant sur nos expériences pratiques de terrain et de nos connaissances approfondies en DESS – EFA (éducation et formation d'adultes), nous essaierons de démontrer comment la communication participative peut représenter un modèle de communication efficace pour répondre aux enjeux du développement. Ceci, en s'appuyant sur le caractère endogène du développement, en rendant les populations actrices de leur développement, en les incluant dans le processus de décision dès l'initiative du projet.

Nous pensons que le fait de donner les compétences nécessaires, en communication participative, ajustées aux besoins des membres des communautés et des agents de développement, puissent apporter une grande mutation sur la démarche appropriative des communautés et facilitent l'enracinement du processus de développement communautaire. La réalisation de cet accompagnement dans la région Haute Matsiatra, nous a permis de vérifier la validité de certaines de nos hypothèses selon lesquelles :

- La promotion de la communication participative est un processus mené pour répondre aux préoccupations des membres des communautés et des agents de développement, aux fins de faciliter et stimuler l'implantation de projets de développement socio-économique.

- Le renforcement des capacités en communication participative des communautés stimule ces dernières à prendre en main leur propre développement et tout effort de développement, à cerner et analyser les problèmes et les besoins et d'en déterminer la priorité.
- La communication participative vise à faciliter la participation de la communauté à concevoir leurs propres initiatives de développement et d'acquérir les connaissances nécessaires pour implanter ces initiatives grâce à l'utilisation de diverses stratégies de communication.

Pour une meilleure compréhension, nous trouvons nécessaire d'aborder ce travail de recherche selon un caractère de bipartition. La première partie de ce mémoire porte sur le cadre global, nos rôles en tant qu'intervenant et la méthodologie des interventions. Dans le cadre global, y sont présentés le cadre dans lequel s'inscrit la mission, avec la délimitation de nos missions. Y sont aussi définis nos rôles en tant qu'intervenant dans le processus de communication visant à faciliter la participation communautaire. Y sont abordées la présentation du processus méthodologique qui introduit une approche visant à mener un diagnostic organisationnel et institutionnel de la commune et la planification de la mise en œuvre des stratégies de communication. Cette approche est constituée également de la identification des outils de communication à utiliser durant nos interventions, puis l'établissement d'un plan de suivi et de mise en œuvre avec une stratégie d'utilisation des résultats.

La deuxième partie expose les grandes lignes de notre pratique en communication participative et de recherche pour le développement en tant que facilitateur d'un processus de communication; il aborde des questions d'approfondissement sur les connaissances de la commune rurale Alakamisy Itenina, et présente une méthodologie qui aidera à planifier nos interventions, la mise en œuvre et l'évaluation des stratégies de communication efficaces. Le second point porte sur les outils de travail et aborde les types d'outils de communication perçus pour nos interventions et la présentation des expériences vécues à Alakamisy Itenina. Pour une meilleure performance en communication participative, nous proposons en dernier lieu un ensemble de recommandations et de pistes de réflexion, à partir des données pertinentes de cette pratique de communication participative, tout en soulignant les limites de nos interventions.

PREMIERE PARTIE

CADRE DES MISSIONS, ROLES DE L'INTERVENANT ET METHODOLOGIE

Communication et Participation
Communautaire,

*Regard sur l'intégration de communication
participative pour le développement :
l'expérience de la Commune rurale
d'Alakamisy Itenina, Région Haute
Matsiatra, Madagascar.*

	Pages
<u>1ère PARTIE</u>	
CADRE DES MISSIONS, ROLES DE L'INTERVENANT ET METHODOLOGIE	6
<u>CHAPITRE I</u>	
CADRE, CONTEXTE, OBJECTIF ET APPROCHES DES MISSIONS	8
1.1 <u>Cadre des missions : Données générales sur la Commune rurale Alakamisy Itenina</u>	8
1.1.1 Présentation de la Commune rurale Alakamisy Itenina	8
1.1.2 Données démographiques et privilèges ressentis d'Alakamisy Itenina	11
1.2 <u>Contexte dans lequel s'inscrit la mission</u>	13
1.2.1 Saha III et la gouvernance locale	13
1.2.2 Les interventions de Saha auprès des partenaires limitrophes	15
1.2.3 Les lacunes des approches du programme Saha	17
1.3 <u>Le partenariat de SAHA avec la commune d'Alakamisy Itenina</u>	17
1.3.1 Nos missions	17
1.3.2 Résultats attendus de nos interventions	20
1.3.3 Nos approches	20
	25
<u>CHAPITRE II</u>	
LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE, ASSOCIEE AU ROLE DU FACILITATEUR, POUR FACILITER LE PROCESSUS DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE	
2.1 <u>La participation de la communauté à Alakamisy Itenina</u>	25
2.1.1 La participation de la communauté	25
2.1.2 La communication participative communautaire	26
2.1.3 Les éléments fondamentaux de la communication participative	29
2.2 <u>Le rôle du facilitateur et de son équipe</u>	32
2.2.1 Le défi de l'animateur	32
2.2.2 Des aptitudes, qualités et rôles des animateurs dans un processus de communication participative	35
	42
<u>CHAPITRE III</u>	
PROCESSUS METHODOLOGIQUE D'UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT A ALAKAMISY ITENINA	
3.1 <u>Diagnostic organisationnel et institutionnel:</u>	43
1) Établir un contact avec la communauté locale ;	
2) Connaître et bien comprendre le contexte local	44
3.2 <u>La Planification de la mise en œuvre:</u>	47
3.3 <u>Intervention et les outils de communication utilisés:</u>	47
3.4 <u>Jugement évaluatif : Établir un plan de suivi et une stratégie d'utilisation des résultats</u>	50

1ère PARTIE
CADRE DES MISSIONS, ROLES DE L'INTERVENANT ET METHODOLOGIE

CHAPITRE I
CADRE, CONTEXTE, OBJECTIF ET APPROCHES DES MISSIONS

1.1 Cadre des missions : Données générales sur la Commune rurale Alakamisy Itenina

Alakamisy Itenina est une commune rurale située dans la partie Sud-Est de la Région Haute Matsiatra. Cette commune distante de **38 Km** de la ville de Fianarantsoa suivant la route nationale (RN 7) vers Ambalavao, à **20 Km** du croisement de Talata Ampano, dispose d'une surface totale atteignant **325 km²**. Administrativement, Alakamisy Itenina se rattache au District de Vohibato, Région de la Haute Matsiatra. Dans ce cadre vivent **21. 012 d'habitants⁽¹⁾**.

1.1.1 Présentation de la Commune rurale Alakamisy Itenina (Historique, Situation géographique et délimitation administrative)

Historique

Le Chef lieu de la commune s'appelait auparavant : Ambohibory. Mais comme la région était pleine de "Tenina", une plante de nom scientifique *Imperata Cylindrica*, il faut appelé Itenina. C'est après la création du marché du Jeudi que son nom devenait ALAKAMISY ITENINA.

La région d'Alakamisy Itenina a subi comme tant d'autres l'influence et les différents changements apportés par l'histoire selon les rois qui se sont succédés. A l'Est (Vohitrafeno) et à l'Ouest (Midongy) régnait le roi Andriambelonandro, la rivière de Mahaditra traversait les deux royaumes. Andriambelonandro était un roi pacifique, d'où la stabilité de son règne, et grâce à la solidarité populaire et l'influence de son incitation, des canaux d'irrigation furent tracés et des menhirs (Vatolahy) élevés partout en commémoration des actes.



(1) cf. Bibliographie N° 38 PCD, Programme Communal de développement, Commune rurale Alakamisy Itenina, ANIMATEUR, Initiatives des Germanophones de Fianarantsoa, 2008, p 8

Durant l'époque Ambaniandro (règne des Merina), une école fut installée à Midongy. On l'avait connu sous le nom de "Sekolin'ny Efapololahy" (ecole des 40 hommes). Sa mission était de former des futurs gouverneurs et d'évangéliser les autochtones. Ces Loholona (notables) administraient pour les profils des reines successives.

En 1896, l'administration coloniale transféra la capitale de Midongy à Ambohibory, appelé actuellement Alakamisy Itenina. La division administrative étaient le canton, les quartiers et les villages. En 1920, on rajouta au canton d'Alakamisy Itenina les quartiers de Vohitraivo et d'Ambohimamarivo(à l'Ouest) qui faisaient auparavant partie du canton de Maneva.

Par la suite, le Délégué régional Rainiady proposa au chef de District, pour des raisons géographiques, le transfert du chef lieu du gouvernement indigène (5 cantons périphériques) à Alakamisy Itenina. En 1960, la première république gardait encore Alakamisy Itenina comme chef lieu de canton et y instaura la Commune.

Situation géographique et délimitation administrative

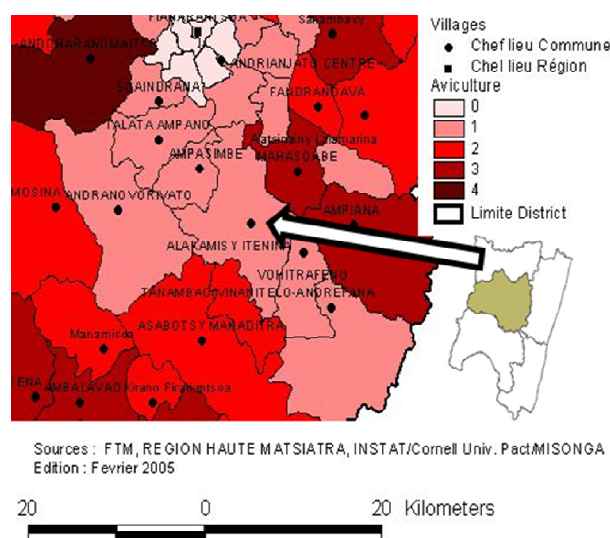
Alakamisy Itenina est une commune rurale située dans la partie Sud-Est de Fianarantsoa II ⁽²⁾, elle est bordée par quatre (04) autres communes entretenant avec elle des relations socio-économique. Nous avons respectivement les communes suivantes:

Au nord: Mahasoabe,

Au sud: Mahaditra,

A l'ouest : Vohibato Ouest,

A l'est : Vohitrafeno.



Carte N°1: Situation de la Commune Alakamisy Itenina

(2) cf. bibliographie N°39. PCDI, Plan de développement intercommunal regroupant les 07 communes membres, OPCI Vohitraina Antarambity, Fianarantsoa, 2003, p 13

De par sa position, Alakamisy Itenina relie la ville de Fianarantsoa avec les 12 communes du district de Vohibato. Les voies de dessertes permettent à la commune d'étude de communiquer avec les autres communes car ces voies sont praticables pendant toutes l'année.

Tableau N°1: Les communes limitrophes d'Alakamisy Itenina

Commune	Orientation	Distance par rapport au chef lieu de la Commune	District et région appartenance
Mahasoabe	Au Nord	13 Km	District de Vohibato Région de Haute Matsiatra
Mahaditra	Au Sud	21 Km	
Vohibato Ouest	A l'Ouest	07 Km	
Vohitrafeno	A l'Est	12 Km	

(Source : Enquêtes de l'auteur, Mars 2008)

La commune, d'une densité de 64,65 Hab. / km², dispose d'une superficie ⁽³⁾ de 325 km² et se divise en 14 fokontany dont la distance par rapport au chef- lieu de la commune est résumée par le tableau suivant :

Tableau N°2: Distance des divers Fokontany par rapport au Chef lieu de la Commune

Fokontany	Chef de Fokontany	Distance / Chef lieu	Nombre de population
Alakamisy Centre	Ravelonjanahary Jean de D Samuëlson	0.00 km	976
Anjanamahaso Est	Ravelo François Xavier	6.00 km	2 280
Anjanamahaso Ouest	Kotovao Tolojanahary	3.00 km	2 700
Ankaromalaza Nord	Rado Joseph	5.00 km	1 120
Midongy Centre	Raharinirina Claude Joseph	2.00 km	1 250
Midongy Est	Randrianirina Claude Joseph	5.00 km	1 666
Midongy Nord	Randrianirina Alexandre	0.5 km	1 262
Riambary	Rasolomampandra Joseph Emanuel	2.00 km	1 424
Sahavindrany	Razafimandimbindraibe Raymond	4.00 km	1 700
Sangasanga Centre	Randrianandrasana E	4.50 km	1 250
Sangasanga Nord	Rafanomezana Fidèle	2.50 km	1 262
Sangasanga Sud	Randriamihaja Armand	5.00 km	1 042
Tsiahorea	Razafimamonjy Gilbert	7.00 km	1 550
Vohitraivo Sud	Radimisoa Joseph	3.00 km	1 530
Total Communal			21 012

(Source : Monographie Commune Alakamisy Itenina janvier 2009)

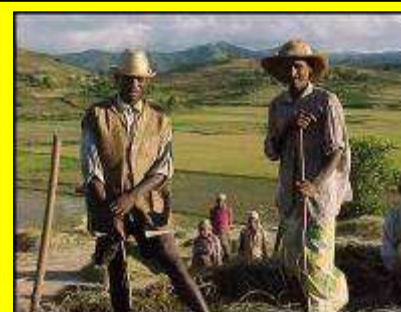
(3) cf. *Bibliographie N° 38 PCD, Programme Communal de développement, Commune rurale Alakamisy Itenina, ANIMATEUR, Initiatives des Germanophones de Fianarantsoa, 2008, p 10*

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

1.1.2 Données démographiques et privilèges ressentis d'Alakamisy Itenina

Données démographiques:

La population d'Alakamisy Itenina est une population jeune ⁽⁴⁾, typique du Tiers Monde et c'est un atout pour la commune car elle constitue une énorme force de travail dans l'escarcelle de la population active. Le diagnostic auprès des Fokontany nous démontre le nombre supérieur des femmes par rapport aux hommes ; aussi les mobiliser pour le développement serait une des conditions favorables au développement d'Alakamisy Itenina. Le taux de croissance de la population est de 2,5 % par an. Ceci nous conduit à dire que la participation féminine au développement par domaine dans la commune ne serait de moindre, et il faut en tenir compte. Voici quelques **indicateurs démographiques de la commune en 2008.**



Cliché N°2 : La population d'Alakamisy Itenina est une population jeune et active
Cliché de l'auteur, 2008

Tableau N°3: Les indicateurs démographiques de la commune

	2009
Nombre de la population	21.012
Nombre de naissance	782
Nombre de décès	106
Taux de naissance (%)	3,69%
Taux de mortalité (%)	0,5 %

(Source : Monographie Commune Alakamisy Itenina janvier 2009)

Privilèges ressentis d'Alakamisy Itenina

La commune d'étude dispose d'une vaste étendue de terrains cultivables caractérisés par la fertilité des sols. Elle possède des plaines suffisamment irriguées. Par ailleurs, la commune dispose une grande étendue de zones de pâturages, cheptel bovin, volaille. La population à dominance de jeunes, une source non négligeable de main d'œuvre opportune au développement, s'organise pour mener différentes sortes de spéculations (riz, haricot, manioc, patate douce et ananas). Le terrain est disponible pour recevoir d'autres nouvelles constructions (infrastructure).

(4) cf. Bibliographie N° 38 PCD, Programme Communal de développement, Commune rurale Alakamisy Itenina, ANIMATEUR, Initiatives des Germanophones de Fianarantsoa, 2008, p 12

La forêt communale s'étire sur une étendue de 28 Ha et fournit des ressources financières et pour la commune et pour la population riveraine de la plaine de Mandaratsy⁽⁵⁾. En matière d'éducation, chaque Fokontany dispose d'une Ecole Primaire Publique (EPP).

Le sous sol de la commune regorge de tourmalines, et soumis à une exploitation minière artisanale. Le marché hebdomadaire du Jeudi draine une foule considérable et cette dernière n'hésite pas à se déplacer sur une distance de 20 km aux alentours du chef lieu de la commune. Actuellement, plusieurs acteurs de développement sont actifs dans la commune et la situation est résumée par le tableau suivant :

Tableau N°4: Les acteurs de développement actifs dans la commune

<i>Capital économique et financier:</i>	TIAVO, Tsinjo lavitra, Exploitants miniers, exploitants forestiers, Collecteurs de produits locaux.
<i>Capital humain :</i>	ZAP, CEG 02, EPP (20 dont 6 privés et 14 publics), animateur communaux, CLEF/CRP, CLLS, RADIO MAMPITA, FRAM,
<i>Capital environnemental :</i>	KASTI (Comité anti-incendie) et le dîna, UGP / ACORDS
<i>Capital social et institutionnel :</i>	PSDR, SAHA, FID, TEFY SAINA, PNUD, ONN, ACORDS,
	,Association des gestionnaires de GCV,Réseau d' associations , organisation des artisans paysans :(tissage , cultivateurs , éleveurs) , dîna et sécurités publiques ,brigade gendarmerie, santé, éducation , poste, gendarmerie, DAA, diverse religions , associations sportive , animateurs sanitaires villageois (ASV) , Commune, FKT ,Conseillers , comité de déontologie, CDC, Bailleurs,différents partenaires (SAHA, PSDR,GTDR), CAC, Guichet foncier, Comité à l'eau potable
<i>De la structure religieuse :</i>	Catholique, FJKM, Luthérien, Adventiste, Jesosy Mamonjy, Rhema, Jesosy Famonjena,...
<i>De la structure de gouvernance communale :</i>	Exécutif, Conseillers, Fokontany, DAA
<i>Des diverses associations :</i>	Cultivateurs, artisanats éleveurs, usagers de l'eau ainsi que les gestionnaires des réseaux
	<i>Les divers natifs</i> des communes opérant ailleurs et tenant de postes à responsabilités

(Source : Monographie Commune Alakamisy Itenina janvier 2009)

De premier abord, l'aperçu de la vie de la Commune nous révèle des points éclatants, importants et attrayants. La commune d'Alakamisy-Itenina, comparée aux autres communes

(5) cf. Bibliographie N° 41. PRD, Plan régional de développement, Région Haute Matsiatra, p 36

riveraines dispose des atouts considérables et immenses. Autant, l'étude du contexte dans lequel s'inscrit la mission s'avère intéressant.

1.2 Contexte dans lequel s'inscrit la mission

1.2.1 Saha III et la gouvernance locale

La décentralisation est le cadre d'intervention du programme SAHA⁽⁶⁾ en matière de bonne gouvernance locale. Deux points importants conduisent les interventions du programme, à savoir l'organisation du territoire en CTD ainsi que l'émergence de la société civile à jouer un rôle dans le développement local.

Au niveau national, des efforts sont déjà entrepris par le programme composant plusieurs volets:

- La mise en place des cadres globaux comme les : Plan national de E-gouvernance, PRD, PCD, suivi du processus de la décentralisation; Stratégie nationale de lutte contre la corruption.
- Le renforcement de capacité des hauts responsables de l'Etat pour s'assurer une bonne coordination et un leadership dans le but d'améliorer leur redevabilité et leur capacité de réponse.
- La mise en place des structures de concertation ou mécanismes de participation des citoyens aux différents processus de prise de décision au niveau communal et régional.
- La mise en place de système d'Informations capables de fournir les données indispensables pour les décisions majeures et dans les planifications régionales participatives.
- L'appui a l'émergence d'une société civile forte et entreprenante pour mener des actions de plaidoyer pour adresser les enjeux majeurs touchant la vie de la population.

Au niveau d'une région, SAHA estime améliorer la performance de **la bonne gouvernance des communes** par le renforcement de la capacité des institutions décentralisées et déconcentrées, par le développement du secteur privé et pour assurer des mécanismes de financement en faveur d'une politique d'équipements et d'investissements équitable des communes.

(6) cf. Bibliographie N° 47. SAHA Coordination Nationale, 2007, Manuel d'accompagnement de la Maîtrise d'ouvrage, p 6

En général une commune pratique la bonne gouvernance, par l'application de la transparence dans la gestion financière, l'implication des différents acteurs surtout les plus démunis, les femmes et les jeunes. La commune cible élargit ses actions de développement et améliore ainsi ses ressources propres. De ce fait elle facilite à la population l'accès au service foncier et augmente ainsi ses revenus. Elle améliore sa collaboration avec le CAC, le PNF/guichet foncier, les services techniques (impôts, trésors, environnement, eaux et forêts, services miniers...) et la Région. En plus, elle continue à améliorer les services publics selon son rôle et ses responsabilités et met en place une stratégie concertée et efficace pour la sécurité publique et la protection de l'environnement. Elle partage ses expériences et bonne pratique avec d'autres Communes.

Les **Impacts** du programme SAHA⁽⁷⁾ au niveau d'une Commune sont des indicateurs d'appréciation du niveau de performance de **la bonne gouvernance** du programme:

- **Sur l'Etat de droit**: existence de cadre institutionnel légal (lois, décret d'application, ...), respect et application des lois et des dina (conventions sociales), justice accessible aux citoyens, niveau de la corruption.
- **Sur l'Equité**: existence de cadre légal, opportunité d'accès aux services de base, opportunité d'accès aux pouvoirs, opportunités d'accès aux ressources, opportunité d'accès à l'emploi et au marché.
- **Sur les capacités de réponses (accountability)**: accès aux informations (transparence), effectivité du contre-pouvoir et de la force de proposition (société civile fonctionnelle), existence de voix de recours (mécanisme, procédures), capacité de répondre aux préoccupations et aux initiatives des citoyens, intégrité.
- **Sur l'efficience et l'efficacité**: existence de vision et de plan, qualité de la gestion administrative et financière (compétence, coût/ efficacité, suivi contrôle), processus de prise de décision, qualité des services délivrés, qualité du leadership (subsidiarité et délégation).
- **Sur l'engagement et la participation citoyenne**: existence de cadre institutionnel (espace d'échange, plateforme de concertation, ...), niveau de la citoyenneté (paiement des impôts, respect des biens publics, ...), qualité des débats publics, initiatives citoyennes ou contestation d'une décision.

(7) cf. Bibliographie N° 48. SAHA Coordination Nationale, 2008, Bilan de la phase II (2004 – 2006). ed e-créa, p17

Pour élargir le niveau de performance et la meilleure pratique de la bonne gouvernance dans la région Haute Matsiatra, le programme Saha n'a pas hésité à admettre une convention⁽⁸⁾ avec la Commune Alakamisy Itenina.

1.2.2 Les interventions de Saha auprès des partenaires limitrophes

Les interventions du programme Saha au niveau d'une région, rejoignent les partenaires limitrophes (PALI) ci-après :

- Les Communes
- OPCI (Organisme public de coopération intercommunale)
- Association des communes
- OFSCR (Organisation faîtière de la société civile rurale)

Durant les interventions, le programme adopte le processus multi acteur dans l'accompagnement de la dynamique locale pour un meilleur cadre de gouvernance, un cadre pouvant garantir par exemple la libération des initiatives économiques ainsi que la protection des biens et des personnes où les CTD jouent pleinement son rôle en matière d'octroi de service de qualité et les citoyens participent et contribuent à la recherche de solutions aux enjeux et aux problématiques locaux. SAHA collabore aussi avec les institutions pérennes telles que les Régions, les STD, les CAC, les opérateurs économiques ... et les organismes d'appuis tels que ACORDS, PIC, PNF, PNUD, ...pour la massification (diffusion) des effets et l'institutionnalisation des approches.

SAHA améliore le cadre d'intervention des PALI en réalisant les actions suivantes :

- Créer des modules de formation en fonction des besoins
- Former les PSA et les cadres des CAC sur des thèmes précis convenus entre les parties
- Mettre à disposition des PSA les outils d'accompagnement disponible et collabore avec eux pour la production d'autres en fonction des besoins
- Appuyer l'organisation de débat public
- Capitaliser et diffuser les expériences et les bonnes pratiques
- Promouvoir des séances d'échanges et débats thématiques entre les PSA
- Promouvoir les visites - échanges entre les PALIs et collaborer avec les médias

(8) cf. *Bibliographie N° 50. SAHA Coordination Nationale, 2009, Guide d'organisation et de conduite d'échange entre acteurs*, p 7

- Développer de partenariat avec la région, les STD, les CAC, les radios locales, le GTDR, les réseaux des organisations de la société civile au niveau régional, inter régional et national, les autres partenaires techniques et financiers.
- Participer aux réflexions régionales, nationales et internationales sur la mise en œuvre de la démocratie locale et la décentralisation (code des CTD, code électoral, PN2D, FDL, CAC, GTDR, redevabilité sociale,...)
- Développer des alliances stratégiques (PIC/ PGDI/ coalition de la société civile/ ACORDS)
- Initier et participer dans les plateformes d'échanges inter acteurs et mener des actions de plaidoyers
- Collaborer de façon spécifique avec la région sur l'évaluation du niveau de la performance de la bonne gouvernance locale, la mise en œuvre des CAC, l'accompagnement des communes, la mobilisation des ressources fiscales, le développement économique local.

SAHA réalise sa mission (réduire la pauvreté en contribuant au développement rural) en utilisant des outils variés (selon les besoins et leur pertinence) : Formation, visite échange, atelier de réflexion, production des outils, mise à disposition des équipements, réhabilitation des infrastructures, capitalisation et diffusion des bonnes pratiques, émissions radios, articles journaux, facilitation débat, dialogue améliorée, mise en réseau des acteurs, suivi sur terrain...

De premier abord, les interventions de Saha auprès des partenaires limitrophes présentent des opportunités incontestables dans la vie d'une communauté. Des efforts pour l'accompagnement et l'instauration de la bonne gouvernance auprès des partenaires limitrophes sont consentis par le programme. Préalablement, l'approche de Saha consiste à mener une analyse des besoins⁽⁹⁾ qui débouche sur l'identification et la définition des objectifs d'accompagnement. Les objectifs d'accompagnements sont hiérarchisés en Impacts et des marqueurs de progrès. La hiérarchie des objectifs sert à bâtir les séquences d'accompagnement dans la conjonction optimale d'outils utilisés, des approches et contenus.

(9) cf. Bibliographie N° 51. SAHA Coordination Nationale, Outil « Etat zéro ». Outil éducatif, de diagnostic et de suivi de l'état de la mise en œuvre des principes de la bonne gouvernance locale dans les communes à Madagascar. 2007, Graphoprint, p 19

Elle est aussi la référence à l'évaluation à mi-parcours des processus et des résultats en cours de réalisation, en forme de rétroaction corrective pour placer le dispositif sur sa trajectoire optimale. Cette évaluation à mi-parcours, mesure le degré d'atteinte des objectifs terminaux de l'accompagnement.

1.2.3 Les lacunes des approches du programme Saha

À cette étape, il faut tout de même être conscient que les intérêts des communautés, des prestataires et des agents de développement sont différents. En général, les prestataires et les agents de développement se rendent dans une communauté avec un mandat bien précis. Or, si l'on veut faire des besoins et des priorités des communautés le point de départ d'une intervention, cela ne peut se faire qu'à l'intérieur d'un domaine d'intervention bien délimité. Cela doit être clarifié dès les premiers contacts avec une communauté.

En effet, lorsque des personnes-ressources arrivent de l'extérieur dans une communauté cible, les gens n'hésitent pas à exposer tous leurs problèmes. Les acteurs communaux n'arrivent pas à distinguer les interrelations dans la vie quotidienne des secteurs de développement ; les problèmes liés à la fertilité des sols, à la santé, aux facilités de crédit, à la recherche de revenus supplémentaires, etc. C'est pourquoi la portée et les limites du mandat du prestataire ou de l'agent de développement doivent être clairement expliquées et discutées au départ d'une intervention.

Des déficiences sont perceptibles au niveau des comportements du personnel du programme et des prestataires de services. Avec un souci permanent d'atteindre les objectifs terminaux, certains membres du personnel du programme, n'hésitent pas à inculquer au niveau des prestataires de services l'affluence vers les résultats, des objectifs et des marqueurs de progrès. A cet effet, les prestataires de services ont tendance à prospecter davantage des résultats, sans se soucier d'une part au processus participatif de leurs interventions et sans se soucier guère au respect des six valeurs et principes de la gouvernance particulièrement la responsabilisation, l'engagement et la participation citoyenne.

1.3 Le partenariat de SAHA avec la commune d'Alakamisy Itenina

1.3.1 Nos missions

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

Le partenariat de SAHA avec la Commune Alakamisy Itenina⁽¹⁰⁾ vise une série de démarches dont une valorisation à l'optimum des ressources et faire en sorte que les impacts de la rentrée fiscale soient ressentis au niveau de la communauté et touchent la couche sociale vulnérable ; l'opérationnalisation du CDC dans une optique de développement local ; l'instauration des principes de la bonne gouvernance ; le renforcement des capacités de la commune en gestion de partenariat (CAC, PNF/Guichet foncier, service de centre fiscal, domaine, trésor, eau et forêt, Région) et des activités de développement. L'objectif de l'intervention et les résultats attendus fixés dans la convention sont définis comme suit :

Dans le domaine de **la décentralisation** : Clarifier les dimensions de la décentralisation, le paysage institutionnel du territoire, la décentralisation par rapport à la déconcentration, le rôle et les responsabilités des différents acteurs locaux, les compétences de la commune et de la région, la relation idéale entre les acteurs, les enjeux du développement local, les textes réglementaires et les références.

Dans le cadre de l'**administration communale**, pour des capacités humaines et techniques de la commune améliorées, les lignes d'actions sont : clarifier les cahiers de charges du personnel, le standard de services communaux ; former le personnel sur des thèmes spécifiques ; améliorer la relation de travail entre le bureau exécutif, le conseil communal et les agents de l'Etat ; améliorer la communication des agents communaux avec les Chefs de Fokontany et les citoyens (messages et supports de communication) ; clarifier les textes réglementaires et les références.

Les interventions dans le volet **Fiscalité locale** considèrent les capacités financières et de collaboration de la commune. Ces efforts sont soutenus par des actions palpables : appuyer la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation de ressources locales, l'élaboration et l'exécution de budget communal, le recensement fiscal, le processus budgétaire participatif, la collaboration avec le centre fiscal ; alimenter l'obligation des responsables communaux à rendre compte.

(10) cf. Bibliographie N° 49. SAHA Coordination Nationale, Action de renforcement de capacités des élus et acteurs communaux de développement, Secrétariat d'Etat à la Décentralisation, Friedrich Ebert Stiftung, Saha Betsileo, 2008, p45

Pour un mécanisme **de participation citoyenne** mis en place et opérationnel, les lignes d'actions sont : Appuyer la campagne d'éducation civique ; faciliter l'accès à l'information ; fournir des outils pour le débat public ; appuyer la mise en place de mécanisme d'interpellation citoyenne (par exemple : promouvoir la fiche d'évaluation de la satisfaction des citoyens vis-à-vis des services communaux).

Dans le cadre d'amélioration des capacités pour le **développement de partenariat**, les actions consistent à mettre à disposition de la commune des informations sur les partenaires potentiels ; mettre en relation les communes avec les STD, les organismes d'appuis, les opérateurs économiques, la région, les ministères ; faciliter l'émergence d'un mécanisme endogène de partenariat pour le développement local (exemple : mobilisation des diasporas de la commune).

L'Aspect foncier engendré par la convention entre les deux parties (Alakamisy Itenina et Saha) consiste à développer les outils et les instruments de gestion de l'espace. Les exécutions sont : diffuser les informations sur les réformes en cours (PNF, guichet foncier, ...) ; appuyer la commune dans la gestion de son patrimoine (réserve foncier, valorisation des ressources naturelles, aménagement du terroir).

Les capacités de la commune à **la planification** pour la promotion et la mise en œuvre des zones de développement prioritaire et des projets d'investissement sont renforcées. Les démarches sont : mettre à jour des PCD, appui au montage de dossiers de projet, cadrage du PCD avec l'aménagement du territoire, renforcement de capacités des acteurs communaux pour la mise en œuvre du PCD.

Pour améliorer les capacités de plaidoyers et de leadership de la commune, les objectifs suivants sont fixés : renforcer la capacité des responsables communaux en leadership et en négociation ; appuyer la mise en œuvre de la stratégie de communication et de marketing communal ; faciliter l'émergence des groupes de communes afin de mieux défendre les intérêts partagés.

Le dernier point consiste à la promotion des **initiatives économiques locales**. Ce point consiste à appuyer la commune dans le renforcement socio organisationnel des organisations paysannes, dans la mobilisation des opérateurs économiques à investir dans la commune ;

dans la gestion et maintenance des marchés ; dans la réalisation des infrastructures économiques.

C'est dans ce cadre de partenariat de SAHA avec la Commune Alakamisy Itenina que le Programme fait appel à un prestataire de service pour l'accompagnement de la commune à l'instauration de la bonne gouvernance, au développement local et au développement institutionnel.

1.3.2 Les résultats attendus de nos interventions

Notre intervention sera focalisée en général à l'atteinte des marqueurs de progrès cités ci-dessous :

1. La commune pratique la bonne gouvernance surtout la transparence dans la gestion de fonds, la participation des différents acteurs. Elle implique les plus démunis, les femmes et les jeunes et protège leurs intérêts ;
2. La commune élargit ses actions de développement et améliore les services offerts au public ;
3. La commune améliore ses ressources financières et augmente ainsi la prise en charge de ses dépenses de fonctionnement. Elle identifie et mobilise ses ressources potentielles en développant la collaboration avec les différents acteurs concernés, plus particulièrement en favorisant la prise de responsabilité des exploitants des ressources naturelles dans le paiement des impôts et la protection de l'environnement.
4. La commune améliore et maîtrise la gestion des outils nécessaires à la perception d'impôt ;
5. La commune collabore avec les services techniques surtout ceux qui gèrent les impôts, le foncier, l'environnement et les ressources minières...et obtient ainsi ses droits et prend ses responsabilités ;
6. La commune fait participer les différents acteurs dans l'élaboration et la gestion du budget communal et de ses programmes d'activités ;
7. La Commune met en place une structure qui gère uniquement les services fonciers et qui facilite les accès des citoyens à ces services ;
8. La commune met en œuvre une stratégie concertée contre le VIH/SIDA. Elle met en place une structure de lutte contre cette pandémie et y alloue un fonds. Elle met en

œuvre une organisation et une stratégie efficace pour la protection de l'environnement ;

9. La commune échange ses expériences et bonnes pratiques avec d'autres communes.

1.3.3 Nos approches

Le concept de « participation » est appliqué de plusieurs façons et couvre différents champs pratiques. On l'emploie parfois pour légitimer des approches qui ne sont pas, dans les faits, participatives. Dans certains cas, on dira : « C'est une approche participative puisque nous avons pratiqué les techniques de recherche participative avec les communautés. » En réalité, ces techniques vont de pair avec la compréhension des fondements de l'intervention. Elles doivent servir à élaborer un processus dans lequel les membres de la communauté conçoivent l'initiative de développement.

De même, la participation ne doit pas se limiter à la « consultation ». En développement, les communautés doivent participer à la définition de leurs propres problèmes, à la recherche des solutions possibles et au choix de la mise en œuvre. S'il y a production d'information, celle-ci devrait être menée de façon à aider les communautés à comprendre un problème particulier et à agir pour le régler.

Pour soutenir le processus participatif des interventions et d'accompagnement de la commune rurale Alakamisy Itenina, la mise en application d'une approche intégrée, incluant les aspirations des différents acteurs communaux et intéressant surtout les communautés rurales et les couches vulnérables, est prise en compte :

- un processus de développement local basé sur l'instauration de la bonne gouvernance, le renforcement des capacités et le développement des différents réseaux de partenariats de la commune.
- la mise en application d'une action participative, comme processus dans lequel les animateurs et les acteurs communaux collaborent à travers le dialogue, la planification, l'évaluation ou la recherche de solutions à tout moment aux éventuels problèmes ;

Nos approches sont cadrées sur :

Une participation communautaire ⁽¹¹⁾ : C'est la communication pour le développement et repose sur l'hypothèse qu'un développement rural réussi se fonde sur la participation active et

(11) cf. Bibliographie N° 1. BERRIGAN F.J., 1981, Community Media and Development, Paris, UNESCO; p 53

consciente des bénéficiaires, à toutes les étapes du processus de développement ; car, en définitive, le développement rural ne peut intervenir sans changements d'attitudes et de comportements au sein de la population concernée. Le principal thème est l'émancipation de la population pour qu'elle soit en mesure de prendre ses propres décisions.

Une approche participative⁽¹²⁾ : une condition sine qua non à l'appropriation active des résultats de la prestation. Il est primordial de réaliser une véritable approche participative dans toutes les phases de la prestation. L'implication des structures et parties prenantes œuvrant dans la commune est absolument indispensable, dès le début de l'intervention, allant dans l'analyse des attentes des parties prenantes jusqu'à la formulation et la validation finale des orientations pour le développement. Cette méthode participative invite les acteurs communaux à analyser leur propre situation et de les intégrer en tant qu'acteurs aussi bien dans la réflexion que dans l'exécution.

Une démarche d'auto évaluation⁽¹³⁾ : Dans le contexte de l'accompagnement de la commune, l'auto évaluation se présente comme une opportunité pour les différents membres de l'organisation de mettre en commun leurs constats et leurs impressions par rapport aux objectifs (l'instauration de la bonne gouvernance, au développement local et au développement institutionnel), d'en discuter, de dégager des tendances, afin de proposer des actions susceptible d'améliorer les pratiques et globalement la qualité des interventions.

Une approche genre et développement⁽¹⁴⁾ : Pour que le développement soit au profit de la communauté cible, il faut aider les couches sociales marginalisées et vulnérables et surmonter « le catalogue de doléances ». Des conditions sont alors créées pour intégrer les femmes, les jeunes dans le processus de développement de la commune. La valorisation du statut des femmes, qui se manifeste notamment par l'accès direct à la prise de parole en public et l'émergence de groupements de femmes, forme notre quatrième approche.

(12) cf. Bibliographie N° 31. ANDRIASOLOIANA (Emilien), RASOLONANDRASANA (Barijaona), RANDRIANATOANDROTIANA (Julien) – 1998 – La planification participative – FFF Malagasy Mahomby. p 15

(13) cf. Annexe N° 11, p178, Conduite de diagnostic participatif

(14) cf. Bibliographie N° 35, INTER COOPERATION – 2007 - Politique et Stratégie d'intégration de l'Approche Genre dans le Programme Saha III - Programme SAHA, p 13

Une approche de communication⁽¹⁵⁾ : Les gens se fient à la communication interpersonnelle directe pour répondre à leurs besoins en matière d'information, en ce sens que les gens se parlent les uns les autres pour transmettre de l'information. Ils voient la radio et les réunions comme les meilleurs moyens de communiquer à l'intérieur de leurs communautés.

Le potentiel des documents écrits, les dépliants illustrés, les affiches éclaircies et des journaux sont limités en raison du taux élevé d'analphabétisme (compréhension très limitée). La participation a été surtout un résultat des activités de communication plutôt qu'un outil permettant de bâtir la communication elle-même. Toutefois, des tentatives ont été faites pour que les communautés participent à l'élaboration des outils de communication.

Une approche de communication pour le changement de comportement (CCC)⁽¹⁶⁾ : Ce modèle souligne que le comportement de chaque individu est déterminé par plusieurs facteurs internes dont la croyance à une supposition d'être directement affecté par un problème ; la conviction de la gravité d'un problème donné (gravité perçue) et la croyance à l'efficacité d'une action. Cette approche éduque les acteurs communaux à adopter d'une façon progressive un nouveau comportement en synergie avec son environnement et sa culture afin de garantir la pérennité des actions de développement.

Une communication participative⁽¹⁷⁾ : Les différentes approches mentionnées plus haut, peuvent être mobilisées pour renforcer la commune dans l'instauration de la bonne gouvernance et pour le développement durable d'Alakamisy Itenina. Toutefois, l'intervention auprès de ladite commune présente plusieurs aspects et aucune de ces approches mentionnées plus haut ne sont avérées totalement satisfaisantes.

En conséquence, l'utilisation de la communication participative combinant et intégrant les différentes approches en pareille situation est avantageuse pour une émancipation communautaire⁽¹⁸⁾.

(15) cf. Annexe N° 5, p162, *Formaat de campagne de communication adapté à une organisation.*

(16) cf. Bibliographie N°28 ST – ARNAUD (Yves) – 1989 – *Les petits groupes : Participation et communication* – Les Presses de l'Université de Montréal, Les Editions du CIM, p 25

(17) cf. Bibliographie N°26 RANDRIANARISOA (Christiane), RANDRIAMANALINA (Valson). – 2000 – *Diagnostic organisationnel participatif* – Antananarivo. Pact Madagascar. p 27

(18) cf. Bibliographie N°17 Uphoff cité par Guy besette, 2004, *Communication et participation communautaire Guide pratique de communication participative pour le développement*, Les Presses de l'Université Laval. p36

De ce fait, l'approche de communication participative pour le développement devient incontournable et fondamentale dans l'accompagnement de la commune à l'instauration de la bonne gouvernance, au développement local et au développement institutionnel.

Cependant, les efforts pour l'émancipation communautaire à travers la communication participative restent insignifiants sans l'apport conséquent de l'**animateur**⁽¹⁹⁾. Ce dernier joue un grand rôle, à l'accompagnement des différents intervenants communautaires et présente un professionnalisme exemplaire et une habileté irréprochable en tant que **facilitateur d'un processus de communication**⁽²⁰⁾.

(19) cf. Bibliographie N°44 RANAIVOSON (Yvan) – 2005 – *Formation en technique de modération, négociation et Leadership/Management* – Friedrich Ebert Stiftung FES, Antananarivo p 31

(20) cf. Bibliographie N°37 MISONGA – 2005 - *Formation en Andragogie : Education des Adultes, organisation et conduite d'activité de facilitation / Modération / Formation* – Friedrich Ebert Stiftung, Antananarivo, p 15

CHAPITRE II

LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE, ASSOCIEE AU ROLE DU FACILITATEUR, POUR FACILITER LE PROCESSUS DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE

2.1 La participation de la communauté à Alakamisy Itenina

2.1.4 La participation de la communauté

L'accompagnement pour le développement de la commune rurale Alakamisy Itenina touche les différents acteurs communaux. Ces acteurs interagissent directement et partagent ensemble certaines valeurs et dont les rôles sociaux sont en interrelation. Les intervenants communautaires forment un groupe, un collectif qui ont pour principes de vivre un rapport réel ou symbolique à l'échelle locale ou communautaire.

Durant les interventions à Alakamisy Itenina, les animateurs et les intervenants communautaires apprennent ensemble, à travers la pratique, grâce à des **efforts de réflexion et de participation communs**⁽²⁰⁾. Il est donc essentiel de reconnaître qu'avec la communication participative il n'existe pas de recettes toutes faites. Il faut trouver chaque fois le meilleur moyen d'établir la communication entre et avec les groupes locaux et l'utiliser pour faciliter et soutenir la participation à une initiative concrète visant le changement.

La communication participative ⁽²¹⁾ pour le développement veut promouvoir la participation de la communauté aux initiatives de développement grâce à l'utilisation stratégique de la communication. Dans cette perspective, elle rassemble les approches et les techniques de la recherche participative, du développement participatif et celles de la communication du développement. Cet assemblage présente plusieurs caractéristiques précises.

A Alakamisy Itenina, une adhésion parfaite, des intervenants communautaires, au processus est obtenue grâce à l'adoption d'une démarche itérative comprenant des missions de suivi régulières, qui étaient des occasions d'échanges, de clarification, de formation, de capitalisation et d'information, etc.

(20) cf. Bibliographie N°9. BESSETTE G., 2004, *Communication et participation communautaire : Guide pratique de communication participative pour le développement*, Les Presses de l'Université Laval, p 38

(21) cf. Bibliographie N 12. HARRIS E. M., 1996, *Le rôle de la communication participative pour le développement comme outil d'éducation non formelle à la base*, in *La communication participative pour le développement*, Un agenda Ouest africain CRDI, Montréal,

La communauté participe alors au choix de l'objectif, des activités et des conditions nécessaires à la réalisation et à la prise de décision visant à mettre en œuvre l'initiative.

Les intervenants communautaires optent pour une dynamique sociale qui tend vers un changement social. Ce changement social est une transformation et c'est plus qu'un changement dans la société, c'est un changement de société.

Par «intervenants», nous entendons les membres des communautés, les groupes communautaires, les autorités locales ou régionales, les organisations⁽²²⁾ non gouvernementales (ONG), les services gouvernementaux ou toute autre organisation œuvrant au niveau communautaire, ainsi que les responsables qui sont engagés, ou devraient l'être, dans l'initiative de développement retenue.



Cliché N°3 : Vers un changement social de la population d'Alakamisy Itenina

Cliché de l'auteur, 2009

Les membres de la commune Alakamisy Itenina adoptent pour un changement social qui consiste plutôt en des transformations observables et vérifiables sur de plus courtes périodes de temps. Cette transformation sociale considère surtout la participation de la communauté dans l'accompagnement pour le développement de la commune rurale. **La communication participative communautaire** a été adopté afin de mobiliser tous les intervenants et d'obtenir leurs adhésions à la stratégie de développement de la commune.

2.1.5 La communication participative communautaire

1) Définition

La communication est un outil pour faciliter la participation et la prise en charge par les communautés de leur propre développement. Ce type de communication implique une révision des pratiques, en mettant l'accent non pas sur la diffusion d'informations à sens unique ou sur la persuasion, mais sur la facilitation des échanges entre les divers intervenants afin de cerner un problème de développement commun⁽²³⁾.

(22) cf. Bibliographie N 46 RAZAFIMAHENINA FILS (Kotoarivony) – 2007 – *Les associations, acteurs de développement : Problématique et perspectives. Le cas de l'association Fafed Haute Matsiatra, Ecole Normale Supérieure – Université de Fianarantsoa*, p 67

(23) cf. Bibliographie N°9. BESSETTE G., 2004, *Communication et participation communautaire : Guide pratique de communication participative pour le développement*, Les Presses de l'Université Laval. p42

Ce processus conduira à l'identification et à la mise à l'essai de solutions possibles, ainsi qu'à l'identification des conditions nécessaires en termes de partenariats, de connaissances et de conditions matérielles⁽²⁴⁾. Les échanges entre intervenants servent donc à définir et à articuler les rouages de l'objectif fixé, à choisir une série d'activités pour atteindre l'objectif en question et à cerner les besoins en termes de partenariats, de connaissances et de conditions matérielles.

Suite à cet énoncé de principes sur lesquels s'appuie notre vision de ce que nous appelons «communication participative pour le développement», nous pouvons tenter de définir cette notion :

« La communication participative pour le développement est une action planifiée, fondée d'une part sur les processus participatifs et d'autre part sur les médias et la communication interpersonnelle, qui facilite le dialogue entre différents intervenants réunis autour d'un problème de développement ou d'un but commun, afin d'identifier et de mettre en œuvre une initiative concrète visant à solutionner le problème ou atteindre le but fixé, et qui soutient et accompagne cette initiative. »

2) Le concept de participation

Participation a été le concept de développement central dans les dernières décennies et tout intervenant en développement s'y réfère. La participation n'est pas synonyme de mobilisation. Cette approche ne permet pas d'obtenir également des résultats durables. Le concept va bien plus loin que la simple obtention du soutien de la communauté pour un projet de développement conçu par les autorités, les ONG ou les spécialistes.

Qu'est-ce que la « **participation** » alors? Un bon indicateur est donné lorsque les gens prennent la responsabilité de mener à bien une initiative de développement⁽²⁵⁾. C'est-à-dire que les intervenants communautaires prennent non seulement part aux activités, mais sont engagés directement dans le processus décisionnel et dans la planification de l'initiative de développement.

(24) cf. Bibliographie N°8. ALEXANDRE L., BESSETTE G, 2000, *L'appui au développement communautaire Une expérience de communication en Afrique de l'Ouest*, CRDI, p 34

(25) cf. Bibliographie N°19. ARIFON Olivier, 2003, *Le partage de savoirs scientifiques en contexte interculturel : une communication sous double contrainte*, in colloque franco-roumain. p 6

Le concept de «participation » implique directement celui de «**communauté** ». Si notre but est d'encourager la participation, nous devons garder en tête qu'une communauté locale n'est pas tant un groupe homogène de personnes qu'un regroupement d'individus et de sous-groupes ayant tous leurs propres caractéristiques et intérêts. Il est important de circonscrire clairement les groupes communautaires touchés par un problème de développement et prêts à entreprendre des actions pour faire changer la situation ; il faut aussi s'assurer que les membres de ces groupes aient la chance d'exprimer leurs points de vue.

La participation va aussi de pair avec **la responsabilisation**. Il est utile de cerner les rôles et les responsabilités des intervenants engagés dans le projet et de clarifier la contribution financière ou matérielle de chacun d'eux dans le processus. Ces contributions peuvent être très variées : donner de leur temps, fournir des services, du matériel utilitaire, du financement, etc. Ces contributions, mêmes modestes, procureront un sentiment d'appropriation des activités. Sans cette appropriation, l'effort sera toujours perçu comme «l'initiative des autres».

La participation est également **liée à l'exercice de la démocratie**. Sans le respect des droits de la personne ni la liberté d'expression, le potentiel de la communication comme déclencheur de transformations sociales est grandement limité. La démocratie, c'est aussi accepter que «les autres» aient le droit d'exister, d'exprimer leurs points de vue en toute liberté, dans le calme, sans cultiver la haine et la violence. Si cette philosophie n'est pas acquise au départ, la communication participative pour le développement ne sera que de peu de secours.



Cliché N°4 : Public pas seulement auditeur, mais acteur

Cliché de l'auteur, 2009

Bien entendu, **la reconnaissance du droit** d'exprimer des opinions contradictoires peut poser problème en plusieurs endroits. En effet, dans plusieurs cultures, soit il est impensable de contredire la supériorité incontestable du chef, soit l'autorité décisionnelle revient automatiquement aux «anciens».

Dans une telle situation, comment les femmes et les jeunes gens exprimeront-ils leurs opinions? Comment peut-on éviter les conflits et la violence lorsque certains points de vue, certaines actions, sont contraires à ceux des autorités politiques ou traditionnelles, ou qu'ils provoquent la confrontation de différents groupes? En ayant recours à **la communication**, il est important de garder en tête ce qui est socialement et légalement acceptable, et d'être prêt à gérer des situations où la liberté d'expression est inexistante ou très restreinte.

3) Présentation du concept de communication participative

Depuis que Nora Quebral de l'Université des Philippines à Los Baños a utilisé le terme « communication pour le développement » pour la première fois en 1971, le concept s'est taillé une place de choix dans l'étude et la pratique de la communication en Afrique. Plusieurs théoriciens, chercheurs et praticiens de la communication issus du continent africain offrent aujourd'hui des cours et des programmes portant sur ce concept, sous des appellations diverses, telles que « communication et développement », « communication participative pour le développement », « communication pour le développement », « communication pour le changement social » et « communication en appui au développement », un terme plus ancien mais axé davantage sur la pratique.

La « **communication pour le développement** » étant l'application planifiée et systématique des ressources, canaux, approches et stratégies de la communication dans le but d'appuyer des objectifs de développement socioéconomique, politique et culturel. La « **communication participative pour le développement** » repose pour sa part sur un processus de planification⁽²⁶⁾ et d'utilisation des ressources, canaux, approches et stratégies de communication en vertu de programmes conçus pour susciter le progrès, le changement ou le développement, de même que sur la participation des personnes ou de la communauté aux efforts visant le changement.

Dans le contexte malgache comme partout ailleurs, la participation se manifeste par l'engagement actif des individus au sein des programmes et des processus de développement, auxquels ils contribuent en formulant des idées, en prenant des initiatives et en exprimant leurs besoins et leurs problèmes, tout en affirmant leur autonomie.

(26) cf. Bibliographie N°4 ROGERS E., 1976, *Communication and Development, Critical Perspectives*, Beverly Hills, London, Delhi, Sage Publications.p 27

2.1.6 Les éléments fondamentaux de la communication participative

2.2.1 Les différents niveaux de participation

Pour une meilleure implication de la population dans l'application de l'approche participative au niveau communautaire, quatre niveaux de participation sont nécessaires :

- ✓ **Participation à l'exécution** : La contribution des gens concernés se tourne vers l'exécution de certaines tâches, ils prennent part au projet et ont parfois des responsabilités.
- ✓ **Participation à l'évaluation** : On demande l'avis à la population sur le déroulement du projet une fois qu'il est arrivé à son terme.
- ✓ **Participation aux avantages** : La population profite des retombées d'un projet, par exemple obtenir de l'eau d'une pompe à main, ou un camion pour transporter leurs produits au marché, etc.
- ✓ **Participation à la prise de décisions** : Les gens prennent part à l'élaboration du projet, émettent des idées, des critiques, décident. Cette forme de participation est sans doute celle qui implique le plus la population.

2.2.2 Les 10 éléments fondamentaux de la communication participative.

Pour éviter une approche généraliste (trop souple et emmener à s'adapter à tous les contextes) de la communication participative, dix éléments fondamentaux⁽²⁷⁾ sont au moins à respecter :

✓ **La responsabilisation**

Le premier intérêt d'adopter une démarche participative est la responsabilisation des personnes concernées par le projet de développement, de sorte qu'elles définissent et analysent les problèmes rencontrés et les mesures à prendre. Cependant, la responsabilisation n'est possible sans conscience des disparités sociales et économiques des intervenants communautaires.

✓ **Public pas seulement auditeur, mais acteur**

Le public, qui était auparavant passif, participe au contenu de la communication. Il passe d'un statut d'objet dans la communication, et dans l'apprentissage, à celui de sujet.

(27) cf. Bibliographie N°6 Jan Servaes & Patchanee Malikhao, 2004, *Communication et développement durable. Document de travail*, in 9ème Table ronde des Nations Unies sur la communication pour le développement, Université du Queensland, St Lucia, Brisbane, Qld 4072, Australie, FAO Rome, Italie. p 37

✓ **Large éventail de types de communication**

Ne pas se contenter de communication interpersonnelle et locale traditionnelle, mais aussi la développer grâce aux médias d' « amplification », permettant de multiplier et élargir le panel de types de communication.

✓ **Libre choix des outils de communication et activités**

Une fois les outils de communication adaptés à la situation choisis, il faut créer les conditions nécessaires pour que les personnes concernées par le projet soient dotées de ces outils et puissent décider librement des activités à mener, de leur structuration et des applications.

✓ **Outils de communication appliqués aux problèmes et questions touchant les personnes concernées**

Le choix de l'outil de communication est fonction de l'usage auquel on le destine. Par exemple on pourra plus facilement soulever des problèmes à l'aide du théâtre-forum, ou bien un enregistrement audio ou vidéo des points de vue de certains participants peut aider à approfondir un débat.

✓ **Présence d'un animateur pour la mise en place de la communication participative**

Il est nécessaire qu'un animateur, agent ou facilitateur soit présent pour lancer le processus de communication participative. Son rôle étant de faciliter la communication, permettre une investigation approfondie et une recherche pertinente⁽²⁸⁾.

✓ **Prohiber toute manipulation**

Il n'est pas rare de rencontrer des cas de manipulation des populations à la base dans des projets utilisant - soit - une démarche de communication participative (pas au sens où nous l'entendons, mais à des niveaux de participation moins intégrée que la vision que nous en avons). Ces manipulations conscientes ou non sont quasiment toujours nuisibles pour les personnes concernées par le projet de développement ou la sensibilisation.

✓ **Pas de programme préétabli**

On risque fortement de passer à côté des véritables priorités, ou bien d'y répondre de manière inadaptée.

(28) cf. Bibliographie N°20. BEAUCHAMP (André), CRAVELINE (Roger), Quiviger (Claude). – 1976 – *Comment animer un groupe* – Les éditions de l'homme, division de Sogides, p 75



Il est primordial d'établir un programme en partenariat avec la population cible, sous peine de se tromper dans l'identification des objectifs principaux de la communication participative : cerner au mieux les enjeux et, ainsi, les moyens d'y répondre grâce au savoir local.

✓ **Pas de médium ou de méthode miracle dans le déroulement d'un projet**

La communication participative se définit par des idées et des postulats comme cités auparavant, mais en aucun cas par une méthode inflexible ou par l'utilisation d'un médium de manière préférentielle. Nous pensons que chaque situation nécessite bien au contraire une approche, un choix et une utilisation des médias spécifique.

✓ **Choix du facilitateur ou animateur**

Pour mettre en œuvre une communication participative, il faut que l'animateur ait une connaissance approfondie du terrain⁽²⁹⁾. La fonction de cet animateur est donc fondamentale, elle nécessite une formation approfondie d'une part et une grande compétence en matière de relations humaines. Tout processus démarre à partir de l'identification d'un problème de développement ou d'un objectif d'action communautaire, le rôle de l'animateur consiste à utiliser la communication comme outil pour faciliter la participation communautaire et l'identification de ce problème ou de cet objectif.

2.2 Le rôle du facilitateur et de son équipe

2.2.1 Le défi de l'animateur

Presque la majeure partie des intervenants communautaires d'Alakamisy Itenina sont des adultes. Apporter des connaissances à ces derniers consistent à favoriser le devenir global de sa personnalité (affectif, cognitif, psychomoteur). Le défi de l'animateur consiste alors à modeler les expériences et les connaissances acquises de ces intervenants communautaires pour que ces derniers puissent **acquérir les éléments nécessaires** qui lui donneront la possibilité de **se développer**, de **réaliser** des nouvelles aspirations et de **s'adapter** à une nouvelle situation.

L'animateur avec son équipe jouent à la fois un rôle d'ingénieur centré sur la maîtrise des outils, l'opérationnalisation des investissements, la rationalisation des processus et un rôle d'architecte pensant ses constructions au regard des valeurs fondatrices et au nom d'une vision de la société et des organisations.

(29) cf. Bibliographie N°18. ANDRE BEAUCHAMP, Roger CRAVELINE, Claude OUIVIGER, 1976, Comment animer un groupe. Les éditions de l'homme, Bibliothèque Nationale du Québec.p 89

Plusieurs conditions sont importantes pour arriver à un bon déroulement des interventions. L'expérience menée à Alakamisy Itenina nous enseigne que pour une meilleure réussite de la communication participative, la motivation et **l'appropriation de la démarche** par les animateurs sont des éléments importants pour l'atteinte des résultats escomptés. La présence physique permanente aux côtés des populations et des partenaires participants encouragent les animateurs à jouer un rôle capital dans l'approche de la communication participative, tout en servant de relais pour la coordination sur le terrain.

L'équipe d'animateurs, tout comme les membres de la communauté et les autres intervenants engagés dans le processus d'accompagnement participent aux **activités de suivi et d'évaluation**, afin de tirer les conclusions des activités entreprises et de les appliquer dans la pratique. Il s'agit d'un cycle continu d'actions et de réflexions sur l'action à travers lequel chacun apprend à améliorer les efforts mis en œuvre. Un *feedback* régulier sur les résultats obtenus encourage et motive davantage les acteurs communaux d'Alakamisy Itenina et contribue au rayonnement des activités.

Le recours à la **communication interpersonnelle** est aussi très important dans la démarche de communication participative. Ce qui suppose comme préalable le renforcement des capacités des animateurs en matière de techniques de communication interpersonnelle.

1) Une préparation et un pilotage stricts de la mission

Pour garantir la qualité des interventions, la préparation de l'étude (organisation, programmation, partage des tâches, modalités de gestion...) devra être minutieuse pour que chaque membre de l'équipe puisse fonctionner comme un élément à part d'un orchestre mais sans lequel l'orchestre ne pourra pas être performant. Pour garantir ensuite la qualité du concert, il faudrait que le chef d'orchestre soit strict quant au respect des partitions affectées à chaque membre.

L'équipe d'étude devra fonctionner exactement comme un orchestre bien rôdé au sein duquel chaque membre sait parfaitement ce qu'il doit interpréter mais qui a toujours besoin d'un excellent chef pour bien se produire et être apprécié du public. La technique de programmation et de gestion de projets par objectifs énoncés plus haut, permettra ainsi d'assurer à tous les niveaux la qualité du travail et facilitera aussi le contrôle de qualité.

2) *Rôle du Chef de Mission*

Pour la réalisation du processus d'accompagnement dans la Commune Rurale Alakamisy Itenina, le rôle d'un Chef de Mission est primordial. Ce dernier est appelé pour charger de la coordination non seulement de tous les travaux de l'équipe d'étude, mais aussi de la relation de l'étude avec les différents partenaires et tous les acteurs –clés du sujet de l'étude.

Le rôle de Chef de mission est assigné à notre rôle de part de nos compétences acquises en matière d'accompagnement des organisations. Le Chef de mission a comme tâches principales d'assurer le pilotage des interventions et d'effectuer les liaisons avec le programme Saha pour que celui-ci soit au courant de tout développement dans la mission.

La gestion de relation pourrait se faire de plusieurs façons: convocations de réunions périodiques avec le Programme, production de petits rapports périodiques d'avancement de la mission comme déjà suggéré par les TDR à travers les livrables progressifs demandés, contact immédiat et quasi –permanent en cas d'urgence organisationnelle ou méthodologique, gestion de la production et de la présentation des rapports de phase et du rapport final de la mission, participation de responsables du Programme à certaines parties des travaux aussi bien sur le terrain qu'au siège.

3) *La cohésion de l'équipe d'animateur*

Par ailleurs, les critères ci-après ont dicté le choix de l'équipe d'animateur pour que le processus d'accompagnement soit mené à bon port et que l'équipe proposée puisse satisfaire pleinement aux exigences de qualité, d'efficacité et de compétence recherchée dans le travail à accomplir :

- Mener une intervention bien soutenue, aux fins de créer un développement réellement participatif, proche des populations rurales, des besoins de base, de leurs idées et méthodes,
- Maîtrise les principes de renforcement des capacités des adultes et possède une bonne capacité pédagogique et andragogique La possession d'une aptitude à travailler en équipe, critère très important vu la nécessité pour l'équipe de travailler réellement en multidisciplinarité sans aucun enclavement entre les disciplines pour garantir un échange fluide des réflexions et permettre une meilleure analyse multicritère du sujet de l'étude.

- Le sens de l'autodiscipline et l'esprit d'efficacité dans le travail pour ne pas compliquer davantage les tâches incombant au chef de mission
- Possède une expérience confirmée en communication, a démontré une capacité et le talent à gérer des relations interinstitutionnelles à plusieurs niveaux
- Possède la capacité et l'expérience de gérer une équipe multidisciplinaire de manière à ce que cette équipe soit productive et efficace pour atteindre les objectifs de l'étude dans les délais impartis. La possession d'une expérience opérationnelle et non seulement d'une base théorique.

2.2.2 Des aptitudes, qualités et rôles des animateurs dans un processus de communication participative

1) Animateur en qualité de facilitateur

Dans le nouveau paradigme, l'animateur intervient à titre de facilitateur dans un processus impliquant les communautés locales et les autres parties prenantes à l'identification et à la résolution d'un problème ou dans la réalisation d'un objectif commun. L'animateur apprend à cet effet, à considérer les membres des communautés non comme des bénéficiaires, mais comme des intervenants à part entière.

Les expériences ont démontré que, pour mener à bien l'approche de communication participative aussi bien dans l'instauration de la bonne gouvernance que dans tout autre projet de développement, l'animateur ou la personne en charge du processus doit être:

- attentionné, à l'écoute des autres;
- disponible à tout moment pour intervenir;
- respectueux des autres (avoir de la considération pour les partenaires);
- suffisamment imprégné du sujet et des problèmes à résoudre;
- convaincant dans ses propos;
- intègre et avoir une bonne compréhension du milieu;
- ouvert et de contact facile;
- motivé, confiant et solidaire dans le travail;
- reconnu et bien apprécié par la communauté et les autorités.

En faisant participer les populations au diagnostic des problèmes et à la recherche de solutions⁽³⁰⁾, l'animateur arrive à partager des pratiques et des savoirs ancestraux. Cela contribue à renforcer la mobilisation sociale et la participation des populations puisque ces dernières n'étaient plus comme des passifs observateurs.

Agir comme animateur n'est pas chose aisée. Il faut apprendre à écouter, savoir amener les gens à exprimer leurs points de vue, les aider à atteindre un consensus et à dresser un plan d'action. De même, du côté de la communication, il faut déployer des efforts afin de faciliter la participation aux discussions sur le problème de développement à régler ou l'objectif à atteindre ainsi que sur les actions à entreprendre.

2) Les fonctions d'animateurs

Afin de faciliter la participation, les animateurs de développement doivent être prêts à exercer diverses fonctions:

- Faciliter le dialogue et les échanges d'idées au sein de différents groupes : ceci *présuppose une connaissance et une compréhension approfondies du contexte local.*
- Encourager la réflexion sur les problèmes de développement local et sur les solutions possibles ou encore sur les objectifs communs à atteindre : *ce qui présuppose une compréhension fouillée du sujet.*
- Soutenir le processus de délimitation du problème et l'identification d'une série d'actions concrètes visant à expérimenter ou à implanter les solutions choisies : *il faut donc encourager les groupes engagés dans ces séries d'actions à partager leurs points de vue.*
- Appuyer les efforts de sensibilisation d'apprentissage et de mise en œuvre de l'initiative de développement : *il faut choisir la stratégie de communication appropriée à chaque groupe.*
- Assurer la circulation efficace de l'information auprès des participants : *en exploitant les outils et les moyens de communication appropriés à chaque groupe.*
- Soutenir la prise de décision : *en facilitant l'atteinte d'un consensus entre les participants.*

(30) cf. Bibliographie N°3. FREIRE P., 1983, *La pédagogie des opprimés*, Paris : La Découverte / Maspéro, «Petite Collection Maspéro», p 34

- Assurer la collaboration au niveau local et établir des partenariats : *en forgeant des alliances entre les personnes-ressources et les organisations œuvrant dans les mêmes localités.*
- Faire le suivi de l'initiative de développement : en s'assurant que les actions entreprises sont mises en œuvre et évaluées.
- S'assurer que les autorités ou les organismes ressources soient en mesure d'appuyer les efforts locaux et comprennent les besoins et les points de vue des communautés.

La planification et l'implantation d'une stratégie de communication

Une autre fonction de l'animateur, consiste à se baser sur la communication à double voie avec les membres de la communauté locale, Cette communication comprend la planification et *l'implantation d'une stratégie de communication* qui viendra appuyer l'initiative de développement ou l'effort de recherche.

Faciliter les processus d'apprentissage

Si l'objectif de l'intervention implique l'acquisition de connaissances et de savoir-faire pratiques qui doivent aider les participants à implanter l'initiative de développement visée, alors l'animateur doit également servir à *faciliter le processus d'apprentissage*. L'expérience dans le domaine de l'andragogie a démontré que les individus apprennent plus facilement avec une approche d'enseignement non directive : l'enseignement est actif et tient compte de leur expérience, de leurs connaissances et de leur vision du monde.

Animer les discussions

Une des fonctions les plus importantes du facilitateur est celle *d'animateur de discussions*⁽³¹⁾ : il faut savoir être à l'écoute des points de vue exprimés, créer les occasions pour échanger ces idées, encourager les participants à exprimer leur opinion, résoudre les conflits et se servir judicieusement du temps dont on dispose, tout en maintenant la discussion dans la bonne direction.

La discussion et l'échange des points de vue doivent mener à une décision sur la façon de mettre en œuvre ou d'expérimenter la solution choisie. Il faut donc être en mesure de *résumer les principaux points du débat, de soutenir un processus de prise de décision et de faciliter l'atteinte d'un consensus.*

(31) cf. Bibliographie N°11. FROGER Sébastien, CARLUER Claudine, 2001, *La communication participative communautaire au Sénégal*. Université Stendhal Grenoble 3 Institut de la Communication et des Médias, UFR des sciences de l'information et de la communication, Mémoire de Master Communication scientifique et technique, p 79

Bien entendu, ce ne sera pas toujours facile ; il sera parfois nécessaire d'exposer des tentatives de manipulation venant d'un seul groupe ou d'un seul individu.

Structurer l'information

Une autre fonction de l'animateur consiste à ***rendre l'information accessible*** dans un format conforme aux caractéristiques des participants dans le processus de communication.

Encourager la participation des femmes et les aider à s'organiser

Enfin, il est très important que les femmes soient encouragées à jouer le rôle d'agentes de communication⁽³²⁾. Le besoin réel d' enrôler les femmes est une question d'équité, également une question de compétence. Dans plusieurs situations et sur plusieurs sujets, seules des femmes pourront s'approcher des autres femmes, communiquer avec elles, les encourager à exprimer leurs idées et appuyer leurs efforts vers le changement individuel ou social.

L'animateur étant le pivot dans le processus de communication participative, il a pour rôle essentiel de:

- modérer les tensions (résolution des blocages d'ordre socioculturel);
- mettre en contact les spécialistes avec les groupes cibles;
- développer une bonne ambiance de travail entre tous les partenaires;
- faire le plaidoyer auprès des bailleurs et des structures partenaires de développement;
- cerner les besoins particuliers des partenaires et sous-groupes de la population;
- coordonner toutes les interventions;
- négocier les ententes entre groupes, partenaires, autorités et bailleurs.
- disséminer les résultats positifs obtenus auprès de tous les partenaires concernés et des populations participantes

3) La communication pour soutenir des initiatives de développement

La façon d'approcher une communauté locale, l'attitude adoptée dans l'interaction avec les membres de cette communauté, le degré de compréhension de leurs problèmes et la façon de les approcher, la manière de recueillir l'information et de la partager, tout cela implique une manière d'établir un processus de communication.

(32) cf. Bibliographie N°22. GAILLARD J., 340 p, *La coopération scientifique et technique avec les pays du Sud : peut-on partager la science ?*, Karthala, Paris, 1999, p 42

La communication est une composante essentielle de la recherche et du développement participatifs. Tout animateur en développement qui travaille avec une communauté est également un agent de communication. La manière dont la communication sera établie avec les gens conditionnera la façon dont ils se sentiront concernés par les problèmes abordés et le degré avec lequel ils participeront à une initiative concrète visant à les solutionner.

Pour que la communication puisse efficacement soutenir des initiatives de développement, elle doit être à double voie. Le rôle de l'animateur devrait consister à établir un dialogue avec les membres de la communauté sur des questions de développement liées à son mandat et à faciliter le dialogue entre les groupes communautaires. Le rôle de l'animateur qui utilise la communication n'est pas de diffuser ou de transmettre des messages, mais plutôt de faciliter la participation aux activités de développement local. L'animateur s'assure de ne pas se substituer aux ressources techniques compétentes, mais de susciter leur collaboration à l'initiative de développement qui a été mise sur pied.

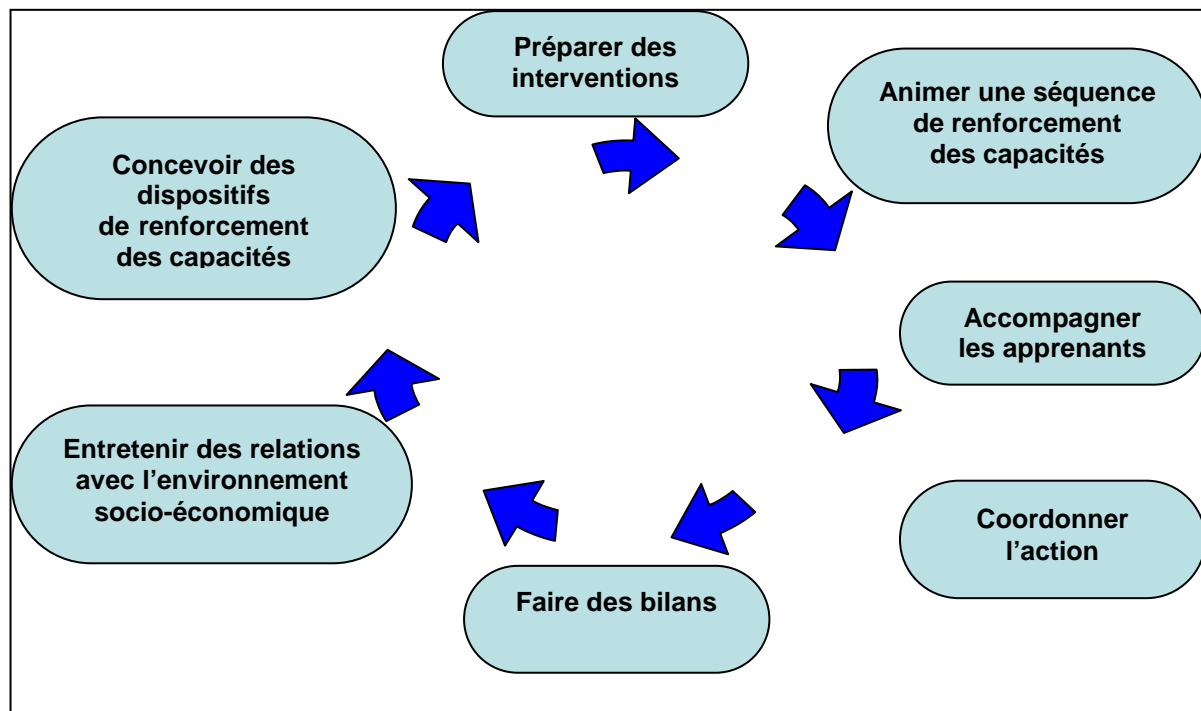
En favorisant le dialogue et les échanges horizontaux, l'animateur utilise la communication participative pour le développement et encourage la participation de tous les groupes sociaux à la résolution des problèmes. Grâce à cette démarche, chefs religieux et coutumiers, techniciens et autorités administratives, jeunes, personnes âgées, hommes et femmes arrivent à créer, sans distinction de classe sociale ou de catégorie, une dynamique d'échange, de partage des expériences et de partenariat.

4) Les référentiels :

Pour plusieurs chercheurs et agents de développement, le rôle d'un animateur est un nouveau rôle pour lequel ils n'ont pas été préparés. Pour une meilleure compréhension par les agents de développement à Madagascar, de la manière nouvelle de faire la recherche, voici des référentiels conçus et utilisés dans le cadre de ce travail de recherche, pour faciliter les transferts de compétences pour le développement et pour mener les initiatives de développement à Alakamisy Itenina.

L'animateur est la conscience du groupe, tout en aidant le groupe à progresser en faisant le point et en formulant les conclusions intermédiaires. Il exerce aussi une fonction d'entretien et de maintien du groupe dans les conditions psychologiques optimales à son fonctionnement.

Figure N°1 : Référentiels pour faciliter les transferts de compétences



L'animateur communautaire doit connaître le groupe, doit savoir débloquer une situation et il doit faire attention aussi aux phénomènes de groupe. En bref, l'animateur fait attention, à ce qui se dit, à celui qui parle et aux phénomènes environnants.

Tableau N° 5 Les référentiels pour faciliter les transferts de compétences pour le développement

<p>a Concevoir des dispositifs de renforcement des capacités</p> <p>Distinguer les besoins et les demandes Connaître les différents dispositifs de renforcement des capacités et être capable d'en construire Analyser une demande Conduire une étude de besoin, écart entre compétences requises et acquises</p>	<p>e Coordonner l'action</p> <p>Décoder les enjeux et stratégies des acteurs Planifier, gérer, adapter, un projet, une action Travailler en équipe</p>
<p>b Préparer des interventions</p> <p>Connaître les théories de l'apprentissage Connaître les différentes méthodes et techniques Analyser l'environnement des apprenants et leurs enjeux Définir et formuler les objectifs pédagogiques Organiser une progression pédagogique Adopter les méthodes et techniques appropriées</p>	<p>f Faire des bilans</p> <p>Connaître les différentes fonctions et formes de l'évaluation Créer ou utiliser des outils d'évaluation des renforcements des capacités Créer ou utiliser des outils d'évaluation des actions</p>
<p>c Animer une séquence de renforcement des capacités</p> <p>Connaître les principes de la communication Connaître les phénomènes de groupe S'exprimer dans un groupe Réguler l'expression et le travail du groupe</p>	<p>g Entretenir des relations avec l'environnement socio-économique</p> <p>Coordonner une équipe Connaître le tissu socio-économique Connaître les instances interlocutrices S'informer sur l'évolution de l'environnement Tenir compte des enjeux dans les rapports avec les interlocuteurs</p>
<p>d Accompagner les apprenants</p> <p>Connaître son rôle d'intervenant communautaire et ses limites Connaître des éléments de psychologie des personnes en formation Maîtriser les techniques d'entretien individuel et collectif Assurer le suivi</p>	

CHAPITRE III

PROCESSUS METHODOLOGIQUE D'UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT A ALAKAMISY ITENINA

L'objectif de cette partie de la recherche est de relater la méthodologie systématique adoptée lors de nos interventions à Alakamisy Itenina⁽³³⁾ à travers des outils de communication participative. Le parcours méthodologique que nous avons opté à Alakamisy Itenina est classé en dix étapes pour appuyer la planification et la mise en œuvre efficace des interventions de développements participatifs.

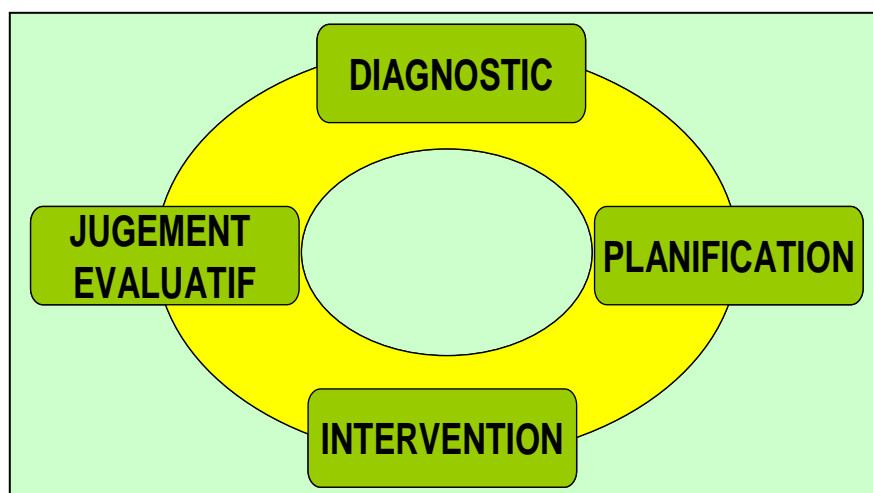
Tableau N° 6 Tableau résumant l'approche méthodologique

Étape 1 :	Établir une relation avec une communauté et approfondir sa compréhension du contexte local
Étape 2 :	Faire participer la communauté : cerner un problème; trouver des solutions potentielles ; décider de la mise en œuvre d'une initiative concrète
Étape 3 :	Identifier les groupes communautaires et les autres intervenants concernés par le problème et l'initiative de développement
Étape 4 :	Déterminer les besoins et établir les objectifs et les activités de communication
Étape 5 :	Choisir les outils de communication appropriés
Étape 6 :	Préparer et pré tester les contenus et le matériel de communication
Étape 7 :	Faciliter la mise en place de partenariats et réviser la planification
Étape 8 :	Établir un plan de suivi et mise en œuvre
Étape 9 :	Assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie de communication et documenter le processus de recherche ou de développement
Étape 10 :	Mettre au point une stratégie d'utilisation des résultats

Cependant, nous représentons le processus par **quatre phases principales** inter reliées les unes aux autres (figure N°2) : la définition du problème à travers le diagnostic organisationnel et institutionnel, la planification de la mise en œuvre, l'intervention et les outils de communication utilisés puis le jugement évaluatif pour établir un plan de suivi et une stratégie d'utilisation des résultats.

(33) cf. Annexe N° 3. Journal de suivi de la mise en œuvre au niveau Pali. (Partenaire limitrophe). (Changement et qualité de processus)

Notre démarche à Alakamisy Itenina suit un processus logique basé sur une prise de connaissance du contexte local, qui implique les intervenants dans la réflexion autour des problèmes de développement et de leurs solutions potentielles, ainsi que dans la mise en œuvre d'un plan d'action visant à implanter ou à expérimenter ces dernières, et qui soutient et accompagne ce processus participatif.



*Figure N°2 : Le cercle extérieur du processus de recherche participative
Source : Guy Bessette Les Presses de l'Université Laval/CRDI 2004*

Les étapes mentionnées sont placées autour d'un cercle représentant l'utilisation de la communication pour faciliter la participation. Ce processus se développe de manière continue à travers chacune de ces étapes, par les interactions⁽³⁴⁾ entre les intervenants et les membres de la communauté et celles entre ces derniers. Certaines étapes peuvent être pratiquées en parallèle à d'autres ou dans un tout autre ordre. Ces étapes sont des points de repère dans un processus systématique global.

3.5 Diagnostic organisationnel et institutionnel:

1) Établir un contact avec la communauté locale ;

Établir une relation avec les acteurs communaux d'Alakamisy Itenina est un processus qui se développe tout au long de notre intervention à travers les modes d'interaction entre les intervenants et les membres de la communauté locale.

(34) cf. Bibliographie N°9. BESSETTE G., 2004, *Communication et participation communautaire : Guide pratique de communication participative pour le développement*, Les Presses de l'Université Laval, 35

Au tout début de l'intervention, le processus inclut :

- les premiers contacts avec les membres de la communauté,
- l'identification des groupes et des personnes-clés,
- la facilitation d'un dialogue autour des problèmes et des initiatives de développement.
- la collecte de données préliminaires sur la communauté et son environnement,
- l'approfondissement de la collecte d'informations avec la participation de la communauté

Étape 1 : Établir la relation avec la commune rurale Alakamisy Itenina et approfondir la compréhension du contexte local

La première série d'événements est liée à l'approche de la communauté locale. Elle demande d'établir un contact avec les intervenants communaux et de connaître et de bien comprendre le contexte local :

2) Connaître et bien comprendre le contexte local

La connaissance globale du contexte local

La connaissance globale du contexte local consiste à relater les connaissances générales sur la communauté⁽³⁵⁾ et ses environnements géographique, écologique, démographique, linguistique, religieux, culturel, historique, économique, social, sur le style de vie, les pratiques éducatives, les aspirations des individus et plus encore.

La connaissance du contexte local va de pair avec l'approche d'une communauté. Ce processus implique la collecte de données, de connaissances et de renseignements reliés au problème qui correspond à notre mandat d'animateur de développement.

Ainsi, le premier élément de la recherche devrait consister à consulter les sources documentaires pertinentes et à repérer des personnes ou des organismes-ressources qui connaissent bien la communauté. Voici quelques repères qui méritent d'être élucider :

- Quelle est l'histoire de cette communauté locale?
- Quels sont les groupes qui la constituent, quelles en sont les principales caractéristiques et quelle est la nature de leurs relations?

(35) cf. Annexe N° 8.p. 170, *Le développement durable au niveau communautaire*.

- Quelles en sont les institutions politiques, sociales et administratives?
- Quel est le lien qui existe entre la Commune et les autorités locales, provinciales ou nationales?
- Quelles sont les relations de pouvoir et les conflits – s’il y en a – à l’intérieur de la commune?
- Quelles en sont les principales activités socio-économiques?
- Qu’en est-il des questions de santé et d’éducation?
- Quels sont les principaux problèmes et initiatives de développement?
- Quelles sont les principales habitudes et croyances liées au domaine d’intervention?
- Etc.

Étape 2 : Faire participer la communauté : cerner un problème; trouver des solutions potentielles ; décider de la mise en œuvre d’une initiative concrète

Établir une relation avec la communauté locale est un processus qui se développe tout au long de notre intervention à travers les modes d’interaction entre les intervenants et les membres de la communauté locale.

Bâtir une relation de confiance

Au cours de cette étape, il faut insister sur l’importance de développer une relation de confiance et un climat de collaboration entre les intervenants et la communauté. C’est cette relation qui permettra par la suite de soutenir la motivation et les efforts visant la mise en œuvre de l’initiative de développement choisie.



Cliché N°6 : Bâtir une relation de confiance

Cliché de l’auteur, 2009

La méthodologie proposée reflète l’objectif d’engager les intervenants communautaires dans le processus de communication afin de créer un espace de dialogue et de prise de décision. La collecte préliminaire des données est une façon d’entamer le dialogue avec la communauté, de faire participer ses membres, ainsi que les personnes-ressources au processus et de bâtir cette relation de confiance.

Plus tard, à l'étape de l'implantation de l'intervention, il sera essentiel de poursuivre l'engagement communautaire dans l'intervention. Il est important de maintenir la relation de confiance, la motivation et l'intérêt des participants à travers l'instauration des mécanismes de collaboration pour encourager et nourrir l'échange de connaissances et d'informations. Par ailleurs, il est essentiel d'établir la communication entre les groupes de la communauté et les autres parties prenantes et d'encourager la participation à une initiative concrète de développement.

Une démarche d'auto évaluation

L'auto évaluation au sein de la commune se présente comme une opportunité pour les acteurs communaux de mettre en commun leurs constats et leurs impressions par rapport à la vie de la commune, à procéder à l'analyse de leur propre situation, afin d'identifier leurs acquis et leurs faiblesses, d'en discuter, de dégager des tendances, pour proposer des actions susceptibles d'améliorer les pratiques et globalement la qualité des services fournis. L'intérêt d'adopter une démarche d'auto évaluation est multipliée au niveau de la commune Alakamisy Itenina:

C'est un outil de communication et de réflexion en permettant à un maximum de membres de la commune de prendre connaissance de l'information disponible et de participer à l'analyse qui en est faite. Cette méthode d'auto évaluation est un instrument utile en cette situation et a pour raison d'être d'aider les acteurs communaux à prendre des décisions en s'appuyant sur un examen critique de la situation présente et sur les leçons tirées des expériences faites. Ainsi les perceptions individuelles peuvent se compléter entre elles afin de dégager une vision plus globale de la situation.

C'est un moyen d'apprentissage en renforçant peu à peu les capacités propres d'analyse et de la décision des acteurs communaux. En acceptant de mettre en commun leurs expériences, les différents intervenants communaux acceptent de s'écouter et d'apprendre à travers les visions des autres. De la sorte, l'auto évaluation peut aussi contribuer à accroître la capacité de négociation de la commune Alakamisy Itenina vis à vis de l'extérieur, puisqu'elle se rend capable de développer d'une manière autonome des axes de travail plus adaptés à son contexte spécifique et de solliciter des appuis plus ciblés.

C'est un processus de développement dont les personnes participantes ont la responsabilité propre. En impliquant les différents membres de la commune dans un processus de réflexion critique, de négociation interne et de décisions concertées, nous emmenons les intervenants communautaires à une évolution des relations de collaboration vers un exercice plus collectif des fonctions.

Étape 3 : Identifier les groupes communautaires et les autres intervenants concernés par le problème et l'initiative de développement

Utiliser la langue locale

Des dialectes locaux (Betsileo) sont utilisés à Alakamisy Itenina et les méconnaissances de ces dialectes pourraient entraîner des barrières linguistiques entre les intervenants et les membres des communautés. Pour franchir cette frontière au niveau des langues, des efforts nous sont consentis pour arriver à animer les discussions, les ateliers ou les réunions, dans le cadre de notre intervention, dans la langue locale de ceux dont on veut faciliter la participation.

Aller à la rencontre des autorités traditionnelles et civiles

Cette phase est très importante puisqu'elle conditionnera en grande partie les relations futures avec la communauté. Il faut bien sûr se renseigner avant d'entrer en contact directement avec la communauté, sur le milieu de vie, la culture, les activités, les contraintes, les personnes clés (chef de village, chef de Fokontany, sage, sous-préfet, instituteurs...).

3.6 La Planification de la mise en œuvre:

Étape 4 : Déterminer les besoins et établir les objectifs et les activités de communication

La Planification du processus

Une fois les différents groupes et les personnes – clés cernés, nous nous acheminons vers le processus de planification communale, il s'agit alors de préparer l'organisation logistique du processus, et de définir un premier planning pour l'ensemble de l'intervention, relativement aux différentes étapes de ce processus. Ceci permettra d'une part, aux personnes impliquées, de mieux cadrer et prévoir leurs contributions, et d'autre part, aux différentes parties, de

disposer d'un référentiel pour le pilotage et le suivi des activités dans ce cadre. Plusieurs paramètres doivent être pris en compte pour aspirer des effets positifs sur l'intervention et son influence développementale notamment les objectifs et les aspects de communication.

Fixer les objectifs et les aspects de communication

Les objectifs de la communication doivent être explicites et rassembler de l'information sur les aspects de communication. Les renseignements suivants seront très utiles à l'élaboration future d'une stratégie de communication qui viendra appuyer notre intervention :

- Comment classer et décrire les groupes qui constituent la communauté locale?
- Quelles sont les principales caractéristiques de chacun de ces groupes, de la localisation du/des groupe(s) ou cible(s) de communication et l'état des relations qu'ils entretiennent?
- Quels sont les objectifs de communication ou les comportements souhaités après les séries de communication ?
- Quel est le résultat/comportement que l'on doit pouvoir observer/mesurer après les séries de communication ;
- Quelles sont les principales habitudes et croyances à propos de l'instauration de la bonne gouvernance ou les thèmes à vulgariser ?
- Quelles sont les supports et les canaux de communication interpersonnelle utilisés dans la communauté (par exemple pour les points de vue exprimés par les porte-parole de la communauté et les opinions échangées entre les gens dans des lieux précis)?
- Quels sont les canaux institutionnels (les associations locales ou les institutions qui jouent un rôle prépondérant dans la diffusion de l'information) utilisés localement pour échanger des idées et des points de vue?
- Quels sont les médias modernes ou traditionnels utilisés?
- Quel est le calendrier ou période adéquat de communication et quelles sont la périodicité et la fréquence de communication ?

3.7 Intervention et les outils de communication utilisés:

Étape 5 : Choisir les outils de communication appropriés

Évaluer les outils utilisés

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

Cette étape n'est plus du seul ressort des facilitateurs concernés. Elle demande de soutenir un processus dans lequel le plan de mise en œuvre sera conçu avec la participation active des utilisateurs finaux. Cette démarche implique de repérer et d'utiliser tant les savoirs traditionnels que les connaissances modernes dans l'analyse des problèmes et l'identification des solutions.

Des séances de travail seront organisées par l'animateur et les intervenants communautaires. Ces séances permettront à l'animateur de prendre connaissance des supports/outils d'évaluation déjà utilisés par la Commune et d'évaluer la pertinence et l'efficacité de ces outils en rapport avec les contextes locaux en matière de communication.

Afin d'évaluer les outils déjà utilisés, l'animateur utilisera la méthode référencée des **3P-C** ou **P**ertinence des thèmes de communication en rapport avec les besoins en Information de la Commune, **P**ertinence des thèmes de communication en rapport avec les besoins en Information des parties prenantes et cibles de la Commune, **P**ertinence des Outils en rapport avec les thèmes véhiculer et la **C**ompréhension des messages par les cibles.



Cliché N°7 : Evaluation des outils à travers le 3-PC

Cliché de l'auteur, 2009

L'idée principale derrière l'utilisation des outils de facilitation est de recueillir de l'information rapidement avec la participation des membres de la communauté et de la partager afin que toutes les parties puissent nourrir le processus d'appropriation et de participer aux processus d'analyse et de prise de décision.

Étape 6 : Préparer et pré tester les outils de communication

Dans cette partie, nous aborderons la préparation des outils de communication appropriés à notre intervention à Alakamisy Itenina et aux usages qu'on veut en faire.

Préparer les outils de communication

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

Cette préparation dépend surtout de l'objectif que nous tentons d'atteindre (voir plus haut). Plusieurs questions restent encore à déterminer : Quels sont les outils de communication les plus appropriés pour aider les intervenants communautaires à exprimer leurs points de vue dans le processus de communication? Avec quels outils se sentiront-ils le plus à l'aise, et lesquels de ces outils sont les plus appropriés aux autres groupes qu'ils tentent de rejoindre? Quels sont les médias qui peuvent être utilisés facilement et de façon économique?

Les types d'usage des outils

L'idée générale qui s'en dégage est de déterminer l'usage que nous voulons faire de chacun des outils lors d'une activité de communication. Nous nous intéresserons aux types d'usage suivants :

1. Déclencher le processus de communication participative
2. Soutenir et animer les groupes de discussion
3. Élargir les séances de discussion de groupe
4. Rejoindre d'autres groupes ou participants au-delà des frontières de la communauté
5. Soutenir l'acquisition et l'échange de connaissances
6. Aider les participants à exprimer leurs idées entre eux ou à un autre groupe spécifique
7. Évaluer et documenter les activités

3.8 Jugement évaluatif : Établir un plan de suivi et une stratégie d'utilisation des résultats

Étape 7 : Faciliter la mise en place de partenariats et réviser la planification

Développer la collaboration et les partenariats

Cette étape consiste à développer une synergie potentielle mais aussi pour comprendre l'attitude des communautés et des autres parties prenantes face à notre intervention et de les amener à participer aux étapes subséquentes.

Nos actions s'insèrent dans le contexte d'interventions de développement passées et présentes qui ont eu lieu (ou non) dans la commune Alakamisy Itenina. Une intervention communautaire est ainsi une occasion de connaître l'historique des interventions et d'identifier les personnes-ressources ainsi que les organismes qui travaillent dans la même région. Il peut s'agir, par exemple, d'une ONG de la même communauté, des groupes ou des

organismes communautaires, d'une association paysanne, d'une station de radio rurale, des organisations internationales, des associations...

Réviser la planification

La planification de la communication participative est bien plus qu'un ensemble d'outils et d'étapes axés sur l'amélioration de l'impact. La planification de la communication participative diffère de la planification de projets et d'autres types de planification car elle :

- *Etablit l'organisation et les réseaux.* L'analyse et la prise de décision participatives contribuent à renforcer le leadership et la communication à l'intérieur et entre les organisations.
- *Renforce la planification de la négociation.* Le processus permet de tracer la carte des intérêts et des niveaux de pouvoir parmi les acteurs clés.
- *Renforce les parties intéressées.* Lorsque nous incluons de nombreuses parties prenantes, plus d'individus sont informés et motivés, et la campagne bénéficie de plus de légitimité et de pouvoir.

La planification de la communication participative comprend beaucoup de « **deux pas en avant, un pas en arrière** ». Par exemple, vous pouvez commencer par une macro-analyse du contexte dans lequel vous opérez, mais au fur et à mesure que vous en apprenez plus sur vos questions et l'élaboration des politiques, vous allez aussi en apprendre plus sur le contexte et revenir en arrière pour affiner votre analyse.

Même si les moments de la planification ne sont pas linéaires et nécessitent une révision périodique, ils suivent une certaine séquence⁽³⁶⁾. Par exemple, il peut être utile de regarder en dedans (auto évaluation organisationnelle), puis d'examiner l'extérieur (analyse contextuelle). Il est aussi important de ne pas oublier que la participation de la population aux divers stades de la planification est vitale pour le renfort de la communauté et le leadership des citoyens.

(36) cf. Bibliographie N°9. BESSETTE G., 2004, *Communication et participation communautaire : Guide pratique de communication participative pour le développement*, Les Presses de l'Université Laval, p 64

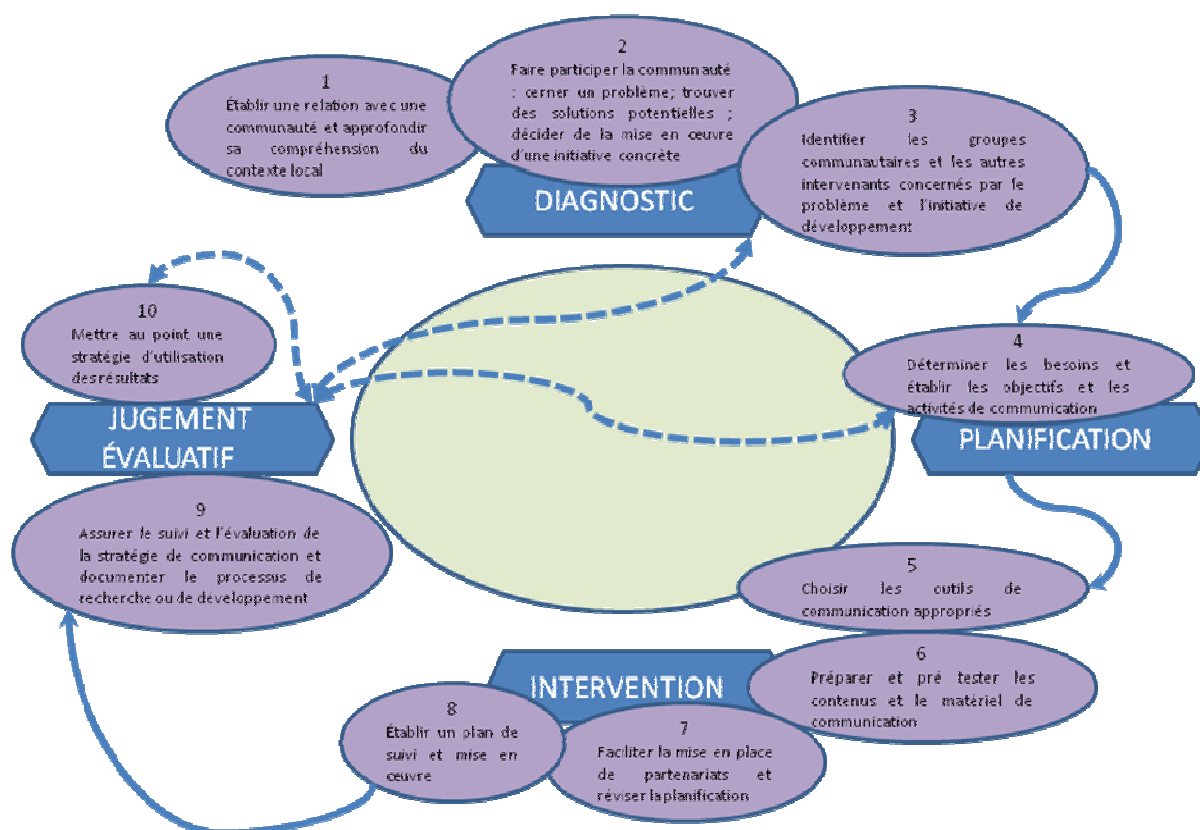


Figure N°3 : Le cercle intérieur. Dix étapes pour planifier et mettre en œuvre la communication participative pour le développement. Source : Guy Bessette Les Presses de l'Université Laval/CRDI 2004

Étape 8 : Établir un plan de suivi et de mise en œuvre

Le projet une fois lancé, il y aura inévitablement des ajustements, des améliorations à apporter, pour atteindre au mieux les objectifs. Il est très important d'élaborer des outils d'évaluation qui permettront d'améliorer le déroulement du projet. S'il s'agit d'un projet à courte échéance, cette évaluation servira à la communauté pour savoir où étaient les lacunes. S'il s'agit d'un projet à plus long terme, elle servira à améliorer en continu le processus. De plus, cela permettra aux intervenants de faire leur auto critique et d'améliorer leur savoir faire pour d'éventuels futurs projets.

La planification inclut l'analyse, le débat, l'établissement de priorités, la recherche et la prise de décision, et renforce de ce fait la participation des citoyens dans le cadre de sa vie sociale et économique. La planification a trois fonctions majeures :

- ✓ **En tant qu'outil**, la planification clarifie les orientations et les possibilités stratégiques au sein de contextes politiques et organisationnels particuliers.
- ✓ **En tant que processus organisationnel de renforcement**, la planification renforce la capacité organisationnelle et de leadership, ainsi que l'engagement, tandis que les individus partagent de nouvelles idées et des informations, et entament un dialogue, une négociation et une analyse.
- ✓ **En tant que stratégie de responsabilisation des citoyens**, la planification participative crée de nouvelles connaissances et compétences, ainsi qu'une nouvelle sensibilisation et une nouvelle confiance.

Établir un plan de suivi et de mise en œuvre permet de voir de manière détaillée les différents éléments nécessaires à la mise en œuvre des interventions à la commune rurale Alakamisy Itenina. Cette section décrit la façon dont se fera le suivi et évaluation des indicateurs de performance et la façon dont on rendra compte de la réalisation des cibles de performance.

Ce plan inclura tout ce qui permettra d'apprendre davantage sur l'ensemble de l'intervention : les objectifs d'accompagnement, les Impacts, les marqueurs de progrès, les séquences d'accompagnement dans la conjonction optimale d'outils utilisés, des approches et contenus.

Étape 9 : Assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie de communication et documenter le processus de recherche ou de développement

Pour assurer le suivi - évaluation, S&E, de nos interventions, l'observation de points suivants mérite d'être renforcer :

- à quoi sert le suivi des Impacts, les marqueurs de progrès;
- qu'il peut arriver des événements ou des effets imprévus, positifs comme négatifs, durant la mise en œuvre ;
- qu'il est important de revoir le plan d'action pour et, si nécessaire, de le réviser chaque année. On pourra aussi indiquer qui le fera et quand ;
- que les différents utilisateurs prévus ont besoin de différents médias et de différents formats pour la présentation des données et des informations ;
- qu'il faut un feedback approprié pour les communautés et les autres parties prenantes sur les résultats du S&E ;

- que les données du S&E servent à effectuer des changements dans la mise en œuvre, si démontré nécessaires par les informations collectées à chaque étape ;
- qu'il faut des mécanismes pour rendre compte des questions de pérennité du projet.

L'ensemble du plan de S&E comprend une variété de sources sur lesquelles il s'appuie. Parmi elles, nous citons:

- **Le cadre logique avec les Impacts, les marqueurs de progrès et le plan d'action** pour les différents niveaux d'objectifs et les énoncés d'indicateurs de performance ;
- **Les fiches de méthodes de mesure/ sources de données** – pour des informations plus détaillées sur la collecte des données nécessaires pour les marqueurs de progrès;
- **Le tableau de suivi des marqueurs de progrès** – pour un résumé sous forme de tableau des cibles annuelles, de mi-parcours ou finales pour chaque marqueur.
- **La fiche d'étude de base** – pour des informations plus détaillées sur la façon dont l'étude de base sera menée et sur ce que cela implique du point de vue des ressources ;
- **Le calendrier de S&E** – pour un calendrier annuel des activités de S&E, comprenant les dates limites pour les comptes-rendus.
- **La fiche des responsabilités de suivi** – pour montrer comment sont réparties les responsabilités des différentes phases de S&E et pour permettre de voir les implications budgétaires.

Étape10 : Mettre au point une stratégie d'utilisation des résultats

Cette phase aura pour objectifs de développer et de valider les stratégies d'utilisation des résultats. Les tâches nécessaires pour atteindre ces objectifs sont les suivantes :

- Réflexion et formulation des stratégies d'utilisation des résultats des interventions à Alakamisy Itenina. Cette étape permettra de réfléchir et de décider les stratégies de communication adaptées pour la commune. Durant cette tâche, l'animateur organise une série des réunions de travail où les participants, en l'occurrence des intervenants communautaires et des responsables de Saha, apportent leurs remarques et leurs feedbacks sur les propositions de stratégies élaborées par l'animateur sur la base évidemment, des résultats des travaux de terrain.

- Une réunion de validation d'une journée est organisée par l'animateur en collaboration avec Saha. Cette réunion de validation fait participer les représentants des diverses structures, des parties prenantes de la commune et les responsables de Saha. Cette étape permet aux participants de :
 - ✓ Présenter aux participants les fruits d'une série de réflexion et des travaux sur terrain menés conjointement par les intervenants communautaires, l'équipe de Saha et, l'animateur ;
 - ✓ Collecter de manière participative, les remarques et les recommandations sur les stratégies développées par l'animateur, les parties prenantes et les intervenants communautaires.
 - ✓ Programmer les stratégies d'utilisation des résultats, comme l'organisation d'une table ronde des bailleurs, l'enclenchement d'un marketing territorial, l'organisation des ateliers de partage et la mise à la disposition au niveau d'un centre d'information des résultats des différentes interventions.
- Il est préférable d'organiser les activités en fonction des disponibilités des participants, en rappelant les rôles et responsabilités de chacun. Une fois la stratégie mise en place, le planning défini et les rôles distribués, l'animateur ou intervenant pourra garder un rôle moins important, consistant à faciliter la communication entre les partenaires, à réviser la planification si nécessaire, et suivre le bon déroulement des activités.
- Moins l'intervenant aura à agir, mieux ce sera : c'est que la communauté aura pris en main son projet, en autonomie quasi complète dans l'idéal. Suite à l'évaluation et à l'exploitation des résultats, les intervenants pourront se retirer progressivement de la communauté. Il est préférable que ce retrait se fasse de manière progressive, pour être assuré du suivi et de la reprise du rôle de l'intervenant par la collectivité.

DEUXIEME PARTIE

PRATIQUE EN COMMUNICATION PARTICIPATIVE

**Communication et Participation
Communautaire,**

*Regard sur l'intégration de communication
participative pour le développement :
l'expérience de la Commune rurale
d'Alakamisy Itenina, Région Haute
Matsiatra, Madagascar*

2ème PARTIE	55
PRATIQUE EN COMMUNICATION PARTICIPATIVE	58
CHAPITRE IV	
L'APPLICATION DE LA DEMARCHE PARTICIPATIVE A ALAKAMISY ITENINA	
4.1 <u>Approfondir les connaissances sur la commune rurale Alakamisy Itenina</u>	59
4.1.1 Bien comprendre le contexte d'étude	59
4.1.2 Mener une démarche d'auto évaluation sur la bonne gouvernance	61
4.1.3 Assurer le diagnostic participatif de la commune Alakamisy Itenina	63
4.2 <u>La planification de nos interventions</u>	68
4.3 <u>Stratégie appliquée lors de nos interventions</u>	70
4.3.1 Renforcer le contact avec la communauté et comprendre le contexte local	71
4.3.2 Recourir à l'approche systémique et à la combinaison de divers outils	73
4.3.3 Renforcer les suivis et évaluations	73
	77
CHAPITRE V	
LES OUTILS UTILISES POUR UNE COMMUNICATION PARTICIPATIVE	
5.1 <u>Les types d'outils de communication perçus pour nos interventions</u>	77
5.2 <u>Les expériences vécues sur la communication participative à Alakamisy Itenina</u>	80
5.2.1 Stimuler la création d'un espace de dialogue et de prise de décision à travers l'amélioration de la vie du CDC :	81
5.2.2 Encourager la participation à une initiative concrète de développement	88
5.2.3 Instaurer un mécanisme de collaboration pour encourager et nourrir l'échange de connaissances et d'informations.	92
	98
CHAPITRE VI	
LIMITES DE NOS INTERVENTIONS EN COMMUNICATION PARTICIPATIVE ET PISTES DE REFLEXION	98
6.1 <u>L'intégration de la communication participative dans la commune Alakamisy Itenina.</u>	98
6.1.1 Souvenance des résultats attendus de nos interventions	98
6.1.2 Les domaines concernés par l'utilisation de la communication participative	98
6.2 <u>Bilan de la mise en place de la communication participative à Alakamisy Itenina</u>	101
6.2.1. Les obstacles et difficultés liés à l'application d'une approche de communication participative à Alakamisy Itenina	102
6.2.2. Les facteurs de blocage de nos interventions	102
6.2.3. Les aspects positifs	106
6.2.4. Les facteurs de réussite	107
6.2.5. Les effets à la base de nos accompagnements	109
6.3 <u>Leçons tirées de nos interventions</u>	110

2ème PARTIE

PRATIQUE EN COMMUNICATION PARTICIPATIVE

CHAPITRE IV

L'APPLICATION DE LA DEMARCHE PARTICIPATIVE A ALAKAMISY ITENINA

Initialement, le partenariat de SAHA avec la Commune Alakamisy Itenina⁽³⁷⁾ nous rappelle les finalités de nos interventions axées sur :

- l'instauration des principes de la bonne gouvernance ;
- l'opérationnalisation du CDC dans une optique de développement local ;
- la valorisation à l'optimum des ressources et faire en sorte que les impacts de la rentrée fiscale soient ressentis au niveau de la communauté et touchent la couche sociale vulnérable ;
- le renforcement des capacités de la commune en gestion de partenariat (CAC, PNF/Guichet foncier, service de centre fiscal, domaine, trésor, eau et forêt, Région) et des activités de développement.

Cependant, la communication participative est comme un type de communication qui met l'accent non pas sur la diffusion d'informations à sens unique ou sur la persuasion, mais sur la facilitation des échanges entre les divers intervenants afin de cerner un problème de développement commun.

A travers la communication participative, les quatre niveaux de participation sont perceptibles à savoir la participation à l'exécution, la participation à l'évaluation, la participation aux avantages et la participation à la prise de décisions.

Conscient par le discernement de la communication participative, nous n'avons pas douté d'expérimenter cette technique et de l'intégrer dans l'accompagnement des intervenants communautaires d'Alakamisy Itenina pour assurer à ces derniers une meilleure implication et appropriation au développement de la commune tout en assurant l'atteinte des finalités mentionnées plus haut.

(37) cf. Annexe N° 02, p145, Drafitrasan'ny fiombonanantoka SAHA sy Kaominina Alakamisy Itenina

(38) cf. Annexe N° 01, p141, Synthèse de la monographie de la CR Alakamisy Itenina en 2008

L'application de la démarche participative à Alakamisy Itenina consiste à suivre des séquences bien déterminées à commencer par le contact de la communauté locale, le diagnostic organisationnel et institutionnel de la commune et la stratégie de communication appliquée durant notre intervention.

4.1 Approfondir les connaissances sur la commune rurale Alakamisy Itenina

La connaissance de la communauté locale⁽³⁸⁾ est une étape primordiale pour la réalisation de notre intervention. Établir une relation avec les acteurs communaux d'Alakamisy Itenina est une opportunité pour assurer les premiers contacts avec les membres de la communauté, et pour arriver à détecter les groupes et les personnes-clés. La collecte de données préliminaires sur la communauté et son environnement s'avère alors intéressante et primordiale.

4.1.1 Bien comprendre le contexte d'étude

Établir la relation avec la commune rurale Alakamisy Itenina

Cette phase de rencontre s'avère nécessaire et aura pour objectif de nouer une confiance réciproque, avec les acteurs communaux. Les intervenants communautaires déploient également leurs attentes par rapport aux renforcements des capacités apportés par l'appréciation et les différents travaux qui s'ensuivent. La méthode andragogique nous sera appliquée pour permettre aux acteurs communaux de ressortir et de réajuster les référentiels adaptés à leur contexte.

Approfondir la compréhension du contexte local

Des recherches sur l'information géographique, écologique, démographique, linguistique, religieux, culturel, historique, économique, social, sur le style de vie, les pratiques éducatives, les aspirations des individus et plus encore, ont pu avoir lieu au niveau de la Commune, de la Région Haute Matsiatra, des partenaires techniques et financiers dont le programme Saha et du centre Cedii. Une des sources documentaires pertinente est la consultation de la version antérieure du Plan Communal de Développement (PCD).



*Cliché N°8: Les moyens de transports les plus usités à Alakamisy Itenina (Bicyclette, motocyclette, 404 bâché)
Cliché de l'auteur, 2009*

Ces démarches nous a permis d'élucider certains points sur l'histoire de la communauté locale, les principales caractéristiques des différents groupes au sein de la commune, les situations des institutions politiques, sociales et administratives, les relations de la commune avec les autorités locales, provinciales ou nationales, les principales activités socio-économiques, les questions de santé et d'éducation et les principaux problèmes et initiatives de développement.

Exploiter toutes les données et informations disponibles

Dans le but de collecter les données relatives à Alakamisy Itenina, nous avons dû suivre les 4 étapes suivantes :

- La première étape consiste à l'analyse bibliographique c'est à dire à la capitalisation des données disponibles auprès de la commune.
- La deuxième étape concerne les différentes visites auprès des institutions et centres d'informations pour puiser des informations correspondantes à la commune.
- La troisième étape consiste à rechercher des informations supplémentaires à travers l'utilisation de l'Internet et autres sources d'informations.
- La quatrième et dernière étape de collecte d'informations se manifeste par une descente sur terrain pour évaluer les réalités sur les différentes actions menées auprès de la Commune.



Par ailleurs, l'approfondissement des informations et données obtenues nous seront utiles à mieux cerner la connaissance de l'état des lieux de la commune⁽³⁹⁾ Alakamisy Itenina. Les données reçues, pour être capitalisées, passeront par le cycle de traitement ci-après : classification des données et informations ; synthèse des points saillants relatifs à notre travail de recherche ; analyses des données. La compilation de ces informations sous forme électronique et / ou papier couronne ce traitement des informations.

(39) cf. Annexe N° 09, p172, L'efficacité de la communication participative pour le développement : quelques facteurs contextuels.

Aller à la rencontre des autorités traditionnelles et civiles

Les visites auprès du groupe cible (aux anciens du village, aux autorités tant traditionnelles que civiles, les groupes communautaires) sont des pratiques courantes, au sein de notre équipe, notamment au démarrage de notre intervention. Les différentes rencontres organisées dans le cadre de notre étude, pour réunir le plus de renseignements possibles sur le contexte local, consistent «également à informer ce groupe cible sur le projet d'intervention, de demander leur coopération et comprendre leurs points de vue et leurs positions.

Identifier les différents groupes et personnes-clés

Après avoir rencontré la communauté, nous n'avons pas lésiné nos efforts à prendre le temps d'identifier les différents groupes et personnes-clés, qui pourront nous aider à la mise en place de l'accompagnement, par leur statut dans la hiérarchie, ou leur compétence, ou encore leur situation au plus près des enjeux ou problèmes à identifier s'il y a lieu.

Dans cette étape de l'étude, nous trouvons également nécessaire de délimiter les groupes composant la communauté et d'identifier les groupes de personnes susceptibles de s'impliquer le plus dans la visée (le maire, le directeur de l'école CDC, le chef Association des femmes, les Conseillers communaux...).

4.1.2 Mener une démarche d'auto évaluation

Pour s'imprégner davantage au contexte local, nous avons mené une séance d'auto évaluation auprès de la commune. Ce choix méthodologique suppose que les intervenants communaux aient la volonté de mieux maîtriser leur développement et que l'auto évaluation ne soit pas vécue comme une contrainte venant de « l'extérieur ».

Cette auto évaluation au sein de la commune Alakamisy Itenina se présente comme une opportunité pour les acteurs communaux de mettre en commun leurs constats et leurs



impressions par rapport à la vie de la commune, à procéder à l'analyse de leur propre situation, afin d'identifier leurs acquis et leurs faiblesses, d'en discuter, de dégager des tendances, pour proposer des actions susceptible d'améliorer les pratiques et globalement la qualité des services fournis. En matière de bonne gouvernance par exemple, la commune d'Alakamisy Itenina a accordé des efforts incontestables sur plusieurs plans :

- Elle a déjà bénéficiée des formations depuis l'année 2001 concernant la prise de décision au sein des structures démocratiques avec l'université de BERNE, Suisse.
- Après cette série de formations, la commune s'est consacrée à l'amélioration du niveau de collaboration entre l'exécutif et les conseillers communaux ainsi que l'instauration progressive de la transparence au niveau de la gestion communale.
- Par conséquent il y a eu amélioration des qualités de services offerts à la population ainsi que l'ouverture de la commune vers l'extérieur grâce à son adhésion au sein de l'OPCI Vohitraina⁽⁴⁰⁾ ainsi que l'organisation des Maires issues de la région Matsiatra Ambony.
- Les dirigeants locaux prospectaient incessamment les moyens pour l'amélioration des niveaux de vie de la population locale en négociant auprès des différents partenaires susceptibles d'assister la commune à la réalisation d'infrastructures sociaux.
- La commune a aussi fait d'efforts pour améliorer ses recettes fiscales jusqu' à plus de 76% durant l'année 2007.
- Les dirigeants de la commune ont déjà suivi des formations sur le montage et la gestion de projets et cela leur a aidé à bénéficier des appuis par les divers partenaires ainsi que les bailleurs.
- Les responsables communaux ont bénéficiés des renforcements de capacités sur le savoir-faire en recherche de financements sans parler des expériences dans la sensibilisation de la population locale.
- La commune fait des rapports périodiques à la population, à part les affiches au niveau de la commune, sur les décisions prises par les conseillers ainsi que les réunions auxquelles les chefs de Fokontany sont conviés en cas d'activités à réaliser ou s'il y a des informations à vulgariser.
- Une nette amélioration est ressentie sur la gestion du budget communal. La commune gère de manière technique et transparente des fonds provenant de l'état et des autres partenaires.

(40) cf. Annexe N°6, p. 165. Tableau comparatif OPCI, Association de communes

Ces efforts de la commune à l'instauration de la bonne gouvernance locale synchronisent avec les priorités de la région Haute Matsiatra et du programme SAHA. Toutefois les informations émises durant l'auto évaluation n'ont pas permis d'acquérir des amples informations. Aussi, la collecte de données, de connaissances et de renseignements reliés au contexte d'Alakamisy Itenina dans le cadre d'un diagnostic organisationnel et institutionnel de la commune fait partie d'une de nos priorités.

4.1.3 Assurer le diagnostic participatif de la commune Alakamisy Itenina

Le diagnostic organisationnel et institutionnel mené au début de notre intervention nous révèle des difficultés évidentes au sein de la commune, perceptibles sur plusieurs domaines.

Le premier constat consiste à exprimer la mauvaise application de la bonne gouvernance au sein de la commune d'étude. Cette situation se manifeste très souvent par la confusion des rôles et attributions des membres du bureau exécutif et des conseils communaux. La qualité de services offerte par la commune à la population reste insatisfaisante.

Le faible taux de rentabilité des services administratifs communaux reflète le niveau de « respect de la Bonne Gouvernance » à Alakamisy Itenina. Cette situation se manifeste par la



lourdeur des activités administratives, par un manque d'argent au niveau de la caisse de la Commune (pour l'investissement et le fonctionnement) d'une part et par un manque de transparence au niveau de la gestion du budget public d'autre part. En ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage, l'agissement est concentré autour du Maire et risque d'encourir à une cassure institutionnelle en cas de départ de ce premier magistrat de la commune.

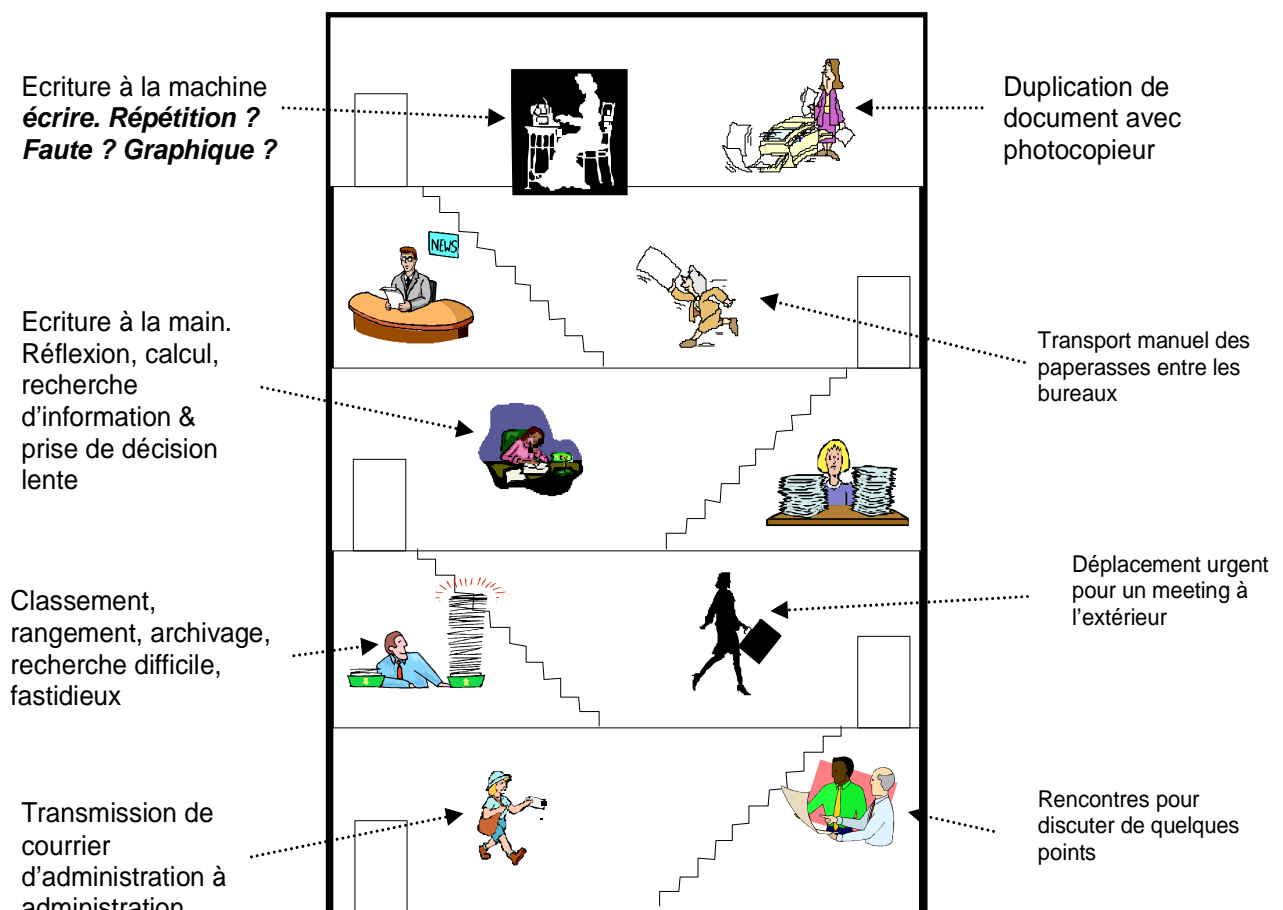
La lourdeur des activités administratives au sein de la commune rurale Alakamisy Itenina attribue plusieurs prétextes:

- L'insuffisance de ressources fiscales

- Une sensibilisation insuffisante
- Inexistence de partage de responsabilités
- Une faible rentrée fiscale
- L'Insuffisance de l'effectif du personnel
- Une faiblesse de compétence pour l'acquisition de ressources financières internes
- La carence en équipement bureautique
- Une négligence de responsabilité par les dirigeants
- La non valorisation de la potentialité fiscale
- Une faible participation de la population dans le développement
- Le cumul de fonction pour certaines autorités et responsables

Figure N°4 : L'administration classique à Madagascar en 2004

L'ADMINISTRATION CLASSIQUE (MADAGASCAR EN 2004)



Source : document personnel de l'auteuren 2004

Par ailleurs, **l'infrastructure communale** concerne surtout le problème d'écoulement des produits, la défaillance de la communication, le rapport entre le chef lieu de la commune et les Fokontany enclavées et la recrudescence des maladies endémiques. Les différentes difficultés citées plus haut sont issues de divers horizons dont entre autres:

- L'inaccessible pendant toute l'année de certaines pistes pour mauvais état
- Au non entretien des pistes existantes
- L'insuffisance de pistes de desserte à l'intérieur de la Commune.
- L'accessibilité partielle en véhicule de la Commune
- Limitation de pistes menant à l'extérieur de la commune
- Faute de moyens, la commune n'est pas en mesure de réhabiliter les pistes inter-Fokontany.
- Les moyens de communication sont très aléatoires (inexistence de presse écrite, difficulté de captage des stations radios de Fianarantsoa et de la Radio Nationale, inexistence de BLU, difficulté de captage du réseau téléphone mobile).
- Insuffisance d'appuis à l'adduction d'eau potable.
- Non-utilisation des latrines par la majorité de la population communale.
- Difficulté d'accès aux soins sanitaires

La situation de « **l'éducation** » au niveau de la commune se distingue par une mauvaise qualité de l'enseignement et un niveau très bas du taux de réussite scolaire. Ces situations précaires sont dues surtout aux insuffisances du personnel enseignant titulaire, de salles de classes et des matériels scolaires.

Le « **Développement rural** » se traduit par l'insuffisance de la production agricole, la non diversification des sources financières des ménages et l'existence régulière de conflits fonciers. Nous assistons au sein de la commune le tarissement des sources d'eau, une faible production de l'élevage, l'insuffisance de sources de revenus des ménages et la présence de beaucoup de produits agricoles transformables pourris sur place. En effet, ces différents problèmes sont dûs aux prix des produits agricoles non incitatifs. Nous assistons également à un manque d'encadrement technique et à la persistance des techniques traditionnelles. A ces situations s'ajoutent un manque de matériel agricole moderne et à la non protection des bassins versants.

Par ailleurs, la sous-exploitation du Tanety et l'irrégularité du système de drainages additionnés au comportement non favorable des paysans aux innovations techniques sont des phénomènes navrants et coutumiers au sein de la commune.

Les conséquences des règles traditionnelles d'appropriation foncière et de succession sont floues avec l'inexistence de titres fonciers.

Les filières représentent également des difficultés certaines sur divers points, notamment sur le manque d'encadrement technique, à l'absence d'organisation des groupements de base, à la méconnaissance de la valeur marchande des filières et sur la prolifération des maladies d'élevage.

La considération exagérée et la primauté de la riziculture par rapport aux autres filières entravent le jaillissement des filières porteuses.

La situation sur **la santé⁽⁴¹⁾, le planning familial** et la lutte contre **le VIH SIDA**, est préoccupante avec la persistance des maladies endémiques, la prolifération des maladies transmissibles et la présence d'un Taux de natalité élevé dû à l'existence d'une certaine liberté sexuelle. Plusieurs facteurs se concourent pour mener à ces situations préoccupantes.

A l'éloignement du centre CSB2 par rapport à l'ensemble de la population s'ajoute l'insuffisance de l'effectif du personnel sanitaire. Par ailleurs, la plupart de la population communale appelle le service des guérisseurs traditionnels pour se faire soigner pour des raisons financières (disponibilité financière insuffisante) et respects des traditions.

Les comportements de la population à s'accrocher aux pratiques ancestrales entraînent des impacts alarmants sur la déficience alimentaire de la population. Suite à des actions d'IEC défaillantes et aux insuffisances d'éducatrices sanitaires, les puits et les sources d'eaux ne sont pas protégés, les latrines ne sont pas utilisées d'une manière effective.

La transformation économique de la commune stagne à un niveau problématique. Une mauvaise qualité des produits artisanaux et le désintéressement quasi permanent de la population à l'exploitation minière forment les ossatures de ces problèmes.

(41) cf. Bibliographie N°52. SIRSA (Système d'Information Rurale et de Sécurité Alimentaire) – 2006- *Atlas des données structurelles concernant la sécurité alimentaire dans la région de Haute Matsiatra* – Equipe permanente de pilotage, Plan d'action pr l dvppmnt rural

La filière de l'artisanat, a priori, est observée comme une activité complémentaire et ne nécessite pas une considération particulière de la part de la population.

Cette situation est alourdie par un manque de créativité de la part des artisans d'une part et à la méconnaissance du marché d'autre part. L'exploitation minière se caractérise par la complexité des procédures à suivre pour l'obtention du permis d'exploitation et par un circuit de commercialisation informel. L'exploitation minière ne profite à cet effet, ni à la population ni à la Commune.

La sauvegarde de **l'environnement** se confronte à des difficultés évidentes, notamment sur la dégradation du milieu, à l'amincissement progressif de la forêt et au tarissement des sources d'eau. La diminution exceptionnelle de la couverture forestière attire une attention particulière.

Plusieurs facteurs se concourent pour encourager une exploitation irrationnelle des forêts; une recoupe ininterrompue des forêts secondaires, une fabrication régulière des charbons de bois et la persistance des feux de brousse. L'inexistence d'encadrement pour un traitement sylvicole efficace, additionnée à l'absence de dispositifs antiérosifs, favorisent la régénération insuffisante des végétations et le ruissellement intensif.



La non considération de la **participation féminine et de la population pauvre** ⁽⁴²⁾ dans le processus de développement de la commune dresse un cloisonnement entre chaque acteur. Cette situation résulte entre autres de la persistance des coutumes ancestrales et de la place sociale des femmes. Dans la commune Alakamisy Itenina, la discrimination basée sur le sexe empêche les femmes à participer efficacement au développement de leurs foyers, de leurs sociétés et du pays. En plus de la violence à l'égard des femmes, cette discrimination est surtout présente dans la répartition des tâches et des responsabilités, dans l'accès aux ressources et bénéfices, dans les prises de décision que ce soit au niveau du ménage, qu'au niveau communautaire.

(42) cf. Bibliographie N°7. PNUD, 2004, *Rapport sur le développement humain 2004*, New York, p 125



*Cliché N°13 : Le manque
d'encadrement technique, un des
problèmes majeurs des filières
Cliché de l'auteur, 2009*

A cette faible participation des femmes au développement s'ajoute le manque de coordination de l'ensemble des activités de développement. La Société civile, faiblement impliquée à la gestion des affaires communales et des infrastructures ne trouve des circonstances pour offrir sa contribution qu'au sein d'une CDC ⁽⁴³⁾ en phase de mûrissement. Les résultats du contact de la communauté locale et le diagnostic organisationnel et institutionnel étalent des déficiences évidentes sur plusieurs plans. Résoudre seulement une partie de ces carences, citées plus haut, est inopportun et inapproprié. La résolution de ces défaillances citées plus haut nécessite une planification

adéquate et une stratégie

4.2 La planification de nos interventions

La période d'intervention au sein de la commune Alakamisy Itenina s'est déroulée en deux phases complémentaires. La première phase du mois de février 2008 au mois de Décembre de la même année et la deuxième phase, pour une durée de 8 mois, a commencé au mois d'Avril 2009 pour se terminer au mois de Décembre 2009. L'objectif de notre intervention consiste à renforcer l'accompagnement de la commune rurale d'Alakamisy Itenina à l'instauration de la bonne gouvernance, au développement local et au développement institutionnel de la commune.

Pour une bonne intervention à Alakamisy Itenina, l'appropriation de la communauté locale au processus de planification est un élément primordial. La communauté est engagée dans chacune des étapes suivantes : cerner le problème de développement à régler (ou l'objectif à atteindre), comprendre ses multiples dimensions, déterminer les solutions potentielles (ou concevoir une série d'actions) et décider d'un plan d'action concret à mettre en œuvre. Aussi, l'organisation d'une première série d'élans, selon un processus participatif, relative au cadrage des Impacts et marqueurs de progrès s'avère nécessaire.

(43) cf. Annexe N°10. P 174. Structures requises du processus Pcd.

Cela étant dit, il est important de planifier notre intervention dans son ensemble pour contribuer à la résolution du problème et à l'atteinte de l'objectif fixé. La planification permet d'aspirer des effets positifs sur l'intervention et son influence développementale. La planification permet aussi de prévoir la prévision de l'ensemble du processus, la méthode, l'ordre, les temps nécessaires au contact initial et le cadrage de l'ensemble sur la base d'une compréhension du contexte local.

LES MARQUEURS DE PROGRES	LES IMPACTS
i) Instauration de la bonne gouvernance	Améliorer les services offerts à la population Amélioration de la communication et de la circulation des informations Instaurer un rapportage de la gestion saine et transparente de la commune Accompagner la commune au processus de mise en place du centre d'information et de la radio communautaire Sensibiliser la population à l'éducation citoyenne (éducation civique) Accompagner la commune à la mise en place d'un tableau de bord
ii) Accroissement des actions de développement	Accompagner la commune à la mise en place d'un budget participatif Accroître les ressources financières de la commune à travers l'amélioration du recouvrement fiscal et étendre les actions de développement de la commune. Collaborer étroitement avec les STD: contribution, foncier, environnement, mines... Mettre en place une stratégie de lutte contre l'IST / SIDA Faciliter l'accès de la population au titre foncier
(iii) Etablissement d'un plan de développement communal	Stimuler la participation de la population à la conception, à la budgétisation et à la mise en application du plan de développement Redynamiser et renforcer le CDC (PTA...) Elaborer, selon un processus participatif, un plan de travail annuel
(iv) Développer une relation institutionnelle intense avec les différents partenaires	Mener une table ronde et une action de plaidoyer auprès des décideurs pour l'acquisition des ristournes des impôts fiscaux Accompagner la commune à assurer un marketing territorial Renforcer les capacités de la commune à s'ouvrir avec Cedii et d'autres partenaires Éveiller les partages et échanges d'expériences, Réaliser et respecter les conventions avec les partenaires techniques et financiers

Tableau N°7 : Les marqueurs de progrès et les Impacts à Alakamisy Itenina

Source : Saha Betsileo 2009

Aussi, l'élaboration des outils comme **le plan d'accompagnement, le calendrier trimestriel, le plan de suivis évaluations**, sont aiguisés pour faciliter nos interventions. **Le planning et le calendrier** de notre intervention, par exemple, sont établis selon les habitudes saisonnières et les calendriers agricoles des membres de la communauté d'Alakamisy Itenina. Il faut tenir compte également du fait que certains endroits de la commune sont difficiles d'accès pendant la saison des pluies. Ces contraintes pourraient affecter directement le temps de nos interventions auprès de la commune. Toutefois, les rencontres régulières avec les acteurs

communaux sont organisées selon un rythme périodique d'une ou deux fois par mois selon le calendrier ci-après.

Tableau N°8 : Un exemple d'intervention selon un calendrier mensuel

Source : l'auteur

MOIS 1	Avril 2009 (début des appuis)		
SEMAINE	Date	Lieu	Objet
1 (01 -05 avril)		CR Alak Iten	
	04-avr	CR Alak Iten	Filazana sy fanazavana ireo Chef Fokontany mikasika ny tetibola
	04-avr	CR Alak Iten	Fanatanterahana ny AG isakin'ny fokontany
	04-avr	CR Alak Iten	Fanolorana sy fifidianana ireo tetikasa mahamehana ny fokontany
	04-avr	CR Alak Iten	Fisafidianana ireo solotena hisolo ny fokontany
	04-avr	CR Alak Iten	Hetsika fanohanana ireo tetikasa sy asa tiana ho tanterahana
	04-avr	CR Alak Iten	Fametrahana paikady entina hitantanana ny budget participatif ka hifanaraka @ hetahetan'n olona (zonage sy ny anjara)
2 (6 - 12 avril)		CR Alak Iten	
3 (13 - 19 avril)		CR Alak Iten	
4 (13 - 19 avril)	13-avr	CR Alak Iten	Fametrahana fitaovana entina hanadihadiana ny filàna ny radio
	17-avr		Fifanatonana sy fifampidinihina @ Maire ny famerana ny tetibola hanaovana budget participatif
4 (20 - 26 avril)		CR Alak Iten	
	21 au 23	CR Alak Iten	Fanadihadiana ny hetaheta mikasika ny radio
5 (27 avril - 03 mai)	28	CR Alak Iten	

Une relation constante avec la commune Alakamisy Itenina et de Saha Betsileo sera assurée pour que ces derniers soient au courant de tout développement dans la mission. La gestion de relation pourrait se faire de plusieurs façons: convocations de réunions périodiques, évaluation conjointe des différentes parties prenantes, production de petits rapports périodiques d'avancement de la mission comme déjà suggéré par les TDR à travers les livrables progressifs demandés, contact immédiat et quasi –permanent en cas d'urgence organisationnelle ou méthodologique, gestion de la production et de la présentation des rapports de phase et du rapport final de la mission, le pilotage de la mission et effectuer les liaisons avec l'organisation.

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

4.3 Stratégie appliquée lors de nos interventions

Pour une meilleure compréhension de notre stratégie lors de nos interventions à Alakamisy Itenina, trois phases importantes mais complémentaires nous sont nécessaires :

- Renforcer le contact avec la communauté et comprendre le contexte local
- Recourir à l'approche systémique et à la combinaison de divers outils
- Renforcer les suivis et évaluations

4.3.1 Renforcer le contact avec la communauté et comprendre le contexte local

Assurer une descente sur le terrain et réaliser des analyses du contexte local

Une première descente à Alakamisy Itenina, nous a permis de nouer une confiance réciproque, avec les acteurs communaux et d'analyser le contexte local. Une séance de présentation de notre intervention et des différentes étapes de nos appuis a été organisée. Dès lors, les activités suivantes ont pu se tenir :

- Ajuster le calendrier d'intervention et réajuster la compréhension des termes de références de l'équipe d'animateur.
- Mener une enquête préalable auprès des différentes Fokontany
- Réaliser des travaux d'analyses sur les réalités exactes auprès de la population de base, leurs responsabilités et leurs relations avec l'extérieur,
- Concevoir une séance de formation des acteurs communaux sur la communication pour le changement de comportement

Comprendre la culture

Au début de notre intervention, nous avons pris conscience de la prise en compte des aspects culturels à Alakamisy Itenina notamment la résistance au changement, la force des habitudes, des mœurs et des tabous locaux par chacun des groupes sociaux (les hommes, les femmes, les paysans, les vulnérables, les jeunes....) engagés dans le processus d'accompagnement à Alakamisy Itenina.

Recueillir, exploiter et partager l'information de toutes les données et informations disponibles

Une nécessité cruciale pour notre étude est la bonne exploitation de toutes les données et informations disponibles. Notre intention est de chercher à recueillir et partager l'information

avec les membres des communautés et les autres parties prenantes Voici quelques stratégies dont nous avons utilisés à Alakamisy Itenina :

- Organisation des ateliers pour faire ressortir les aspirations de la population.
- Entretien avec les autorités communales, des habitants de la commune
- Partage interpersonnel des informations lors des différents ateliers organisés par les intervenants
- Observation directe (visuelle) sur le terrain
- Mener une enquête auprès de la population et consulter des documents au sein de la commune

Le partage de l'information concernant le contexte local ou le problème de développement nous permettra de confirmer la compréhension des renseignements fournis par les membres de la communauté, et, en retour, donnera à ces derniers une vision plus globale de leur collectivité grâce à l'assemblage de toutes ces connaissances.

Identifier et renforcer les différents groupes et personnes-clés

Il est préférable également, après une première rencontre avec la communauté, de planifier des rencontres particulières avec des représentants des groupes et de leur demander leurs propres points de vue sur le processus d'accompagnement. La difficulté dans ce domaine spécifique est que selon le niveau d'éducation des personnes et des acteurs communaux, les différentes interventions ne seront pas menées du tout de la même manière.

En ce qui concerne le développement organisationnel du comité de la radio ou KR-AI⁽⁴⁴⁾, le processus est différent du montage organisationnel du CDC. Pour le KR-AI, nous avons optés avec les communautés d'Alakamisy Itenina de responsabiliser les femmes. L'application de l'approche genre est effective au sein de la commune à travers la responsabilisation des femmes : Le Président et le Vice Président du KR-AI (Comité de la Radio) sont tous des femmes.

Le développement organisationnel du CDC par contre regroupe les différentes catégories sociales de la commune. Les différents acteurs de la commune y ont été représentés.

(44) cf. Annexe N° 04, p158, *Projet radio communautaire Alakamisy Itenina*.

Des ateliers de formations, de discussions, de partage, de renforcement des capacités et de prise de décisions ont pu avoir lieu. Pareillement la tenue des analyses et des propositions d'orientations sur le fonctionnement du CDC. Par ailleurs, des réunions de partages et d'informations avec les différents responsables communaux pour présenter à ces derniers l'avancée des différents appuis et assurer d'une manière participative les différents suivis des actions d'interventions .

4.3.2 Recourir à l'approche systémique et à la combinaison de divers outils

L'approche systémique

L'accompagnement d'Alakamisy Itenina revêt plusieurs domaines et l'approche systémique est choisie ici comme l'élément indispensable pour assurer une interaction, de l'interdépendance et de synergie des interventions.

L'approche systémique⁽⁴⁵⁾ est formée par quatre concepts fondamentaux, à savoir le concept d'interaction ; le concept de totalité (un système est composé d'éléments et ces derniers constituent un tout) ; le concept d'organisation à travers l'aspect structurel qu'est l'organigramme et l'aspect fonctionnel comme le programme (concept central de la systémique qui agence les relations entre les différents éléments et conduit à une nouvelle unité) ; enfin le concept de complexité (favorise le développement des outils d'analyse de cette complexité comme la logique cartésienne, les approches sectorielles, parcellaires, analytiques).

La combinaison de divers outils

Pour mener à bien l'accompagnement de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, des outils appropriés seront combinés afin de répondre aux attentes des membres de la communauté. Nous citons ici quelques outils classiques et des outils que nous avons mis au point pour nous permettre de faciliter l'animation des différents processus: le répertoire des différents problèmes à partir d'un brainstorming; l'analyse FFOM (forces, faiblesses, opportunités, menaces) ; l'élaboration de l'arbre à problèmes, l'outil d'analyse organisationnel et institutionnel, l'utilisation de l'arbre à objectifs, la planification participative...

(45) cf. Bibliographie N°24. JUST ASSOCIATES – 2004 – *Module de formation au plaidoyer : Transformation de la justice et de la solidarité en réalité* – Washington, Catjolic Relief Services. p 46.

4.3.3 Renforcer les suivis et évaluations

Le suivi de la mise en œuvre est une fonction de gestion que nous avons utilisée régulièrement pour vérifier si notre intervention est sur la bonne voie pour atteindre les objectifs assignés. Aussi, les objectifs du suivi et de l'évaluation nous entraînent à apporter des mesures correctives sur nos interventions.

Le suivi de la mise en œuvre concerne donc la qualité et la quantité des travaux prévus ou effectués pendant le processus d'accompagnement. Par ailleurs, **l'évaluation** est un exercice de durée limitée qui s'intéresse sur les effets et les impacts de notre intervention.

Le fait de prioriser **le suivi** consiste à s'assurer que l'on s'achemine vers la réalisation des objectifs fixés ; veiller au respect du calendrier d'activité fixé et à l'utilisation rationnelle des ressources ; identifier les facteurs de contraintes et les points forts de la mise en œuvre du plan d'action.

D'autre part, **l'évaluation** facilite à apprécier le niveau de réalisation des objectifs (spécifiques) du plan d'action (évaluation de l'efficacité) ; apprécier l'efficacité des actions menées (efficacité + coût) ; apprécier la pertinence des objectifs du plan d'action.

A Alakamisy Itenina, les activités du suivi et d'évaluation se résument surtout sur :

- La collecte périodique de données
- L'établissement périodique des fiches de suivi, descente sur terrain, réunions périodiques
- La synthèse et analyse des données, en vue de l'identification des contraintes et des points forts
- La mise en œuvre des recommandations
- La collecte de données au moment de l'évaluation, interview, recherche documentaire, études/recherches, enquêtes ou utilisation de fiche d'évaluation, descente sur terrain
- La synthèse/traitement, analyse des données en vue de l'identification des contraintes et points forts
- Propositions des recommandations
- Mise en œuvre de la recommandation du projet

Tableau N°9 : Un extrait du journal de suivi de la mise en œuvre à Alakamisy Itenina.
Source : Document personnel de l'auteur

COMMUNE ALAKAMISY ITENINA

MP	Descripteurs	Indications clés	Note/20	Illustrations	Faiblesse % descripteurs ou indications clés niveau de faiblesse: manque, faible)	Ajustements	Témoignage
1- La commune améliore ses services	Amélioration de l'organisation interne	. Standard de service (organisation de l'accueil, tableau d'affichage, indications de chaque bureau, ouverture journalière du bureau etc...)	16	. Le standard de service instauré: existence des différents indicateurs nécessaires au bon déroulement du service au sein de la commune; emplacement réservé à l'accueil; affectation d'une femme responsable à l'accueil; affichage des différents services proposés par la commune et leurs coûts; les différents bureaux sont indiqués à partir des panneaux et d'un plan de masse ; au niveau FKT, informations par CFKT		Accélération de l'installation des panneaux au niveau des Fokontany Rénover les panneaux au niveau du bureau communal qui ont subis les agissements des malveillants Aménagement et mise en place du centre d'information communal avec son personnel	
		. Clarification des rôles et responsabilités (cahier de charges clair du staff communal, organigramme etc...)	16	. tâches et responsabilités clarifiées et documentées, renforcement des capacités du staff, . formation en communication pour le changement de comportement, mise en application du manuel (descriptions des tâches et fonctions, amélioration de l'organigramme) . mise en place nouveau poste : informatique	. Activités dépendantes du dynamisme du maire, risque de régression de la CR si alternance	Amélioration de l'organisation des services et renforcement de capacité du personnel visant la pérennisation des acquis : « bonne répartition de responsabilité et délégation entre le maire et ses adjoints »	
		. Renforcement des compétences de l'équipe administrative (mise en pratique des acquis lors de la visite échange, formation, atelier de réflexion etc...)	18	. Formation de l'équipe en recouvrement fiscal appliquée, instauration d'un tableau de bord de suivis des différents services offerts par la commune		Renforcer les capacités en suivis évaluations. Mettre en place l'outil de suivi des qualités et des avancements (oct) Elaboration d'un outil de suivis des activités et des appuis à la commune.	

L'outil ci après est utilisé également pour faciliter le suivi - évaluation de nos interventions⁽⁴⁶⁾.

(46) cf. Bibliographie N°29. STETSON (Valerie), SHARROCK (Guy), HAHN (Susan) – 2004 – *PROPACK (Project Package)* – Catholic Relief Services, Baltimore USA, p 75

Tableau N°10 : Un outil de plan de suivi évaluation à Alakamisy Itenina.

PLAN DE SUIVI -EVALUATION

Marqueurs de progrès	Activités	Indicateurs	Résultats attendus	Période de suivi - évaluation	Responsables	Remarques			
						Réalisés	Non réalisés	Raisons	Mesures correctives
Impacts visés 1	1.a)								
	1.b)								
	1.c)								
	1.d)								
Impacts visés 2	2.a)								
	2.b)								
	2.c)								
	2.d)								
Impacts visés 3	3.a)								
	3.b)								
	3.c)								
	3.d)								

Après avoir approfondis les connaissances sur la commune rurale Alakamisy Itenina par la compréhension du contexte d'études et l'exploitation des résultats du diagnostic participatif de la commune, nous trouvons indissociable à ce premier point le respect de la planification de nos interventions.

L'application de la démarche participative à Alakamisy Itenina a pu se tenir selon une stratégie bien déterminée à travers le renforcement du contact avec la communauté et l'application effective d'une approche systémique. A cette dernière approche se rajoutent deux points primordiaux à savoir notre capacité de combiner divers outils de facilitation et la considération favorable des actions de suivis – évaluations de nos diverses interventions.

Néanmoins, des questions se posent encore sur les types d'outils de communication participative utilisés durant nos interventions.

CHAPITRE V

LES OUTILS UTILISES POUR UNE COMMUNICATION PARTICIPATIVE

5.1 Les types d'outils de communication distingués pour nos interventions

Sur la base des résultats des tâches précédentes, l'animateur mène des discussions avec les responsables de la commune afin de choisir les outils de communication qui mène à la participation active de l'ensemble de la population. Ainsi, l'animateur regroupe les stratégies en quatre catégories à savoir : Communication inter institutionnelle, Communication de masse, Communication de groupe et Communication interpersonnelle. Pour réaliser ces stratégies, nous aurons besoin des outils. Voici quelques outils que nous avons aspirés pour faciliter nos interventions à Alakamisy Itenina.

Tableau N°11 : Les types d'outils de communication programmés pour Alakamisy Itenina

<i>Outils de communication interpersonnelle</i>	<i>Médias de groupe</i>	<i>Médias traditionnels</i>	<i>Médias de masse</i>	<i>Technologies de l'information et de la communication</i>
<ul style="list-style-type: none"> • DISCUSSION ET DÉBATS • SÉANCES DE VISIONNEMENT • GROUPE DE DISCUSSION • LES TECHNIQUES DE RECHERCHE PARTICIPATIVE • LES JEUX DE RÔLES • VISITES PERSONNELLES, VISITES GUIDÉES, ATELIERS, EXPOSITIONS 	CLICHÉGRAPHIES, ILLUSTRATIONS, TABLEAUX À FEUILLES MOBILES AFFICHES ET BANNIÈRES LES ENREGISTREMENTS VIDÉO LES ENREGISTREMENTS AUDIO	LE THÉÂTRE CHANTS, MUSIQUE, CONTES ET PROVERBES	LA RADIO RURALE LES JOURNAUX LOCAUX LA TÉLÉVISION	L'ORDINATEUR COMME PROJECTEUR INTERNET COMME LIEN ENTRE DIFFÉRENTES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT

Source : l'auteur

DISCUSSION ET DÉBATS

- Une rencontre-débat (ou rencontre-dialogue) accompagnée d'une présentation donnée par une personne-ressource peut aussi servir de processus déclencheur.

SÉANCES DE VISIONNEMENT

- L'assemblée des Fokonolona, les groupes de discussion, les rencontres-débats (qu'on devrait plutôt appeler rencontres d'échange) et les séances de visionnement peuvent être

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

organisés pour approfondir l'analyse des causes du problème ou pour choisir une solution à implanter ou à mettre à l'essai.

GROUPES DE DISCUSSION

- Les groupes de discussion sont aussi un bon moyen de préparer une rencontre-débat ou d'autres réunions plus formelles avec les groupes participants.

LES TECHNIQUES DE RECHERCHE PARTICIPATIVE

- Ces techniques peuvent consister en la réalisation d'une carte collective de la communauté, la reconstitution d'une ligne de temps, retraçant l'historique de la communauté, la production d'une matrice de priorités, la promenade d'observation, l'utilisation des diagrammes de Venn, la constitution des calendriers saisonniers, etc.

LES JEUX DE RÔLES

- La technique du jeu de rôles est un moyen intéressant de faciliter la participation au sein d'un petit groupe, d'évaluer l'attitude générale et de recueillir des points de vue et des opinions.

VISITES PERSONNELLES, VISITES GUIDÉES, ATELIERS, EXPOSITIONS

- Les visites rendues à des membres de la communauté par leurs pairs sont souvent utiles pour présenter des solutions qui ont déjà été appliquées dans d'autres contextes ainsi que pour stimuler la motivation à travailler avec les intervenants.
- Préparer des visites organisées (visites d'échanges) afin que les participants puissent constater et comparer les initiatives entreprises par d'autres groupes. Il sera prévu que les participants préparent eux-mêmes les questions lors de la visite, ainsi qu'une restitution à leurs pairs.
- L'organisation d'un atelier peut aussi être utile pour discuter des problèmes de développement de la communauté, présenter des approches ou des technologies pouvant contribuer aux solutions à un problème donné ou établir une stratégie commune.
- Enfin, les expositions ou les expérimentations réalisées sur le terrain sont beaucoup plus efficaces que celles qui sont pratiquées dans des endroits destinés à cette fin. Elles demandent évidemment l'engagement des membres de la communauté.

CLICHÉGRAPHIES, ILLUSTRATIONS, TABLEAUX À FEUILLES MOBILES

- Une boîte à images (tableau à feuilles mobiles) peut être utilisée pour illustrer les aspects d'une situation problématique et les solutions potentielles afin de déclencher une discussion avec un petit groupe.

AFFICHES ET BANNIÈRES

- Les affiches et les bannières sont utilisées pour sensibiliser la population à un sujet. Il arrive que la conception d'affiches ou de bannières par les membres de la communauté soit une activité de communication très enrichissante. La discussion découlant de cette activité est habituellement très riche et constructive.

LES ENREGISTREMENTS VIDÉO

- La clichégraphie et les enregistrements vidéo peuvent être d'une grande utilité pour appuyer cette phase du processus. La cliché et la vidéo offrent toutes deux l'avantage d'être peu coûteuses ; de plus, l'équipement est facile à manipuler.

LES ENREGISTREMENTS AUDIO

- On peut aussi utiliser les enregistrements audio pour saisir les points de vue des membres d'une communauté et ensuite stimuler la discussion. On peut faire jouer les cassettes dans une enregistreuse au cours de rencontres communautaires ou pendant les discussions avec de petits groupes, mais on peut aussi les diffuser sur les ondes de la radio locale si une collaboration a été établie. On peut également utiliser les enregistrements sur cassette pour créer des forums de discussion.

LE THÉÂTRE (Groupe Tsidika, Groupe Taratra)

- Le théâtre peut également servir d'excellent outil déclencheur et un moyen efficace d'illustrer les aspects d'un problème ou les réactions et les attitudes des gens, à plus forte raison lorsqu'il est jumelé à la participation interactive des spectateurs.

CHANTS, MUSIQUE, CONTES ET PROVERBES

- Dans certains contextes, on fait beaucoup usage des chansons, des contes et des proverbes.

LA RADIO RURALE

- Maximiser l'usage de la radio rurale, une radio de développement, comme outil de communication de prédilection pour rejoindre un vaste public et l'intégrer dans un processus interactif d'appui aux initiatives communautaires. (Recueillir et diffuser les points de vue des membres de la communauté, promouvoir des débats, valoriser les savoirs locaux utiles, assurer une communication à double voie).

LES JOURNAUX LOCAUX (Isika Mianakavy)

- Enfin, dans certains cas, la collaboration de la presse locale, en plus de faciliter la sensibilisation de l'opinion publique à l'initiative, permettra de soutenir la documentation de l'intervention. Il est préférable de former un partenariat avec un journaliste dès le début de l'initiative.

LA TÉLÉVISION

- La télévision a un potentiel extraordinaire pour appuyer et nourrir les discussions, les débats et les interventions de développement, et permet de donner à ces activités une ampleur qu'elles ne peuvent atteindre avec les petits groupes.
- Toutefois ce médium demeure difficilement accessible à Alakamisy Itenina. Cependant, il y a parfois moyen d'entrer en communication avec le réalisateur d'une émission sur le développement et de présenter le déroulement d'une initiative communautaire donnée.

L'ORDINATEUR COMME PROJECTEUR

- Les ordinateurs portatifs avec des logiciels tels que Power Point permettent de stocker facilement des clichés, des cartes, des séquences vidéo, etc., et de les utiliser lors de discussions avec des groupes spécifiques sur le terrain ou dans des communautés plus pauvres.

INTERNET COMME LIEN ENTRE DIFFÉRENTES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT

- L'utilisation d'Internet et du courrier électronique permet de relier plusieurs initiatives communautaires. Ce type de communication est motivant pour les participants de l'initiative de développement et il leur permet d'obtenir du soutien ou des renseignements pertinents ainsi que d'échanger des idées.
- Pour aider la commune Alakamisy Itenina à sortir de son isolement, des séances seront organisées à Fianarantsoa pour quelques membres de la commune. Cette activité élimine le sentiment d'isolement chez les participants et nourrit la motivation à agir car il s'agit d'une forme de mesure concrète du progrès de l'initiative.

La liste d'outils que nous proposons n'est en aucun cas exhaustive et n'a pour but que d'illustrer le choix des outils de communication en fonction de leur usage.

5.2 Les expériences vécues sur la communication participative à Alakamisy Itenina

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

Dans les cas où les participants doivent acquérir certaines connaissances, nous devons garder en tête que l'utilisation des outils de communication doit aller de pair avec ce que nous a appris l'éducation aux adultes : partir de l'expérience des individus et concevoir des situations actives d'apprentissage. Voici quelques questions dont les réponses nous ont servis comme ligne directrice lors de nos interventions à Alakamisy Itenina :

- Quels sont les outils de communication les plus appropriés pour aider les participants à exprimer leurs points de vue dans le processus de communication?
- Avec quels outils se sentiront-ils le plus à l'aise, et lesquels de ces outils sont les plus appropriés aux autres groupes qu'ils tentent de rejoindre?
- Quels sont les médias qui peuvent être utilisés facilement et de façon économique?

L'engagement et la participation des intervenants communautaires dans le processus de communication sont des étapes primordiales. Ces étapes concourent pour :

- Stimuler la création d'un espace de dialogue et de prise de décision.
- Encourager la participation à une initiative concrète de développement.
- Instaurer un mécanisme de collaboration pour encourager et nourrir l'échange de connaissances et d'informations.

5.2.1 Stimuler la création d'un espace de dialogue et de prise de décision à travers l'amélioration de la vie du CDC :

1) Un regard sur le Comité de Développement Communal ou CDC :

Le CDC ou Comité de développement communal, de par son statut dans la dimension communale, et sa situation au plus près des enjeux ou problèmes de développement de la commune Alakamisy Itenina, pourrait stimuler la participation des acteurs communaux au développement de la commune. En effet, le CDC joue un rôle de point d'accroche pour nos accompagnements et offre une porte d'entrée, pour impliquer davantage les acteurs communaux, à la mise en œuvre de l'initiative de développement choisie.

a) Cadre juridique :

Le CDC est une entité agissant au niveau communal qui à travers ses rôles et attributions, n'empiète en aucun cas les prérogatives de la commune. Il les renforce en fournissant aux élus les éléments de prise de décision nécessaires à leur administration. Il garantit la continuité de l'effort de développement selon la Loi 94.007 du 26 avril 1995, dans son article 18 qui stipule

que « A chaque niveau de collectivité territoriale décentralisée, des structures de concertation à caractère sectoriel et à vocation globale devront être créées aux fins d’harmonisation des actions initiées et réalisées à tous les niveaux».

Le CDC est une structure de concertation regroupant les forces vives au sein de la Commune dans le but d’asseoir un développement intégré :

- Le Maire ou son représentant
- Représentants du Conseil Communal
- Représentants des Comités de Développement au niveau de Chaque Fokontany
- Représentants des services administratifs
- Représentants des groupements, associations, ONG, ...
- Représentant des opérateurs économiques
- Représentant des notables et chefs coutumiers

En bref ce sont des personnes dynamiques et motivées pour la mise en œuvre du processus PCD et reflétant la représentation spatiale et sociale de la Commune. Le nombre des membres de CDC n’est pas limité afin d’avoir une bonne représentativité de toutes les couches sociales par Fokontany. A Alakamisy Itenina, la liste des membres a fait l’objet d’un arrêté communal en 2008.

b) Rôles et attributions :

La mise en place du CDC doit favoriser la valorisation de la connaissance locale. Elle assure l’ancrage local de la politique de développement régional. Elle permet de promouvoir l’initiative locale en impliquant la population dans la dynamique socio-économique. Ce qui devrait lui permettre de prendre en main son propre développement, de renforcer ses capacités d’appropriation, de préservation et de gestion des ressources de la commune. Les rôles et les attributions du CDC⁽⁴⁷⁾ se résument donc comme suit :

- structure de concertation pour l’amélioration et le développement participatif de la Commune (économique, social, culturel...)
- plateforme de réflexion pour l’élaboration et la mise à jour du PCD
- plateforme de réflexion pour l’élaboration de Plan d’Investissement Communal (PIC)
- appui de la commune à la recherche de financement pour la mise en œuvre du PCD⁽⁴⁸⁾

(47) cf. Annexe N° 12, p179, Rapport de la conduite des ateliers Alakamisy Itenina

(48) cf. Annexe N° 10, p174, Les structures requises du processus PCD

Les trois entités ci après doivent en conséquence se concerter et adopter une règle de gestion interne pour la commune Alakamisy Itenina.

Tableau N°12 : Les nouvelles attributions requises par le processus PCD pour les différentes entités communales :

Maire	Conseil Communal	CDC	Observations
Exécution des activités approuvées par le Conseil Communal	Délibération et approbation des propositions d'activités et de l'utilisation du budget communal et selon le PIC	+ Structure de concertation pour le développement de la Commune + Facilitation pour : - Elaboration du PCD - Elaboration du PIC - Recherche de financement	Le PIC est constitué par les projets à réaliser annuellement

Source : *Les structures requises du processus PCD in Guide du PCD*

c) Problématique :

Malheureusement, le CDC n'a pas bien joué son rôle et il s'est caractérisé par son immobilisme. Cette structure pour le développement d'Alakamisy Itenina ne prend en main son propre développement, ne s'approprie guère à la préservation et à la gestion des ressources de la commune.

La plupart des membres ne prenaient pas leurs responsabilités face à la dynamique socio-économique. Cette situation est due aux méconnaissances et/ou oublis de leurs responsabilités. Très souvent, le CDC, sans aucune initiative, attendait la directive du bureau exécutif avant d'entreprendre des actes pour le développement de la commune. Le cas échéant, les membres du CDC ne se sentent pas responsables, et ne se comportent alors que comme bénéficiaires passifs; sans implication des membres de la communauté dans leur propre développement, toute velléité de développement communautaire est illusoire, même à travers les projets dits sociaux.

Face à cette situation d'attentisme et d'immobilisme, les membres du CDC nous ont fait part de leurs volontés d'être accompagner à l'instauration à son sein d'un espace de dialogue et de prise de décision. L'initiative partant des membres du CDC, les conditions étaient réunies pour mettre en place une communication participative du renforcement organisationnel et institutionnel du CDC.

2) Stratégie d'intervention pour le renforcement organisationnel et institutionnel du CDC

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

a) Le « développement communautaire participatif »

C'est toute une action entreprise en vue de satisfaire les besoins identifiés par les membres de la communauté⁽⁴⁹⁾. Or dans les actions que les membres de la communauté entreprennent régulièrement pour satisfaire leurs besoins, il y a celles que chacun opère pour son propre compte, et celles où plusieurs personnes se mettent ensemble et s'entendent sur une action pour autrui ; on parle alors d'action solidaire.

C'est cette action solidaire à l'intérieur de la communauté d'Alakamisy Itenina, menée avec la participation des membres concernés de ladite communauté, qui répond en toute évidence à l'idée de développement communautaire. Sans participation, l'action solidaire ne pourra pas atteindre les résultats positifs escomptés⁽⁵⁰⁾, et l'on ne pourra point la considérer comme une action initiée dans la logique d'un développement communautaire.

L'émergence des membres de CDC à Alakamisy partent de la base donc à partir des Fokontany. Des réunions d'information et de sensibilisation étaient organisées avec la population de chaque Fokontany pour identifier les différents groupes sociaux sans aucune exclusion (y compris les groupes les plus défavorisés : femmes ; jeunes, pauvres, ...). En fait, notre accompagnement a pour but, conformément à la philosophie de la communication participative, d'aider les membres du CDC à choisir l'outil de communication qu'ils souhaitaient utiliser.

Les réunions à la base ont pour objectif de sélectionner et de constituer les membres de Comité de Développement au niveau de chaque Fokontany (CDV). Ces Comités de Développement au niveau des Fokontany se sont donc réunis au niveau de la Commune avec les autres représentants cités ci-dessus (cf. composition) pour constituer le CDC. Pour faciliter le déroulement des activités, nous avons utilisé comme outil de communication participative les discussions de groupe et les débats.

Cet outil, très efficace pour des petits groupes, permet les échanges entre les membres, afin de confronter les différentes opinions en vue, dans l'idéal, d'obtenir un consensus général.

(49) cf. Bibliographie N°5. FAO, 2001, *Situation de la communication pour le développement au Burkina Faso tome1*, FAO, Rome, p 73

(50) cf. Bibliographie N°2. CHUDDY O.M., 1998, *Eléments pour l'évaluation de la communication de développement au Nigeria*, thèse SIC, université Stendhal Grenoble III. p 56

Les discussions se déroulaient d'après un «guide de discussion» préparé à l'avance, mais dont les questions restaient évidemment ouvertes. Par ailleurs, l'amélioration des capacités des membres du CDC et des organisations de la commune s'est révélé la façon la plus importante d'améliorer le capital de ressources de la commune. Des approches participatives ont été introduites et mises en application durant nos interventions, encourageant ainsi les membres du CDC à définir leurs propres priorités et leurs objectifs, tout en apportant leur contribution aux plans et aux activités de la communauté.

Concrètement, cela revenait à aider les membres du CDC à se poser des questions sur leurs objectifs, les moyens à disposition et l'efficacité potentielle des outils dont ils pouvaient disposer. Au cours de ces réunions, les membres du comité ont d'abord recensé des problèmes que pouvaient soulever l'inertie du CDC.

A ce stade, une analyse des parties prenantes a été réalisée pour savoir qui sont influents, qui sont importants et qui sont prêts à s'engager pour le processus de développement participatif surtout à la planification des activités de développement.

b) Planification des activités de développement

Après le montage organisationnel du CDC, toujours en utilisant comme outil de communication le groupe de discussion, les membres de ladite structure s'étaient orientés vers l'instauration du processus de développement participatif de la commune Alakamisy Itenina. En fait, la planification des activités du CDC ne peut point être conçue, sans l'idée de «participation», qui en est la condition sine qua non. Plusieurs démarches étaient programmées par les membres du CDC pour l'atteinte d'un développement communautaire participatif :

- Contribuer à l'amélioration des ressources de la commune
- Instaurer au sein du CDC une prise de décision concertée
- Stimuler la commune à la pratique de la transparence
- Collaborer avec la commune au développement du partenariat, à l'ouverture à d'autres horizons et se collaborer avec les intervenants communaux
- Sensibiliser au niveau des fokontany et détermination participative des besoins de la population

- Savoir exploiter les opportunités du développement de l'économie locale
- Déployer des efforts et apporter des solutions pour maîtriser les difficultés rencontrées au cours du processus de développement de la commune.

On se rappellera que la première étape de l'approche de communication participative consiste à aider les participants à cerner un problème de développement et ses causes pour ensuite choisir les actions à entreprendre pour le résoudre. Par exemple, lors de notre intervention, nous avons produit des clichés de sites dégradés de la commune rurale Alakamisy Itenina pour ensuite montrer ces clichés aux résidents de la communauté en leur demandant ce qu'ils y voyaient et ce qu'ils en pensaient.

Ces clichés ont ensuite été utilisées pour déclencher la discussion et l'échange de points de vue, pour animer une discussion approfondie sur ces problèmes et sur les solutions potentielles. Les réactions provoquées ont servi de base non seulement aux discussions subséquentes sur le problème mais surtout comme base de la planification des activités de développement

La mise en scène de problèmes touchant la communauté a pu ouvrir la discussion sur des questions délicates, encourager les individus à exprimer leur opinion et à soutenir ouvertement l'élaboration du plan de développement communal. La planification et les actions entreprises, d'une manière participative, à travers le CDC, au sein de la communauté sont alors plus pérennes, car répondant mieux à des réalités, des capacités locales et des besoins sociaux légitimes. La communication participative est une forme d'expression de cette volonté d'implication de la communauté dans ce processus de planification communautaire internalisé. Cette implication de la communauté est renforcée par l'organisation d'une porte ouverte sur la commune.

3) Organisation d'une porte ouverte sur la commune

Quand on parle de participation, comme moyen de réaliser l'action solidaire, pour donner son vrai sens au développement communautaire, cela sous-entend que les membres du CDC devraient posséder un réel pouvoir de décision sur tout ce qui les concerne, à savoir : participer aux décisions sur ce qui doit être fait, sur la façon de faire, et sur la forme de

l'effectivité de toute contribution aux actions. Quand la participation au développement est effective, les membres concernés de la communauté ont le sentiment que c'est eux-mêmes qui entreprennent et vivent les actions.

Au cours de leurs expériences, certains membres du comité ont pu assister à quelques séances de sensibilisation et d'informations sur des thèmes divers. La forme qui leur semblait la plus efficace était l'organisation d'une porte ouverte, avec en plus des conférenciers venus expliquer les vies au sein de la commune rurale d'Alakamisy Itenina. Une rencontre-débat (ou rencontre-dialogue) accompagnée d'une présentation donnée par une personne-ressource a pu servir de processus déclencheur. Il est important, à cette étape, de s'assurer que chaque personne a la chance de parler.

L'organisation d'une porte ouverte sur la commune s'insérait dans le cadre d'une journée de sensibilisation. L'organisation d'une journée porte ouverte, regorge de nombreux avantages : facilité à mettre en place les conditions pour pouvoir diffuser les informations communales ; possibilité de faire participer le plus grand nombre d'acteurs communaux, format reproductible et adapté au public - support oral (traditionnel), pour une population en majeure partie analphabète, en langue locale.

La création des posters par chaque intervenant communautaire a marqué la journée porte ouverte. Pour écrire les posters, nous avons aidé quelque peu le comité dans la méthodologie. C'est en fait surtout à ce niveau qu'il a fallu faciliter la démarche du comité, ainsi que dans la coordination avec la commune et la logistique. Toute la difficulté était de ne pas imposer une façon de faire, de manière directe ou détournée. Mais pour autant, il était nécessaire de faire progresser les travaux.

Les posters ont entièrement été rédigés par les membres du comité, sans aucune aide (à notre connaissance). Nous avons apporté simplement quelques rectifications. Tous les membres du comité n'ont pas participé à la rédaction, ils étaient trop nombreux (une trentaine), mais chaque texte est une œuvre collective (au moins trois à cinq membres par poster). Des images ou clichés photographiques, associés aux posters, ont aidé les participants à exprimer leur point de vue,

eu égard à la majeure partie des intervenants communautaires qui n'ont pas l'habitude de prendre la parole devant un groupe.

Bien que la journée porte ouverte ne permette pas vraiment une communication participative par la suite avec la population, nous ne sommes que peu intervenu. Rappelons à cet égard que le but prioritaire ici n'était pas de créer seulement un support de communication pour la diffusion auprès de la population, mais bien d'initier les intervenants communautaires à une démarche participative pour les sensibiliser aux thèmes de développement de la commune et de les encourager par la suite à une initiative concrète de développement.

5.2.2 Encourager la participation à une initiative concrète de développement

1) Le CDC et l'amélioration des recettes fiscales

La perception d'impôts permet à la commune Alakamisy Itenina de fournir à la population un service public de qualité. Ce service public mérite d'être amélioré pour attirer les citoyens non seulement à visiter le bureau mais aussi à participer activement à la gestion des affaires publiques au niveau communale.

Afin de pérenniser les activités de relance de mobilisation fiscale au niveau de cette commune rurale, un mécanisme de participation citoyenne effectif et opérationnel a été mis en place au sein du CDC. Tout au long du processus cité ci-dessus, les principes de la communication participative a été respectée pour assurer la motivation des contribuables pour s'acquitter de leurs obligations fiscales.

La mobilisation de ressources locales auprès de la commune a vu son évolution grâce aux communications participatives instaurées à Alakamisy Itenina : la pratique de la transparence dans la gestion de fonds par l'élaboration participative des informations sur les recettes fiscales, la tenue d'une campagne de sensibilisation⁽⁵¹⁾ et de mobilisation de masse pour conscientiser la population sur l'importance du paiement d'impôt.

Des affiches abordant un contenu propre à l'amélioration des rentrées fiscales sont élaborées ou utilisées par la commune.

(51) cf. Bibliographie N°10. BALIT, SILVIA, 1988, *Rethinking Development Support Communication*, in Development Communication Report, FAO, p.36

Par ailleurs, la commune a aussi bénéficié d'un apport financier (inscrit dans son budget) pour construire des panneaux d'affichage, afin d'y diffuser de l'information et de contribuer à la sensibilisation de la rentrée fiscale en général, etc. Les affiches et les tableaux d'affichage étaient placés dans des lieux centraux de la commune, ou à des endroits où se rendent l'ensemble de la population communale (marché, bureau communal, bureau des Fokontany...).

Le taux d'augmentation des recettes à Alakamisy Itenina a vu un accroissement perceptible, ces trois dernières années, allant d'un taux de recouvrement modeste de 46% en 2006 à un taux élevé de 79% en 2008.

Lorsqu'on parle de participation citoyenne dans son aspect pratique, il s'agit de donner aux contribuables membres de fokonolona l'opportunité de proposer aux instances de décisions de la commune rurale le budget participatif renfermant des projets de construction des infrastructures de base tels que les barrages, les pistes rurales de désenclavement, etc...

Dans cette optique, la participation citoyenne se manifeste par la participation des contribuables au processus de prise de décision quant à l'affectation des recettes fiscales perçues. La population a demandé à la commune le retour des 68% obtenues vers la population pour des investissements. Cette demande fait suite à la tenue d'une série de formation sur le budget participatif.

2) Elaboration du budget participatif

La participation de la population d'Alakamisy Itenina au développement en est encore à son balbutiement et se heurte à de nombreuses difficultés, en particulier pour ce qui concerne l'amélioration des recettes fiscales. Pour des raisons diverses (culturelles, manque d'information, manque d'infrastructures...), seule une minorité de la population s'acquittent de leurs devoirs. Cette opération est pourtant fondamentale puisqu'elle permet à la commune de se consacrer à des investissements sur des biens communs⁽⁵²⁾.

(52) cf. Bibliographie N°43. PRIMATURE – 1999 - *Stratégie Nationale de lutte contre la pauvreté 2000 – 2015*, Primature, Repoblikan'i Madagasikara, p 48

Face à cet embarras, le CDC s'est porté déterminé à aider la commune sur trois aspects importants : réaliser une enquête auprès de la population afin de faire l'état des connaissances sur la fiscalité ; inventorier les informations sur les obstacles aux déclarations fiscales ; contribuer à la diffusion de l'information sur l'importance de la rentrée fiscale et sur la manière de procéder au recouvrement.

Les acteurs communaux ont eu l'occasion de suivre une série de formation sur le processus d'élaboration du budget participatif. Le groupe de discussions, la tenue des ateliers, l'initiation à la communication, la facilitation des différentes rencontres entre les personnes ressources issues du domaine d'étude (personnel de la contribution directe, personnel de la commune, des opérateurs économiques locaux, des marchands...) et l'ensemble de la population. Tels sont les outils de la communication participative utilisés durant nos interventions.

Par ailleurs, la création d'une atmosphère qui encouragera la discussion et l'échange, est une mission que nous avons optée dès le début de notre intervention. Cette disposition consiste à éviter, durant les ateliers et les réunions, la transformation de la rencontre en séance de questions-réponses et n'appuiera pas un processus de communication participative associant les participants à l'identification des problèmes et des solutions potentielles.

Les membres du CDC participaient d'une manière consistante à chacune de nos rencontres et apportent des nouveautés sur les critères de sélection des projets, le respect du principe d'orientation de développement de la commune, le respect du processus participatif émanant de la base, la proposition d'un projet à financer intéressant la majorité de la population de chaque zone...

D'autre part, il arrive que certaines questions, d'une importance telle qu'elles nécessitent des discussions en séance plénière, surgissent indépendamment des processus de la rentrée fiscale. Des réunions sont alors convoquées afin d'informer les gens et de recueillir leurs points de vue. Dans cette initiative, les réunions constituent l'outil de communication principal. À l'échelon communautaire, les membres du CDC, avec l'aide des facilitateurs, invitent les gens à participer aux réunions, où divers aspects des fiscalités sont présentés et discutés.

Le processus d'élaboration du budget participatif facilite également les processus de communication horizontaux entre les membres du CDC⁽⁵³⁾. Pareillement, ces réunions donnent aux communautés l'occasion de communiquer entre elles et de communiquer directement avec les représentants des autorités régionales et ceux du gouvernement central. (Réunion de partage avec le service de la contribution).

Toujours dans le cadre d'amélioration des recettes fiscales de la commune, les activités du CDC ne se sont pas arrêtées là pour autant. Les acteurs communaux ont organisés une descente sur le terrain pour voir de visu les réalités communales.

3) Organiser une visite auprès de la population à la base

Après la tenue des ateliers de partages, une descente sur terrain a été organisée pour permettre aux différents membres du CDC de voir de visu un exemple des résultats des différentes interventions de la commune au niveau des Fokontany.

Cette visite consiste à conduire les membres de la commune d'Alakamisy Itenina à la mobilisation fiscale en vue de l'instauration de la bonne gouvernance, le développement de la participation citoyenne surtout à l'utilisation des recettes fiscales perçues dans la caisse communale (la construction et la réhabilitation des infrastructures de bases qui assurent la survie de la population dans les fokontany).

Une visite sur le terrain a un intérêt particulier d'apporter aux participants une meilleure connaissance sur plusieurs aspects de développement de la commune. Le thème principal de la visite auprès des différentes Fokontany consiste à analyser la participation des citoyens aux actions de développement de la commune rurale. Durant la démarche et pour mener à bien les discussions, la répartition des participants en trois groupes est opportune :

- Les membres du Groupe 1 orientent surtout leurs regards sur les différentes formes de participations et contributions de la population lors des réalisations des différents travaux.
- Les membres du Groupe 2 dirigent leurs apports vers les connaissances des différentes étapes et processus parcourus durant le processus de développement

(53) cf. Bibliographie N°42. PNUD, 2000, *Le rôle de la gouvernance et de la décentralisation dans la réduction de la pauvreté*, Rapport national sur le développement humain, Antananarivo, p. 112

- Les membres du Groupe 3 emmènent leurs questions sur la place et les rôles de la commune par rapport aux autres communes environnantes.

La visite a permis aux participants de disposer des amples informations sur les pratiques d'utilisation des outils et mécanisme de participation citoyenne tout en considérant :

- L'importance de la confiance mutuelle entre le Maire et le Vahoaka
- La transparence de la gestion des recettes communale
- L'affectation des recettes fiscale aux besoins de la population
- La bonne gestion du processus de mobilisation fiscale
- La prise en compte des attentes de fokonolona dans la planification des activités des communes en termes d'investissement
- Le respect du principe de base et le processus de passation de marché
- Le principe de budget participatif tout en respectant la légalité des actes administratifs

Les discussions issues des différents groupes au termes de la visite ont permis d'enrichir les réflexions sur la participation des citoyens dans les actions de développement, à la mobilisation fiscale, à l'instauration de la bonne gouvernance, au développement de la participation citoyenne surtout à l'utilisation des recettes fiscales perçues dans la caisse communale. A l'occasion des échanges, les différentes formes de communications employées à Alakamisy Itenina s'étaient orientées vers l'instauration d'une communication à multi niveau, la tenue de réunions et assemblées pour puiser les aspirations de la population, la tenue des réunions de prise de décisions.

A part les objectifs de la visite fixés auparavant, la démarche a permis également aux acteurs communaux de collecter les aspirations de la population dont l'instauration du standard de service au sein de la commune.

5.2.3 Instaurer un mécanisme de collaboration pour encourager et nourrir l'échange de connaissances et d'informations.

1) Instauration du standard de service a sein de la commune

La descente sur terrain était une occasion pour la population d'émettre leurs désirs d'aspirer à une application effective du standard de service au niveau de la commune. Au terme d'un diagnostic sur l'organisation et les différents services offerts par la commune, les acteurs

communaux se sont tous mis d'accord d'apporter leurs contributions à l'instauration du standard de service au sein de la commune⁽⁵⁴⁾. En effet, la réalité au début de notre intervention, en 2008, était encore loin des indicateurs cités ci après :

- La rapidité de traitement des dossiers
- Le respect des horaires de travail
- La satisfaction des usagers de services communaux
- La satisfaction des usagers par rapport au service de l'accueil
- La connaissance des services et les personnes responsables

L'utilisation de la communication participative au sein de la commune, comme outil d'intervention, était une réussite indéniable pour l'instauration du standard de service au sein de la commune. Les éléments de la communication participative étaient axés surtout à l'animation des groupes de discussions, à l'organisation des ateliers de partages, à l'utilisation des tableaux à feuilles mobiles, à la conception et à la mise en place des affiches et des panneaux indicateurs...

Les échanges entre les acteurs de la commune, sous l'égide du bureau exécutif de la commune, ont permis aux acteurs communaux d'enrichir les réflexions quant à l'application pratique de standard de service dans le contexte local, d'identifier et de prioriser les éléments essentiels de standard de service suivants :

- | | |
|--|--|
| • Badge de service | • Procédure de traitement des services communaux |
| • Organisation du service d'accueil | • Organigramme |
| • Nom et attribution des responsables mentionnés dans le bureau (STC, Maire,...) | • Boîte à idée |
| • Plan de masse | • Réunion systématique |
| • Affichage | • Lutte contre la corruption |
| • Organisation de travail | • Horaires de travail |
| • Réunion hebdomadaire (informations –communication) | • Affichage (offres d'emplois, budget, |

(54) cf. Bibliographie N°42. PNUD, 2000, *Le rôle de la gouvernance et de la décentralisation dans la réduction de la pauvreté*, Rapport national sur le développement humain, Antananarivo, p 67

Par ailleurs, des difficultés pratiques de standard de service ont été aussi soulevées par les participants face au problème de l'analphabétisme en milieu rural. La question importante c'est de savoir dans quelle mesure les personnes qui ne savent ni lire, ni écrire peuvent – elles connaître l'existence d'un standard de service au niveau de la commune ? Dans le même ordre d'idée, les acteurs communaux se sont posé de questions sur les différents aspects du standard de service au niveau de fokontany.

Afin d'apporter des éléments de réponses aux interrogations mentionnées plus haut, les acteurs communaux s'entendent à mettre en place la radio communautaire d'Alakamisy Itenina.

2) Processus de mise en place de la radio communautaire

A Madagascar, la radio est toujours considérée comme le moyen de communication le plus approprié pour appuyer et promouvoir le développement rural, étant donné son faible coût, son accessibilité et son adaptation à une gamme variée de situations et d'auditoires. La radio rurale est de plus en plus connue, aimée et appropriée par les populations.

La commune rurale d'Alakamisy Itenina, consciente de la visée de la radio, voudrait mettre en place une station qui pourrait émettre à partir du chef lieu de la commune. Cette radio sera au service des différentes actions de développement de la commune. Cette station radio favorisera l'échange et les rapprochements de la population, stimulera l'information et valorisera le savoir-faire local. Ce sera également un véritable outil de communication aux fins d'aider la commune à renflouer ses ressources et à améliorer les recettes fiscales.

L'intégration de la communication participative pour le développement, durant le processus, était un élément déterminant pour la réalisation des différentes étapes mentionnées ci-après :

- Identification des besoins de la population en matière de communication (radio)
- Mise en place du comité de mise en place de la radio (KR-AI)
- Processus de recrutement des responsables de la station
- Contact des partenaires

a) Identification des besoins de la population en matière de communication (radio)

Déjà au début de notre intervention, une enquête sur la détermination des besoins de la population à l'implantation d'une radio de proximité nous a servi de base. Pour cela, le fait de se rendre sur place dans les villages, les fokontany et utiliser les techniques de l'approche participative étaient des éléments favorisant l'implication des populations.

Selon quelques membres de la population, la radio rurale offre une tribune de dialogue démocratique sur les problèmes économiques, sociaux et culturels de développement en milieu rural. La radio rurale ne devrait plus se contenter de sensibiliser les populations mais les aide à libérer leur expression, à faire émerger leur vécu et à partager leurs valeurs socioculturelles. A Alakamisy Itenina, l'installation d'une radio met à la disposition de la population un outil d'amélioration de la rentrée fiscale, de développement et un instrument de dialogue social et de concertation⁽⁵⁵⁾. Avec les techniques de production radiophoniques, comme l'interview communautaire ou la causerie-débat, la radio rurale sera utilisée comme un outil d'investigation du milieu et comme un outil d'enquête sociale.

Rendre les activités de la radio communautaire permanentes, autonomes et les mettre au service des différentes actions de développement de la commune, tels sont les objectifs fixés préalablement par les intervenants communautaires d'Alakamisy Itenina. Rapprocher l'outil de communication des auditeurs et auditrices permet leur implication à la conception, l'élaboration et la production des émissions. La radio rurale sera donc un moyen de communication proche des populations et des communautés rurales surtout avec la mise en place du KR-AI.

b) Mise en place du comité de la radio (KR-AI) :

La méthodologie participative et interactive au montage de la radio rurale était un moyen pour permettre la participation des communautés et donne à l'outil radiophonique toutes ces dimensions en matière d'éducation, de formation, d'information, de sensibilisation, de réflexion et d'activités répondant aux aspirations des auditeurs.

Actuellement, ce sont surtout la dimension interactive et l'apport mutuel de la radio qui sont valorisés et priorités. Si l'ancien concept d'une radio était basé sur l'approche thématique, la nouvelle idée sur la radio communautaire respecte le principe d'intégration et de globalité.

(55) cf. Annexe N° 07, p167, La radio rurale

C'est ce principe d'intégration et de globalité qui a poussé les acteurs communaux à mettre en place le KR-AI (Komity ny Radio, Alakamisy Itenina). Le montage organisationnel de ce comité a suivi un dynamique incontestable de la part des acteurs communaux, à part les ateliers de partages qui se sont succéder durant nos accompagnements, les outils de communication interpersonnelle comme les visites des stations radios (Radio Mampita), l'instauration des discussions et des débats ont pu se tenir. À cette étape, les groupes de discussion, les rencontres-débats (qu'on devrait plutôt appeler rencontres d'échange) et les séances de visionnement ont été organisés pour approfondir les différents concepts de la radio et d'analyser les besoins et les aspirations de la population sur la mise en place de la station radio.

De commun accord, les intervenants communautaires ont fixés ensemble les rôles assignés au KR-AI qui consiste à :

- Prendre en main la gestion de la radio, faire respecter les différents concepts de la radio, et apporter leurs participations au développement de la communication au sein de la commune,
- Faire participer l'ensemble de la population d'Alakamisy Itenina au processus de développement de la commune.
- Stimuler les besoins en informations de la population, et adopter l'utilisation de la communication et le partage d'informations comme voies et moyens incontestables pour le développement du niveau de vie de la population.
- Sensibiliser l'ensemble de la population à apporter leurs contributions dès l'installation à la mise en marche de la station radio,
- Pérenniser la radio à travers la recherche de partenariat et des appuis financiers.

Le projet de mise en place de la radio communautaire⁽⁵⁶⁾, en laissant le champ libre aux participants pour exprimer leurs points de vue, a pu également stimuler la discussion locale. Au cours de notre accompagnement, la présentation du volet technique par une personne-ressource (Radio Tohivakana), a pu permettre aux acteurs communaux de bien discerner tout le processus de mise en place d'une station.

(56) cf. Bibliographie N° 10 BALIT, SILVIA, 1988, *Rethinking Development Support Communication*, in Development Communication Report, FAO, p 26.

Parmi les aspirations de la population, l'émission publique sera instaurée au sein de la station radio. Cette émission sera la plus participative des émissions de la radio. Elle donne la parole aux villageois. Y participent spontanément toutes les catégories sociales des 14 Fokontany d'Alakamisy Itenina.

Nous insistons sur le fait que notre accompagnement pour la mise en place de la radio dans la commune d'intervention, n'est pas dans le but de diffuser l'information et les connaissances d'une personne-ressource aux membres de la communauté, mais plutôt pour faciliter la réalisation de la série d'actions que la communauté a choisie de mettre en œuvre afin d'agir face à un problème de développement donné⁽⁵⁷⁾. La diffusion des connaissances s'inscrit à l'intérieur de ce processus et privilégie les actions à double voie. C'est le point fort d'une communication participative pour le développement.

Le choix d'instaurer la radio communautaire dans la commune Alakamisy Itenina est le fruit d'un processus d'instauration de la communication participative dans la commune. La radio sera considérée comme un moyen privilégié aux mains des intervenants communautaires leur permettant d'accéder aux informations et aux savoirs utiles, de dialoguer, d'échanger leurs expériences, leurs savoirs et techniques, de s'échanger de connaissances⁽⁵⁸⁾.

Cependant, il est grand temps d'évaluer la pertinence de la démarche et le processus d'instauration de la communication participative dans la commune Alakamisy Itenina. Autant, il s'avère nécessaire de déterminer les limites de nos interventions en communication participative tout en détectant les pistes de réflexion.

(57) cf. Bibliographie N°34. Gouvernement de Madagascar, Antananarivo, 2004, *Plan directeur quinquennal pour le développement rural : une approche de marché pour la lutte contre la pauvreté en milieu rural à Madagascar*. Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, 27 p.

(58) cf. Bibliographie N°15. SERVAES J. et MALIKHAO P., 2004, *Communication et développement durable* in 9ème Table ronde des Nations Unies sur la communication pour le développement, FAO, Rome, Italie, p.5

CHAPITRE VI

LIMITES DE NOS INTERVENTIONS EN COMMUNICATION PARTICIPATIVE ET PISTES DE REFLEXION

6.1 L'intégration de la communication participative dans la commune Alakamisy Itenina.

6.1.1 Souvenance des résultats attendus de nos interventions

L'année 2009, a été marquée par le renforcement de nos appuis et nos accompagnements au niveau de la Commune Rurale Alakamisy Itenina. Cette intervention correspond au cadre des appuis et accompagnements du Programme Saha Betsileo dans ladite commune. Pour cette année l'accompagnement s'était orienté sur l'implantation de la bonne gouvernance et le développement de l'économie locale (voir chapitre I, § 1.3 : le partenariat de SAHA avec la Commune Alakamisy Itenina). A titre de rappel, les résultats attendus de nos interventions étaient orientés surtout vers les points suivants :

- Une bonne pratique de la bonne gouvernance ;
- L'élargissement des actions de développement et l'amélioration des services offerts au public ;
- L'amélioration des ressources financières de la commune ;
- La maîtrise de la gestion des outils nécessaires à la perception d'impôt ;
- L'implication des différents acteurs dans l'élaboration et la gestion participative du budget communal et des programmes d'activités ;
- L'instauration d'échanges d'expériences et bonnes pratiques avec d'autres communes.

6.1.2 Les domaines concernés par l'utilisation de la communication participative

1) Quelques facteurs contextuels

Nos expériences à Alakamisy Itenina, nous indique qu'un grand nombre de facteurs jouent un rôle déterminant dans l'application effective des approches de communication pour le développement en appui au processus des interventions du programme Saha dans la région Betsileo. Parmi ces facteurs, on compte:

- La création d'un environnement de communication participative qui non seulement accorde une place à l'expression d'idées diverses sur les questions liées au développement à l'échelon de la société, mais qui facilite également l'interaction à l'échelon local⁽⁵⁹⁾;
- Le renforcement du flux d'information publique et des espaces de dialogue public sur les politiques et les programmes de développement;
- Une participation populaire informée, fondée sur un accès accru à des médias indépendants et pluralistes;
- La production et la diffusion de contenu informatif qui reflète les valeurs locales et répond aux besoins de la population à la base en matière d'information;
- L'utilisation d'approches de communication et de contenus appropriés culturellement;
- L'utilisation de points d'accès communautaires, en particulier les radios communautaires, de même que les médias de groupes à portée plus restreinte⁽⁶⁰⁾;
- L'importance d'assurer aux femmes et aux acteurs communaux l'accès à l'information et la possibilité de développer leurs compétences et leurs capacités en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication;
- La mise à profit des forces des médias traditionnels (théâtre, danse, chants, contes, etc.) et leur combinaison avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication;
- L'importance d'offrir aux praticiens une formation appropriée en matière de communication et d'information grâce à des programmes de développement.

2) Les différentes formes d'appuis nécessitant les approches en communication participative

A Alakamisy Itenina, l'approche de la communauté locale consiste à établir un contact avec les intervenants communaux et de connaître et de bien comprendre le contexte local⁽⁶¹⁾. D'ailleurs, la mise en place d'un processus à travers les modes d'interaction entre les intervenants et les membres de la communauté locale s'installent d'une manière progressive.

(59) cf. Bibliographie N°14 RÖLING N., septembre 2004, *La communication pour le développement dans la recherche, la vulgarisation et l'éducation*, in 9ème Table ronde des Nations unies sur la communication pour le développement, FAO, Rome, p.15

(60) cf. Bibliographie N°13. MONYO J., septembre 2004, *Neuvième Table ronde des Nations Unies sur la Communication pour le développement*, Rome, Italie, p 13

(61) cf. Bibliographie N°27. SHARMA (Ritu R). – 2005 – *An Introduction to Advocacy* – SARA (Support for Analysis and Research in Africa), p 115

Après avoir cerné l'ensemble du problème qui se manifeste dans la commune d'Alakamisy Itenina, notre rôle consiste à trouver avec les acteurs communaux des solutions potentielles selon une initiative concrète.

Pour réaliser le bilan de ces activités, en plus des observations de terrain, nous avons conduit une série d'entretien de deux types⁽⁶²⁾, principalement des entretiens non formels, lors de discussions libres pendant ou en dehors de la journée de travail, et des entretiens formels de type semi directif fonctions de la personne interrogée et de la problématique (guide d'entretien répertoriant des thèmes et sous thèmes, évitant de cadenasser l'entretien comme peut le faire un questionnaire rigide, mais permettant de garder le contrôle de la discussion).

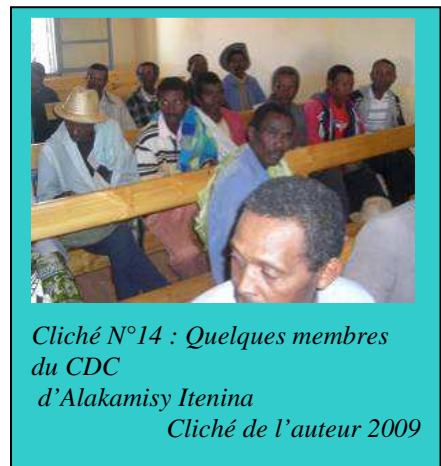
Pour le traitement des données, nous avons fait une analyse thématique du contenu, en repérant les thèmes communs et transversaux à l'ensemble des entretiens recueillis.

La commune Alakamisy Itenina a bénéficié de nos appuis et accompagnements durant la période. Déjà dans le chapitre précédent, nous avons largement étalés les différentes formes d'appuis dont nous avons apportés dans ladite commune :

- La recherche d'informations auprès des acteurs communaux,
- La tenue d'une enquête préalable auprès des différentes Fokontany,
- La réalisation des travaux d'analyses sur les réalités exactes auprès de la population de base, leurs responsabilités et leurs relations avec l'extérieur,
- La tenue d'un diagnostic de l'état des lieux en termes de développement organisationnel et institutionnel de la commune,
- L'élaboration participative du calendrier d'intervention approprié aux acteurs communaux,
- L'organisation d'une séance de formation des acteurs communaux sur la communication pour le changement de comportement,
- La présentation du rôle important d'une communication participative auprès d'une communauté de base,

(62) cf. Bibliographie N°25 MBENGU E Moustapha, 2004, *Contribution de l'Internet citoyen à la gouvernance locale et au développement communautaire au Sénégal : Le cas des Systèmes d'Information Populaires*, mémoire de DEA, Université Paris 8, p. 27.

- L'observation et l'analyse des services offerts par la commune aux usagers,
- L'analyse et la proposition des orientations sur l'amélioration des services offerts par la commune à la population,
- Le développement organisationnel du bureau exécutif : redéfinition de poste et de responsabilité,
- L'élaboration du plan d'accompagnement des appuis et le façonnage du plan d'action de la commune,
- Le renforcement des capacités des acteurs communaux (les membres du Conseil, le Bureau Exécutif, les membres du CDC et du KR-AI et les Présidents de Fokontany) au processus du budget participatif,
- Assurer les suivis du fonctionnement du CDC
- Le montage organisationnel du KR-AI (comité de la radio) et de la station radio
- La redynamisation du CDC et la mise à jour du PCD
- La facilitation des relations de collaboration entre la commune et d'autres partenaires techniques⁽⁶³⁾
- L'organisation des réunions de partages et d'informations avec les différents responsables communaux pour présenter à ces derniers l'avancée des différents appuis et assurer d'une manière participative les différents suivis des actions d'interventions durant la période.



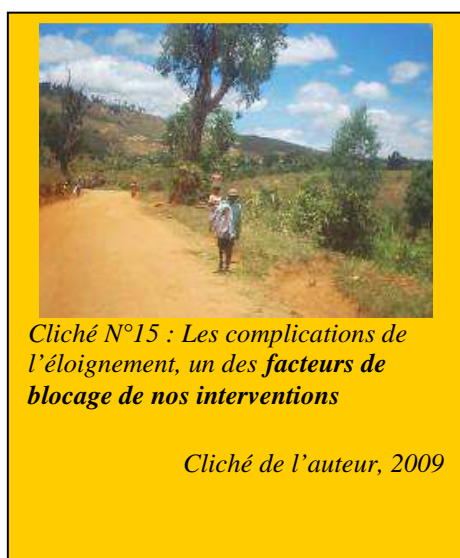
Après ce bref aperçu du résumé de nos appuis et accompagnements en communication participative durant la période, nous pouvons voir le bilan de la partie à laquelle nous avons directement participé.

6.2 Bilan de la mise en place de la communication participative à Alakamisy Itenina

(63) cf. Bibliographie N 24. JUST ASSOCIATES – 2004 – *Module de formation au plaidoyer : Transformation de la justice et de la solidarité en réalité* – Washington, Catjolic Relief Services, p 135

6.2.1. Les obstacles et difficultés liés à l'application d'une approche de communication participative à Alakamisy Itenina

L'utilisation de la communication participative au niveau de la commune se heurte à de nombreuses difficultés et comporte même certaines limites, comme le montre cette expérience réalisée à Alakamisy Itenina. En tant que processus visant le changement social et la résolution des problèmes de développement des communautés, la communication participative pour le développement est une entreprise de longue haleine. Sa mise en œuvre peut parfois faire découvrir un parcours plein d'embûches.



En outre, l'approche de communication participative peut révéler d'autres problèmes que seule la communication ne pourrait résoudre. De plus, l'approche en elle-même nécessite beaucoup plus de temps que ne le prévoit la durée des intentions, ce qui tranche souvent avec les logiques du bailleur, des partenaires locaux et des populations⁽⁶⁴⁾. Par ailleurs, les limitations en matière budgétaire influencent négativement la fréquence et la durée du suivi que requièrent de telles activités. Il faut également souligner que les pesanteurs socioculturelles ne facilitent pas les changements de

mentalités et de comportements qui prennent beaucoup plus de temps. Enfin, la gestion des relations de pouvoir au sein des communautés exige beaucoup de délicatesse et de doigté⁽⁶⁵⁾.

6.2.2. Les facteurs de blocage de nos interventions

En dehors des obstacles et difficultés mentionnés précédemment, nous avons relevé quelques difficultés dans le déroulement de nos interventions.

1) Les complications de l'éloignement

Au niveau de l'organisation, il était parfois difficile de fixer des rendez-vous (éloignement et réseau téléphonique). Nous fixions rendez-vous directement avec le Maire, puis confirmions avec les membres du CDC ou les membres du KR-AI, ou inversement.

(64) cf. Bibliographie N23. GOUBA F, 2000, *le sous développement en question : des questions de communication*, in Hermes n°28, p 213

(65) cf. Bibliographie N 21. BROWN (George) – 1980 - *Bien faire un cours, un exposé, une conférence : Enseigner, exposer, expliquer* – Les éditions d'Organisation. Paris. p 134

Mais il arrivait parfois qu'au dernier moment, les horaires soient changés sans que nous en soyons avertis, ni que tous les acteurs communaux soient prévenus.

Compte tenu des contraintes dues au peu de temps disponible pour faire avancer notre intervention et des contraintes géographiques (nous étions basés à Fianarantsoa, à 2 heures de route d'Alakamisy Itenina), le moindre retard était pénalisant pour l'avancée de notre intervention. Il y a fort à parier que le résultat aurait été encore meilleur avec plus de temps.



2) Les limites liées à l'analphabétisme des femmes

L'analphabétisme des femmes rurales limite énormément leurs capacités à s'ouvrir aux autres. En considérant l'ensemble du groupe à Alakamisy Itenina, seule une femme sur quatre environ savait lire et écrire. Il faut reconnaître que les femmes membres de la commune rurale Alakamisy Itenina manquent de soutien pour s'ouvrir aux échanges d'information indispensables à la réflexion pour le développement.

3) Les limites d'ordre socioculturel

En vertu des traditions Betsileo, la femme ne participe pas aux débats concernant les problèmes communautaires; elle ne prend pas la parole en public pour exprimer son point de vue, sauf si elle est mandatée par un groupe. La plupart des femmes présentes aux ateliers, même si elles représentaient leurs associations, manquaient d'habitude, d'expérience et d'aisance pour s'exprimer spontanément. En effet, compte tenu de la division sociale du travail, la multiplicité de leurs tâches domestiques ne permet pas aux femmes d'assister aux réunions. Elles n'acquièrent donc pas l'habitude de participer, ni de prendre la parole devant les hommes.



4) Les barrières linguistiques

Enfin, un dernier point a peut-être eu une influence sur le déroulement des activités c'est la non maîtrise du dialecte local par l'animateur. Le fait que nous utilisons la langue officielle malgache avec une utilisation modeste de la langue betsileo comme langue d'intervention ont sûrement retardé l'établissement de bons contacts entre les partenaires.

Cette retenue s'est heureusement assez vite dissipée, peut-être grâce au caractère non autoritaire de la communication participative.

5) Les limites liées au manque de formation

L'analyse d'une situation ou d'un problème fait appel à des capacités d'appréhension du problème, de réflexion et de référence à d'autres expériences ou connaissances⁽⁶⁸⁾.

Étant donné que les acteurs communaux sont limités dans leur environnement et qu'ils ne disposent pas d'ouverture pour avoir accès aux informations leur permettant d'approfondir leur compréhension, ils ont des difficultés à analyser en profondeur un problème, en recherchant toutes ses causes et en les hiérarchisant pour trouver toutes les solutions possibles.

Leurs analyses, tout en étant pertinentes, sont limitées... Elles passent facilement du problème à la solution, sans appréhender toutes les causes profondes du problème. Les acteurs communaux ont besoin d'ouvrir leurs horizons, d'échanger avec d'autres personnes. D'autres facteurs endogènes et exogènes ont influencés également le processus d'accompagnement à Alakamisy Itenina.



6) Les facteurs internes à la commune Alakamisy Itenina

La situation politique a changé la mentalité de certaine partie de la population qui se permet d'ignorer l'existence des règles dans une société. Un éventuel remplacement du premier responsable de la Commune (Maire) et des Présidents de Fokontany a engendré une agitation au sein de la communauté.

Par ailleurs, l'amélioration des services offerts (Etat civil), l'application des normes et des standards par la commune ont engendré des coûts supplémentaires. Cette situation a eu des impacts négatifs sur le pouvoir d'achat de la population.

D'autre part, l'utilisation des panneaux d'affichages et les réunions périodiques soient les moyens prévus par la commune pour se communiquer avec l'ensemble de la population, la plupart de cette dernière n'adopte pas encore comme culture le fait de jeter un coup d'œil à ces panneaux d'informations ni de participer à ces réunions communautaires.

7) Les facteurs externes influençant le processus (contexte et autres acteurs - Exogène)

La crise politique de cette année a engendré une valse hésitation et un manque de motivation auprès des différents responsables communaux surtout en ce qui concerne les grandes décisions et les réalisations des grands travaux. La population communale n'a plus de confiance sur les fiabilités et les crédibilités des consignes émanant de l'administration centrale, des Ministères et de la Région.

Suite à la situation qui se prévaut actuellement à Madagascar, la plupart des organismes d'appuis étaient dans l'obligation de fermer leurs portes et d'arrêter leurs interventions à Alakamisy Itenina: FID, PSDR, PNUD, UADEL. Par ailleurs, la prime de 9 millions d'Ariary, récompense prévue par l'Etat pour la Commune Alakamisy Itenina (1^{ère} de sa catégorie à l'instauration de la bonne gouvernance dans la Région Haute Matsiatra) lors du concours Commune Mendrika à Madagascar, n'a pas pu être débloqué au bénéfice de ladite Commune. Cette situation a découragé l'ensemble de la population de la commune.

Malgré l'existence des obstacles et des difficultés liés à l'application d'une approche de communication participative, notre intervention à Alakamisy Itenina illustre des aspects positifs.

6.2.3. Les aspects positifs

Le bilan de cette expérience soulève plus de questions que de réponses, car d'une part il est difficile d'évaluer sur une seule démarche de ce type, d'autre part nous ne disposons pas de suffisamment de recul.

En outre il est très délicat de s'auto évaluer, pour un problème d'objectivité évident. Nous ne pouvons donc nous reposer que sur des critères qualitatifs.

Selon les membres de la commune, le résultat était «excellent», de par son interprétation inventive et dynamique, ainsi que par la pertinence des informations véhiculées et les arguments utilisés.

Si on se restreint à l'action que nous avons menée (voir chapitre V, 5.2 Les expériences vécues sur la communication participative à Alakamisy Itenina), on peut considérer que la démarche adoptée était participative, avec une quasi autonomie des membres de la commune dans l'élaboration de leur support de communication. Ils étaient réellement acteurs de leur projet.

La démarche adoptée était des plus rigoureuses bien que non imposée (dans le contexte), avec un réel travail de recherche du meilleur moyen pour réaliser les objectifs, à savoir la sensibilisation de la population aux questions concernant la rentrée fiscale, au montage organisationnel du CDC...

Considérant les différents paramètres du contexte, les avantages et inconvénients des différents supports de communication, les acteurs communaux ont finalement pris la décision eux-mêmes de monter organisationnellement la radio communautaire selon un processus participatif. La réalisation de ceux-ci s'est également faite de façon rigoureuse, malgré l'inexpérience et le manque de temps certains des acteurs communaux.

Ils ont donc pu mener leur intention de bout à bout, sans qu'il ne leur soit imposé de contraintes autres que des contraintes de temps et de moyens. Ils ont travaillé en commun, pris les décisions et réalisé ce projet.

Enfin, un dernier aspect très positif, les membres de la commune étaient très motivés, impliqués dans les activités, présents jusqu'à la fin. Or à la fin de notre intervention (mois de novembre 2009), les activités ont continué malgré l'achèvement de notre accompagnement.

Plusieurs facteurs de réussite ont été identifiés à l'atteinte des aspects positifs mentionnés plus haut. Les facteurs liés à la commune rurale Aklakamisy Itenina puis les contributions soutenues par nos interventions en second lieu.

6.2.4. Les facteurs de réussite

1) Les facteurs liés aux différents acteurs de la commune rurale Alakamisy Itenina

Le fait marquant concerne surtout le changement de comportement des responsables communaux. Ce changement reflète les maturités, ajoutées à des volontés des différents responsables à abandonner les mauvaises habitudes et les anciennes pratiques.

Depuis nos interventions, nous assistons à un changement de comportement de l'ensemble des participants au développement de la commune. Les acteurs communaux ont instauré une auto discipline lors d'une réunion entre les différents participants pour abandonner les mauvaises habitudes et les anciennes pratiques d'une part et l'instauration d'un respect mutuel entre les participants d'autre part.

Après la réalisation des rencontres de proximité auprès de la communauté de base, motivées par des échanges et partages d'informations, les acteurs communaux surgissent à exploiter à bon escient des leçons tirées issues des expériences antérieures. Nous assistons actuellement à une application effective des consignes apportées par les facilitateurs et les programmes qui interviennent au sein de la commune.

Par ailleurs, les acteurs communaux ont une grande disponibilité à acquérir les nouvelles idées et de les exploiter pour une nouvelle vision et la réalisation d'un nouveau programme. C'est le cas par exemple de la détermination des acteurs communaux à payer les différents impôts et fiscalités et de s'atteler à la planification des travaux de développement issus des recettes fiscales.



Pareillement, les acteurs communaux ont priorisés les actions de développement de la commune au détriment de la politique politicienne. La population communale est motivée par les résultats visibles de la période antérieure et elle a la volonté de participer activement aux différentes tâches assignées à leurs responsabilités. La capacité personnelle très remarquable du Maire en matière de leadership et la conviction personnelle et défi partagé entre les dirigeants de la commune sur le développement de la commune ont contribué énormément aux différents changements perceptibles au niveau de la commune.

2) Les facteurs liés à nos interventions

Tout au long du processus d'accompagnement de la commune rurale Alakamisy Itenina, nos interventions sont facilitées grâce à l'utilisation des outils de la communication participative.

Nous avons assuré des réunions de partages et d'informations avec les différents responsables communaux pour faciliter les interventions et ajustements éventuels. A cet effet, un calendrier d'intervention, fixé ensemble avec les acteurs communaux, a pu voir le jour. D'autre part, nous avons élaborés une stratégie d'approche pour côtoyer les acteurs des différents Fokontany.

Au cours de nos interventions, des ateliers de montage organisationnel et institutionnel des structures au sein de la commune ont pu se tenir. Le CDC, le KR-AI (comité de pilotage de la station radio), le bureau exécutif de la commune ont pu profiter des avantages sur l'utilisation des outils de communication participative adaptée au montage organisationnel.

La responsabilisation des acteurs surtout lors de l'élaboration du budget participatif et au montage de la radio s'ajoutent aux actions de suivis des différents travaux. Nous avons assurés avec les membres de la commune des analyses sur les avancées des différents appuis et assurer d'une manière participative les différentes activités approuvées par la commune.

6.2.5. Les effets à la base de nos accompagnements

La collaboration étroite entre les différents acteurs communaux est effective au sein de la commune, allant des membres du conseil, du bureau exécutif, des membres du CDC et au

niveau des Fokontany. Les acteurs communaux commencent à émettre leurs avis, leurs propositions et leurs besoins quant à l'amélioration des procédures, des méthodes de travail, de communications, de réalisation et des suivis des projets de développement concernant la commune. (Ex : gestion du personnel, gestion des écoles, travaux d'aménagement au sein de la commune).

La population est satisfaite des services offerts par la commune et le nombre de la population demandant ces services ne cesse d'augmenter. D'ailleurs, la période d'attente pour la réalisation des services s'est considérablement diminuée. L'instauration de la transparence, l'amélioration des services offerts, ont engendrées une motivation certaine de la population à recourir aux services de la commune. En contre partie, la population est motivée et s'acquitte de leurs devoirs, particulièrement après l'instauration de la transparence relative à l'utilisation des fonds.



Cliché N°20 : Réhabilitation du Bureau communal et construction d'un mur de soutènement, nous montrent la bonne utilisation des fonds

Cliché de l'auteur, 2009

Depuis quelques temps, le pouvoir d'achat de la population s'est vu augmenter grâce à la réhabilitation de la piste rurale et du marché. La motivation de la population, surtout celle travaillant dans le cadre des filières (vannerie, élevage des porcs, apiculture...) est acquise et la population applique désormais les nouvelles techniques.

L'application de l'approche genre est palpable au sein de la commune à travers la responsabilisation des femmes : Le Président et le Vice Président du KR-AI (Comité de pilotage de la Radio) sont tous des femmes. Des ateliers de formations, de renforcement des capacités, de prise de décisions regroupant les différents acteurs de la commune ont pu avoir lieu.

Les différentes catégories sociales ont été représentées. Les dirigeants impliquent les femmes et les associations de femmes aux décisions importantes relatives au développement de la commune.

(65) cf. Bibliographie N30. ALT, *Radio Communications in Fianarantsoa, Province, Madagascar, 2005*, p 32

Par ailleurs, la commune façonne un cadrage et une priorisation des besoins de la population vulnérable par rapport aux possibilités d'investissement à partir des recettes fiscales.

Dans notre étude, un grand nombre d'acteurs communaux ont tiré profit de l'utilisation de la communication participative pour le développement. Depuis que la communication participative pour le développement a été adoptée à Alakamisy Itenina, les populations locales ont davantage d'occasions de participer à des initiatives de développement et à des réunions.

Des leçons durant nos interventions à Alakamisy Itenina, méritent d'être mises en exergue. Pour faciliter le discernement de ces leçons tirées, nous allons apporter, point par point, les éléments importants.

6.3 Leçons tirées de nos interventions

- **Conditions préalables à la mise en place d'une communication participative**

Les caractéristiques de la collectivité peuvent être déterminantes pour la réussite de l'utilisation de la communication participative communautaire. En effet, l'efficacité du processus n'est possible que sous certaines conditions, notamment au niveau des ressources financières et matérielles, et de la situation politique du pays. De plus, la communication participative s'inscrit souvent dans un continuum à long terme et ne sera pas toujours, voire rarement, adaptée à une situation d'urgence.

- **L'inadaptabilité de la communication participative à une communication rapide et à la hâte**

Dans le cas d'instauration du modèle diffusionniste et d'une information de sensibilisation à faire passer d'urgence auprès d'une population importante, la communication participative ne sera d'aucun secours, ou alors pour pérenniser une action de diffusion de masse déjà mise en place.

Mais si les conditions sont favorables, la communication participative se révèle être un outil puissant pour responsabiliser la population et la rendre actrice de son propre développement (que ce soit pour un projet de développement ou faire de la sensibilisation et même de la recherche participative). La communication participative permet l'appropriation de savoir, ou la responsabilisation et l'implication des bénéficiaires.

- **Contrainte de temps, souplesse**

La démarche participative demande le plus souvent beaucoup de temps. Dans la phase d'approche, dans la prise de décision, la mise en œuvre... Et les retombées ne se voient pas forcément tout de suite, ce qui peut décourager rapidement une communauté. Les contraintes - et l'inertie du projet avec - sont donc d'autant plus importantes qu'on voudra faire participer le plus de personnes possible.

Si on a une démarche planifiée d'avance, avec des professionnels, les calendriers seront plus ou moins respectés ainsi que le budget. Mais si on confie ces tâches à des gens inexpérimentés, il y a plus d'aléas, de tâtonnements.

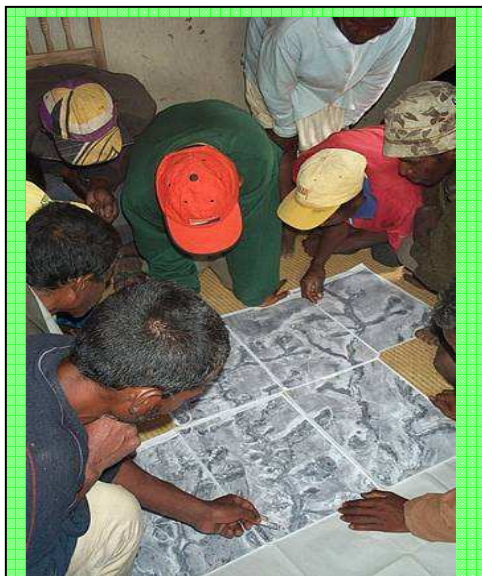
- **La population au centre de nos interventions**



Une des leçons apprises rassemblent les acteurs communaux au centre de nos interventions. En effet, des questions diverses sur la motivation de la population, les volontés à multi niveaux des acteurs communaux, la mobilisation et la responsabilisation des membres du CDC, la participation de l'ensemble de la population aux priorisations des différents projets, forment cette partie.

La population est motivée à apporter leurs contributions à partir du moment où elle trouve impressionnante les efforts octroyés par les différents responsables dans l'amélioration des services offerts, de l'instauration des contacts de proximité, de l'établissement de la transparence et des réalisations des infrastructures.

Les volontés à multi niveaux, doublées de convictions, enracinent le projet de développement communautaire. Comme c'est le montage organisationnel et institutionnel de la radio a pu acquérir un bon ancrage grâce aux efforts participatifs des acteurs communaux.



Cliché N°22 : La mobilisation et la responsabilisation des membres du CDC en tant qu'interlocuteurs et amplificateurs des messages

Cliché de l'auteur, 2009

La mobilisation et la responsabilisation des membres du CDC en tant qu'interlocuteurs et amplificateurs des messages, a contribué énormément à la facilitation de la participation de la population à toutes actions de développement. Cette participation citoyenne s'est accrue grâce à l'étalage des informations, sur les panneaux d'affichages, relatif aux budgets, aux dépenses financières et aux rentrées fiscales.

Par ailleurs, la priorisation des projets dans les différentes zones exige une habileté et des capacités techniques et de communication de la part de l'animateur pour empêcher la main mise d'une frange de la population. La mise en place d'un outil de tri et de priorisation s'est avérée nécessaire avec la participation de l'ensemble de la population.

- **La non prise en compte du contexte dans lequel s'inscrit la communication**

Le fait de ne pas prendre suffisamment en compte le contexte dans lequel s'inscrit une intervention (le terme de contexte comme définissant l'ensemble des paramètres socioculturels, économiques, environnementaux et politiques, c'est-à-dire les circonstances accompagnant la communication), pourrait apporter des conséquences tout au long du processus d'intervention. Tous les paramètres du contexte seront très difficiles à cerner.

L'expérience nous montre bien le genre de difficultés auxquelles peuvent être soumis les intervenants manquant d'expérience et/ou de formation. Ceux-ci se sont notamment trouvés confrontés à des difficultés pour identifier les situations initiales des projets. L'effet constaté pourrait être une gestion faite sans avoir réellement cerné la situation, ce qui pourrait entraîner une certaine dérive dans l'orientation du projet (mauvaise gestion des outils d'évaluation, donc mauvaise évaluation et choix pris en conséquence mal adaptés).

- **Le manque d'appropriation :**

Nos interventions à Alakamisy Itenina nous apprennent que les populations qui reçoivent des informations de manière passive ne s'approprient pas les connaissances. *Or, pour accepter un changement, faire changer des comportements, il est nécessaire - mais pas suffisant - de s'approprier les connaissances nouvelles. Une communication verticale, quelque soit le média utilisé, laissera toujours l'auditeur passif.*

- **L'instauration d'une communication à sens unique**

Les interventions des actions de développement centrées sur la population, sur la communication à la base et l'utilisation de médias légers, n'ont pas pour autant effacer les nombreuses lacunes que représente la communication participative. En effet, les modèles de communication comme la diffusion des innovations, l'interactivité des flux ou les approches de vulgarisation s'inscrivent dans le paradigme de la modernisation.

Or cette manière de communiquer à sens unique, du sommet vers la base, se heurte à des difficultés qui rendent ces modèles inadaptés et peu efficaces.

- **L'imposition des connaissances et des vérités préétablies,**

Il est beaucoup plus difficile d'accepter une nouveauté imposée qu'une nouveauté initiée par soi-même. *Quand on impose des connaissances ou des nouvelles techniques, comportements, etc sans que ceux-ci soient issus au moins en partie des cibles de la communication, on risque de se heurter à un conflit d'ordre hiérarchique.*

- **La non adaptation du message et risques de manipulation**

D'autre part, même à l'échelle communautaire voire interpersonnelle, *si on ne vit pas dans le même contexte que les cibles, il est très difficile d'adapter parfaitement son message à celle-ci.* Il se peut que le communicateur entre dans un village en ayant une idée bien précise de sa réalité et de ses valeurs et qu'il espère que les gens perçoivent leurs problèmes de la manière dont il la voit. Il pourrait alors être tenté d'influer sur la communauté dans le sens de ses convictions, ce qui peut être considéré comme de la manipulation. Il n'y a pas vraiment de moyen de s'affranchir de ce risque de manipulation.

Seule une formation adéquate de l'intervenant et une connaissance poussée du milieu où il doit intervenir pourrait atténuer ce risque sans l'annihiler.

- **Démarche tributaire des praticiens**

En plus des risques de manipulation, le rôle du facilitateur animateur est ambigu et délicat. Les qualités requises pour faciliter la communication participative sont très pointues, et

pourtant fondamentales. Il sera parfois le seul partenaire extérieur à la communauté en lien permanent avec celle-ci, et pourtant il sera chargé d'aider les participants à mettre en place la démarche du début jusqu'à la fin.

Pour cela, seul le choix pertinent de ces intervenants au rôle si important, accompagné d'une formation très solide, peut augmenter les chances d'obtenir une communication participative de qualité. Reste à déterminer ces qualités requises, le profil du facilitateur en fonction du type de projet, et surtout la formation à dispenser à ces intervenants.

- **La manière de communiquer ou d'adapter le message**

Là encore, les modèles dits participatifs, qui n'en sont pas réellement au sens où nous l'entendons, tentent d'atténuer le problème, en faisant participer les cibles à la communication. *Mais si le message est déjà construit, les rapports d'autorité restent inchangés et les savoirs imposés - peut-être de façon moins brutale, mais le fond du problème reste inchangé.*



Cliché N°23 : Le Savika pourrait jouer un rôle déterminant dans la communication participative

Cliché de l'auteur, 2009

- **Apporter des connaissances sans les imposer**

La philosophie de la communication participative repose sur un principe d'échanges horizontaux, sans rapports hiérarchiques entre les partenaires, que ce soit entre les membres de la communauté participant au projet ou l'animateur...*Il faut rechercher dans le milieu les personnes-ressources qui peuvent aider à faciliter les apprentissages et les acquisitions.*

- **Risques de conflits**

En donnant la parole aux plus démunis, en faisant participer les populations les plus touchées par la pauvreté, ou soumises à des problèmes de développement, on remet parfois en cause les rapports de pouvoir établis. En effet, les plus touchés sont la plupart du temps justement ceux qui n'ont jamais de pouvoir décisionnel, car en bas de l'échelle sociale. *Cette adaptation des relations de pouvoir peut créer des conflits à deux niveaux.*

Pour rester dans le cadre de notre étude, à Alakamisy Itenina, la légitimité du chef de fokontany ne peut être remise en cause. Si un paysan va à l'encontre de ce qu'ordonne le chef de fokontany ou qu'on lui ôte son pouvoir de parole, cela peut aboutir à des conflits. On peut retrouver la même situation entre diverses familles ou encore entre classes sociales. Dans le cas présent, l'intervention a renforcé le pouvoir des catégories dominantes en leur fournissant des moyens nouveaux pour asseoir leur autorité, puisque ces «dominants» étaient les interlocuteurs privilégiés des acteurs de développement. *La prise en charge de la communauté de son propre développement peut être considérée comme un défi envers le pouvoir établi.*

- **Coût pour les participants**

Il ne faut pas perdre de vue que la participation peut être synonyme de coût pour prendre part au processus participatif. *Même si à terme le participant devrait y trouver un bénéfice, le temps consacré à la participation est autant de temps qu'il perd à exercer son activité habituelle lui permettant de se faire rémunérer ou de se nourrir.*

- **Spécialisation des intervenants**

Les interventions auprès d'une commune nécessitent la spécialisation des intervenants. Ce constat peut causer des difficultés dans le sens où la communication participative amène à soulever des problèmes complexes, multidisciplinaires, pouvant dépasser les domaines de compétence d'une structure spécialisée.

La solution envisageable pour le moment semble être l'établissement d'un réseau d'ONG pour mettre en commun les expériences de ces spécialistes pour répondre au mieux aux besoins soulevés par la communauté concernée.

À la suite de cette expérience dans la commune Alakamisy Itenina, nous avons eu l'occasion de réfléchir sur le processus et sur la possibilité d'étendre l'utilisation de la communication participative. Cette réflexion nous emmène à tirer comme conclusion qu'il y avait tout de même des difficultés et que la théorie ne suffit pas à régler tous les problèmes sur l'ensemble des activités d'accompagnement.

Conclusion

Notre intervention au niveau de la commune Alakamisy Itenina, s'inscrit dans les enjeux du programme Saha de contribuer au processus d'instauration de la bonne gouvernance, du développement local et d'amélioration de revenus des acteurs ruraux. L'intervention a pour objet d'instaurer un mécanisme de participation citoyenne afin de répondre aux aspirations de la commune en matière de bonne gouvernance, à l'amélioration de l'administration communale, à l'amélioration de la rentrée fiscale, à la promotion des initiatives économiques locales, au développement de partenariat, à la planification pour la promotion et la mise en œuvre des zones de développement prioritaire.

Plusieurs approches sont mobilisées au cours de nos interventions pour renforcer la commune dans l'instauration de la bonne gouvernance et pour le développement durable d'Alakamisy Itenina. Toutefois, l'intervention auprès de ladite commune présente plusieurs aspects et aucune des approches mentionnées dans la présente étude ne sont avérées totalement satisfaisantes. En réponse, nous avons utilisés la communication participative pour une émancipation communautaire et pour améliorer la qualité du processus de participation en tant que nouvelle façon d'œuvrer avec l'ensemble de la population locale.

La communication participative : outil pour responsabiliser les populations

L'utilisation de cet outil répond parfaitement à nos attentes qui consistent à expérimenter dans la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar, l'intégration de la communication participative pour le développement, afin d'atteindre les différents objets mentionnés plus haut.

La communication participative est un outil d'intervention et d'accompagnement qui a l'avantage de combiner et intégrer les différentes approches. L'approche de communication participative pour le développement devient incontournable et nécessaire dans l'accompagnement de la commune.

Le terme de communication participative ne se suffit pas en lui-même. Il cache beaucoup de visions, de points de vue et de questions qui restent en suspens. Issue de la communication pour le développement, ce discernement possède désormais les caractéristiques où la nécessité de placer la population au cœur des stratégies de développement apparaît comme évidente. Evidente théoriquement, mais sur le terrain, on est bien souvent loin de ce principe de donner le pouvoir de décision à la population grâce à l'utilisation de la communication participative, qui veut faciliter les échanges entre les différents intervenants (membres d'une communauté, ONG, autorités...).

Alors si l'utilisation de la communication participative est présentée comme la solution, du moins théoriquement, pour responsabiliser les populations, les rendre actrices de la résolution de leurs problèmes, pourquoi subsiste-t-il encore tous ces difficultés et réticences constatées dans la pratique ? La communication participative, bien que séduisante dans sa philosophie, soulève de nombreuses questions et pose des obstacles différents des autres modèles de communication.

Mais deux raisons majeures font pencher la balance en faveur de la communication participative. Premièrement, la pratique montre que les actions entreprises à l'aide de la communication participatives se sont avérées bien plus efficaces. Deuxièmement, les difficultés rencontrées dans le domaine ne sont pas incontournables, seulement, il reste beaucoup à développer, améliorer, rechercher, échanger, pour arriver à un résultat meilleur.

On pourrait ajouter à cela que la communication participative est également possible à un niveau plus large que celui de la communauté, mais il ne s'agissait pas du sujet de l'étude nous concernant. La communication participative ne se cantonne plus à quelques domaines du développement (social, structurel, économique, environnemental...), mais s'étend également vers d'autres aspects. Quand bien même, quelque soit l'efficacité apportée par l'utilisation de la communication participative comme outil de facilitation à la démarche participative pour le développement, il n'est pas évident que ce soit généralisable à d'autres domaines ou d'autres circonstances.

Un bilan finalement positif

Le bilan de cette expérience soulève plus de questions que de réponses, car d'une part il est difficile d'évaluer sur une seule démarche de ce type, d'autre part nous ne disposons pas de suffisamment de recul. En outre il est très délicat de s'auto évaluer, pour un problème d'objectivité évident. Nous ne pouvons donc nous reposer que sur des critères qualitatifs.

Selon les membres de la commune, le bilan était «excellent et positif», de par son interprétation inventive et dynamique, ainsi que par la pertinence des informations véhiculées et les arguments utilisés. Si on se restreint à l'action que nous avons menée (voir chapitre V, 5.2 Les expériences vécues sur la communication participative à Alakamisy Itenina), on peut considérer que la démarche adoptée était participative, avec un quasi autonomie des membres de la commune dans l'élaboration de leur support de communication. Ils étaient réellement acteurs de leur projet.

La démarche adoptée était des plus rigoureuses bien que non imposée (dans le contexte), avec un réel travail de recherche du meilleur moyen pour réaliser les objectifs, à savoir la sensibilisation de la population aux questions concernant la rentrée fiscale, au montage organisationnel du CDC... Actuellement, nous ne pensons pas que la communication participative soit une solution miraculeuse, applicable à tous les domaines de la communication. En revanche, elle constitue ce qui se révèle être le plus efficace au niveau communautaire, le niveau de la vie quotidienne en société. L'atout majeur des principes issus de la communication participative, c'est son adaptabilité.

Comment rendre une communication efficace si ce n'est en l'adaptant au mieux au contexte ? Reste à continuer de chercher les meilleurs moyens d'y parvenir. C'est cette même adaptabilité, grâce à l'implication des premiers concernés, qui laisse supposer que le concept est généralisable à d'autres domaines et à d'autres lieux certainement. L'approche préconisée par la communication participative pour le développement est efficace dans le sens où elle permet d'atteindre des résultats fort importants pour les communautés, les partenaires techniques.

L'expérience à Alakamisy Itenina, nous a appris de ne pas susciter de faux espoirs au sein de la population et de ne pas imposer de solutions particulières. En tant qu'animateur nous nous efforçons de jouer un rôle de facilitateur, en travaillant à mettre sur pied les synergies nécessaires à une réelle prise en charge des actions de développement par la communauté. Aujourd'hui, la situation dans la commune Alakamisy Itenina appelle des ruptures importantes au niveau des approches en ce qui concerne la participation de la communauté, la place et le rôle de la communication et de l'information comme facteurs essentiels pour le renforcement des capacités des populations, pour leur auto développement.

Considérant les différents paramètres du contexte, les avantages et inconvénients des différents supports de communication, les acteurs communaux ont pris la décision eux-mêmes de monter organisationnellement une radio communautaire selon un processus participatif en vue de renforcer et d'élargir la communication participative pour le développement. La réalisation de celle-ci s'est également faite de façon rigoureuse, malgré l'inexpérience et le manque de temps de certains acteurs communaux. Ils ont donc pu mener leur intention de bout à bout, sans qu'il ne leur soit imposé de contraintes autres que des contraintes de temps et de moyens. Ils ont travaillé en commun, pris les décisions et réalisé ce projet.

Enfin, un dernier aspect très positif, les membres de la commune étaient très motivés, impliqués dans les activités, présents jusqu'à la fin. A la fin de notre intervention, les activités ont continué malgré l'achèvement de notre accompagnement. L'approche de la communication participative est employée à Alakamisy Itenina, à travers l'utilisation systématique des canaux et techniques de communications appropriés pour renforcer la participation de la population au développement et pour informer, motiver, former les populations notamment au niveau de la base. Le but ici était avant tout de sensibiliser les acteurs communaux pour une meilleure appropriation des activités réalisées au sein de la commune.

Nous avons utilisé un outil de communication interpersonnelle, à savoir les discussions de groupes et débats pour responsabiliser les membres de la commune et faciliter leur démarche de développement. Par ailleurs, au niveau du groupe, la communication participative a

responsabilisé les acteurs communaux à travers la conception des outils de communications et la création des messages...

Toutefois, il n'est pas concevable d'utiliser ce genre d'outils de communication interpersonnelle uniquement pour sensibiliser toute une population, cela demanderait trop de moyens financiers, humains, ou trop de temps, vu la masse de gens à toucher. En revanche, nous avons appris du domaine de l'éducation des adultes que partir de l'expérience des individus pour concevoir et mettre en œuvre une expérience d'apprentissage interactif est une stratégie efficace.

Aussi, certains acteurs communaux, ayant bénéficiés des expériences en matière d'exploitation d'une radio de proximité, n'ont pas hésités à allouer leurs efforts à expérimenter l'apprentissage interactif au sein du KR-AI, dans le cadre de la communication participative, pour le montage organisationnel de la station radio d'Alakamisy Itenina.

La stratégie adoptée consiste à mettre en place une radio de proximité, puis rendre les activités de la radio Akon'Itenina permanentes, autonomes et les mettre au service des différentes actions de développement.

Vers le renforcement de la méthodologie participative et interactive de la radio de proximité

La radio de proximité sera un véritable outil de communication participative et de développement communautaire qui pourrait atteindre l'ensemble de la population de la commune. Les membres de la commune ont considéré la radio de proximité comme le moyen privilégié aux mains des communautés rurales leur permettant d'accéder aux informations et aux savoirs utiles, de dialoguer, d'échanger leurs expériences, leurs savoirs et techniques.

La radio de proximité d'Alakamisy Itenina sera un véritable outil de communication et favorisera l'échange et les rapprochements, stimulera l'information et valorisera le savoir-faire local. Avec la radio Akon'Itenina, les populations se familiariseront avec leur environnement, avec les programmes socio-économiques et socio-sanitaires qui y évoluent. La radio pourrait leur permettre de mieux s'informer et de mieux comprendre. En édifiant la station radio, la

population locale apprend à s'auto organiser socialement. Toutefois, la radio a un statut non commercial et non lucratif et géré par des déterminés.

Ainsi les populations en arriveront-elles à participer aux différents programmes de développement et à s'engager dans l'action. Déjà au départ de la mise en place de la radio, l'objectif principal consiste à mettre en place une stratégie partant de la base et associant la population locale pour l'organisation et la gestion d'une station radio communautaire interactive dans la commune Alakamisy Itenina.

La station radio dispose déjà son propre comité de pilotage dénommé KR-AI (comité de pilotage de la radio), dont les membres sont issus de la population locale. La station sera administrée et animée par des bénévoles qui produisent également les programmes, avec une approche participative. Saha Betsileo et la Commune ont financé les installations techniques et la production des programmes. Les auditeurs verseront également une redevance annuelle à la station.

Les populations devraient s'approprier l'outil pour le transformer en une tribune d'expression sur les questions de développement, un instrument de dialogue social et de concertation. Seule la participation des communautés donnera à l'outil radiophonique toutes ces dimensions. Cette radio de proximité ne se contentera plus de sensibiliser les populations mais les aidera à libérer leur expression, à faire émerger leur vécu et à partager leurs valeurs socioculturelles. A cet effet, l'aspect éducatif cèdera la place à la dimension interactive et à l'apport mutuel. Le processus de communication et l'action seront valorisés. La radio de proximité respectera le principe d'intégration et de globalité.

Des techniques de production radiophoniques comme l'émission publique, l'interview communautaire ou la causerie-débat, seront utilisées comme outil d'investigation du milieu, comme outil d'enquête sociale. Cette émission publique sera la plus participative des émissions de radio de proximité. Elle donnera la parole aux villageois. Y participeront spontanément toutes les catégories sociales de la commune ou de la communauté rurale.

Rapprocher l'outil des auditeurs et auditrices permettra leur implication à la conception, l'élaboration et la production des émissions. Pour cela, le fait de se rendre sur place dans les villages / fokontany et utiliser les techniques de l'approche participative et les genres radiophoniques les plus appropriés en ce qui concerne l'implication des populations seront programmés.

Par ailleurs, des programmes radiophoniques seront produits au niveau communautaire pour permettre aux auditeurs de participer aux discussions ou aux débats sur les questions relatives au développement. Cette activité permettra de responsabiliser la population à la gestion, l'organisation, le contrôle et la production de leurs propres programmes radio, pour répondre aux besoins de la communauté.

La station radio transmettra les informations locales dont ils auront besoin comme les nouvelles technologies, proposera un forum de discussions sur les idées susceptibles de générer des revenus, identifiera les sources d'intrants, aidera à construire des unités économiques comme les coopératives, inspirera les communautés pour diffuser et échanger des concepts et des expériences intéressantes.

Finalement, la radio de proximité devrait se localiser et adopter des dispositions réglementaires, juridiques et institutionnelles novatrices. Ces dispositions lui confèrent de plus en plus une personnalité juridique et une autonomie financière, lui permettant de générer ses propres ressources et de se gérer de façon autonome. Les actions futures de la commune s'orienteront sur les considérations des bénéficiaires et l'appropriation de la population locale, ensuite par la recherche de financement et le développement du partenariat.

La station radio d'Alakamisy Itenina devrait enrôler des principes pour satisfaire les besoins de la commune, des communautés rurales, des associations et organisations paysannes, des groupes de femmes et de jeunes, des organisations de la société civile, du secteur privé, des organisations non-gouvernementales, ... tout en exhortant l'utilisation de la communication participative tout au long de sa vie.

ORIENTATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

Reprise de notes de cours en DESS/EFA :

- RANDRIAMAHALEO Solo, Cours « Formation et Développement » DESS/EFA, 2008
- RASAMOELINA Henri, Module « Information et Communication » DESS/EFA, 2008
- RASOAMAMPIONONA Clarisse, Cours « Approche Genre » DESS/EFA, 2008
- RATOVOJANAHARY Roger, Cours « Psychopédagogie et Processus d'Apprentissage », DESS/EFA, 2008
- RATSIMBAZAFY Ignace, Module « Ingénierie de Formation », DESS/EFA, 2008
- TSIABALIKY CELESTIN, Module « Information et Communication » DESS/EFA, 2008

Ouvrages théoriques en communication pour le développement :

- 1 BERRIGAN F.J., 1981, *Community Media and Development*, Paris, UNESCO.
- 2 CHUDDY O.M., 1998, *Eléments pour l'évaluation de la communication de développement au Nigeria*, thèse SIC, université Stendhal Grenoble III.
- 3 FREIRE P., 1983, *La pédagogie des opprimés*, Paris : La Découverte / Maspéro, «Petite Collection Maspéro», 202 p.
- 4 ROGERS E., 1976, *Communication and Development, Critical Perspectives*, Beverly Hills, London, Delhi, Sage Publications,

Documents de synthèse sur le développement ou la communication pour le développement :

- 5 FAO, 2001, *Situation de la communication pour le développement au Burkina Faso tome I*, FAO, Rome, 118 p.
- 6 JAN SERVAES & PATCHANEE MALIKHAO, 2004, *Communication et développement durable. Document de travail*, in 9ème Table ronde des Nations Unies sur la communication pour le développement, Université du Queensland, St Lucia, Brisbane, Qld 4072, Australie, FAO Rome, Italie.
- 7 PNUD, 2004, *Rapport sur le développement humain 2004*, New York, PNUD, 299 p.

Ouvrages théoriques et guides méthodologiques sur la communication participative :

- 8 ALEXANDRE L., BESSETTE G, 2000, *L'appui au développement communautaire Une expérience de communication en Afrique de l'Ouest*, CRDI, 200 p.
- 9 BESSETTE G., 2004, *Communication et participation communautaire : Guide pratique de communication participative pour le développement*, Les Presses de l'Université Laval, 120 p.
- 10 BALIT, SILVIA, 1988, *Rethinking Development Support Communication*, in Development Communication Report, FAO, 62 p.
- 11 FROGER Sébastien, CARLUER Claudine, 2001, *La communication participative communautaire au Sénégal*. Université Stendhal Grenoble 3 Institut de la Communication et des Médias, UFR des sciences de l'information et de la communication, Mémoire de Master Communication scientifique et technique, 120 p.
- 12 HARRIS E. M., 1996, *Le rôle de la communication participative pour le développement comme outil d'éducation non formelle à la base*, in La communication participative pour le développement, Un agenda Ouest africain CRDI, Montréal,
- 13 MONYO J., septembre 2004, *Neuvième Table ronde des Nations Unies sur la Communication pour le développement*, Rome, Italie,

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

- 14 RÖLING N., septembre 2004, *La communication pour le développement dans la recherche, la vulgarisation et l'éducation*, in 9ème Table ronde des Nations unies sur la communication pour le développement, FAO, Rome, p.20
- 15 SERVAES J. et MALIKHAO P., 2004, *Communication et développement durable* in 9ème Table ronde des Nations Unies sur la communication pour le développement, FAO, Rome, Italie, p.5
- 16 SARDAN Jean Pierre Olivier (de), 2001, *Le "développement participatif" : ni solution miracle, ni complot néolibéral*, in *La décentralisation en Afrique Contemporaine*, Paris, No Spécial, p. 148
- 17 UPHOFF cité par GUY BESSETTE, 2004, *Communication et participation communautaire Guide pratique de communication participative pour le développement*, Les Presses de l'Université Laval, 200p.

Ouvrages sur des champs disciplinaires périphériques :

- 18 BEAUCHAMP (André), CRAVELINE (Roger), OUVIGER (Claude), 1976, *Comment animer un groupe*. Les éditions de l'homme, Bibliothèque Nationale du Québec. 110 p.
- 19 ARIFON (Olivier), 2003, *Le partage de savoirs scientifiques en contexte interculturel : une communication sous double contrainte*, in colloque franco-roumain, 8 p.
- 20 BEAUCHAMP (André), CRAVELINE (Roger), Quiviger (Claude). – 1976 – *Comment animer un groupe* – Les éditions de l'homme, division de Sogides, p 115
- 21 BROWN (George) – 1980 - *Bien faire un cours, un exposé, une conférence : Enseigner, exposer, expliquer* – Les éditions d'Organisation. Paris. p 150
- 22 GAILLARD J., 340 p, *La coopération scientifique et technique avec les pays du Sud : peut-on partager la science ?*, Karthala, Paris, 1999,
- 23 GOUBA F, 2000, *le sous développement en question : des questions de communication*, in *Hermes* n°28, p 209-218
- 24 JUST ASSOCIATES – 2004 – *Module de formation au plaidoyer : Transformation de la justice et de la solidarité en réalité* – Washington, Catholic Relief Services, p 190
- 25 MBENGU E (Moustapha), 2004, *Contribution de l'Internet citoyen à la gouvernance locale et au développement communautaire au Sénégal : Le cas des Systèmes d'Information Populaires*, mémoire de DEA, Université Paris 8, p. 22-30, 124 p.
- 26 RANDRIANARISOA (Christiane), RANDRIAMANALINA (Valson). – 2000 – *Diagnostic organisationnel participatif* – Antananarivo. Pact Madagascar, 112 p
- 27 SHARMA (Ritu R). – 2005 – *An Introduction to Advocacy* – SARA (Support for Analysis and Research in Africa), p 130
- 28 ST – ARNAUD (Yves) – 1989 – *Les petits groupes : Participation et communication* – Les Presses de l'Université de Montréal, Les Editions du CIM, p 180
- 29 STETSON (Valerie), SHARROCK (Guy), HAHN (Susan) – 2004 – *PROPACK (Project Package)* – Catholic Relief Services, Baltimore USA, p 195

Rapport, Publications et Articles

- 30 ALT, *Radio Communications in Fianarantsoa, Province, Madagascar*, 2005, p 40
- 31 ANDRIASOLOIANA (Emilien), RASOLONANDRASANA (Barijaona), RANDRIANATOANDROTIANA (Julien) – 1998 – *La planification participative* – FFF Malagasy Mahomby, p 47
- 32 CRCES (Cercle de réflexion pour l'appui à la mise en place du Conseil Economique et social) – 1998 - *Dossier N°1 Concept opératoire de la société civile* – Programmes des Nations Unies Pour le Développement Programme Mag 97 / 008, p 15
- 33 GOTtert (Peter), RALAINDIMBY (Tsilavina). – 1999 - *Messages et outils de*

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

- communications* – Fianarantsoa. Comité Multi – Local de Programmation, 30 p
- 34 GOUVERNEMENT DE MADAGASCAR, Antananarivo, 2004, *Plan directeur quinquennal pour le développement rural : une approche de marché pour la lutte contre la pauvreté en milieu rural à Madagascar*. Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, 40 p.
- 35 INTER COOPERATION – 2007 - *Politique et Stratégie d'intégration de l'Approche Genre dans le Programme Saha III* - Programme SAHA, p 20
- 36 IREDEC – 2000- *Tari-dalana ho an'ny Kaominina Fandrafetana teti-pivoarana ho fampandrosoana* – Imp Cnapmad, 47 p.
- 37 MISONGA – 2005 - *Formation en Andragogie : Education des Adultes, organisation et conduite d'activité de facilitation / Modération / Formation* – Friedrich Ebert Stiftung, Antananarivo, p 50
- 38 PCD, *Programme Communal de développement, Commune rurale Alakamisy Itenina*, ANIMATEUR, Initiatives des Germanophones de Fianarantsoa, 2008, 100 p
- 39 PCDI, *Plan de développement intercommunal regroupant les 07 communes membres*, OPCI Vohitraina Antarambiby, Fianarantsoa, 2003, 45 p.
- 40 PFSCM - Plate forme de la société civile malgache – 2005 – Rapport technique final de la Convention Nationale – PFSCM – Antananarivo, p 80
- 41 PRD, Plan régional de développement, Région Haute Matsiatra, 104 p.
- 42 PNUD, 2000, Le rôle de la gouvernance et de la décentralisation dans la réduction de la pauvreté, Rapport national sur le développement humain, Antananarivo, 163 p.
- 43 PRIMATURE – 1999 - *Stratégie Nationale de lutte contre la pauvreté 2000 – 2015*, Primature, Repoblikan'i Madagasikara, 100p.
- 44 RANAIVOSON (Yvan) – 2005 – *Formation en technique de modération, négociation et Leadership/Management* – Friedrich Ebert Stiftung FES, Antananarivo, p 50
- 45 RARIVONY (Elisabeth Théodore) – 2002 – *Campagne de communication sur la mise en concession de la Fce avec le Port de Manakara* – Landscape Development Interventions, Fianarantsoa, p 50
- 46 RAZAFIMAHENINA FILS (Kotoarivony) – 2007 – *Les associations, acteurs de développement : Problématique et perspectives. Le cas de l'association Fafed Haute Matsiatra*. Ecole Normale Supérieure – Université de Fianarantsoa, 70 p
- 47 SAHA Coordination Nationale, 2007, *Manuel d'accompagnement de la Maîtrise d'ouvrage*, 44 p
- 48 SAHA Coordination Nationale, 2008, *Bilan de la phase II (2004 – 2006)*. ed e-créa, 47 p
- 49 SAHA Coordination Nationale, *Action de renforcement de capacités des élus et acteurs communaux de développement*, Secrétariat d'Etat à la Décentralisation, Friedrich Ebert Stiftung, Saha Betsileo, 2008, 95 p.
- 50 SAHA Coordination Nationale, 2009, *Guide d'organisation et de conduite d'échange entre acteurs*, 42p.
- 51 SAHA Coordination Nationale, Outil « Etat zéro ». Outil éducatif, de diagnostic et de suivi de l'état de la mise en œuvre des principes de la bonne gouvernance locale dans les communes à Madagascar. 2007, Graphoprint, 24 p
- 52 SIRSA (Système d'Information Rurale et de Sécurité Alimentaire) – 2006- *Atlas des données structurelles concernant la sécurité alimentaire dans la région de Haute Matsiatra* – Equipe permanente de pilotage, Plan d'action pour le développement rural, 150 p.
- 54 UPDR (Unité de politique pour le développement rural), *Monographie de la Région du Haute Matsiatra*, Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, 108 p.

WEBOGRAPHIE

- BESSETTE G., RAJASUNDERAM C.V. *la communication participative pour le développement : un agenda Ouest-africain* [en ligne], CRDI, 1996, 138 p. disponible sur : http://web.idrc.ca/fr/ev-9302-201-1-DO_TOPIC.html
- CHENEAU-LOQUAY A., DIOUF P. N., LE RENARD T., *Disponibilités et usages des technologies de la communication dans les espaces de l'échange au Sénégal* in CHENEAU-LOQUAY A., *Enjeux des technologies de la communication en Afrique : du téléphone à Internet* [en ligne], Editions Karthala, 2000, 105 p. disponible sur : <http://www.africanti.org/resultats/Livreenjeux/Annied.pdf>
- CHENEAU-LOQUAY A., *entre leurre et miracle*, in CHENEAU-LOQUAY A., *Enjeux des technologies de la communication en Afrique : du téléphone à Internet* [en ligne], Editions Karthala, 2000, 105 p. disponible sur : <http://www.africanti.org/resultats/documents/enjeux.htm#intro>
- DEANE J., *Communication: un élément clé du développement humain* [en ligne] in 9ème Table ronde des Nations unies sur la communication pour le développement, FAO, Rome, septembre 2004, 29 p. disponible sur : http://www.fao.org/sd/dim_kn1/docs/kn1_040701a10_fr.doc
- DIRORIMWE C., *Participatory development of a household food security and nutrition improvement programme in Kano State Nigeria* [en ligne] in food nutrition and agriculture n°22, 1998, p. 37-48 disponible sur : http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/docrep/X0051T/X0051t06.htm
- ENDA tiers-monde, *Le "Projet de Ville" de Pikine : Un processus de planification stratégique participative au Sénégal* [en ligne], 1996 disponible sur : <http://www.enda.sn/modesdevie/particip1.html>
- FAO, *Attitudes participatives et principes clés d'application des méthodes-outils participatifs* [en ligne], FAO disponible sur : <http://www.fao.org/Participation/francais/ftprinc.jsp>.
- FRASER C. et VILLET J. (1994) cités par DEANE J., *Communication: un élément clé du développement humain* [en ligne] in 9ème Table ronde des Nations unies sur la communication pour le développement, FAO, Rome, septembre 2004, disponible sur http://www.fao.org/sd/dim_kn1/docs/kn1_040701a10_fr.doc
- GAILLARD J., WAAST R., *L'aide à la recherche en Afrique subsaharienne : comment sortir de la dépendance ? : Le cas du Sénégal et de la Tanzanie*, in Autrepart, No 13, France, 2000, p. 71-89. disponible sur : <http://www.bondy.ird.fr/pleintextes/>.
- GUEYE BABACAR, *Enjeux et difficultés d'une culture scientifique et technique en milieu rural africain* [en ligne], in Actes des journées de Chamonix, 2002, 8 p. disponible sur : <http://www.ldes.unige.ch/reds/partenaire/JIES2002.pdf>.

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

- GUMUCIO DAGRON A., *Making waves: participatory communication for social change* [en ligne], Rockefeller foundation, New York, 2001, 358 p. disponible sur : <http://www.rockfound.org/Documents/421/makingwaves.pdf>

Daniel LERNER, *The passing of traditional society. Modernizing the Middle East*, New-York, The Free Press cité par SERVA ES J. et MAL IK HAO P., *Communication et développement durable* [en ligne] in 9ème Table ronde des Nations Unies sur la communication pour le développement, 2004, FAO, Rome, Italie, p. 5 disponible sur : <http://www.fao.org/sd/dimkn1/docs/kn1040701a1fr.doc> `

- MBENGU E Moustapha, *Contribution de l'Internet citoyen à la gouvernance locale et au développement communautaire au Sénégal : Le cas des Systèmes d'Information Populaires* [en ligne], mémoire de DEA, Université Paris 8, 2004, p. 22-30, 124 p., disponible sur : http://memsic.ccsd.cnrs.fr/documents/archives0/00/00/01/84/mem0000018400/mem_00000184.pdf

- MACBRIDE S., *Voix multiples, un seul monde: Rapport de la commission internationale d'étude des problèmes de communication*, [en ligne], la documentation française, les nouvelles éditions africaines, UNESCO, Paris, 1980, 379 p. disponible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0004/000400/040066fb.pdf>

- Ministère de l'éducation nationale du Sénégal, *le développement de l'éducation rapport national du Sénégal* [en ligne], UNESCO, Avril 2001, 40 p. disponible sur : <http://www.ibe.unesco.org/International/ICE/natrap/Senegal.pdf>

- MISSE MISSE, *L'aporie de la communication sociale pour le développement* [en ligne], Séminaire de Missè Missè, chaire Unesco, Université Stendhal de Grenoble, Mars 2004, disponible sur : http://www.ugrenoble3.fr/chaire_unesco/Textes/misse/seminaire5.htm

YOON C. S., *La communication participative pour le développement* [en ligne] in *La communication participative pour le développement*, Un agenda ouest-africain CRD I, Montréal, 1996, disponible sur : http://www.idrc.ca/fr/ev-30910-201-1- DO_TOPIC.html

Sciences de l'information et de la communication
http://fr.wikipedia.org/wiki/Communication_interne

Analyse socioéconomique selon le genre ASEG
Site Internet : <http://www.fao.org/sd/SEAGA>

LEXIQUE :

Analyses organisationnelles et institutionnelles

C'est un processus d'analyses d'une organisation pour connaître la situation exacte de son évolution (organisation à l'interne, relations avec les différents partenaires...). L'état des lieux va permettre aux membres de l'association de tirer des leçons et de réorienter leurs actions par rapport à son public cible.

Andragogie (principes clés)

Les principes clés de l'andragogie :

- Relation d'échange, d'interdépendance et d'assistance mutuelle
- L'éducation aide l'apprenant à identifier et résoudre les problèmes qu'il rencontre à présent
- L'expérience de l'apprenant est importante que celle de l'enseignant
- Les besoins et les intérêts de l'apprenant influence le programme

Andragogique (méthode)

Un terme venant du grec « ander » qui signifie adulte, c'est une science de l'enseignement aux adultes. C'est la connaissance qui renferme l'ensemble des théories et des pratiques fondées sur l'apprentissage centré sur l'apprenant. L'andragogie est donc définie comme la science et l'art d'enseigner aux adultes.

Sur quel principe le modèle andragogique ?

- Les adultes ont besoins de savoir pourquoi ils doivent apprendre avant d'entreprendre une formation. Le rôle du formateur est d'aider l'apprenant. A prendre conscience de son besoin d'apprendre et expliquer aux apprenants que la formation vise à améliorer leurs efficacités et leurs qualités de vie.
- Les adultes ont conscience d'être responsable de leurs propres décisions et de leurs vies. Ils ont besoins d'être vue et traités par les autres comme des individus capables de s'autogérer.
- Les adultes dans une formation avec des expériences. Leurs identités se sont constituées à partir de leurs expériences. Cela nécessite une personnalisation, des stratégies d'enseignement et d'apprentissage.
- Les adultes sont prêts à prendre si les connaissances et les compétences nouvelles leurs permettent de mieux affronter des situations réelles. L'apprentissage ne peut être dissocié du besoin de développement.
- Les adultes orientent leurs apprentissages autour de la vie, d'une tâche ou d'un problème. Ils sont disposés à investir de l'énergie pour apprendre seulement s'ils estiment que cela les aidera à affronter cette situation.
- Les adultes sont motivés intérieurement par le désir d'accroître leur satisfaction professionnelle (meilleur emploi, salaire, promotion...) leur estime de soi

ANE : acteurs non étatiques, voir également OSCs

Les différents niveaux des organisations d'acteurs non étatiques

1er niveau

Organisations sur le terrain / organisations locales Groupements informels ou organisations ponctuelles travaillant dans le contexte local immédiat. Focalisation géographique ou thématique limitée. La plupart de ces organisations sont autofinancées par les cotisations et les contributions de leurs membres (par ex.

coopératives, associations de femmes, etc.).

2e niveau

Organisations formellement constituées

Organisations juridiquement enregistrées et ayant des statuts ratifiés, travaillant le plus souvent dans l'intérêt direct de la population ou fournissant des services, parfois en collaboration avec des organisations actives sur le terrain (par ex. ONG, associations).

3e niveau

Organisations de coordination et réseaux thématiques

Associations nationales, fédérations et groupements thématiques d'organisations mandatées pour défendre des causes communes.

4e niveau

Plateformes

Forums de dialogue destinés aux organisations de coordination et aux réseaux du 3e niveau

Bonne Gouvernance (les six valeurs et principes)

Les six valeurs et principes de la gouvernance mentionnés ci-après guident l'intervention et l'appui des organismes d'appuis, des ONG et des associations vis-à-vis de ses partenaires :

- Prééminence du droit et égalité devant le droit (Etat de droit)
- Péréquation et solidarité (Equité)
- Responsabilité/ transparence devant le souverain
- Efficience et Efficacité
- Engagement et Participation citoyenne
- Subsidiarité et Délégation (décision là où l'information)

Bonne Gouvernance

La bonne gouvernance se traduit comme un exercice d'une autorité politique, économique et administrative dans la gestion des affaires de l'Etat à tous les niveaux. Cela comprend les mécanismes, processus et institutions à travers desquels les citoyens et les OSCs articulent leurs intérêts, exercent leurs droits, satisfont à leurs obligations et font la médiation de leurs différences (PNUD).

Bonne Gouvernance

« La gouvernance est l'exercice de l'autorité économique, politique, administrative en vue de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux ». La gouvernance locale s'applique sur les domaines : politique, administratif, économique

Gouvernance politique

Elle touche principalement l'interaction entre les entités politique dans le processus de prise de décision concernant l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

Gouvernance administrative

Elle se focalise surtout sur l'interconnexion entre les différents niveaux décisionnels au sein de l'appareil administratif, ainsi que le fonctionnement de la « bureaucratie », en tant qu'instrument de la conception et de la mise en œuvre des politiques décidées au niveau de la sphère politique.

Gouvernance économique

La gouvernance économique concerne l'interaction entre les acteurs dans le processus de prise de décision ayant une incidence sur l'économie.

Bonne gouvernance locale

Exercice par l'autorité locale

- des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi
- en vue de promouvoir le développement local
- d'une manière efficace et transparente

Communication (la) de plaidoyer : stratégies pour l'action

La communication de plaidoyer est principalement destinée aux politiques et aux décideurs au niveau national et international. L'accent est mis sur **la recherche du soutien des décideurs**, en faisant l'hypothèse que s'ils sont convenablement 'éclairés' ou 'mis sous pression', ils seront plus réactifs aux changements sociétaux.

Le plaidoyer est plus efficace lorsque des individus, des groupes et tous les secteurs de la société sont mobilisés. En conséquence, trois principales stratégies pour l'action peuvent être identifiées :

- (a) *Le plaidoyer* : susciter un engagement politique pour des politiques de soutien et renforcer l'intérêt et la demande publique sur les questions de développement ;
- (b) *Le soutien social* : développer des alliances et des systèmes de soutien social qui encouragent les actions relatives au développement et les légitiment en tant que normes sociales ;
- (c) *L'émancipation* : apporter aux individus et aux groupes, le savoir, les valeurs et les compétences qui favorisent une action efficace en faveur du développement.

Communication (la) de plaidoyer : définition générale

Une définition générale du plaidoyer est formulée de la façon suivante :

"Le plaidoyer pour le développement est une combinaison d'actions sociales destinées à obtenir un engagement politique, un soutien politique, une approbation sociale et un soutien systémique pour un objectif ou un programme spécifique.

Il comporte la collecte et la structuration de l'information, sous forme d'argumentaire ; la communication du dossier aux décideurs et à d'autres soutiens potentiels – y compris l'opinion publique – en utilisant divers canaux de communication de masse ou interpersonnels ; et la stimulation d'actions par les institutions sociales, les acteurs et les décideurs politiques en soutien à l'objectif ou au programme visé' (Servaes, 1993).

Voir également plaidoyer

Communication pour le développement

La communication participative pour le développement est rattachée à la fois à la communication pour le développement et à la recherche participative.

Bien que l'expression «communication pour le développement» soit parfois employée pour qualifier la contribution générale des communications au développement de la société, ou encore pour désigner la discussion des thèmes de

développement dans les médias, elle réfère normalement à l'exploitation planifiée de stratégies et de processus de communication visant le développement.

Il faut ajouter que la communication du développement n'est pas un domaine homogène mais plutôt un champ d'études vaste où plusieurs approches, idéologies et écoles de pensée se côtoient. La communication participative, les médias communautaires, l'éducation des adultes, l'information, éducation, communication (IEC), la plaidoirie, les activités de vulgarisation, les programmes de divertissement-éducation et le marketing social sont les principales approches qu'on rencontre sur le terrain.

La communication pour le développement, renvoie généralement à l'exploitation planifiée de stratégies et de processus de communication visant le développement.

Communication pour le développement et les approches méthodologiques.

La définition de la communication pour le développement varie selon les approches méthodologiques. Toutefois, au-delà des divergences idéologiques et des différentes approches, les leçons tirées de l'expérimentation dans ce domaine ont démontré l'importance de mettre l'accent sur **les procédés interactifs et participatifs** plutôt que sur la production et la diffusion de l'information coupée des processus communautaires.

Le concept de communication du développement est né dans le contexte de la contribution apportée par les médias et les communications au développement dans les pays du tiers-monde.

Communication pour le développement et projets de développement.

Procédé de transmission et de communication des nouvelles connaissances dans le domaine de l'environnement rural. Le champ a ensuite été étendu à tous ceux qui cherchaient à améliorer les conditions de vie des plus démunis.

Dans les années 1950 et 1960, plusieurs organismes de développement international tels l'UNESCO, l'Agence américaine pour le développement international (USAID), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'UNICEF ont subventionné de nombreux projets exploitant les médias à des fins de communication, d'information ou d'éducation, en vue de faciliter le développement. Ils ont ensuite fait la promotion de la communication pour faciliter l'implantation de projets de développement.

Décentralisation

Décentralisation = outil indispensable d'amélioration de la gouvernance locale:

- Autorités plus accessibles → favorise les débats, échanges et la participation
- Gestion de proximité des ressources → favorise l'efficacité et l'efficience de la gestion

Développement durable (Le)

Selon la Commission Brundtland (1987) :

Mme Brundtland directrice générale de l'OMS :
«Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion: le concept de [besoins], et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale imposent sur la capacité de

l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir».

Autrement dit, il s'agit d'affirmer une double solidarité:

- dans l'espace: chaque habitant de cette terre a le même droit humain aux ressources de la terre;
- dans le temps: nous avons le droit d'utiliser les ressources de la terre mais le devoir d'en assurer la pérennité pour les générations à venir.

**Développement durable
(Les dimensions)**

Le développement durable veut intégrer les dimensions économiques, sociales et écologiques. Ainsi, la mise en œuvre du développement durable implique une prise en compte et intégration de ces trois paramètres dans toute décision. Il en résulte une double approche, à la fois normative (une échelle de valeurs qui devrait peu à peu s'imposer comme référence) et évolutive (les relations entre les divers éléments devant s'ajuster constamment).

**Développement durable
(échelle de valeurs)**

Le développement durable est avant tout une échelle de valeurs, un cadre éthique comportant des références comme celles-ci:

Justice sociale;
Prudence écologique;
Efficacité économique;
Diversité culturelle;
Solidarité intergénérationnelle;
Aménagement équilibré de l'espace;
Citoyenneté et la concertation.

**Développement
(définition)**

« Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global »

Cette définition comprend deux éléments essentiels

- Le développement est un phénomène qualitatif, social et culturel, alors que la croissance est d'ordre quantitatif et économique. Le développement se distingue donc de la croissance : il peut y avoir croissance sans développement, par exemple lorsque des découvertes de ressources minières entraînent une augmentation temporaire du PIB qui prendra fin avec l'épuisement des gisements.

- Le développement rend la croissance irréversible (cumulative) : il n'y a pas de retour en arrière. Ces deux éléments rejoignent certains aspects de la théorie des étapes de la croissance économique de **Walt Rostow**, historien américain contemporain.

Développement et sous-développement

L'emploi des termes de développement et de sous-développement date des années 40 ; il est contemporain de la décolonisation qui a permis à de jeunes nations d'accéder à l'indépendance. Il apparaît alors que ces pays doivent connaître un ensemble de transformations profondes, sociales et économiques, pour parvenir au stade de « pays développés ».

Le développement est d'abord un processus de changement avant d'être un objectif ou un niveau atteint au cours de l'évolution sociale. C'est pourquoi le terme de « pays en développement » (PED) ou son synonyme « pays en voie de développement » (PVD) est employé par la suite, de préférence à celui de « pays sous-développé » qui indique plutôt un état.

**Développement
(les conditions
préalables au
décollage)**

Pour Rostow, les sociétés traditionnelles, pour accéder au développement

- doivent d'abord remplir « les conditions préalables au décollage » pendant une phase de transformations sociales, institutionnelles et politiques, où les changements de mentalités jouent un rôle essentiel : diffusion de l'idée de progrès, de l'instruction, apparition « de nouveaux types d'hommes animés de l'esprit d'entreprise » ;

- connaissent ensuite la phase du décollage (take-off: l'image du « décollage » correspond à l'idée d'irréversibilité ou d'aptitude à une croissance cumulative : La croissance devient la fonction normale de l'économie. » D'autres étapes suivent ensuite: la marche vers la maturité, puis l'avènement de la société de consommation.

**Développement
humain : objectifs**

Le développement humain donne comme objectifs :

- de satisfaire des besoins fondamentaux. F. Perroux les précise avec la notion de « coûts de l'homme » - une économie développée doit couvrir les dépenses qui permettent aux hommes de jouir « d'une vie physique et mentale minima » (couverture des besoins physiologiques) et « une vie spécifiquement humaine » (comprenant la dimension culturelle : instruction, loisirs, etc.);

- de toucher l'ensemble des populations : le développement est universel, il est incompatible avec « la pauvreté abjecte » dans laquelle vivent aujourd'hui près d'un milliard de personnes, selon les termes mêmes du Rapport sur le développement dans le monde (Banque mondiale, 1992). Il ne peut y avoir de développement humain sans réduction des inégalités entre et à l'intérieur des pays.

**Evaluation
participative**

Les objectifs de l'évaluation participative de données de base sont surtout d'impliquer les membres des communautés de base afin d'accomplir les tâches suivantes :

- Collecter des données de base afin d'avoir de l'information démographique sur chaque ménage
- Déterminer des moyens de subsistance surtout en ce qui concerne l'utilisation des ressources naturelles et matérielles
- Identifier des problèmes de santé reproductive et de santé de l'enfant les plus prévalent y compris les pratiques et croyances sur la santé
- Rassembler des données de base en utilisant des outils très simple et un processus pour l'évaluation des résultats

Les sous-objectifs sont les suivants :

- A chaque moment du processus de la recherche, de préparer le terrain pour l'exécution et le suivi des programmes
- Informer et enrichir avec la recherche le développement des programmes intégrés avec une meilleure réponse aux besoins, intérêts, et priorités des communautés de base

Les objectifs opérationnels comprennent les points suivants :

- Développer une structure pour l'évaluation participative
- Créer et former une équipe de facilitateur parmi les organismes partenaires afin qu'ils puissent utiliser les outils participatifs

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

- Développer et utiliser des nouveaux outils pour le développement des indicateurs que les groupements et les individus pourraient utiliser pour l'évaluation et la documentation de leur progrès sur l'achèvement d'un programme y compris les objectifs, le processus approprié, et les résultats

Genre (Approche) C'est une approche de développement qui cherche :

- L'égalité des chances d'épanouissement de l'homme et de la femme, tout en respectant leurs spécificités et leurs différences, afin que les hommes et les femmes soient capables de gérer et modeler ensemble la société selon leurs aspirations.
- L'engagement des hommes et des femmes dans tous les processus de développement ;
- L'équité d'impacts des interventions aux hommes et aux femmes.

Genre (approche) : objectifs

En résumé l'approche genre vise à :

- Prendre en considération les contraintes spécifiques des hommes et des femmes et satisfaire leurs besoins spécifiques
- Conscientiser les hommes et les femmes de la richesse de leurs spécificités en vue de transformer le rapport domination/subordination en une relation de complémentarité et de solidarité ;
- Renforcer la capacité des hommes et des femmes à se concerter pour analyser et résoudre les problèmes et pour décider ensemble.

Genre (approche) : principes directeurs

Participation des hommes et femmes aux décisions
Division de travail entre hommes et femmes
Accès aux ressources et aux bénéfices
Besoins et contraintes spécifiques des hommes et femmes
Les femmes/hommes défavorisées sont considérées

Groupe (Le concept de)

Le terme vient de l'italien «grosso» désignant plusieurs individus, peints ou sculptés, formant un sujet. Molière l'utilise dans la littérature française en 1669. Le mot se répand dans le langage courant et désigne un assemblage d'éléments et une catégorie d'êtres ou d'objets. C'est seulement vers le milieu du XVIII^e que le groupe désigne une réunion de personnes.

Etymologiquement «grosso» signifiait nœud et le germanique occidental « kruppa » signifiait masse arrondie. Tout au long de la réflexion sur le groupe, on retrouve facilement le nœud et le rond.

Le nœud se retrouve dans la connotation du degré de cohésion tandis que le rond désignera très tôt dans le français moderne une réunion de personnes ou un cercle de gens. L'idée-force étant celle du groupe d'égaux.

Message : Développement et communication

Votre message de plaidoyer représente ce que vous souhaitez dire au sujet de votre identité, de votre question et de sa solution. Pour développer un message, vous avez besoin d'informations pour étayer vos arguments.

Les points suivants sont des principes de base du développement de message. Ces principes ne sont pas universels. En général cependant, pour développer un message efficace, vous devez :

1. Connaître votre public.
2. Connaître votre environnement politique et votre moment

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

(controverses, gros problèmes, craintes et ce qui est considéré comme étant à gauche, à droite ou au centre).

3. Garder un message simple et bref.
4. Utiliser des histoires et des citations réelles.
5. Utiliser des faits très clairs et des chiffres avec créativité.
6. Tester le message.
7. Adapter le message au support.
8. Permettre au public de tirer ses propres conclusions.
9. Encourager le public à agir.
10. Présenter une solution possible.

**Message :
Transmission**

La communication du message impose de prêter attention à : comment l'information va être transmise—le *support*—et qui ou que va transmettre le message—le *messager*.

Les choix sur la communication varient selon le public, le pays et la communauté. De nombreux pays ont deux facettes—une de pauvreté et d'isolement où les informations sont rares et personnalisées et une de richesse où les médias électroniques et la presse bombardent la population d'informations. De multiples stratégies d'information sont nécessaires si vous avez divers publics.

**Message : Choix
du support
adéquat**

Le choix du support adéquat pour transmettre le message dépend de votre public, de votre message, de votre but et de votre capacité à travailler avec ce support. Les questions suivantes permettent de guider votre choix :

Pour chaque public, posez les questions suivantes :

Quelles sont les principales sources d'information de ce public ? Qui écoutent-ils ou qu'écoutent-ils ? Que lisent-ils ? Que regardent-ils ? Par quoi sont-ils attirés ?

Quelles sont les caractéristiques de ce public (âge, sexe, classe, emploi, race, etc.) ? Où vivent-ils ? Où travaillent-ils ? Quelles langues parlent-ils ? Lisent-ils ? Achètent-ils le journal ? Ont-ils accès à la télévision et à Internet ? Écoutent-ils la radio ?

Quelles sont leurs opinions politiques ? Leurs plaisanteries ? Leurs expressions ? Leur sensibilité culturelle et religieuse ? Existe-t-il des différences basées sur la race, l'âge, le sexe et d'autres facteurs ?

Pour chaque support, posez les questions suivantes :

Comment accédons-nous à ce support en tant que militants du plaidoyer ? Cela va-t-il coûter de l'argent ? Allons-nous avoir besoin de l'aide de spécialistes ? Allons-nous avoir besoin d'une influence dont nous ne bénéficions pas aujourd'hui ?

Qui est le détenteur de cette influence ? Qui contrôle les informations transmises ?

Ce support va-t-il accepter de transmettre notre message et, dans ce cas, va-t-il le déformer ?

Message : évaluer la capacité du groupe à travailler avec le support	<p>Pour évaluer la capacité du groupe à travailler avec le support, posez les questions suivantes :</p> <p>Quelles sont les compétences nécessaires ?</p> <p>Quelles sont les ressources nécessaires ?</p> <p>Si nous ne possédons pas les compétences et les ressources en interne, comment pouvons-nous les obtenir avec facilité ?</p>
OSCs : Organisation de la Société Civile	<p>La société civile : c'est l'ensemble des ANE (Acteurs non Etatiques) œuvrant dans le secteur privé et associatif, en collaborant ou non avec l'Etat. Voir également ANE.</p>
Outils de suivi : Les éléments constitutifs du PTA	<p>Le plan de travail annuel doit décrire en termes précis, quantifiables et/ou vérifiables les objectifs ou « les résultats intermédiaire » du programme ou projet et les produits ou « outcome » et les activités qui s'y rattachent et qui seront menés à bien pendant la période considérée.</p> <p>Les activités peuvent prendre plusieurs formes comme des études (recherches, enquêtes, publications), des réunions (réunions techniques, séminaires et ateliers), des services consultatifs techniques, des activités normatives, des programmes et projets de coopération techniques, etc.</p> <p>Le plan de travail constitue un point de départ pour comparer les réalisations et les résultats effectifs avec les objectifs énoncés et les produits et les activités prévus. Le plan de travail doit être régulièrement examiné et révisé.</p> <p>Pour mettre au point notre analyse, on peut dire que l'accomplissement de tous les PTA par les coordonnateurs dans les différentes antennes contribue à la réalisation du programme.</p> <p>C'est pourquoi il importe de montrer que la mise en œuvre des activités aboutit à l'achèvement d'un ou de plusieurs produits, et que l'achèvement des produits se traduit par une contribution notable à la réalisation du ou des objectifs du sous-programme.</p>
Outils de suivi : Les rôles des indicateurs	<p>Ils rendent plus précise la formulation des objectifs immédiats, ils fournissent de preuve permettant de mesurer l'avancement du projet vers la réalisation de ses objectifs immédiats, ils devraient être formulés en termes quantifiables ou mesurables.</p> <p>En somme, l'indicateur fournit un instrument de suivi dans le programme.</p>
Outils de suivi : Suivi par le plan de travail annuel (PTA)	<p>Le PTA peut se subdiviser en plan de travail trimestriel (PTT) et plan de travail mensuel (PTM). Pour gérer son emploi du temps, le facilitateur possède un « plan opérationnel » avec l'élaboration d'une « séquence d'étape ». La séquence d'étape indique les étapes essentielles à prendre tout au long de l'année ou du mois pour assurer l'atteinte des résultats.</p> <p>La séquence logique d'étapes devrait mener clairement aux résultats attendus pour la fin du projet. La séquence d'étapes fait référence à un mois dans l'année. A la fin du mois, le facilitateur compare la séquence d'étape avec ce qui est réalisé et c'est à partir de cela qu'on tire une nouvelle orientation.</p>

**Outils de suivi :
Suivi par
l'Examen d'état
d'avancement
(EEA)**

La fréquence des examens de l'état d'avancement sera déterminée par les responsables du programme ou projet qui sont censés surveiller en permanence les plans de travail pour faire face aux nouvelles demandes.

Comme nous l'avons défini le rôle de l'EEA, il met le point sur la « qualité » de ce qui a fait sur le PTA. Il offre un outil de suivi permettant d'étudier la mise en œuvre du plan de travail, et de fournir à tout moment des renseignements sur:

- l'exécution des activités en mettant l'accent sur ce qui a été fait et produit,
 - l'état des produits et des activités,
 - toute difficulté éventuelle qui pourrait apparaître et les décisions qui s'imposent pour y remédier en temps utile,
 - la détermination des modifications déjà apportées ou prévues pour assurer la bonne mise en œuvre du PTA.
 - exercer une surveillance continue afin de s'assurer que l'emploi des ressources est bien conforme à leur affectation,
 - que les calendriers de travail sont respectés,
- que les produits attendus sont effectivement obtenus et que les autres opérations requises se déroulent conformément aux prévisions.

En somme, les constatations pertinentes faites à l'occasion de l'examen de l'état d'avancement seront avant tout utiles à ceux qui exécutent le programme, en leur permettant d'introduire les ajustements nécessaires dans l'exécution des activités en cours.

**Outils de suivi :
Quelques types
d'indicateurs que
nous pouvons
utiliser**

Ils rendent plus précise la formulation des objectifs immédiats, ils fournissent de preuve permettant de mesurer l'avancement du projet vers la réalisation de ses objectifs immédiats, ils devraient être formulés en termes quantifiables ou mesurables.

« Une variable, une mesure ou un critère qui permet de vérifier si un changement proposé s'est produit et donc si un objectif d'impact ou d'effet a été atteint. »

Dans le document de projet, nous avons vu les étapes qu'un projet donné devrait franchir pour arriver à l'objectif donné à savoir : l'intrant, l'activité, le résultat, l'objectifs. Or d'après la définition de l'indicateur, il est un variable de vérification. Cette vérification pourrait se faire sur tous les niveaux. C'est pourquoi, il y a quelques types d'indicateurs à savoir :

- les indicateurs d'intrants (Incomes indicator): ils décrivent ce qu'on investit dans le projet, tel que le nombre d'heures, de formation, le montant de l'argent dépensé, etc.

- les indicateurs d'activités : informent sur le nombre d'activités ou leur taux de réalisation (ex : le nombre de séances de formation achevées)

- les indicateurs de résultats (Outcomes indicators): décrivent les biens et services produits par les activités du projet telles que le nombre d'agents communautaire formés, le nombre de personnes ayant accepté la planification familiale, le nombre de femmes inscrites dans les clubs de mères

- les indicateurs d'effet (Effects indicators): décrivent les changements de

condition et de comportement suite à la réalisation d'un objectif intermédiaire

- les indicateurs d'impact (Impacts indicators) : ils mesurent les changements réels de condition dans les circonstances qui entourent un problème fondamental identifié, notamment les changements dans les domaines tels que les conditions de vie, la santé, la richesse, etc.

Les indicateurs sont divisés en deux grandes parties à savoir :

- *les indicateurs généraux* et
- *les indicateurs opérationnels* ou spécifiques.

Les indicateurs généraux (IG) mesurent de manières générales les progrès vers la réalisation des objectifs. Par contre les indicateurs spécifiques (IS) sont des sous-ensembles des indicateurs généraux. Ce sont des variables plus spécifiques.

Au niveau des antennes, la tâche des facilitateurs sont axées sur la réalisation des activités pour obtenir des résultats. Ce qui implique que les indicateurs qu'on devrait utiliser sont les « indicateurs d'activités ».

Participative (approche)

Processus de développement, processus d'apprentissage pour une meilleure connaissance des conditions et des problèmes des populations locales avec la participation active des concernés. L'approche participative exige une relation de partenariat, une relation de dialogue.
L'approche participative découle de fondements : le savoir, le groupe cible, la finalité, l'intervenant.

Participative (Organisation)

Elle vise à ne privilégier personne : l'équipe pédagogique est composé d'un mini-groupe où les dominations sont réduites et dont un animateur et des personnes ressources. Elle doit trouver une harmonie fondamentale et d'un style coopératif. Elle ne doit pas dominer les participants.
Elle vise à répartir les tâches : l'animateur mobilise les connaissances existantes des participants, facilite l'échange d'information et coordonne les séances plénières et travaux de groupes. La personne ressource introduit des brèves introductions suivies d'une discussion quand les participants ou le programme le demandent. Il réagit avec flexibilité aux besoins du savoir des membres et accepte d'apprendre des autres.

Plaidoyer (Actions de plaidoyers).

Un plaidoyer est un acte ou un processus par lequel on soutient une cause ou un thème.
Voir également communication de plaidoyer

Plaidoyer (campagne)

Une campagne de plaidoyer est un ensemble d'actions ciblées visant à soutenir une cause ou un thème. Nous plaidons en faveur d'une cause ou d'un thème parce que nous voulons :

- Faire en sorte que cette cause ou ce thème soit défendue ;
- Influencer les autres pour obtenir leur soutien ; ou
- Essayer d'influencer ou de modifier la législation qui s'y rattache.

Plaidoyer (faire)

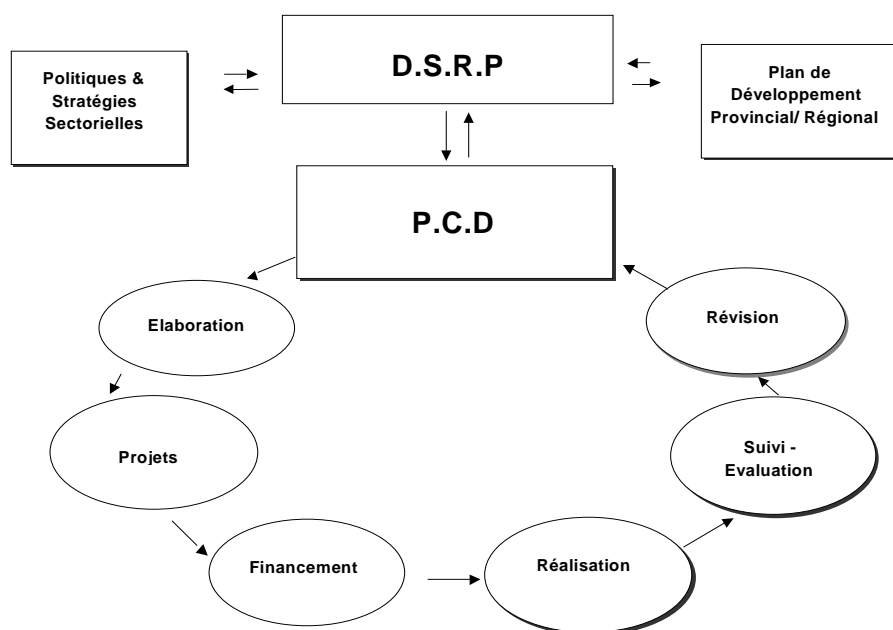
Faire un plaidoyer consiste à prendre la parole, en attirant l'attention d'une communauté sur un thème important, et en proposant aux décideurs une solution. Faire un plaidoyer, c'est travailler avec d'autres personnes et organisations pour

obtenir des changements.

Mots associés au terme plaidoyer : Défendre, sensibiliser, changement, persuasion, exposition, communication, donner une solution, influencer, intervenir, prise de décision, faire adopter une idée, lobby, attirer l'attention.

PCD : Plan communal de développement et le processus de développement

LE PCD DANS LE PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT



PCD : démarche d'élaboration

La démarche d'élaboration d'un PCD est basée sur un processus **participatif et itératif**.

De manière générale, elle découle des campagnes d'information et de sensibilisation menées aux niveaux national, provincial et/ou régional, qui explicitent les principaux enjeux, et notamment, en relation avec le désengagement de l'Etat, le processus de décentralisation et la dynamique de libéralisation économique.

La reconnaissance du rôle primordial que jouent les Communes pour le développement et l'utilité de recourir à l'outil de PCD pour une gestion efficace de ces Communes, font en effet partie du dispositif mis en œuvre pour la réalisation de ces politiques.

Les schémas d'articulation précédents présentent une vue d'ensemble du cycle de vie d'un PCD, ce qui peut être résumé succinctement selon les étapes ci-après :

- **Cadrage**

Bien qu'agissant essentiellement au niveau communal, le PCD est conçu dans un cadre soucieux de cohérence avec les priorités nationales, tout au long du processus d'élaboration, et notamment, en termes d'axes de politiques socio-économiques contenues dans le DSRP, de stratégies sectorielles des différents départements ministériels ainsi que d'orientations tel que défini au plan provincial.

- **Elaboration**

Le détail de l'élaboration d'un PCD fait l'objet de l'exposé de ce document. Il s'agira notamment, en partant du descriptif et de l'analyse de

la situation existante, de produire une vision du futur avec les axes stratégiques qui permettraient de la réaliser, en prenant en considération les forces et faiblesses, d'un côté, et les opportunités et menaces, de l'autre.

- **Financement**

Une fois les actions et projets définis, dans le cadre d'un plan d'action spécifiant les délais, les responsabilités et les coûts, il s'agit alors de veiller à boucler le plan de financement du PCD. Les différentes sources, qu'elles soient propres ou externes, seront identifiées, avec les conditions de mobilisation des fonds y afférentes, et un plan précis devrait être établi et actionné, afin que les ressources nécessaires soient progressivement rassemblées pour la réalisation du PCD.

- **Mise en œuvre**

Le PCD pourra alors être mis en œuvre, selon les prévisions du plan d'actions et au fur et à mesure de la mobilisation des ressources : humaines, institutionnelles, financières, matérielles, ... Tout au long du processus de mise en œuvre, il importe que des actions de suivi et d'évaluation soient exécutées, afin de s'assurer de la conformité des réalisations aux prévisions.

- **Révision éventuelle**

Des ajustements pourraient être opérés selon les besoins. Ce qui entraînera soit des modifications au niveau du plan d'actions, soit une révision du PCD, touchant ainsi aux stratégies, selon le degré d'importance des constats réalisés. Dans toute la suite de ce document, nous nous limiterons à la phase d'élaboration d'un PCD.

**Région de la
Haute Matsiatra**

Située entre 45,51° et 47,41° longitude Est et 20,68° et 22,21° latitude Sud, la Région de la Haute Matsiatra est délimitée :

- Au nord par la Région de l'Amoron'i Mania
- Au sud par la Région d'Ihorombe
- A l'Est par la Région de Vatovavy Fitovinany
- A l'Ouest par la Région de Menabe et d'Atsimo Andrefana.

La Région Haute Matsiatra est subdivisée en sept districts : Fianarantsoa I, Lalangina Vohibato, Isandra, Ambalavao, Ambohimahasoa, Ikalamavony

LISTE DES ANNEXES :

<u>ANNEXE 1</u>	PAGES
SYNTHESE DE LA MONOGRAPHIE DE LA CR ALAKAMISY ITENINA EN 2008	141
<u>ANNEXE 2</u>	
DRAFITRASAN'NY FIOMBONANANTOKA SAHA SY KAOMININA ALAKAMISY ITENINA	145
<u>ANNEXE 3</u>	
JOURNAL DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE AU NIVEAU PALI (PARTENAIRE LIMITROPHE) (CHANGEMENT ET QUALITE DE PROCESSUS)	149
<u>ANNEXE 4</u>	
FICHE TECHNIQUE PROJET RADIO COMMUNAUTAIRE ALAKAMISY ITENINA	158
<u>ANNEXE 5</u>	
FORMAT DE CAMPAGNE DE COMMUNICATION ADAPTE A UNE ORGANISATION	162
<u>ANNEXE 6</u>	
TABLEAU COMPARATIF OPCI/ASSOCIATION DE COMMUNES	165
<u>ANNEXE 7</u>	
LA RADIO RURALE	167
<u>ANNEXE 8</u>	
LE DEVELOPPEMENT DURABLE AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE	170
<u>ANNEXE 9</u>	
L'EFFICACITE DE LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT: QUELQUES FACTEURS CONTEXTUELS	172
<u>ANNEXE 10 :</u>	
LES STRUCTURES REQUISES DU PROCESSUS PCD	174
<u>ANNEXE 11</u>	
CONDUITE DE DIAGNOSTIC PARTICIPATIF	178
<u>ANNEXE 12</u>	
RAPPORT DE LA CONDUITE DES ATELIERS ALAKAMISY ITENINA	179

ANNEXE 1

SYNTHESE DE LA MONOGRAPHIE DE LA CR ALAKAMISY ITENINA EN 2008

Présentation de la CR Alakamisy Itenina :

Région : Haute Matsiatra

District : Vohibato

Commune Rurale : Alakamisy Itenina

Distance par rapport au chef lieu de la région : 38 Km

Orientation par rapport au chef lieu de la région : Sud -Est

Superficie de la commune : 325 Km²

Population : 21 171 d'habitant

D'une densité moyenne de **65,14 Ha/Km²**

SYNTHESE DE LA MONOGRAPHIE :

Les potentialités :

- Vaste étendue des terrains cultivables
- Population à dominance de jeunes , main d'œuvre opportune au développement
- Chaque Fokontany a une EPP
- Existence de marché hebdomadaire (Jeudi)
- Existence d'une zone d'exploitation minière (Tourmaline)
- Différentes sortes de spéculations. (riz , haricot , manioc, patate douce et ananas).
- Grande étendue des zones de pâturage, cheptel bovin, volaille
- Fertilité des sols.
- Richesse en hydrographie traditionnel
- Motivation de population
- Vannerie : Abondance des matières premières, artisanes.
- Existence des différentes pistes rurales, rivières
- Terrain disponible pour d'autre nouvelle construction (infrastructure)

Atouts :

- Existence des autorités dynamiques (Maire, Conseillers, Quartier Mobile, Chef de fokontany)
- Population sociable et pacifique
- Chef de Fokontany Leaders
- Population contributive
- Existence de CLIC et CLAC
- Chef lieu de District Vohibato
- Existence du CAC
- Existence de plusieurs sources d'eau
- Existence de terrain pouvant recevoir de puits
- Existence de plusieurs enfants scolarisables
- Parents conscients du bienfait de l'enseignement
- Pluralité de la population jeune (75%)
- Vaste étendue cultivable .
- Existence des opérateurs économiques
- Forte participation des communautés aux taxes (80 %)
- Existence de plusieurs activités, source de revenu sûr pour les ménages
- Existence de produits agricoles et fruits transformables (canne à sucre, fruits saisonniers)
- De grands espaces cultivables non exploités
- Vaste terrain apte à recevoir des infrastructures
- Beaucoup de jeunes à informer et conscientiser
- Population facile à mobiliser et informer
- Existence de produit agricole et fruits transformables
- Beaucoup de femmes artisans.
- Existence de produits miniers tel Tourmaline à Vohitraivo
- Plus fort nombre de la population féminine

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

- Menée de vie harmonieuse entre les deux tribus Tanala et Betsileo
- Existence des rivières
- Existence d'une site touristique
- Existence des opérateurs, institutions, organismes d'appui, entités,...
- Présence dans la zone des potentialités hydraulique exploitables
- Existence des éleveurs

Contraintes :

- Par rapport à la superficie cultivée, le rendement est insuffisant et n'arrive pas à satisfaire les besoins de la population pendant l'année
- Dans la commune, le taux d'analphabétisme est de 40% en dessous de la moyenne, avantage à la réalisation de divers projets de développement.
- Fokontany éloignés du CSB
- Le rendement agricole est très bas suite à le non existence d'encadrement technique et la prévalence des maladies des plante
- L'artisanat n'est pas pris comme source de revenu du ménage
- Méconnaissance de la valeur marchande des poissons
- Non accès à l'eau potable
- Plusieurs us et coutume accompagnent la vie quotidienne des gens. Celles-ci sont presque un handicap au développement

IV. Principes de Développement

Vision Communale de développement

- D'ici 2009, la CR Alakamisy Itenina est autosuffisante en riz et en exporte : la production agricole et animale augmentera par la construction de barrages hydro-agricoles, curage de rivière de Sahave et la prévention des maladies animales par la mise en place d'un couloir de vaccination et d'un centre d'approvisionnement Phyto-Véto sanitaire dans le Chef lieu de la commune.
- Les enfants bénéficient d'un enseignement de qualité et vivent dans un environnement scolaire motivant et les jeunes diplômés bénéficient de formation technique et professionnel par la mise en place d'un CEG et d'un Lycée technique de proximité.
- Soins médicaux accessibles à tout le monde par la mise en place d'infrastructure sanitaire de proximité et d'adduction d'eau potable.
- La Commune possède un processus budgétaire efficace et apte à prendre en charge son propre développement.
- Tous les villages se communiquent entre eux et la commune s'échange avec d'autres régions ou d'autres communes. Toutes marchandises sont vendues au marché local avec des prix acceptables et les collecteurs y investissent. La commune met en place la bonne gouvernance et devient redevable vis à vis de la population. Les citoyens participent activement aux activités de développement de leur commune et fokontany. Les recettes communales augmentent (fiscalité, ristourne de Tourmaline à Vohitraivo).
- Tout cela dans une commune verte, suite à des actions environnementales intensifiées et qui, grâce à sa bonne capacité d'investissement, avance dans le processus de son développement en se débarrassant petit à petit des bailleurs de fonds.

MADAGASCAR NATURELLEMENT

Projets prioritaires :

1. Construction de barrage et curage de rivière
 2. Vulgarisation des techniques agricoles améliorées. (compostage, SRI, SRA...)
 3. Implantation d'un Lycée Technique et Professionnelle
 4. Mise en place d'un centre d'approvisionnement Phyto-Véto-Sanitaire
 5. Vulgarisation des maraîchages et culture contre saison
 6. Construction/ Réhabilitation des ouvrages hydro agricoles (barrage)
 7. Formation et encadrement à l'utilisation des matériels et engins agricoles. (Kubota...)
 8. Mise en place d'un centre d'approvisionnement Phyto-Véto-Sanitaire
- IEC en rizipisciculture et en pisciculture

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

- Organisation de la filière
- 9. Promotion de la filière orange
- 10. Implantation et développement des GCV
- 11. Développement des pépinières et arboriculture Ravintsara, vanille, café Arabica, jatropha, pinus, Grevillea, Cypres, Kininy fotsy, plantes fourragères, Poivre, Litchis, Mûriers
- 12. Vulgarisation de l'aviculture et de l'élevage porcin
- 13. Création de couloir de vaccination
- 14. IEC en rizipisciculture et en pisciculture
- 15. Organisation de la filière
- 16. Implantation d'un Lycée Technique et Professionnelle
- 17. Construction d'un CEG de proximité

V-Les axes stratégiques de développement de la Commune

Axe 1 : Développement et renforcement des infrastructures agricoles

Axe 2 : Consolidation et amélioration des infrastructures éducatives

Axe 3 : Amélioration de la santé humaine et consolidation des infrastructures sanitaires :

- Accès à l'eau potable
- Gagner la lutte contre le SIDA
- IEC en planning familial

Axe 4 : Développement et mise en place d'un couloir de vaccination et centre Phytosanitaire

Axe 5 : Désenclavement de la commune et des fokontany

- La garantie de l'écoulement des produits
- Promotion de l'économie locale

Axe 6 : Mise en place un système de sécurisation foncière pour la population locale

- Gagner la lutte contre le SIDA
- IEC en planning familial
- Consolidation des infrastructures sanitaires

Axe 7 : Bonne Gouvernance

Axe 8 : Accès à l'eau potable

Axe 9 : Mise en place et amélioration de l'enseignement technique et professionnelle

Axe 10 : Mise en place un système de sécurisation foncière pour la population locale

Axe 11 : Protection et Conservation de l'environnement

Axe 12 : Mise en communication permanente de la population

Axe 13 : Application de GENRE dans tous les domaines

Axe 14 : Mise en place des conditions favorables au développement socioculturel

VII – Budget des projets année 2008 – 2009

- Construction de barrage et curage de rivière de Sahave : 70.000.000 Ariary
- Vulgarisation des techniques agricoles améliorées. (compostage, SRI, SRA...) : 14 Fokontany : 20.000.000 Ariary.
- Implantation d'un Lycée Technique et Professionnelle : Chef lieu Alakamisy Itenina : 80.000.000 Ariary
- Mise en place d'un centre d'approvisionnement Phyto-Véto-Sanitaire, Chef lieu CR Alakamisy Itenina : 40.000.000 Ariary
- Renforcement de capacité des autorités sur la mise en œuvre de la bonne gouvernance locale (gestion saine et transparence) au niveau de la Commune : 10.000.000 Ariary
- Promotion de la RRI fiscalité au 14 Fkt : 30.000.000 Ariary
- Construction d'un CSB1 de proximité
- Construction de logement des personnels de la santé au Zone II et III : 100.000.000 Ariary
- Réglementation d'exploitation minière à Vohitraivo : 6.000.000 Ariary
- Sensibilisation de la lutte contre le paludisme dans la Commune toute entière. : 40.000.000 Ariary
- IEC sur la Planning familiale dans la Commune toute entière : 40.000.000 Ariary
- Promotion RRI EKA à niveau commune : 10.000.000 Ariary

CR ALAKAMISY ITENINA en bref :

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

- Bref, la Commune d'Alakamisy Itenina tient et repose son développement tant économique et social aux projets prioritaires montés et dont copies sont entre nos mains, surtout la construction de barrage et curage de rivière de Sahave, la vulgarisation des techniques agricoles améliorées. (compostage, SRI, SRA...) et l'implantation d'un Lycée Technique et Professionnelle au Chef lieu de la commune
- Le zèle des Chefs de Fokontany dans l'activité de développement de leur ressort respectif par l'utilisation de leadership qu'ils ont reçus à Iavoloha, est une grande opportunité au développement de cette commune.
- La Nature même aide cette Commune à sortir de sa pauvreté si les PARTENAIRE DES PARTENAIRES (Administration étatique) et les PARTENAIRES STRATEGIQUES (SAHA, Union Européen, FID, PSDR, AMBASSADE etc) lui donnent un coup de pouce.

ANNEXE 2

DRAFITRASAN'NY FIOMBONANANTOKA SAHA SY KAOMININA ALAKAMISY ITENINA TAONA 2008-2009

A. Fiovana kendrena

Mampihatra **fifampitondrana mahomby** ny Kaominina **Alakamisy Itenina** amin'ny fomba fiasa sy fiainana andavanandro. Tsindriana mafy amin'izany ny fanatsarana ny serasera, fametrahana sehatra ary fanatanterahana fomba fiasa **mampandray anjara** ny ankolafofin-kery rehetra eo anivon'ny kaominina amin'ny famaritana ny politikam-pampandrosoana sy ny laharampahamehana, ny **famolavolana ny vinavinan-tetibola** ary ny **fanjohiana** ny fitantanana-draharaha, fitantanana ny fampandrosoana ary ny fitantanambola. Mampihatra ny **mangarahara** ny kaominina amin'ny fomba fiasa sy fitantanana rehetra voalaza etsy ambony. Manohy ny ezaka fanatsarana ny **fidirambolany** ary mampiasa izany hitondrana fampandrosoana ny kaominina. Manamora ny fanoratana tany. Manohana ireo ezaka **fampandrosoana** ao antoerana izy ary koa manome lanja manokana ny laharampahamehan'ireo **sahirana** ara-pivelomana sy ny vehivavy amin'ny fampandrosoana sy ny fandraharahana. Mampiroborobo ny **fiarahamiasany** amin'ny sampandraharahan-panjakana (hetra, trésors, harena ankibon'ny tany, tontolo iainana, rano sy àla...), sy ny Faritra, ny mpandraharaha, ny CAC sy ireo mpiombonantoka isan-tokony izy. **Miaramientana** amin'ny kaominina manodidina izy hiaro ny tombontsoa sy hitondra fampandrosoana iombonana. Mifampizara ny traikefa sy fahaiza-manao amin'izy ireo sy ny kaominina hafa. Manokana hoentimanana avy amin'ny herin'ny tenany (rafitra sy vola) hiadiana amin'ny sida.

B. Antsipiriam-piovana

1. Mampandray anjara ny ankolafofin-kery rehetra, isan'izany ireo sahirana sy ny vehivavy ary ny tanora, ny kaominina amin'ny famaritana ny laharampahamehana hampandrosoana ny kaominina, fandrafetana volavolankevitra mikasika ny tetibola, fanorenana sy fikojakojana ary fikolokoloana fotodrafitrasa, fanjohiana ny fitantanana sy fanatanterahana ireo asa fampandrosoana. Mamolavola sy manatanteraka fandaharan'asa laniera sy matipaika ny CDC izay manaja ny fepetra mifehy ny fisoloantena.

2. Mampihatra fifampitondrana mahomby ny Kaominina amin'ny fomba fiasany andavan'andro, indrindra fa ny mangarahara amin'ny vola miditra sy mivoaka sy amin'ny fitantanana asa. Manatsara ny serasera amin'ny mponina (indrindra ny fatsakana feed-back sy ny fanabeazana olom-pirenena vanona) sy ny ankolafinkery izy ary mampita tatitra hipaka any amin'ny mponina sy ny ankolafinkery izy mikasika ny fitantanana rehetra misy eo anivon'ny kaominina.
3. Manitatra sy manatsara ny asa fampandrosoana eo anivon'ny faritra sahaniny ny kaominina mba hamaly ny filàn'ny mponina sy ny mpikatroka @ fampandrosoana eo antoerana. Manetsika sy manohana azy ireo amin'ny asa fampandrosoana sahaniny. Mijery ireo otrikarena ananany na iombonany amin'ireo kaominina manodidina ary manetsika sy mitrandraka izany hampandrosoana ny faritra misy azy.
4. Manatanteraka fiombonananantoka amin'ny mpikatroka sy mpanohana maro na miankina na tsy minakina izy. Manatanteraka ny andraikitra rehetra nekeny sy manaja ny fepetra nifanarahana momba ny fitantanana ny fiombonananantoka no sady manaramaso sy mitaky amin'ny fomba mihaja sy manaradalàna amin'ny mpiombonantoka ny voarakitr'izany. Mahay manome lanja ny fanohanana'ny CAC hampivoarana ny fampandrosoana sy ny fitantanana
5. Mampitombo ny fidirambola manokany ny kaominina. Mifehy ny lalàna, ny fahaizamanao, fomba fiasa ary ny fampiasana fitaovana rehetra ilaina mikasika ny fampidirana-ketra sy ny fananan-tany ary ny sora-piankohonana izy. Mampivelatra fiaraha-miasa amin'ireo mpandraharaha sy mpikatroka amin'ny fampandrosoana ao an-toerana ary ireo sampandraharaha voakasik'izany izy hanatsarana hatrany ny fidiram-bolany sy ny fampiasana ireo ho an'ny tombontsoa iombonana.
6. Manatsara sy manafaingana ireo asa fanaony ho an'ny vahoaka ny kaominina, manatanteraka paikady hanatsarana ny fanabeazana, fahasalamana, fiarovana tontolo iainana, fandriampahalemana, famahana disadisa, sns..., ka afapo ny vahoaka sy ny ankolafinkery.
7. Manatsara ny fitantanana ny asa fampandrosoana sy ny fiaraha-miasa amin'ny mpiombonantoka ny kaominina. Mampiasa fitaovam-pitantanana izy hanarahany sy hanjohiany ny hatsara sy ny fandroson'ireo asa ireo.
8. Iainana amin'ny fomba fiasa amin'ny fanatanterahana ireo voalaza etsy ambony ny fampandraisana andraikitra ny vehivavy sy ny fivoizana ny miralenta. Manokana hoenti-manana (rafitra sy vola manokan'ny kaominina) hiadiana amin'ny sida ny kaominina ary mampivelatra ny fiaraha-miasa momba amin'ireo mpisehatra manokana momba izany.
9. Manatsara ny seraserany amin'ny mponina sy ankolafinkery :amin'ny lafiny fanabeazana olom-pirenena vanona sy azo antoka mba hampiroboroboana ny fampandraisana andraikitra,amin'ny fanaovana tatitry ny asany sy ny fitantanany hipaka any amin'ny vahoaka. amin'ny fatsakana ny feo sy filàn'ny vahoaka hanatsarana hatrany ny fitantanana sy fomba fiasa

SORITRASA :

PSA

1- Fifampitondrana mahomby sy tsara tantana

- Fanatsarana ny serasera sy fanaovana tatitra any amin'ny vahoaka mampiasa radio, centre de documentation, sns...
- Fanamafisana ny fifehezana ny andraikitra ho an'ny rafitra isantsokajiny (conseil, BE, CDC sns)
- Fanentanana ny olona hanaraka akaiky sy handray anjara amin'ny fitantanana eo anivo'ny kaominina (éducation civique)

2- Fampandraisana anjara ny vahoaka sy ny ankolafin-kery samihafa

+ Fanamafisana orina ny CDC:

- Fanatsarana ireo fitaovampitantanana mamehy ny asany,
- Famolavolàna sy fanatanterahana ny fomba fiasa sy lamin'asa fanao isantaona,

+ Fikarohana paikady sy fomba fiasa ary sehatra hanamoràna ny fanatanterah'ny CDC ny asany

+ Fanatanterahana ny famolavolana tetibola mampandray anjara ny fokonolona sy ny ankolafinkery

3- Fanosehana ny fampandrosoana ara-toekarena eny ifotony

- Famaritana sy fanetsehana ireo loharanom-pampandrosoana eto anivon'ny kaominina na iombonana amin'ny kaominina manodidina arahana fanetsehana azy ireo hiaramitrandraka izany.
- Fanohanana ireo ezaka ataon'ny mpikatroka amin'ny fampandrosoana ato anivon'ny kaominina (akoho gasy, rary, kisoa, tantely, sns) amin'ny alalan'ny fanatsarana ny sehatra iasany.
- Fanaparahana amin'ireo kaominina manodidina ny traikefa momba ny fanohanana ny mpikatroka amin'ny fampandrosoana eto anivon'ny kaominina

4- Fampiroboroana ny fiarahamiombonantoka

- Famolavolana marketing territorial (fizahantany sy ara-toekarena) sy dépliant momba ny kaominina
- Fitrandrahana ny tetikasa 10 voalohany voarakitry ny PCD ho atontankevitra (APS/APD) azo ifampiraharaha amin'ny mpanohana; fikarohana mpanohana hiaraniasa amin'ny fanatanterahana.
- Fikarohana sy fisintonana mpiombonantoka sy mpanohana ary fametrahana fomba fiasa hanarahana fiombonantoka.
- Fanatsarana ny fitantanana fiombonantoka : fanairana (interpellation) sy fanajana ny voarakitry ny fifanarahana (respect engagement)

5- Fanatsarana ny fidiram-bola manokana

- Fanitarana sy fanatsarana ny fidirambolan'ny kaominina.
- Fiarahamiantana amin'ny kaominina hafa sy fiarahamiasa amin'ny faritra sy ny distrika ary ny sampandraharahan-panjakana hanafainganana ny fahazoan'ny kaominina ny anjarany amin'ny hetra

6- Fanatsarana ny asa atolotra ny vahoaka

- Fatsakana vaovao sy fifehezana ny tsara ho fantatra sy lalàna mikasika ny fananan-tany.
- Fanohanana amin'ny fitantanana Birao Ifoton'ny Fananantany sy ny CRIF
- Fanatsarana ny logiciél hetra sy fanomezana logiciél état civil
- Fifehezana ny fomba fiasa sy ny fampiasana fitaovana mikasika ny fananan-tany ary sora-piankohonana
- Fifanakalozana traikefa sy fahaiza-manao amin'ireo kaominina manodidina.
- Fanamafisana orina, fanomezana sehatra mazava iasana ary fanamafisana fahaizamanaon'ireo rafitra miahny ny famahana disadisa eto anivon'ny kaominina. Fampifandraisana azy ireo amin'ireo fikambanana mpanolontsaina momba ny lalàna, indrindra mikasika ny fananantany.
- Fanatsarana ny rafitra sy dina mikasika ny tontolo iainana sy fandriam-pahalemana.
- Fanaovana fitsidihana fifanakalozana traikefa (pm)

7- Fandrindrana ireo asa fampandrosoana iarahana amin'ny mpiombonantoka samihafa

- Famolavolana sy fitantanana « Base de données » sy fitaovana hoentina manaramaso ny hatsara sy fivoaran'ny fiombonantoka sy handrindrana ireo asan'ny mpiombonantoka eto anivon'ny kaominina

8- Fanohanana amin'ny ady atao amin'ny IST / Sida sy fampiroborobaona ny miralenta:

- Fanetsehana ireo rafitra miady amin'ny fihanaky ny aretina sida
- Fanokanana vola hoenti-miady amin'ny sida sy ny fidorohana zava-mahadomelina ary fikarakarana hetsika mikasika izany
- Mampandray andraikitra ny vehivavy amin'ny fitantanana-draharaha eo anivon'ny kaominina sy ny rafitra anapahana hevitra ary ny fisahanana ny ara-toekarena.
- Ampiharina amin'ny fomba fiasa amin'ireo asa voalaza etsy ambony ny **miralenta** sy ny fijerena manokana ny sahirana (fivoriana, fijerena laharampahamehana, sns)

ANNEXE 3

JOURNAL DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE AU NIVEAU PALI (PARTENAIRE LIMITROPHE)

Nom du PALI : CR Alakamisy Itenina Région : Haute Matsiatra District : Vohibato Commune : Alakamisy Itenina Zones d'intervention : Commune Alakamisy Itenina Type du PALI : Commune Activités objet du Contrat Programme : Appui à la gouvernance locale
État initial : septembre 2007 Cf Journal précédent
Résumé de la dernière situation : Forces : <ul style="list-style-type: none">- Le bureau exécutif, les chefs fokontany et les membres du CDC se mobilisent ensemble pour renforcer le recouvrement fiscal. L'objectif fixé par la commune sur le recouvrement fiscal est largement dépassé (11 millions d'ariary en date du 15 septembre, contre 7 millions d'ariary fixé auparavant)- La Commune a désigné des agents responsables du guichet foncier dont les droits et attributions sont bien définis.- La Commune informe à temps le District, la Région et la Contribution sur l'état de son recouvrement fiscal.- La consultation des avis de citoyens devient systématique dans le processus de prise de décision au niveau de la Commune.- La Commune ose émettre des critiques et opinions par rapport à la réalisation des engagements contractuels de ses partenaires- La commune met en place des panneaux d'affichages, accessible au grand public, au bureau de la Commune.- La commune réalise des travaux d'extension du bureau communal avec la contribution du programme ACORDS- La commune présente un plan de masse au sein du bureau- La commune partage ses expériences avec la Commune de Morafeno, de l'OPCI Arivonimamo, et les OE de Manakara- Les citoyens paient leurs impôts malgré le retard de l'avis d'imposition avec un taux de 64,46 % soit Ar 11 074 000- Le CDC renouvelé contribue activement dans le processus de mise à jour du PCD : participation à la formation et aux ateliers communaux, conduite de la concertation dans tous les villages du processus, contribution à l'établissement de la monographie de Fokontany- Le CDC met à jour le PCD et incite à la perception d'impôts Faiblesses : <ul style="list-style-type: none">- La réalisation du budget participatif en corrélation avec le PCD, le PTA de la commune et des partenaires de la commune est en cours mais d'une vitesse limitée.- Une baisse sensible de paiement des impôts synthétiques et immobiliers durant les trois premiers mois de 2009- Une baisse sensible des recettes fiscales- La tenue des réunions périodiques (hebdomadaire) ne sont pas honorées- Le développement institutionnel de la commune est en instance à cause de la situation qui se prévaut actuellement à Madagascar.- La tenue d'une table ronde des bailleurs et du "marketing territorial" n'a pas eu lieu pour des raisons politiques- Le centre d'information communal est encore à son stade embryonnaire malgré les formations octroyées au personnel.- Les partenaires techniques et financiers de la commune hésite à intervenir auprès de la commune pour des raisons politiques- Le document de base pour faciliter les contacts avec les partenaires de la commune n'est pas encore disponible- Le message destiné pour la population rencontre des perturbations avant d'être parvenu auprès du cible- Les filières ne sont pas exploitées d'une manière rationnelle et ne contribuent pas à l'amélioration des recettes communales.
Période de janvier à juin 2009
Fiche remplie par : Equipe UCDB : juin 2009

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

Impacts : En général la commune pratique la bonne gouvernance, en particulier l'application de la transparence dans la gestion financière, l'implication des différents acteurs surtout les plus démunis, les femmes et les jeunes. La commune élargit ses actions de développement et améliore ainsi ses ressources propres. De ce fait elle facilite à la population l'accès au service foncier et augmente ainsi ses revenus. Elle améliore sa collaboration avec le CAC, le PNF/guichet foncier, les services techniques (impôts, trésors, environnement, eaux et forêts, services miniers...) et la Région. En plus elle continue à améliorer les services publics selon son rôle et ses responsabilités et met en place une stratégie concertée et efficace pour la sécurité publique et la protection de l'environnement. Elle partage ses expériences et bonne pratique avec d'autres Communes, surtout les membres de l'Association des Communes Andohanimatsiatra				
Marqueurs de progrès	Faible	Moyen	Elevé	Indications clés
MP1: La commune pratique la bonne gouvernance surtout la transparence dans la gestion de fonds, la participation des différents acteurs. Elle implique les plus démunis, les femmes et les jeunes et protège leurs intérêts		X		<ul style="list-style-type: none"> Redynamisation du Carnet de communication (Karine – pifandraisana) : Processus de mise en place de la radio Mise en place du comité de gestion de la radio Le recrutement des bénévoles et des différents responsables de la radio sont en cours et la formation technique destinée à ce groupe sera réalisé incessamment.
MP 2 : La commune fait participer les différents acteurs dans l'élaboration et la gestion du budget communal et de ses programmes d'activités		X		<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des membres du conseil, du bureau exécutif et des chefs fokontany au processus de réalisation du budget participatif La commune a assuré une action d'information, de sensibilisation sur plusieurs thèmes, notamment sur les mutuelles de santé, les impôts, l'état civil et les responsabilités des acteurs communaux. Le plan de travail annuel de la commune et le budget y afférant sont élaborés avec une participation massive des acteurs communaux
MP 3 : La commune améliore ses ressources financières et augmente ainsi la prise en charge de ses dépenses de fonctionnement. Elle identifie et mobilise ses ressources potentielles en développant la collaboration avec les différents acteurs concernés, plus particulièrement en favorisant la prise de responsabilité des exploitants des ressources naturelles dans le paiement des impôts et la protection de l'environnement. La commune améliore et maîtrise la gestion des outils nécessaires à la perception d'impôt		X		<ul style="list-style-type: none"> Financement à 100% de la fabrication du mur de soutènement à partir des impôts communaux Formation en informatique Formation en outil de perception des impôts La formation des responsables sur le "Budget participatif" a pu se tenir la délibération communale a déjà donné son avis sur la réalisation de ce budget participatif la répartition spatiale en trois zones distinctes de la commune est assurée
MP 4 : La Commune met en place une structure qui gère uniquement les services fonciers et qui facilite les accès des citoyens à ces services. Elle fait savoir ses besoins d'appuis auprès du CAC et suit leur mise en oeuvre	X			<ul style="list-style-type: none"> Les différents responsables du guichet foncier ont reçus des renforcements de capacités de la part de "partage".
MP 5 : La commune collabore avec les services techniques surtout ceux qui gèrent		X		<ul style="list-style-type: none"> La commune s'est engagé au renforcement du personnel sur le logiciel

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

les impôts, le foncier, l'environnement et les ressources minières...et obtient ainsi ses droits et prend ses responsabilités				<p>de gestion de la fiscalité et d'assurer par la suite le recouvrement fiscal</p> <ul style="list-style-type: none"> • La collaboration avec le CAC et le service de la Contribution a permis au personnel de la commune d'acquérir en partie des connaissances sur le recouvrement fiscal et la loi y afférente. • La commune coopère avec la DIREF /EASTA sur l'implantation d'une pépinière d'expérimentation et la plantation de 5ha d'eucalyptus. • La commune applique un Dina autour de l'environnement, les activités sont déjà accouchées dans le PTA • Deux personnes ont pu bénéficier de la formation octroyé par le DRDR en matière de santé animale (bœufs, porcs, volailles).
MP 6 : La commune élargit ses actions de développement et améliore les services offerts au public			X	<ul style="list-style-type: none"> • Extension du bureau communal (réalisé avec ACORDS) • Utilisation à bon escient du nouveau local • La commune de ses propres moyens (à partir du recouvrement fiscal, financement à 100% à partir des recettes fiscales) a pu fabriquer un mur de soutènement. • Une partie des ressources fiscales, additionnées aux contributions des FRAM, ont pu permettre à la commune d'effectuer les six salles de classe du CEG • Le programme Accords réhabilite la route reliant la RN7 (Talata Ampano) à Alakamisy Itenina (CTI) • Le nouveau marché d'Alakamisy Itenina a bénéficié d'une subvention de la part du programme Accords pour sa mise en place • La commune soutient les acteurs communaux, à travers le développement des filières prioritaires et la transmission des informations auprès du PROSPERER. • La commune réalise un logiciel d'état civil et de l'administration communale (statistique, fiscalité, base de données) en partenariat avec le CAC • Une coopération de la commune avec Veto Lila (OE), pour l'amélioration des services et des soins vétérinaires, a permis la formation du responsable et la mise en place d'un point de vente à Alakamisy Itenina. • Le Grand Lyon : AEP octroyé 18 Bornes

				Fontaines pour le plus grand Fokontany de la commune. • L'Acords assure la réhabilitation d'une piste reliant 3 fokontany d'une longueur de 5 km en même temps que la mise en place du marché et du stade.
MP 7 : La commune met en oeuvre une stratégie concertée contre le VIH/SIDA. Pour cela elle met en place une structure de lutte contre cette maladie et y alloue un fonds. Elle met en oeuvre une organisation et une stratégie efficace pour la protection de l'environnement. Elle pratique le "dinan'ny faritra" comme il le devrait		X		• La commune Alakamisy Itenina et les autres communes qui travaillent étroitement avec l'Acords, ont organisés une rencontre sportive et culturelle inter communaux, dans le but de sensibiliser les jeunes à lutter contre les drogues et le VIH –SIDA.
MP 8 : La commune échange ses expériences et bonnes pratiques avec d'autres communes	X			• Partage d'expériences limité

Description des changements les plus importants (y compris les non prévus)

MP1 : La commune pratique la bonne gouvernance surtout la transparence dans la gestion de fonds, la participation des différents acteurs. Elle implique les plus démunis, les femmes et les jeunes et protège leurs intérêts

Panneau d'affichage :

- La commune entame la mise en place des panneaux d'affichages au niveau de chaque Fokontany et renouvelle ce qui se trouve au niveau du bureau communal
- La population communale se mobilise pour réaliser ces panneaux en apportant leurs contributions

Carnet de communication (Karine – pifandraisana) :

- Une séance de travail a permis à la commune de fixer les améliorations à apporter au carnet de communication intra communal (Karine – pifandraisana)

Processus de mise en place de la radio :

- Les besoins par catégories d'auditeurs sont déterminés
- L'étude de faisabilité de la mise en place de la radio communautaire est disponible et remise à la population
- Mise en place du comité de gestion de la radio
- Le comité de communication de la radio est en place et issu des différentes catégories de la population
- Le mode de gestion de la radio est élaboré d'une manière participative
- Le budget de fonctionnement de la radio est déjà inscrit dans le budget communal
- Le recrutement des bénévoles et des différents responsables de la radio sont en cours et la formation technique destinée à ce groupe sera réalisé incessamment.

Centre d'information communal :

- Le processus de mise en place du centre d'information est en cours

Genre :

- La commune recrute des femmes responsables au sein de la commune pour rendre effective la politique de l'approche genre.

MP 2 : La commune fait participer les différents acteurs dans l'élaboration et la gestion du budget communal et de ses programmes d'activités

- Les responsabilités des membres du CDC sont définies
- La tenue d'une réunion mensuelle est programmée, auprès des Fokontany, aux fins de proposer des actions de développement
- Une descente auprès des Fokontany a été assurée pour le rapportage des avancées des différentes activités de la commune, la gestion transparente des fonds, la situation des impôts et leurs utilisations.
- La commune a assuré une action d'information, de sensibilisation sur plusieurs thèmes, notamment sur les mutuelles de santé, les impôts, l'état civil et les responsabilités des acteurs communaux.
- Les responsables communaux s'approprient des besoins de chaque Fokontany à travers une descente à la base
- Le plan de travail annuel de la commune et le budget y afférant sont élaborés avec une participation massive des acteurs communaux

MP 3 : La commune améliore ses ressources financières et augmente ainsi la prise en charge de ses dépenses de fonctionnement. Elle identifie et mobilise ses ressources potentielles en développant la collaboration avec les différents acteurs concernés, plus particulièrement en favorisant la prise de responsabilité des exploitants des ressources naturelles dans le paiement des impôts et la protection de l'environnement. La commune améliore et maîtrise la gestion des outils nécessaires à la perception d'impôt

- Le processus de mise en place du budget participatif est en cours :
 - o La formation des responsables sur le "Budget participatif" a pu se tenir
 - o la délibération communale a déjà donné son avis sur la réalisation de ce budget participatif
 - o la répartition spatiale en trois zones distinctes de la commune est assurée
- Le taux de recouvrement des impôts a atteint les 80% en 2007-08

MP 4 : La Commune met en place une structure qui gère uniquement les services fonciers et qui facilite les accès des citoyens à ces services. Elle fait savoir ses besoins d'appuis auprès du CAC et suit leur mise en œuvre

- Les différents responsables du guichet foncier ont reçus des renforcements de capacités de la part de "partage".

MP 5 : La commune collabore avec les services techniques surtout ceux qui gèrent les impôts, le foncier, l'environnement et les ressources minières...et obtient ainsi ses droits et prend ses responsabilités

- La commune prend en main, à travers le comité de déontologie, la résolution des conflits et des problèmes fonciers
- La commune met à la disposition de la population, à travers des affiches, les informations sur les différents services offerts par elle-même.
- Les différents services décentralisés opérant dans la commune se convergent sur les panneaux d'affichages pour afficher des amples informations les concernant
- La commune s'est engagée au renforcement du personnel sur le logiciel de gestion de la fiscalité et d'assurer par la suite le recouvrement fiscal
- La collaboration avec le CAC et le service de la Contribution a permis au personnel de la commune d'acquérir en partie des connaissances sur le recouvrement fiscal et la loi y afférente.
- La commune coopère avec la DIREF /EASTA sur l'implantation d'une pépinière d'expérimentation et la plantation de 5ha d'eucalyptus.
- La commune applique un Dina autour de l'environnement et les activités y afférentes sont déjà accouchées dans le PTA de la commune pour être ajuster ultérieurement en fonction des aspirations des acteurs communaux.
- Deux personnes ont pu bénéficier de la formation octroyée par le DRDR en matière de santé animale (boeufs, porcs, volailles).

MP 6 : La commune élargit ses actions de développement et améliore les services offerts au public

- La commune applique et renforce l'application du standard de service
- La commune de ses propres moyens (à partir du recouvrement fiscal, finacement à 100% à partir des recettes fiscales) a pu fabriquer un mur de soutènement.
- Une partie des ressources fiscales, additionnées aux contributions des FRAM, ont pu permettre à la commune d'effectuer les six salles de classe du CEG
- Le programme Acords réhabilite la route reliant la RN7 (Talata Ampano) à Alakamisy Itenina (CTI)
- Le nouveau marché d'Alakamisy Itenina a bénéficié d'une subvention de la part du programme Acords pour sa mise en place
- La commune soutient les acteurs communaux, à travers le développement des filières prioritaires et la transmission des informations auprès du PROSPERER.
- La commune réalise un logiciel d'état civil et de l'administration communale (statistique, fiscalité, base de données) en partenariat avec le CAC
- Une coopération de la commune avec Veto Lila (OE), pour l'amélioration des services et des soins vétérinaires, a permis la formation du responsable et la mise en place d'un point de vente à Alakamisy Itenina.
- Le Grand Lyon: AEP octroie 18 Bornes Fontaines pour le plus grand Fokontany de la commune.
- L'Acords assure la réhabilitation d'une piste reliant 3 fokontany d'une longueur de 5 km en même temps que la mise en place du marché et du stade.

Effectuer

MP 7 : La commune met en œuvre une stratégie concertée contre le VIH/SIDA. Pour cela elle met en place une structure de lutte contre cette maladie et y alloue un fonds. Elle met en œuvre une organisation et une stratégie efficace pour la protection de l'environnement. Elle pratique le "dinan'ny faritra" comme il le devrait

- La commune Alakamisy Itenina et les autres communes qui travaillent étroitement avec l'Acords, ont organisés une rencontre sportive et culturelle inter communaux, dans le but de sensibiliser les jeunes à lutter contre les

drogues et le VIH –SIDA.

MP 8 : La commune échange ses expériences et bonnes pratiques avec d'autres communes

- La Commune partage ses expériences à d'autres organisations comme l'Association Communale d'Andohan'i Matsiatra

Décrire la situation actuelle tout en mettant l'accent sur l'évolution (reflexe de se référer à la photo d'aujourd'hui et la photo d'avant)

- La commune poursuit la mise en place du centre d'information communal tout en formant son personnel
- La commune continue à informer les citoyens à travers les différents panneaux d'affichage disséminés un peu partout
- La commune utilise toujours le Karine-pifandraisana pour s'échanger des informations avec la population
- La commune continue à générer le personnel exécutif en intégrant progressivement des femmes aux différents services
- La Commune poursuit l'amélioration de la qualité de ses services tout en réduisant la durée d'attente pour l'acquisition des différents services.
- La commune continue à prendre en charge les acteurs communaux en octroyant des formations en informatique et des soutiens à l'amélioration des filières.
- Le comité de déontologie poursuit ses activités dans le cadre de la résolution des litiges foncières
- La Commune partage ses expériences à d'autres organisations comme l'AC Andohan'i Matsiatra et des partenaires techniques et financiers
- La commune continue toujours à réaliser les différents travaux accouchés par le partenariat avec l'Acords
- La commune poursuit sa collaboration avec le Grand Lyon, dans le cadre de la mise en place de 18 Bornes Fontaines pour le plus grand Fokontany de la commune d'Alakamisy Itenina.

Facteurs qui ont contribué aux changements :

- **les appuis ou approches du Programme : qu'est-ce qu'on a fait et comment on a fait avec ce PALI ?**

SAHA

PSA G (ACDR) cf. évaluation conjointe

PSA (ANIMATEUR)

- Mener une enquête préalable auprès des différentes Fokontany
- Réaliser des travaux d'analyses sur les réalités exactes auprès de la population de base, leurs responsabilités et leurs relations avec l'extérieur,
- Concevoir une séance de formation des acteurs communaux sur la communication pour le changement de comportement
- Présenter le rôle important d'une communication participative auprès d'une communauté de base
- Renforcer les capacités des Conseils, du Bureau Exécutif et des Présidents du Fokontany au processus du budget participatif
- Assurer les suivis des différentes orientations concédées à la commune
- Analyser et proposer des orientations sur l'amélioration des services offerts par la commune à la population
- Assurer les suivis du fonctionnement du CDC
- Faciliter les relations de collaboration entre la commune et d'autres partenaires techniques
- Assurer des réunions de partages et d'informations avec les différents responsables communaux pour présenter à ces derniers l'avancée des différents appuis et assurer d'une manière participative les différents suivis des actions d'interventions du PSA
- Fixer ensemble le calendrier d'intervention approprié aux acteurs communaux.

facteurs de réussite

- **facteurs externes**
 - la réalisation des différents travaux accouchés par le partenariat avec l'Acords
 - L'accomplissement des intentions entre la commune et le DREFT, le DRDR et le Grand Lyon
- **facteurs liés à la dynamique interne du PALI**
 - La volonté des acteurs communaux à payer les différents impôts et fiscalités

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

- Le changement de comportement des responsables communaux
- Les maturités, ajoutées à des volontés des différents responsables à abandonner les mauvaises habitudes et les anciennes pratiques
- L'exploitation à bon escient des leçons tirées issues des expériences antérieures
- L'application effective des consignes apportées par l'appui du PSA, SAHA, CAC
- La rapidité des acteurs communaux à acquérir les nouvelles idées et de les exploiter pour une nouvelle vision et la réalisation d'un nouveau programme
- Réaliser des rencontres de proximité auprès de la communauté de base, motivées par des échanges et partages d'informations
- La population communale est motivée par les différentes réalisations de la commune issues des recettes fiscales
- La volonté d'acquérir incessamment des connaissances sur les différents logiciels de gestion et l'informatique de base

Facteurs de blocage aux changements :

- **facteurs externes**
 - La population communale a des soucis majeurs sur l'impact de la crise politique à Madagascar surtout sur les loyautés des consignes émanant de l'administration centrale, des Ministères et de la Région
 - Suite à la situation qui se prévaut actuellement à Madagascar, la plupart des organismes d'appuis étaient dans l'obligation de fermer leurs portes et d'arrêter leurs interventions : FID, PSDR, PNUD, UADEL.
 - Par contre les interventions du CAC étaient limitées à cause des différentes perturbations générées par la crise politique.
 - L'hésitation du programme Saha sur l'application des procédures d'allocation de fonds, suite à la situation politique.
 - Par ailleurs, la prime de 9 millions d'Ariary, récompense prévue par l'Etat pour la Commune Alakamisy Itenina (1^{ère} de sa catégorie à l'instauration de la bonne gouvernance dans la Région Haute Matsiatra) lors du concours Commune Mendrika à Madagascar, n'a pas pu être débloqué au bénéfice de ladite Commune.
 - Durant la période, les STD et la Région n'ont pas eu la bonne occasion de travailler convenablement, dans le cadre de développement communautaire, avec la commune.
- **facteurs liés à la dynamique interne du PALI**
 - La crise politique a engendré une valse hésitation et un manque de motivation auprès des différents responsables communaux surtout en ce qui concerne les grandes décisions et les réalisations des grands travaux.
 - L'agitation, perceptible auprès de la population et du bureau exécutif, engendrée par l'éventuel remplacement du premier responsable de la Commune (Maire) et des Présidents de Fokontany.
 - La situation politique a changé la mentalité de certaine parité de la population qui se permet d'ignorer l'existence des règles dans une société.
 - La commune n'a pas pu réaliser les différents contacts avec les partenaires techniques et financiers à la suite des événements politiques
 - Les responsables n'arrivent pas à dominer le processus de budgétisation auprès des zones (vakiparitra, BP)
 - Manque de prise de conscience sur le danger du VIH SIDA auprès de la population.
 - Difficultés de la commune à admettre les priorités par Fokontany à cause des personnes influentes qui soutiennent impérativement leurs idées. (BP)
 - Les coûts à l'application des normes et des standards sur les services offerts (Etat civil) par la commune nécessitent des coûts supplémentaires, et risque d'avoir des impacts sur le pouvoir d'achat de la population.
 - Bien que l'utilisation des panneaux d'affichages et les réunions périodiques soient les moyens prévus par la commune pour se communiquer avec l'ensemble de la population, la plupart de cette dernière n'adopte pas encore comme culture le fait de jeter un coup d'œil à ces panneaux d'informations ni de participer à ces réunions communautaires.
 - La commune n'arrive pas à appliquer la procédure adéquate d'exiger aux opérateurs économiques le paiement des impôts sur les revenus. (tamberim-bidy)

Effets à la base

- Le nombre de la population demandant des services à la commune ne cesse d'augmenter
- La population dispose des infrastructures d'eau potable au niveau du Fokontany grâce aux interventions de l'AEP Grand Lyon
- Depuis quelques temps, le pouvoir d'achat de la population s'est vu augmenter grâce à la réhabilitation de la piste rurale et du marché. En effet, le personnel de ces entreprises se sont installés à Alakamisy Itenina, et contribuent à l'amélioration des ressources de la population.
- La collaboration étroite entre les différents acteurs communaux est effective au sein de la commune, allant des

<p>membres du conseil, du bureau exécutif, des membres du CDC et au niveau des Fokontany.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La population est motivée et s'acquitte de leurs devoirs, particulièrement après l'instauration de la transparence relative à l'utilisation des fonds. - L'instauration de la transparence, l'amélioration des services offerts, ont engendrées une motivation certaine de la population à recourir aux services de la commune. - La population est satisfaite des services offerts par la commune. La période d'attente s'est considérablement diminuée. - Les acteurs communaux commencent à émettre leurs avis, leurs propositions et leurs besoins quant à l'amélioration des procédures, des méthodes de travail, de communications, de réalisation et des suivis des projets de développement concernant la commune. (ex : gestion du personnel, gestion des écoles, travaux d'aménagement au sein de la commune). - La motivation de la population, surtout celle travaillant dans le cadre des filières (vannerie, élevage des porcs, apiculture...) est acquise et la population applique désormais les nouvelles techniques - Le nombre des acteurs qui participe à chaque réunion communale, ne cesse d'augmenter (de 20 à 40%). La participation surtout de la gent féminine ne cesse de progresser. - Les femmes n'hésitent pas à participer activement pour le développement de la commune à travers l'amélioration des filières et proposition des projets de développement.
<p>Sources de données (entre autres les témoignages des autres acteurs) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autoévaluation PALI (BE, adjoint au Fokontany, KoFa) - Evaluation PSA - Focus group - Collecte des informations à la base - Réunions communautaires avec la participation effective des différents acteurs communaux. - Mener des études à la base. - Evaluation conjointe entre PALI, PSA, PSAG et SAHA
<p>Thèmes transversaux (genre, pro-poor, bonne gouvernance, SIDA)</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'est-ce qu'on a fait ? comment on a fait ? - Identification par Fokontany des personnes vulnérables et identification par la même occasion de leurs besoins aux fins d'inscrire ces points dans le budget participatif. - Cadrage et priorisation des besoins de la population vulnérable par rapport aux possibilités d'investissement à partir des recettes fiscales. - Renforcement des petites AGR, à travers la prise en charge des formateurs et facilitation des relations de ce groupe de personnes avec la plate forme AMM par la commune, aux fins d'améliorer les sources de revenus des populations vulnérables (vannerie, apiculture, filière porcine). - L'application de l'approche genre est effective au sein de la commune à travers la responsabilisation des femmes non seulement au niveau du bureau exécutif (Etat civil), mais également à l'élaboration des projets de développement. • quels sont les changements du PALI ? - La Commune a recruté une femme responsable de l'accueil au bureau communal - La participation des citoyens sur la gestion des affaires communales et le processus de développement de la commune est de plus en plus favorisée. Les dirigeants communaux sont conscients de la nécessité d'implication de leur citoyen sur les décisions importantes. - Enseignement en informatique des acteurs communaux • quels sont les facteurs de réussite et de blocage ?
<p>Leçons tirées</p> <ul style="list-style-type: none"> - La population est motivée à apporter leurs contributions à partir du moment où elle trouve impressionnante les efforts octroyés par les différents responsables dans l'amélioration des services offerts, de l'instauration des contacts de proximité, de l'établissement de la transparence et des réalisations des infrastructures. - La priorisation des projets dans les différentes zones exige une habileté et des capacités techniques et de communication de la part de l'animateur pour empêcher la main mise d'une frange de la population. La mise en place d'un outil de tri et de priorisation s'avère nécessaire avec la participation de l'ensemble de la population. - La préparation et l'édition des "avis d'imposition" seront efficaces et accorderont des résultats probants si elles sont préparées au préalable. - La mobilisation et la responsabilisation des membres du CDC en tant qu'interlocuteurs et amplificateurs des messages, contribuent énormément à la facilitation de la participation de la population à toutes actions de développement.

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

- L'instauration effective de la bonne gouvernance et de la transparence motivent les partenaires techniques et financiers.
- La sélection de la population vulnérable à l'encontre des fainéants est difficile pour les Chefs de Fokontany
- L'étalement des informations, sur les panneaux d'affichages, relatif aux budgets, aux dépenses financières et aux rentrées fiscales, ont contribué énormément à l'atteinte de la bonne gouvernance et de la transparence au sein de la commune.
- Les volontés à multi niveaux, doublées de convictions, enracinent le projet de développement communautaire.

A continuer ou à ajuster selon les leçons tirées : (proposition à valider pendant la séance de regard croisé)

- Accélération de l'installation des panneaux au niveau des Fokontany
- Renover les panneaux au niveau du bureau communal qui ont subis les agissements des malveillants
- Détermination précise des limites et des contraintes de la commune envers les appuis octroyés à la population communale.
- Etablissement d'une comptabilité matière
- Appuyer au fonctionnement du guichet foncier
- Elaboration d'un outil de suivis des activités et des appuis à la commune.
- Mise en place du PTA du CDC (PTA CDC: CR/PSA, alohan'ny 30 jolay).
- Renforcement et accompagnement du comité de "déontologie" dans leurs démarches
- La finition de la version finale du PCD
- Aménagement et mise en place du centre d'information communal avec son personnel
- La réalisation du budget participatif (CR/PSA atomboka amin'ny herinandro voalohan'ny jolay).
- Intégrer dans le budget participatif les aspirations et les projets des femmes.
- Terminer le processus de mise en place de la radio
 - o Lettre de demande auprès du Ministère de la Communication
 - o Mise en place du comité de pilotage de la radio
 - o Formation des différents responsables et des animateurs
 - o Appel à manifestation pour le recrutement des bénévoles/ animateurs de la radio
 - o Mise en place des valeurs et visions de la radio communautaire
 - o Installation du règlement interne
- Assurer les travaux d'aménagement du studio.
- Instaurer un partage mensuel d'information et d'une réunion de travail entre le BE et le CDC. (manomboka amin'ny jiona)
- Mener des actions de promotion territoriale et d'ouverture avec les partenaires techniques et financiers par le biais du PCD.
- Produire une organisation, au sein de la commune, permettant au CDC d'apporter leurs contributions au développement.
- Renforcer le développement organisationnel du CDC pour éviter la déperdition des membres
- Valoriser les rôles joués par le chef FKT et les membres du CDC quant à l'identification des besoins.
- Réajuster les prix des services offerts par la commune par rapport aux reviens (Etat civil).
- Renforcer les capacités en suivis évaluations.
- Renforcer les capacités de la commune à jouer le rôle de médiateur, de facilitateur, de coordonnateur de la bonne marche des filières (apiculture, élevage porcine, vannerie, riz, poulet gasy).
- Continuer les efforts octroyés pour la réalisation de la mutuelle santé
- Faciliter les relations du comité de déontologie avec une association spécialisée en appuis et conseils de gestion des conflits. (sept)
- Mettre en place l'outil de suivi des qualités et des avancements (oct)

ANNEXE 4

FICHE TECHNIQUE PROJET RADIO COMMUNAUTAIRE ALAKAMISY ITENINA

RENSEIGNEMENTS SUR LA STATION RADIO FM

FANAZAVANA FOHY MIKASIKA NY ONJAM-PEO :

Anarana: Radio Akon'Itenina

Fréquence :

Adiresy : Commune rurale Alakamisy Itenina

Telefaonina : 020.75.922.74 (Be ny tanàna)

e.mail :

Voaporofa ary eken'ny maro fa ny fanatsarana sy fampivelarana ny fifandraisana sy ny fifanakalozambavao dia anisan'ny laharam-pahamehana sy lalana hampivoarana ny fari-piainan'ny mponina eto Alakamisy Itenina.

Ny fahatsapan'ireo tomponandraikitra ato anivon'ny kaominina ireo voalaza etsy ambony ireo, dia namporisika azy ireo hametraka onja-peo anakiray eto Alakamisy Itenina, izay fananan'ny kaominina manokana.

IREO TOMPONANDRAIKITRA ISAN-TOKONY :

Mba entina hitantanana izany onja-peo izany, dia mitsangana eto anivon'ny Kaominina ny Komity iray handray an-tanana ny fitantanana ny onja-peo ary hanosika amin'ny fampivoarana ny fifandraisana sy fampandraisana anjara ny olona amin'ny fampandrosoana.

Ny anaran'ny komity izany dia atao hoe: "Komity ny Radio Alakamisy Itenina" na KR-AI. Ireto avy ireo tomponandraikitra isan-tsokajiny:

Anarana sy fanampiny	Andraikitra	Telefaonina
Raharison Roger Fidèle	Be ny Tanàna Alakamisy Itenina	020.75.922.74
Rajoma Joséphine	Filoha ny Komity Mpitantana ny KR-AI	020.75.910.40
Ranorotiana Vololontsoa	Filoha Lefitra ny Komity Mpitantana ny KR-AI	020.75.922.74
Razafimahatratra	Mpitantana ny Onja-peo	020.75.933.81
Hery Nambinina M.A	Tomponandraikitra ara-teknika ny radio	

TOMPON'NY RADIO / FONJAKEVITRA:

Ny Radio dia fananan'ny Kaominina entina hanalefahana sy hanamora ny fifandraisana eo anivon'ny kaominina. Ny Komity Mpitantana no nomena andraikitra hitantana izany radio izany. Marihina anefa fa iarahan'ny roa tonta (KR-AI sy ny Kaominina) manapaka ny hevitra sy ny asa tiana ho tanterahana eo anivon'ny radio fa tsy atao hevitr'olo-tokana.

Miompana amin'ny fonjakevitra efatra loha izany onja-peo izany dia ny fampandrosoana, fanabeazana, fifandraisana ary fialamboly.

MPIASA :

Isan'ireo JOURNALISTES/ ANIMATEURS :

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

Andraikitra	Isa	
Mpitantana ny Onja-peo	1	nationaux
Tomponandraikitra ara-teknika ny radio	1	
Mpanentana an-tsitraro	12	

HERY SY HALAVITAN'NY ONJA-PEO :

40 - 50 km manodidina
 Emetteur : 75 à 100 watt
 Faisceau :
 Antenne : 25m

FITAOVANA AMPIASAINA SY EFA MISY :

01 Amplificateur
 04 Baffles
 02 Microphones
 02 Ordinateurs
 01 Table Mixeur 6 pistes
 01 Table
 02 Chaises
 01 local électrifié

FITAOVANA MBOLA HAPETRAKA :

Emetteur : 75 à 100 watt
 Faisceau :
 Antenne : 25m
 Efitrano famokarana sy fandefasana (alvéoles, vitres)

IREO MPIHAINO (PROFILS D'AUDIENCE) :

Ireto avy ireo Radio heno sy henoin'ireo mponina

Radio Mampita	35 %
Radio Tsiry	25 %
Radio Rakama	05 %
Radio Tohivakana	15 %
Rnm	05 %
Radio Ambalavao (Rat)	15 %

Ireto avy ireo karazan'olona heverina fa hihaino ny Radio Akon'Itenina ary ny taha fihainoana ny Radio Akon'Itenina dia kasaina hatratra any amin'ny 80% rehefa tomombana avokoa ny mikasika ny radio:

Fari-pahalalana		TAHA %
Tsy mahay mamaky teny sy manoratra		35 %
CEPE		45 %
BEPC		15 %
BAC		05 %

Sokajin'olona	Tantsaha Mpianatra Mpiasam-panjakana Olom-boafidy	Miasa tena sy mpandraharaha Fikambanana Vehivavy, Sahirana
---------------	--	---

FANDAHARANA :

Ireto avy ireo fandaharana ezahina halefa sy vokarina eto amin'ny radio :

<ul style="list-style-type: none"> ○ Tantara an-tsehatra ○ Tantara ○ Tantara ny firenena ○ Fotoam-pivavahana ○ Filazam-baovao ny firenena sy eran-tany ○ Fifandraisana sy serasera ○ Tontolo iainana ○ Fampianarana sy fanomezam-baovao mikasika ny seham-pihariana ○ Fizarana traikefa ○ Fanabeazana ○ Fahasalamana ○ Fahasalamana sy fahadiovana ○ Tatitra atao ny Be ny Tanàna ○ Tenin'ny Be ny Tanàna sy ireo mpiandraikitra isankarazany eo @ Kaominina ○ Ny raharham-pirenena, ny Faritra, ny Kaominina sy ny fokontany ○ Fandriampahalemana ○ Dokam-barotra ○ Hiram-pivavahana ○ Zafindraony ○ Horija ○ Hira sy fampitan-kafatra ○ Hira samihafa ○ Hira famelan-kafatra ○ Hira fialam-boly ○ Hira isan-karazany ○ Kalo ny ankehitriny ○ Filazàna manjo ○ Filazana samihafa (fety, fiantsoam-pivoriana, lanonana...) 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Fandaharana ara-tsosialy ○ Fampianarana ara-teknika, fambolena sy fiompiana ○ Zava-misy ho entina hampandrosoana ny kaominina sy fampahalalana ny fivoarana sy fandrosoana ao @ kaominina ○ Fizarana traikefa mikasika ny foto-piveloman'ny tantsaha ○ Tontolo maintso ○ Vaovao ○ Fanabeazam-bahoaka ○ Fandaharana ara-panabeazana ○ Fandaharana mikasika ny fanabeazana (scolaire) ○ Fanajana ny fananana iombonana ○ Fanabeazana ho olom-pirenena vanona ○ Fandaharana ara-pinoana ○ Angano: takariva amorom-patana ○ Tantara (ankizy, tanora, olon-dehibe) vokarin'ireo mpiasa sy ireo tsara sitrapo eto an-toerana ○ Fandaharana mikasika ny fanatanjahan-tena ○ Kilalaon-tsaina ○ Filazàna samihafa ○ Kalokalo ○ Kalokalo miendrika fitaizam-bahoaka ○ Kalokalo fialam-boly ○ Fampitana hafatra maika ○
--	---

FIOFANANA NARAHINA :

RESEAU/LIAISON EXISTANTE :

Tsy mifandray amin'ny tranokala hafa

VIABILITE / RESSOURCE FINANCIERE:

Toa izao manaraka izao no loharanom-pananan'ny Radio

- Fitadiavam-bola sy fitaovana azo avy amin'ny asa ataon'ny radio
- Kaika, dokam-barotra...
- Fanampiana azo avy amin'ny malala-tànana (fitaovana, vola) sy ireo zanaka ampielezana

Fitaovana tamin'ny fanohanana nataon'ny Saha : émetteur, faisceau

OLANA ARA-TEKNIKA :

FITENY AMPIASAINA :

Malagasy ofisialy, Teni-paritra Betsileo

FIANDOHANA : 2009

SOURCE DE PROGRAMME : Production par les animateurs eux même, Autres stations Radio comme Radio Mampita

CASSETTE/CD AMPIASAINA:

CD et K7novidiana sy nampindramin'ireo mpiasa ao anaty ny onja-peo

Fifanakalozana eo amin'ireo onja-peo isan-karazany eto an-toerana

FIKOJAKOJANA IREO FITAOVANA: Tsy manana tomponandraikitra fa kosa miantso aty Fianarantsoa

ANNEXE 5

FORMAT DE CAMPAGNE DE COMMUNICATION ADAPTE A UNE ORGANISATION

Pour permettre à une organisation de promouvoir son groupe ainsi que ses activités, le format de campagne de communication ci-après est un outil nécessaire pour développer les relations institutionnelles de l'organisation. Ce modèle devrait servir de standard minimum pour toutes les campagnes de communication de l'organisation Fiarahamiasa.

Etapes	Activités	Commentaires
1	Identification et description de l'organisation	
2	Objectifs et activités de l'organisation pour la période de campagne et contexte – contraintes et opportunités	Les objectifs de l'organisation doivent être différenciés de ceux de la communication. La communication est un outil au service des objectifs généraux de l'organisation. Ceux-ci doivent être clairement établis avant l'élaboration d'une campagne de communication.
a.	Quels sont les objectifs de l'organisation ?	Détailler chaque objectif et identifier des activités pour chaque objectif
b.	Dans quel contexte est-ce que l'organisation évolue ?	Décrire le contexte
c.	Quels sont les contraintes à l'atteinte des objectifs – provenant du contexte et de l'organisation elle-même ?	Y a-t-il des opportunités qui se présentent à l'organisation pour l'atteinte de ses objectifs ?
d.	Besoins de l'organisation.	Qu'est-ce que l'organisation devra mettre en place, engager, pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés ?
3	Établir les bases de la communication de l'organisation	
	Identifier le message de base de l'organisation	formater ce message en un document
	Établir les bases de la communication de l'organisation	Quelle est sa mission ? Que veut-elle accomplir ? Quelle est la vision de l'organisation ?
	décrivez le « monde idéal » ou la « situation idéale » à laquelle aspire l'organisation	Qu'est-ce qui doit changer et pourquoi ? Quel est le contexte, la problématique qui entoure ses actions ? Quel est l'intérêt de la poursuite de cette mission ? Qui bénéficiera de l'atteinte des objectifs et comment ?
	Enrichissez le message à l'aide de témoignages, de statistiques, de références à des cas concrets ou à des études ou textes qui renforcent vos arguments	Ce document devient un document public, un outil de travail, et sa rédaction en Malagasy et en Français doit être claire, succincte et mobilisatrice

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

4	Identification du public cible et des objectifs de communication pour chaque cible	Identifier les groupes pour lesquels l'organisation souhaite entraîner un changement d'attitude et/ou de comportement – en fonction de la mission et du contexte décrit plus haut
5	Pour chaque groupe identifié, décrivez les attitudes actuelles et identifiez les points sensibles de chaque groupe	Les points sensibles sont les thèmes, les questions qui intéressent généralement le groupe ciblé.
6	Que voulez-vous de chaque groupe ? Quel impact la communication devrait-elle avoir ?	Quelles idées et préconceptions voulez-vous changer ? Quel comportement ? Quelle <i>nouvelle</i> information et/ou <i>nouvelles idées</i> devraient être transmises à ces groupes ?
7	Classifiez les groupes en 3 catégories :	<ul style="list-style-type: none"> - les groupes qui seront vraisemblablement opposés à vos objectifs - les groupes qui seront vraisemblablement indifférents à vos objectifs - les groupes qui seront en faveur de vos objectifs
8	Articuler les messages	pour chaque groupe – pour qu'ils aient un maximum d'impact, en fonction de l'intérêt et de la position de chaque groupe par rapport aux objectifs de l'organisation
9	Qui seront les plus proches alliés ? Comment mobiliserez-vous les groupes déjà dans une bonne prédisposition en faveur de vos objectifs pour obtenir un effet d'entraînement ?	<p>Comment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mobiliserez-vous ? - leur donnerez-vous les moyens d'agir ? - les garderez-vous informés ?
10	Comment intéresserez-vous les groupes indifférents à vos objectifs ?	
11	Comment traiterez-vous avec les groupes opposés à vos objectifs ? Quelles sont les raisons de leur opposition ?	<ul style="list-style-type: none"> - un manque d'information ? - des intérêts conflictuels ? - des idées et conceptions opposées ?
12	Priorisez vos cibles et objectifs par cible	Qu'est-ce qui est prioritaire ? Qu'est-ce qui l'est moins ? Qu'est-ce qui risque d'avoir un impact négatif ? Qu'est-ce qui risque d'être une perte de temps et de ressources ?
13	Analysez les résultats de vos travaux jusqu'à ce point.	Est-ce que vos messages sont percutants ? Est-ce qu'ils auront un impact sur les cibles ? Est-ce que votre priorisation tient la route ?

14	Organisation de la campagne	
15	Établissez un calendrier de départ	Inscrivez au calendrier les <i>événements clés</i> – hors de votre contrôle où dépendants de celui-ci Exemple, une élection, un atelier national gouvernemental, le début de la propagande électorale, etc. Ces événements serviront de repère pour développer vos actions.
16	Donnez-vous des objectifs pour chaque événement clé	<ul style="list-style-type: none"> - que devrait-il se produire ? - quelles retombées attendez-vous de l'événement ? - qu'est-ce qui doit être en place, quelles sont les préparations nécessaires – de votre équipe et de vos partenaires – pour atteindre les objectifs fixés ?
17	Par rapport aux événements clé, quelles sont les autres actions à entreprendre ?	<i>Les véhicules à votre disposition : conférences de presse, entrevues individuelles, communications de groupe, manifestations publiques, publicité, émissions spéciales et reportages</i>
18	Couchez les actions sur le calendrier	<p>Examinez chaque action proposée et évaluez sa pertinence et de son timing compte tenue de la globalité de la campagne</p> <p>Quels sont les effets attendus de chaque action et en quoi contribuent-ils aux objectifs de campagne ?</p> <p>Effectuez les changements nécessaires suite à cet examen</p> <p>Identification des besoins en communication spécifiques à chaque action et événement</p>
19	Afin de pouvoir budgéter et préparer la campagne du point de vue de la gestion des ressources humaines et financières et de la logistique, identifiez les tâches se rapportant à chaque événement clé et à chaque action prévue	<p>Ex. :</p> <p>Besoins lors du Forum des OSC :</p> <p>Annoncer la tenue du Forum</p> <p>Mobiliser la presse pour l'événement</p> <p>Entretenir des contacts avec les dirigeants</p> <p>Après Forum : distribuer les résolutions aux participants et réseaux membres</p> <p>Sensibiliser la presse sur les résolutions du Forum</p>
20	Finaliser le calendrier et le budget correspondant.	

ANNEXE 6

TABLEAU COMPARATIF OPCI/ASSOCIATION DE COMMUNES

Généralité :

En général, les communes se regroupent pour mettre en commun les moyens, les compétences ou les ressources pour répondre au mieux aux besoins communs ou enjeux communs.

Association des Communes	OPCI
Rôles et responsabilités	
<ul style="list-style-type: none"> - mettre en synergie les efforts, actions et idées pour obtenir le maximum d'impacts sur le développement local - la recherche d'une meilleure coordination et synergie des actions de développement - la facilitation de la gestion de l'espace et de relation avec les partenaires - le renforcement des capacités de négociation, de mobilisation sociale et de ressources financières de l'AC - l'efficience et la rentabilité des actions à mener et des interventions des PTF - l'amélioration des conditions d'éligibilité du groupe de communes au partenariat, aux investissements privés/publics et aux interventions des organismes d'appui - la mise en place des conditions de réussite de l'exercice par une commune à fortes potentialités à jouer le rôle de pôle de développement et aux communes situées dans ses aires d'influence de bénéficiaire et de susciter les effets d'entraînement - assurer la gestion d'un Centre d'Appui aux Communes (CAC) destiné à renforcer les capacités et appuyer les actions de développement des dirigeants et des acteurs communaux au sein des communes dont les maires sont membres de la présente association <p><u>N.B</u> : pour l'AC il n'y a pas transfert de compétences comme à l'OPCI ni exercice des activités touchant les compétences d'une commune</p>	<ul style="list-style-type: none"> - aménagement du territoire (plan cadre ou schéma de développement intercommunal) - protection de l'environnement et valorisation des ressources naturelles - réhabilitation et entretien des pistes intercommunales - actions de développement intéressant l'ensemble des communautés - coopération décentralisée - sécurité publique - gestion et fournitures des services publics - toutes les activités dont l'exercice entre dans les compétences des communes et présentant des intérêts communs
références	
Ordonnance n° 60-133 Loi n° 94-007	Loi n° 94-007 Décret n° 99-952
Actes institutifs	
<ul style="list-style-type: none"> - Statut de l'association - Règlement intérieur 	<ul style="list-style-type: none"> - arrêté conjoint de création de l'OPCI, - Règlement intérieur

(délibérés par les membres du Conseil des communes membres)	(délibérés par les membres du Conseil des communes membres)
Organe	
- Assemblée générale - Bureau : 1 Président – 1 Vice-président - 1 Trésorier	- Conseil de l’OPCI - Bureau : 1 Président – des Vice-présidents dont le nombre est fixé par le Conseil de l’OPCI
Représentation	
Maire + 1 Conseil communal pour chaque commune	4 délégués dont 2 titulaires (Maire + 1 Conseil communal) et 2 suppléants (1 Membre de l’exécutif + 1 Conseil communal) pour chaque commune membre. (Conseil communal : élu par leurs pairs)
Ressources	
- droits d’adhésion - cotisations - dons et legs - subventions de l’Etat, de la Région et de Communes - recettes provenant des activités que pourrait mener l’association	- revenus des biens, meubles ou immeubles de l’OPCI - redevances pour services rendus - subventions de l’Etat, de la Région et de Communes - produits des dons et legs - produit des emprunts - cotisations annuelles des communes membres dans les conditions fixées par la décision institutive
Avantages	
Autonomie dans le fonctionnement et gestion budget sauf en cas d’utilisation de fonds publics (sans obligation de passer par le contrôle de légalité des actes administratifs et financiers) Fonctionnement plus léger, moins administratif Favoriser la défense des intérêts communs auprès des décideurs (Région, Ministère, bailleurs de fonds) Permettre aux communes plus pauvres de rejoindre la dynamique de développement Peut regrouper des communes non limitrophes	Permettre d’avoir une économie d’échelle (gestion de services publics et des infrastructures) Permettre de répondre aux enjeux intercommunaux (gestion de l’eau, gestion des pistes, marché,...) Permettre de développer une politique d’aménagement du territoire intercommunal Offrir un service public efficace et de qualité

ANNEXE 7

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l’intégration de communication participative pour le développement : l’expérience de la Commune rurale d’Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

LA RADIO RURALE

La radio rurale, un véritable outil de communication et de développement rural

Le service de la vulgarisation, de l'éducation et de la communication (SDRE) de la FAO a considéré très tôt la radio rurale comme le moyen privilégié aux mains des communautés rurales leur permettant d'accéder aux informations et aux savoirs utiles, de dialoguer, d'échanger leurs expériences, leurs savoirs et techniques. La radio rurale est un véritable outil de communication, notamment en Afrique. Mise en place depuis plus de trois décennies, cette radio est de plus en plus connue, aimée et appropriée par les populations. Elle favorise l'échange et les rapprochements, stimule l'information et valorise le savoir-faire local.

Grâce à la radio rurale, les populations se familiarisent avec leur environnement, avec les programmes socio-économiques et socio-sanitaires qui y évoluent. La radio leur permet de mieux s'informer et de mieux comprendre. Ainsi les populations en arrivent-elles à participer aux différents programmes de développement et à s'engager dans l'action.

Pour une communication participative

De nos jours, la radio rurale ne se contente plus de sensibiliser les populations mais les aide à libérer leur expression, à faire émerger leur vécu et à partager leurs valeurs socioculturelles. Après l'expérience des radios clubs et des radios agricoles qui ont connu des fortunes variables et celles des radios rurales (première génération) dont les résultats ont été mitigés, les pays d'Afrique, grâce à la coopération internationale se sont engagés dans des expériences plus vigoureuses en matière de radio rurale. Ces expériences ont renouvelé la méthodologie d'approche et la pratique de la communication. Désormais l'aspect éducatif cède la place à la dimension interactive et à l'apport mutuel. Le processus de communication et l'action sont valorisés. Si l'ancien système était basé sur l'approche thématique, la nouvelle radio rurale respecte le principe d'intégration et de globalité.

Partenariats, potentiels et complémentarité

Grâce à la coopération de la FAO et de ses partenaires - notamment , CRDI, CTA, Fondation FORD, GTZ, UNESCO, UNICEF, URTNA, Coopération néerlandaise, suisse ou française - la radio rurale a pris un nouvel essor en se localisant et en adoptant des dispositions réglementaires, juridiques et institutionnelles novatrices. Ces dispositions lui confèrent de plus en plus personnalité juridique et autonomie financière, lui permettant de générer ses propres ressources et de se gérer de façon autonome. C'est ce caractère de durabilité que la FAO et ses partenaires recherchent afin que la radio rurale trouve un accès facile aux sources d'informations scientifiques et techniques en s'appuyant sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le Centre mondial d'informations agricoles (WAICENT) et plusieurs services techniques de la FAO sont dépositaires de nombreuses bases de données sur le développement agricole et rural durable, des contenus dont ont besoin les auditeurs et auditrices pour mieux maîtriser leur environnement, mais des contenus qui doivent être en relation directe, en adéquation avec leurs besoins en information et en communication qu'il reste à identifier, quels que soient les voies et moyens d'accès à ces contenus.

Le soutien de la FAO aux radios rurales : Historique de la relation

La FAO a fait oeuvre de pionnier en organisant en 1966, aux côtés de l'UNESCO, la réunion qui a généralisé le modèle des tribunes radiophoniques et abouti immédiatement à l'émergence des radios clubs et des radios agricoles en Afrique (réunion de Giseyi au Rwanda pour l'Afrique francophone et de Moshi en Tanzanie pour l'Afrique Anglophone). Ainsi, le service de la vulgarisation, de l'éducation

et de la communication de la FAO soutient la radio rurale depuis sa création. En témoignent les actions suivantes menées avec ses partenaires:

- 1976 Crée la radio rurale du Congo
- 1986 Consolide les assises de la radio rurale en Mauritanie
- 1986 Crée la radio rurale de Guinée
- 1986 Forme les agents de la radio rurale de Centrafrique
- 1986-1988 Met en place la radio rurale au Tchad
- 1990-1996 Décentralise et met au service du développement rural intégré la radio rurale du Burkina Faso
- 1993 Relance les activités de radio rurale au Mali
- 1994-1995 Initie Niger et Guinée-Bissau à la méthodologie de radio rurale
- 1995 Crée et teste un "kit" multimédia de formation des formateurs
- 1996 Elabore une méthodologie participative et interactive de la radio s'appuyant sur les outils de l'approche participative et de la production radiophonique
- 1996 Organise une concertation internationale sur le développement de la radio rurale réunissant en Afrique 27 pays
- 1997-2001 Met en oeuvre 4 radios locales communautaires en Mali--Sud
- 1997-Today Réfléchit sur les applications possibles des nouvelles technologies de l'information et de la communication à la radio et en particulier sur comment relier la radio à Internet
- 1998-1999 Etudie les besoins en formation des formateurs dans plus de 15 pays africains
- 2000 Met au point et applique une méthodologie d'analyse de contenu systématique des émissions de radio rurale
- 2000 Elabore et teste une méthodologie de suivi-évaluation de l'impact des émissions.

Notre vision : philosophie et stratégies d'utilisation de la radio rurale

En Afrique, la radio est toujours considérée comme le moyen de communication le plus approprié pour appuyer et promouvoir le développement rural, étant donné son faible coût, son accessibilité et son adaptation à une gamme variée de situations et d'auditoires.

La radio rurale en Afrique est un moyen de communication proche des populations et des communautés rurales. La radio rurale s'offre à elles comme une tribune de dialogue démocratique sur les problèmes économiques, sociaux et culturels de développement en milieu rural, périurbain et urbain.

La radio en Afrique connaît aujourd'hui des transformations majeures. Des stations de radio indépendantes se créent. De nouveaux rôles lui sont assignés, pour satisfaire les besoins du secteur privé, des organisations non-gouvernementales, des communautés rurales, des associations et organisations paysannes, des groupes de femmes et de jeunes.

Cette évolution a été possible grâce à l'expertise développée par la FAO et aux actions menées en matière de formation, de réflexion et d'activités de recherche. Ainsi, en termes de ressources humaines, la FAO aide les populations locales à acquérir les aptitudes et compétences techniques indispensables à l'organisation de la production, à la diffusion, à la gestion et à la maintenance des radios rurales.

Le programme d'appui de la FAO aux radios rurales situe la communication rurale à trois niveaux: National, Régional, Local.

Trois types de radio, trois systèmes dont l'harmonieuse articulation permet une vraie communication rurale radiophonique, même si la radio rurale devient plus locale. Des radios rurales locales de type

communautaire apparaissent, également appelées radios de proximité. On assiste à la disparition des radios rurales classiques (nationales et/ou régionales) en faveur des radios locales et communautaires, type de radio clairement choisi par notre Organisation.

Notre stratégie : Rendre les activités de la radio rurale permanentes, autonomes et les mettre au service des différentes actions de développement.

Méthodologie participative et interactive de la radio rurale

Dans les années 80, alors que se développe la MARP (méthode active de recherche participative), chercheurs en communication et praticiens réfléchissent sur le caractère participatif et interactif de la radio rurale. Dès lors, ces deux outils se développeront parallèlement, en puisant souvent aux mêmes sources disciplinaires et en s'empruntant mutuellement certaines techniques.

Plusieurs projets de la FAO utilisent la radio rurale et se fondent sur l'approche participative. Les populations doivent s'approprier l'outil pour le transformer en une tribune d'expression sur les questions de développement, un instrument de dialogue social et de concertation. Seule la participation des communautés donne à l'outil radiophonique toutes ces dimensions. Rapprocher l'outil des auditeurs et auditrices permet leur implication à la conception, l'élaboration et la production des émissions. Pour cela, il faut se rendre sur place dans les villages et utiliser les techniques de l'approche participative et les genres radiophoniques les plus appropriés en ce qui concerne l'implication des populations.

Grâce aux techniques de production radiophoniques comme l'émission publique, l'interview communautaire ou la causerie-débat, la radio rurale est utilisée comme outil d'investigation du milieu, comme outil d'enquête sociale. L'émission publique est la plus participative des émissions de radio rurale. Elle donne la parole aux villageois. Y participent spontanément toutes les catégories sociales du village ou de la communauté rurale.

ANNEXE 8

LE DEVELOPPEMENT DURABLE AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Dans l'esprit de la nécessité de démarrer à l'échelle locale ou communautaire, nous voudrions présenter une approche intégrée intéressante d'indépendance des communautés rurales, développée en Thaïlande et appelée TERMS (Sanyawiwat, 2003). TERMS signifie : **T**echnologie, **E**conomie, **R**essources naturelles, **M**entales et **S**ocioculturelles.

Ce modèle est le fruit d'une recherche approfondie que le Conseil national de recherche de la Thaïlande a commandée à l'Institut des sciences et de la technologie. Plus de 50 chercheurs, provenant de structures gouvernementales, d'universités, du secteur privé, ainsi que les responsables communautaires de 5 villages (Khiriwong—Nakhonsrithammarat, Phodhisricharoen—Suphanburi, Takoh—Nakornrachasima, Nongsaeng—Mahasarakham et Thung-Yao—Lampoon), y ont été associés. Il leur a fallu plus de sept années pour parvenir à ce que l'on appelle désormais le *Concept thaïlandais de développement communautaire*.

Ce modèle considère l'indépendance d'une communauté comme l'un des objectifs du développement communautaire. L'indépendance d'une communauté peut être atteinte si les dimensions suivantes sont prises en compte :

1. les facteurs liés à la **T**echnologie, l' **E**conomie, les **R**essources naturelles, **M**entales et **S**ocioculturelles (TERMS) ;
2. un processus de développement et d'indépendance basé sur l'Equilibre, la Capacité et les Réseaux (ECR), ces trois facteurs contribuant à l'équilibre des facteurs TERMS et à la gestion communautaire ;
3. la Recherche Action Participative (RAP), comme processus dans lequel les animateurs et les villageois collaborent à travers le dialogue, la planification, l'évaluation ou la recherche, à tout moment ;
4. un processus de resocialisation et de conscientisation (en langue Thaï : Khit pen), qui conduit la population vers les valeurs thaï, l'identité thaï, la culture thaï, et la sagesse populaire pour bénéficier du mode de vie thaï.
5. la matrice fonctionnelle de ces facteurs est résumée dans le tableau suivant :

Indépendance	Technologie	Economie	Ressources	Mental	Socio-culturel
Technologie	-appropriée à l'environnement rural -moderne et contrôlable -recherche et développement organisés localement	-base de production -facteurs de production -amélioration des compétences en termes de concurrence -base de développement des sociétés	-valorisation des ressources -protection de l'environnement -renforcement des ressources	-édification d'une conscience scientifique -amélioration de la qualité des ressources humaines en sciences et technologies	- base de développement social -équilibre des changements sociaux et des facteurs de stabilité sociale -préservation de la stabilité et la solidarité sociales

Economie	<ul style="list-style-type: none"> -choix des supports technologiques -soutien des progrès technologiques -soutien de l'indépendance technologique -distribution de la technologie 	<ul style="list-style-type: none"> -recherche d'une situation d'équilibre -développement permanent continu -capacité de concurrence avec l'étranger -capacité à épargner et à investir -coopération dans la production et la commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> -utilisation des ressources locales -valorisation des ressources -utilisation efficace et équilibrée des ressources -renouvellement et recyclage 	<ul style="list-style-type: none"> -création d'un esprit commercial - conscience de la qualité de la vie - conscience d'une société juste - conscience de l'épargne et de l'investissement appropriés 	<ul style="list-style-type: none"> -création d'emplois et de revenus - base de solidarité et d'équilibre social -création d'une économie stable et -intégration des profits économiques
Ressources	<ul style="list-style-type: none"> -base de développement technologique -multiplication de l'usage des technologies -création d'innovations technologiques 	<ul style="list-style-type: none"> - base de production et d'esprit d'entreprise appropriés -facteurs de production - base de développement durable 	<ul style="list-style-type: none"> -écologie -ressources recyclables et renouvelables 	<ul style="list-style-type: none"> - conscience de l'équilibre écologique - conscience du développement économique -soutien de la qualité de la vie 	<ul style="list-style-type: none"> -création de groupes sociaux - protection et transmission des traditions et des valeurs culturelles - discipline des allocations de ressources -base de solidarité sociale
Mental	<ul style="list-style-type: none"> - capacité à utiliser les technologies - contrôler et assurer le suivi des technologies 	<ul style="list-style-type: none"> -facteur de production main d'oeuvre -les entrepreneurs et les consommateurs savent comment économiser les produits -exploitation des opportunités économiques -création d'organisations économiques 	<ul style="list-style-type: none"> -compréhension et utilisation des ressources - protection des ressources - renouvellement des ressources -apprendre à aimer la nature 	<ul style="list-style-type: none"> -conscience de l'autonomie - organisation de l'information et de l'exploitation des connaissances -développement des qualités -interdiction de la boisson et des jeux - assiduité 	<ul style="list-style-type: none"> -conscience de son appartenance -participation aux activités sociales. -motivation au progrès -création d'organisations sociales -création d'un esprit unitaire
Société	<ul style="list-style-type: none"> -évaluation des besoins en technologies -soutien et développement des technologies appropriées -définition des types et des formes de technologies 	<ul style="list-style-type: none"> -création d'une demande pour les produits et services -création d'organisations sociales -institution de valeurs et de normes pour l'indépendance économique -administration de la production et la commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> -partage et protection des ressources -renouvellement des ressources -protection de l'environnement, des communautés et des périphéries 	<ul style="list-style-type: none"> -institution de l'ordre et de la discipline -Maintien de la discipline et des règles sociales - conscience unitaire - recherche de bénéfices sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> -niveau élevé de leadership -solidarité sociale -organisations sociales -actualisation de l'information et des connaissances

ANNEXE 9

L'EFFICACITE DE LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT: QUELQUES FACTEURS CONTEXTUELS

Une revue de la littérature portant sur la communication pour le développement en Afrique indique qu'un grand nombre de facteurs jouent un rôle déterminant dans l'application effective des approches de communication pour le développement en appui à des programmes nationaux dans le contexte africain. Parmi ces facteurs, on compte:

- La création d'un environnement de communication participative qui non seulement accorde une place à l'expression d'idées diverses sur les questions reliées au développement à l'échelon de la société, mais qui facilite également l'interaction à l'échelon local;
- Le renforcement du flux d'information publique et des espaces de dialogue public sur les politiques et les programmes de développement;
- Une participation populaire informée, fondée sur un accès accru à des médias indépendants et pluralistes;
- La production et la diffusion de contenu informatif qui reflète les valeurs locales et répond aux besoins de la population à la base en matière d'information;
- L'utilisation d'approches de communication et de contenus appropriés culturellement;
- L'utilisation de points d'accès communautaires, en particulier les radios communautaires et, plus récemment, les centres multimédias, de même que les médias de groupes à portée plus restreinte;
- L'importance d'assurer aux femmes et aux jeunes l'accès à l'information et la possibilité de développer leurs compétences et leurs capacités en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication;
- La mise à profit des forces des médias traditionnels (théâtre, danse, chants, contes, etc.) et leur combinaison avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication;
- L'importance d'offrir aux praticiens une formation appropriée en matière de communication et d'information grâce à des programmes de développement.

Dans le contexte des programmes de développement menés dans les communautés rurales et marginalisées, où réside la majorité de la population de la plupart des pays africains, les points d'accès communautaire à la communication, les médias traditionnels et les pratiques de communication dont le contenu est culturellement approprié revêtent une importance toute particulière pour la communication participative pour le développement. Alumuku et White⁷ ont fait remarquer que la « capacité à communiquer » des communautés locales doit être mise à profit dans la conception de stratégies de communication dans la région. Dans cette optique, les médias communautaires des pays africains, en particulier la radio communautaire, offrent un espace aux membres de la communauté afin qu'ils puissent faire connaître leurs points de vue et leurs opinions sur les problèmes de développement et participer à la résolution de ces problèmes. Dans leur étude menée au Ghana, en Afrique du Sud et en

Zambie, Alumuku et White (2004) rapportent que, dans ces pays, la « capacité de communiquer » des communautés locales par l'entremise des radios communautaires a été mise à profit pour produire et diffuser des émissions abordant des questions telles que l'éducation à la santé, la résolution de conflits, l'équité hommes-femmes, l'éducation pour la gouvernance démocratique responsable, la défense des intérêts locaux en matière de développement, la stimulation du développement économique et la promotion de la culture locale. Il s'agit là de problèmes de développement communs à un grand nombre de communautés africaines que la communication, avec ses approches horizontales et participatives, peut contribuer à résoudre.

⁷ P. Alumuku et R. White (2004). « Community radio for development in Africa », conférence prononcée lors de la 24e Conférence générale de l'International Association for Media and Communication Research, Porto Alegre, Brésil, juillet 2004.

De la même façon, dans l'univers de la communication africain, étant donné que certains groupes de la population n'ont qu'un accès limité aux médias de masse, en particulier les segments de la population les plus marginalisés qui vivent dans des villages éloignés et des communautés rurales, la « capacité de communiquer » des communautés locales réside dans les médias et canaux dits traditionnels (théâtre, concerts, chants, contes, marionnettes, percussions, danse, leaders traditionnels, etc.). Ceux-ci servent de canaux fiables pour la circulation des nouvelles et pour la collecte, le traitement et la diffusion de l'information dans un grand nombre de communautés rurales. En outre, ils abordent souvent des questions d'intérêt local dans les langues nationales et à partir du contexte culturel propre à ces communautés, de sorte que les gens peuvent facilement les comprendre et s'y identifier. L'application effective des approches et des stratégies de communication participative pour le développement à l'échelon communautaire devrait nécessairement avoir recours à ces ressources et aux outils de communication traditionnels, qui sont omniprésents. Les médias traditionnels, en particulier les contes, les chants, le théâtre et les théâtres de rue locaux, sont issus des normes culturelles et des traditions locales. De plus, leur contenu est habituellement présenté de manière culturellement appropriée et ils sont souvent utilisés comme moyens de canaliser efficacement les questions relatives au développement. Ils sont notamment utilisés lors d'interventions de communication qui abordent des questions reliées à l'amélioration de la productivité agricole, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que le VIH-SIDA et autres problèmes de développement. Les exemples de ce type d'utilisation abondent en Afrique.

Afin d'illustrer l'utilisation des médias traditionnels pour traiter des défis du développement, on peut mentionner (i) le théâtre pour l'action communautaire au Zimbabwe, qui a recours au théâtre pour appuyer et faciliter la participation des membres des communautés dans plusieurs districts du Matabeleland dans la lutte contre le VIH-SIDA; (ii) l'utilisation du théâtre et de groupes de musique traditionnelle pour diffuser de l'information agricole aux fermiers dans des communautés rurales du Nigeria; (iii) la transmission de messages sur la santé reproductive et la prévention du VIH-SIDA au moyen de danses et de musique traditionnelles dans des communautés rurales du Ghana, du Kenya, du Malawi, du Mozambique, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie, notamment; (iv) l'utilisation du théâtre participatif et de la musique traditionnelle pour aborder la question des inégalités entre les sexes et le VIH-SIDA dans l'état du Niger au Nigeria; et (v) la diffusion de messages sur la gestion des ressources naturelles au moyen de représentations théâtrales en Ouganda. En somme, les médias traditionnels offrent des formes de communication horizontales qui stimulent la discussion et l'analyse des questions ainsi que la sensibilisation et la mobilisation des communautés pour le développement. Toutefois, il faut demeurer prudent et ne pas tomber dans le romantisme en ce qui concerne les capacités et l'influence des médias traditionnels en matière de développement. Comme tout autre moyen d'information et de communication, ils ont leurs faiblesses et leurs limites dans le temps et

l'espace. Ils sont particulièrement déficients en ce qui concerne la diffusion simultanée d'information sur les questions de développement auprès de populations qui sont dispersées sur une vaste étendue géographique. La recherche et l'expérience en matière d'utilisation des médias traditionnels indiquent que leur efficacité atteint son point maximal au sein des communautés rurales lorsqu'ils sont combinés à des médias de masse, en particulier à la radio. Le défi auquel les praticiens de la communication participative pour le développement font face dans les pays africains est celui de connaître suffisamment le potentiel et les limites des médias traditionnels, de même que les façons de les mettre habilement à contribution et de les combiner à d'autres formes de communication et d'information pour le développement. Les indications pratiques et techniques sur la façon de concevoir et de mettre en œuvre des interventions de communication participative pour le développement en ayant recours aux médias traditionnels en combinaison avec d'autres formes de communication (y compris l'analyse des besoins, la conception et le prétest des messages et contenus, la formation, l'analyse des coûts, la recherche du financement nécessaire, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, etc.) sont au-delà de la portée de ce texte.

ANNEXE 10 :

LES STRUCTURES REQUISES DU PROCESSUS PCD

Le Comité de Développement Communal ou CDC :

Cadre juridique :

Le CDC est une entité agissant au niveau communal qui à travers ses rôles et attributions, n'empiète en aucun cas les prérogatives de la commune. Il les renforce en fournissant aux élus les éléments de prise de décision nécessaires à leur administration. Il garantit la continuité de l'effort de développement selon la Loi 94.007 du 26 avril 1995, dans son article 18 qui stipule que « A chaque niveau de collectivité territoriale décentralisée, des structures de concertation à caractère sectoriel et à vocation globale devront être créées aux fins d'harmonisation des actions initiées et réalisées à tous les niveaux ».

Composition :

Personnes dynamiques et motivées pour la mise en œuvre du processus PCD et reflétant la représentation spatiale et sociale de la Commune.

Le CDC est une structure de concertation regroupant les forces vives au sein de la Commune dans le but d'asseoir un développement intégré :

- Le Maire ou son représentant
- Représentants du Conseil Communal
- Représentants des Comités de Développement au niveau de Chaque Fokontany
- Représentants des services administratifs
- Représentants des groupements, associations, ONG, ...
- Représentant des opérateurs économiques
- Représentant des notables et chefs coutumiers
-

Mode de constitution des membres :

L'émergence des membres de CDC doit partir de la base donc à partir des Fokontany. Des réunions d'information et de sensibilisation seront organisées avec la population de chaque Fokontany pour identifier les différents groupes sociaux sans aucune exclusion (y compris les groupes les plus

défavorisés : femmes ; jeunes, pauvres, ...). Ces réunions auront pour objectif de sélectionner et de constituer les membres de Comité de Développement au niveau de chaque Fokontany (CDV). Ces Comités de Développement au niveau des Fokontany vont donc se réunir au niveau de la Commune avec les autres représentants cités ci-dessus (cf. composition) pour constituer le CDC. A ce stade, une analyse des parties prenantes sera réalisée pour savoir qui sont influents, qui sont importants et qui sont prêts à s'engager pour le processus de développement participatif.

Nombre des membres :

Le nombre des membres de CDC n'est pas limité afin d'avoir une bonne représentativité de toutes les couches sociales par Fokontany.

Structure :

Afin de garantir la souplesse de la structure, chaque membre peut à tout moment être remplacé ou se faire représenter par d'autre personne, respectant la représentativité sociale et spatiale de la personne non disponible.

Rôles et attribution :

La mise en place du CDC doit favoriser la valorisation de la connaissance locale. Elle assure l'ancrage local de la politique de développement régional. Elle permet de promouvoir l'initiative locale en impliquant la population dans la dynamique socio-économique. Ce qui devrait lui permettre de prendre en main son propre développement, de renforcer ses capacités d'appropriation, de préservation et de gestion des ressources de la commune. Les rôles et les attributions du CDC se résument donc comme suit :

- plateforme de réflexion pour l'élaboration du PCD
- plateforme de réflexion pour la mise à jour du PCD
- plateforme de réflexion pour l'élaboration de Plan d'Investissement Communal (PIC)
- appui de la commune à la recherche de financement pour la mise en œuvre du PCD

Les nouvelles attributions requises par le processus PCD pour les différentes entités communales :

Maire	Conseil Communal	CDC	Observations
Exécution des activités approuvées par le Conseil Communal Négociation des financements extérieurs	Délibération et approbation des propositions d'activités et de l'utilisation du budget communal et selon le PIC	+ Structure de concertation pour le développement de la Commune + Facilitation pour : - Elaboration du PCD - Elaboration du PIC - Recherche de financement	Le PIC est constitué par les projets à réaliser annuellement

Les trois entités doivent donc en conséquence se concerter et adopter une règle de gestion interne à chaque Commune.

Le Comité de Développement Villageois ou CDV :

Composition :

Personnes dynamiques et motivées reflétant la représentation sociale au niveau de chaque Fokontany.

Mode de constitution des membres :

L'émergence des membres de CDV doit partir de l'analyse des participants pendant les réunions d'information et de sensibilisation au niveau de chaque Fokontany.

Fokontany	H	F	Responsables Elus	Associations	Jeunes	Femmes	Simple représentant	Techniciens	Eglises	Autres
	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	nombre	

Nombre des membres :

Le nombre des membres de CDV n'est pas également limité afin d'avoir une bonne représentativité de toutes les couches sociales par Fokontany.

Structure :

Le CDV est piloté par un président dont le Chef de Fokontany.

Rôles et attribution :

Les rôles et les attributions du CDC se résument donc comme suit :

- plateforme de réflexion pour l'élaboration de PVD
- plateforme de réflexion pour l'émergence de CDC

Le Responsable des activités :

Composition et mode d'élection :

Le Chef de Fokontany.

Rôles et attribution :

Mobilisation et sensibilisation du Bureau exécutif de la commune et des bénéficiaires pour la mise en œuvre des projets programmés au sein de son Fokontany.

Les Partenaires relais ou PR :

Partenaire relais est le terme utilisé pour désigner l'équipe qui va appuyer techniquement et logistiquement la Commune à la réalisation du processus PCD.

C'est une équipe pluridisciplinaire extérieure à la Commune et qui a pour rôle de :

- animer et mobiliser les communautés pour la prise en main du processus
- renforcer les capacités du CDC et des chefs de Fokontany
- faciliter la mise en œuvre des différentes étapes du PCD
- aider à l'élaboration d'un PIC réalisable par la Commune
- servir d'interlocuteur avec les PTF
- et servir modérateur pour la gestion des conflits éventuels.

Le partenaire relais doit être une ONG, une Association, un Cabinet d'Etudes ou un Consortium de consultants, convaincu des apports de l'ingénierie sociale dans la cause du développement :

- ayant une grande expérience en développement communautaire et en approche participative
- comprenant un spécialiste maîtrisant l'approche participative et convaincu de l'application de la dite approche au sein des communautés
- comprenant un spécialiste en économie rurale ou en planification, et des enquêteurs maîtrisant le dialecte local

Les Renforcements de capacité :

Pour la mise en œuvre du processus PCD, chaque structure doit bénéficier de renforcement de capacité approprié selon le tableau ci après :

Thème	CDC	Chef de Fokontany	PR
Guide d'élaboration de PCD	X		X
Guide de mise en œuvre de PCD	X	X	X
Guide de mise à jour de PCD	X		X
Bonne gouvernance (participation citoyenne)		X	

ANNEXE 11

CONDUITE DE DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

Le présent outil est à adopter pour toutes les étapes du processus d'élaboration du PCD.

Animateur :

- Au moins deux personnes dont 1 femme et 1 homme
- Titulaire pour l'animation et un suppléant pour la prise des notes
- Peuvent se substituer si besoin

Participant :

- Tous les concernés ou les représentants des concernés par la planification

Obligation :

- Participants connaissant bien la zone de planification

Matériels :

- Flip chart ou emballage ou tableau noir
- Markers ou craies de différentes couleurs
- Bande collante
- Cartons de différentes couleurs
- Figurines

Méthode :

Si tous les participants savent lire et écrire :

- Explication de l'objectif du diagnostic
- Explication de la méthode utilisée pour avoir les idées :
 - Ecrire dans un carton
 - Une idée dans un carton
 - Une personne peut avoir beaucoup d'idées
- Distribution de carton et écriture des idées
- Affichage des idées : collage sur les murs
- Lecture des idées et demande de clarification
- Mise en cohérence et consolidation des idées pour l'obtention de l'objectif

Si les participants ne savent ni lire ni écrire :

- Explication de l'objectif du diagnostic
- Explication de la méthode utilisée pour avoir les idées :
 - Demander ceux qui ont des idées
 - Demander ceux qui ne veulent pas parler
 - Dessiner ou présenter sous forme de figurine chaque idée dans un carton
 - Une idée et donc une figure dans un carton
 - Une personne peut avoir beaucoup d'idées
- Question avec animation pour la production d'idée
- Affichage des idées : collage sur les murs
- Lecture des idées et demande de clarification
- Mise en cohérence et consolidation des idées pour l'obtention de l'objectif

Remarques :

- Une figurine est la traduction en graphique ou figure ou photo d'une idée
- Le facilitateur est recommandé de préparer au préalable les figurines possibles
- Les figurines doivent être adaptées aux contextes locaux et doivent donc être compris par les participants
- Les figurines sont recommandées même pour les participants qui savent lire et écrire car les figures et les photos ont la faculté de stimuler les réflexions et les participations. De plus, les figurines renforcent l'ambiance de convivialité pour la conduite des diagnostics.

ANNEXE 12

RAPPORT DE LA CONDUITE DES ATELIERS ALAKAMISY ITENINA

1. Contenus détaillés du Diagnostic des Fokontany

Activités	Méthodologie	Premier responsable	Participants	Produits obtenus	Durée	Outils
Elaboration du plan de développement pour chaque fokontany.	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier au niveau des Fokontany. MARP/ IEC - Analyses des données de bases. - Etudes analytiques du développement des Fokontany. - Analyses des projets de développement selon la priorisation et la vision du futur. - Participation active des membres du CDV. - Regroupement des Fokontany selon le zonage par vocation. 	ANIMATEUR	Membres du CDC et du CDV et la population dans le Fokontany.	<p>Monographie des 14 Fokontany finalisée. (C.f : PV validation Monographie par fokontany)</p> <p>Analyse des problèmes et des opportunités finalisés.</p> <p>Définition des vocations par Fokontany. Projets de développement priorisé par Fokontany après l'analyse contextuelle.</p> <p>Des apports/ bénéficiaires identifiés par projet.</p>	05 jours pour tous les Fokontany	<p>Annexe 2 du guide PCD.</p> <p>Conduite atelier diagnostic participatif au niveau des Fokontany</p> <p>Annexe 6 du guide PCD.</p> <p>Annexe 10 du guide PCD.</p>

Date	Lieu	Activités	Résultats obtenus	Outils utilisés	Participants
	Centre pour Alakamisy Itenina les 3 fokontany du Noyau 1(zone 1) : Anjanamahaso Est et Ouest, Alakamisy-Itenina et Midongy-Nord	Diagnostic et ERP : . Analyse des atouts et potentialités de chaque fokontany . Analyse des problèmes suivant les 8 engagements du MAP . Apport des solutions Priorisation des projets . Estimation des coûts des projets	- Les atouts et potentialités de chaque fokontany - Les problèmes de chaque domaine de développement sont relatés. - Les participants ont données des solutions aux problèmes avec des projets - Les coûts de ces projets sont débattu ensemble. - Carte de chaque Fokontany validée	Brainstorming , discussion (Annexe 10 du guide d'élaboration du PCD, page 71) Référence coûts de projets (année 2005)	Fokonolona de Fokontany, Membre CDV et CDC par fokontany, Partenaire relais
	Centre Midongy Est pour les 3 fokontany dans le Zone 2 : Midongy Est, Riambary , Sahavindrano, Tsiahere et Ankaramalaza	Diagnostic et ERP : . Analyse des atouts et potentialités de chaque fokontany . Analyse des problèmes suivant les 8 engagements du MAP . Apport des solutions Priorisation des projets . Estimation des coûts des projets	- Les atouts et potentialités de chaque fokontany - Les problèmes de chaque domaine de développement sont relatés. - Les participants ont données des solutions aux problèmes avec des projets - Les coûts de ces projets sont débattu ensemble - Carte de chaque Fokontany validée	Brainstorming , discussion (Annexe 10 du guide d'élaboration du PCD, page 71) Référence coûts de projets (année 2005)	Fokonolona de Fokontany, Membre CDV et CDC par fokontany, Partenaire relais
	Centre Midongy Centre pour le Fokontany dans le zone 3 : Sangasanga Telo Tonta, Midongy Centre et Vohitraivo Sud	Diagnostic et ERP : . Analyse des atouts et potentialités de chaque fokontany . Analyse des problèmes suivant les 8 engagements . Apport des solutions Priorisation des projets . Estimation des coûts des projets	- Les atouts et potentialités de chaque fokontany - Les problèmes de chaque domaine de développement sont relatés. - Les participants ont données des solutions aux problèmes avec des projets - Les coûts de ces projets sont débattu ensemble - Carte de chaque Fokontany validée	Brainstorming , discussion (Annexe 10 du guide d'élaboration du PCD, page 71) Référence coûts de projets (année 2005) actualisé après extrapolation	Fokonolona de Fokontany, Membre CDV et CDC par fokontany, Partenaire relais

2. PHASE D'ELABORATION DE LA REACTUALISATION DU PCD

Avant le diagnostic proprement dit, les membres du CDC se sont répartis en 04 groupes, traitant chacun 02 thèmes de l'Engagement du MAP. Le résultat du travail a été débattu en séance d'ensemble, chaque après-midi et chaque idée retenue est cochée sur le Flipshart pour être reportée au draft.

2.1 L'assemblage des fruits des diagnostics des Fokontany Atelier Communal 2

Dates	Activités	Méthodologie	Premier responsable	Participants	Produits obtenus	Durée	Outils
26/08/08	Synthèse des données par Fokontany.	-Séance de travail par Fokontany concernés. -Correction de la monographie villageoise selon la réalité au niveau du Fokontany.	ANIMATEUR	Membres du CDC et du CDV et la population dans le Fokontany.	Données de base par Fokontany affinées Monographie finalisé	01 jour	Conduite atelier au niveau des Fokontany. Annexe 2 du guide PCD.
	Restitution de l'état de lieu de la Commune	Participation active des membres du CDC. Elaboration des cartes thématiques, collectes des données de base indispensables.	ANIMATEUR	Membres du CDC.	Les membres du CDC ont maîtrisé toutes les informations qui sont déjà collectées et disponibles sur la Commune.	02 heures	Annexe 9 du guide PCD.
	Analyses des atouts et potentialités de la Commune	Nous avons effectué l'analyse des atouts et potentialités par la méthode d'approche participative. Des enquêtes et des interviews structurées étaient dirigé au sein des membres du CDC. Des études analytiques étaient réalisées au cours de l'atelier communal pour identifier les atouts et potentialités.	ANIMATEUR	Membres du CDC.	Les atouts et les potentialités de la Commune sont identifiés.	02 heures	Annexe 11 du guide PCD.
	Analyse des problèmes.	Nous avons effectué des analyses des problèmes de développements de la Commune selon les huit engagements du MAP. Dans différents secteurs d'activités sociales et économiques.	ANIMATEUR	Membres du CDC.	Les problèmes sont identifiés pour chaque secteur d'activité et suivant les huit engagements du MAP. Tableau des problèmes élaborés	02 heures	Annexe 12 du guide PCD.

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

Atelier communal 3

Dates	Activités	Méthodologie	Premier responsable	Participants	Produits obtenus	Durée	Outils
27/08/08	Zonage par vocation de chaque Fokontany	Identification des potentialités des Fokontany et zonage des Fokontany qui ont la même potentialité.	ANIMATEUR	Membres du CDC.	Vocation par Fokontany et Les fokontany sont zonés selon leurs spécificités et leurs potentialités	02 heures	Annexe 14 du guide PCD.
	Analyse des enjeux de développement de la Commune par rapport à l'intercommunalité et la région	Analyse des pôles de croissances économiques de la Commune par rapport aux communes environnantes et sa liaison avec la région.	ANIMATEUR	Membres du CDC.	- La Vision de développement est déterminée. - Les axes stratégiques de développement sont planifiés selon les huit (08) engagements du MAP, le PRD et l'intercommunalité. - Les pistes d'action sont déterminées.	03 heures	Annexe 16 du guide PCD. Annexe 17 du guide PCD.
	Estimation sommaire des coûts des projets	Extrapolation du standard des coûts des infrastructures.	ANIMATEUR	Membres du CDC.	Les coûts estimatifs de chaque projet et les apports bénéficiaires sont établis dans la planification.	02 heures	Standard des coûts.
	Analyse des intervenants au niveau de la Commune	- Recensement des intervenants et études de leur domaine d'intervention. - Analyse de leur point fort et leur faiblesse	ANIMATEUR	Membres du CDC.	Tableau des forces, faiblesses et intérêts de chaque intervenant de la Commune bien établi.	01 heure	Annexe 13 du guide PCD.
	Analyse de la faisabilité des actions et de la capacité contributive de la population	- Analyse de la faisabilité financière, des actions, analyses de la faisabilité technique des actions. - Analyse de la capacité contributive de la population.	ANIMATEUR	Membres du CDC.	- Les projets sont priorisés selon la faisabilité technique et financière. - Les apports bénéficiaires sont mentionnés dans la planification.	03 heures	Annexe 19 du guide PCD.
	Elaboration du programme	- Planification des projets spatiaux temporels. - Nous avons effectué la planification selon les normes techniques requises dans le guide	ANIMATEUR	Membres du CDC.	La planification des projets programmés à long et à moyen	03 heures	Annexe 17 du guide PCD.

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

	pluriannuel de développement	d'élaboration.			terme dans le document PCD est réalisée.		
--	------------------------------	----------------	--	--	--	--	--

Dates	Activités	Méthodologie	Premier responsable	Participants	Produits	Durée	Outils
28/08/08	Elaboration du programme d'investissement communal.	Planification des actions projetées dans le programme pluriannuel de développement.	ANIMATEUR	Membres du CDC.	Les actions prioritaires au niveau de la Commune sont bien planifiées	02 heures	Annexe 17 du guide PCD
	Réajustement du PDV selon le PCD	Correction des PDV suivant les projets prioritaires au niveau Communal.	ANIMATEUR	Membres du CDC.	PDV finalisés et validés par les membres du CDC, la population locale et le Maire. (Cf. PV de validation en annexe).	04 heures	Annexe 2 du guide PCD
	Validation plénière du PCD	Restitution des contenus du PCD et validation du PCD par les membres du CDC. (séance plénière)	ANIMATEUR	Membres du CDC.	PCD Validé par les membres du CDC, (Cf. PV de validation en annexe)	03 heures	Annexe 9 du guide PCD.
	Nomination des responsables des activités	- Mise en place des commissions responsables des activités dans la phase de mise en œuvre du PCD. - Commissions responsables des projets.	ANIMATEUR	Membres du CDC et membres du bureaux exécutifs de la Commune.	Les responsables des activités sont constitués (Cf. listes des responsables des activités par secteur en annexe)	01 heure	Annexe 3 du guide PCD.

3 PHASE DE FINALISATION

La phase de finalisation correspond à l'étape finale de l'élaboration du PCD. Nous avons suivi les étapes suivantes, phase de rédaction, de restitution puis finalisation du PCD avant d'effectuer la validation du PCD par la commune.

Dates	Activités	Méthodologies	Premier responsable	Participants	Produits obtenus	Durée	Outils
Septembre 2008	Rédaction du PCD.	Séance de travail entre les équipes techniques de l'ANIMATEUR et éventuelles échange avec les membres du CDC	ANIMATEUR	Membres du CDC.	Draft PCD bien élaboré.	10 jours	Annexe 1 du guide PCD.
	Examen et ajustement du PCD	Restitution au sein des membres du CDC, Bureau Executif des contenus du PCD.	ANIMATEUR	Membres du CDC, Maire, Conseil communal, organisme d'appui.	Le premier Draft PCD est corrigé après recommandation. (Cf. PV de validation plénière en annexe)	01 jour	Annexe 1 du guide PCD.
	Délibération	Réunion du Conseil communal	Maire Conseil communal	ANIMATEUR	Procès verbal de validation de la décision du conseil communal. (Cf. PV en annexe)	01 jour	Annexe 1 du guide PCD.
	Finalisation du PCD.	Séance de travail. Le PCD est corrigé et finalisé pour la version finale.	ANIMATEUR	Membres du CDC.	PCD Finalisé.	01 jour	Annexe 1 du guide PCD.
	Rédaction en version électronique du PCD.	Séance de travail, saisie, mise en forme et élaboration des cartes.	ANIMATEUR	Equipe de l'ANIMATEUR.	PCD en version électronique	15 jours	Ordinateur/ Guide
Octobre 2008	Plaidoyer des bailleurs	Table ronde	Commune	ANIMATEUR, Maire, SAHA, PTF	Table ronde et débat réalisé	1 jour	PCD en 2 version, carte

Communication et Participation Communautaire, Regard sur l'intégration de communication participative pour le développement : l'expérience de la Commune rurale d'Alakamisy Itenina, Région Haute Matsiatra, Madagascar

4. Le draft de la réactualisation :

Une commission composée des Membres du Bureau exécutif, du Président du CDC et le Partenaire Relais s'en charge et celui-ci a été entamé au bout d'une journée . Les résultats de l'ERP et la consultation de l'ancien PCD ont facilité les travaux .

5 - La validation :

Comme tous les membres du Conseil communal d'Alakamisy-Itenina font partie des membres du Comité de Développement Communal, cette formalité n'a trouvé aucune objection de leur part.

Une journée, après leur manifestation, la population communale d'Alakamisy-Itenina a été convoquée pour une assemblée générale à Alakamisy-Itenina

Le jour venu, le Président du CDC a pris le premier la parole et relate au monde le fruit des travaux menés depuis plus de deux semaines dans la Commune et aux différents Fokontany.

Il a donné la liste des projets prioritaires débattus et retenus en l'occurrence :

1. La révolution verte
2. Bonne Gouvernance
3. Education
4. Santé
5. Adduction d'eau potable

Tout en tenant compte des faits et idées suivants :

- Consolidation des problèmes issus de la diagnostic par fokontany à chaque domaine correspondante
- Hiérarchisation de ces problèmes en tenant compte de sa gravité et son ampleur
- Détermination des objectifs à chaque domaine en fonction de l'aspiration de la population et les moyens et potentialités disponibles ou espérées
- Consolidation des solutions et projets issus de diagnostic et issus des idées des émanants des responsables.
- Sur ce point , les critères de choix sont un peu larges : la faisabilité, l'acceptabilité, le coût, l'efficacité.
- Priorisation des projets suivant : l'ampleur et gravité du problème à résoudre, l'existence des apports de bénéficiaire, la population et fokontany touché.

Ayant terminé son intervention avec l'applaudissement de l'auditoire, il a donné la parole au technicien de l'ANIMATEUR lui qui insinue sa parole sur « LA PARTICIPATION DE TOUT ET CHACUN » à la réalisation de ces projets dont :

- 5 % pour les Fokonolona bénéficiaires des projets
- 10 % pour la Commune
- 85 % -Financement à rechercher auprès des Bailleurs de Fonds.

La troisième personne qui avait pris la parole est Monsieur l'Adjointe au Maire, représentant du Mr le Maire, absent en mission à Fianarantsoa.

Il a tenu à remercier le monde venu assister à cette validation de la réactualisation de ce PCD, outil très utile au développement communal et a terminé son allocution par la levée de la durée de la tenue de l'atelier.

Peu de temps après cette séance , les Fokonolona de chaque Fokontany présents ,ont été invités de se reculer dans un coin pour valider leur PDV respectif ; Ce qui fût fait , après lecture par le Chef de Fokontany du changement de la priorisation des projets et le moment de leur réalisation , apportés par le CDC.